Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/n26viedespeuples07pari

TOME VII. — N° 26 10 JUIN 1922

LA VIE DES PEUPLES

WITHDRAWN FROM VIRGINIA
UNIVERSITY LIBRARY

SOMMAIRE

***	*De Gênes à La Haye*	389
B. FAY	*Journal d'un Français en Amérique à la fin du XVIII^e siècle*	399
Edouard GUYOT	*L'opinion britannique et la situation européenne*	426
Mathilde POMES	*Ramon Gomez de la Serna*	442
R. G. de la SERNA	*En Castille : les fous de village*	451
	La nuit ségovienne	468
Commandant Z.	*Le « général » Séménof*	473
Paul RIVAL	*Quelques notes sur les Goncourt*	484
N.	*En lisant Witté*	494

Vie philosophique	505	Vie scientifique	554
Vie littéraire	514	Vie politique	559
Vie théâtrale	533	Vie internationale	587
Vie militaire	543	A travers les Revues	654

Traduction et reproduction interdites

Prix : 5 francs

SOMMAIRE DES CHRONIQUES

Vie philosophique — Pages

Raymond LENOIR : *Alfred Espinas et son temps* 505

Vie littéraire

Claude BERTON : *Mœurs provinciales et cosmopolites* 514

Vie théâtrale

NISMES : *La Revue de Vingt Scènes* ... 533
A la manière d'eux 535
Nos tournées 536
Ceux de Pont-aux Dames 540

Vie militaire

Jules LEGRAS : *L'Angleterre durant la guerre* 543

Vie scientifique. — Pages

Dr V. de LAVERGNE : *Laveran* 554

Vie politique

Emile DELAGE : *La situation ministérielle en Autriche* 559
G. B. : *Etats-Unis* 564
Les élections en Hongrie 576
Y. A. B. : *Situation intérieure en Russie* 581

Vie internationale.

L'exposé de M. Benès 587
Gênes et la Société des Nations 522
Derniers travaux de la Conférence de Gênes 626

A travers les Revues.

Les relations internationales 655
Figures politiques 665

LA VIE DES PEUPLES

Revue de la Pensée et de l'Activité françaises et étrangères

Paraît le 10 de chaque mois en un volume in-8° d'au moins 192 pages

FONDATEUR : **A. DE LAPRADELLE**

PRIÈRE D'ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE

La Rédaction de la Revue : 2, Rue Lecourbe, Paris (XV^e^) — Tél. Ségur 84-40

L'Administration de la Revue : A la Librairie Guillon, 5, Place de la Sorbonne, Paris (V^e^)

Secrétaire Général : JEAN BONNEROT.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

	Un an	Six mois
FRANCE	50 fr.	.... 30 fr.
ETRANGER	70 fr.	.... 40 fr.

P
Fr. Lit
V

BANQUE FRANÇAISE & ITALIENNE

pour l'Amérique du Sud

Capital : Fr. 50.000.000 — Réserves : Fr. 31.000.000

Siège Social :

PARIS. — 12, rue Halévy. — PARIS

Téléphones { Louvre 26-69, 26-70.
Gutenberg 43-63, 43-64, 43-65.
Inter 723-785.

Succursales :

ARGENTINE : Buenos-Aires.

BRÉSIL : Sao-Paulo, Rio de Janeiro, Santos, Curityba, Porto-Alegre, Pernambuco.

Agences :

Araraquara, Barretos, Botucatu. Caxias, Espirito-Santo do Pinhal, Jahu, Mococa, Ponta Grossa, Ribeirao Prete, Sao-Carlos, Sao-José do Rio Pardo.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Agents de la BANCA COMMERCIALE ITALIANA

1710 **LIBRAIRIE STOCK** 1922

DELAMAIN, BOUTELLEAU et Cie, Libraires-Éditeurs, PARIS

Chèque postal : **29-360** — *155, rue Saint-Honoré, place du Théâtre-Français* — Téléphone : **Central 38-70**

VIENNENT DE PARAITRE

GUILLAUME APOLLINAIRE

L'HÉRÉSIARQUE & Cie

1 vol ..... 6 fr. 75

Le principal ouvrage d'un des chefs de l'école littéraire et artistique d'avant-garde

BIBLIOTHÈQUE COSMOPOLITE

MISE EN VENTE DE JUILLET 1922

GUERRE ET PAIX

Par Léon **TOLSTOI**

Traduction littérale et intégrale d'après les manuscrits originaux

6 forts volumes. Chaque volume ..... **5 fr. 75**

Cet immense chef-d'œuvre n'est lu, en général, que dans des traductions incomplètes. Tout le monde doit connaître l'œuvre intégrale qui fera partie désormais, sous une couverture de luxe, de la *Bibliothèque Cosmopolite*.

MIDDLEMARCH

Par George **ELIOT**

2 forts volumes. Chaque volume ..... **5 fr. 75**

Un des principaux romans de la littérature universelle

ANDERSEN.....	**Contes.** 1 vol.	**6 fr. 75**
	Traduction nouvelle directe du danois, par Paul Seyssac, la seule exacte et littéraire. Préface d'Edmond Jaloux.	
Oscar WILDE	**La Maison de la Courtisane**	**5 fr. 75**
—	**Théâtre.** 3 vol. Chaque vol.	**5 fr. 75**
Rudyard KIPLING	**Simples Contes des Collines**	**5 fr. 75**
—	**Trois Troupiers**	**5 fr. 75**
—	**Sous les Déodars**	**5 fr. 75**
Edgard POE	**Derniers Contes.** (Traduction Rabbe).	**6 fr. 50**
B. BJORNSON.....	**Au delà des forces**	**5 fr. 75**
SWINBURNE	**Poèmes et Ballades**	**5 fr. 75**
LERMONTOFF	**Un héros de notre temps. — Le Démon**	**5 fr. 75**
V. SOLOVIEV ...	**La Russie et l'Eglise universelle**	**6 fr. 75**
En Préparation .	**Dimitri Roudine**, par TOURGUENEFF	

Pour être au courant du mouvement intellectuel se faire inscrire au SERVICE GRATUIT du

BULLETIN PÉRIODIQUE DE LA LIBRAIRIE STOCK

en se recommandant de la VIE DES PEUPLES.

La LIBRAIRIE STOCK, 155, rue Saint-Honoré, expédie rapidement tous les ouvrages commandés

DE GÊNES A LA HAYE

I

La véritable conférence de La Haye ne s'ouvrira que le 26 juin, entre les délégués des soviets et ceux des Etats qui, après la réunion préalable du 15, auront jugé possible et utile de reprendre l'étude du problème russe dans les conditions prévues par la résolution finale de Gênes. Les Etats-Unis, dont on avait cru pouvoir espérer et escompter la présence à la réunion ou à la conférence, ont marqué déjà qu'ils entendaient ne pas sortir encore du rôle d'observateurs où ils se renferment depuis deux ans. La France, qui paraît par moments tentée de suivre leur exemple, fera sans doute au moins l'expérience loyale de la réunion préalable ; si elle conclut alors qu'il vaut mieux pour elle se retirer de la conférence technique, d'autres Etats l'imiteront-ils? Il y en a sans doute plus d'un que son intime conviction pousserait à le faire ; mais le jeu ne serait pas sans risque, et mieux vaut peut-être qu'il ne soit pas risqué. Déjà les conditions où s'ouvre la réunion de la Haye ne sont pas fort rassurantes : et de la paisible résidence hollandaise peuvent sortir pour la tranquillité et peut-être la paix de l'Europe des surprises aussi graves que celles dont trop longtemps ont paru grosses les séances de Gênes.

On était, jusqu'à ces derniers jours, fondé à espérer que l'ambiance y serait tout autre. Non point, certes, que Gênes se soit terminée dans la concorde et l'amitié européenne, ni dans une parfaite sincérité. Ceux qui auraient pu se faire quelque illusion à voir l'apparente unanimité avec laquelle ont été adoptées les résolutions finales, à entendre les compliments et

les protestations d'affection échangés au départ, à lire les télégrammes envoyés des frontières, ont pu, sous ces dehors diplomatiques, reconnaître la vérité à voir de quelle manière l'initiateur déçu de la Conférence a,dans son voyage de retour, plus évité que traversé Paris. La presse indépendante, affranchie par la fin de la Conférence de certains égards de convenance, a révélé au grand public, seul à les ignorerc, certains dessous qui n'étaient ni élégants ni propres. Le courageux article que le *Journal des Débats*[1] a consacré au « Vilain jeu de Gênes » n'a pas eu tout l'écho qu'il eût fallu : combien plus instructif était-il cependant que tant de pauvretés qui ont fait le tour de journaux ! « Les représentants des trois grandes puissances de l'Entente ont joué à Gênes, devant l'Europe assemblée, la plus sinistre, la plus honteuse comédie : l'Angleterre et l'Italie multipliant les embûches, les intrigues et les mensonges, la France feignant de ne point s'en apercevoir, et se défendant comme elle pouvait, le plus souvent fort mal... Avant même d'arriver à Gênes, M. Lloyd George avait résolu de manœuvrer de telle sorte que la France, menacée d'isolement, fût contrainte d'entrer dans une combinaison contraire à sa dignité et à ses intérêts, ou que, si la combinaison échouait, toute la responsabilité de l'échec retombât nécessairement sur la France. Le plan du Premier britannique fut adopté avec enthousiasme par M. Schanzer, qui mit en œuvre, pour le faire triompher, toutes les ressources d'une astuce assez basse et d'une cynique duplicité... Depuis l'ouverture de la Conférence, les Anglais et les Italiens ont vu les Russes tous les jours; tous les jours, les Italiens ont vu les Allemands ». La presse « cuisinée », les chefs de gouvernement, « des hommes politiques influents et considérables », quêtant les applaudissements d'une salle faite, « inconcevable ignorance et furieuse vanité..., docilité résignée, indifférente ou intéressée des comparses », voilà le tableau. Qui donc, parmi ceux qui ont assisté même à quelques scènes seulement de la tragi-comédie, l'accuserait d'être chargé ?

1. 20 mai 1922.

Sur un seul point peut-être, il n'est pas tout à fait exact. M. Lloyd George a été véhémentement soupçonné d'avoir voulu ou faire entrer la France dans une combinaison à trois avec l'Angleterre et l'Allemagne, ou même substituer à l'Entente franco-anglaise un accord anglo-allemand, tourné contre la France. Des imprudences de langage commises par certains de ses familiers ou par lui-même ont accrédité l'idée de cette seconde combinaison. Peut-être n'étaient-elles point involontaires : l'on connaît bien, aujourd'hui, sa méthode ordinaire, où la rudesse alterne avec la séduction, la menace avec les plus alléchantes promesses, la grosse voix et le poing fermé avec le sourire angélique et les bras ouverts. Qu'il eût en vue de mettre fin à l'Entente cordiale, cela ne fait point de doute : sa fureur lorsqu'un article du *Times*, dénonçant ce dessein, mit en révolution l'honnêteté anglaise et fit par là manquer toute l'affaire, en est le plus net aveu. Mais la justice exige de reconnaître que ce n'est pas à une nouvelle combinaison particulière qu'il voulait sacrifier l'Entente : c'est à une sorte d'accord général où l'Europe se serait unie sous l'hégémonie pacifique, commerciale et mercantile, de l'Angleterre. Abolition des alliances particulières; le continent divisé en Etats politiquement isolés, mais économiquement rapprochés par l'adoption générale du principe de la liberté commerciale, du libre échange; un immense marché ouvert à l'industrie britannique pour ses stocks et pour une production sûre désormais de ne plus risquer stagnation et chômage; un énorme accroissement du prestige de l'Angleterre qui, désormais, pesant de tout son Empire sur l'Europe atomisée, la dépassait, l'éblouissait et au besoin la matait de sa richesse et de sa prospérité, la mettait dans sa dépendance pour faire contrepoids un jour aux ambitions ou au développement des Etats-Unis : tel est le dessein avec lequel M. Lloyd George était venu à Gênes, et dont il y a poursuivi l'exécution avec une impatience qui en a hâté l'échec.

Nombre de traits et d'incidents de la Conférence, qui jusqu'ici demeuraient obscurs ou à demi, s'éclairent à la lumière de cette explication : depuis l'affirmation emphatiquement

lancée par M. Facta à la séance inaugurale, — toute différence s'efface ici entre vainqueurs et vaincus — en passant par l'idée du pacte de non-agression, jusqu'à l'offensive du 10 mai contre la Petite Entente, coupable de ne pas immoler joyeusement à la grande idée les traités — accords particuliers — sur lesquels se fonde son existence même ; la remise en question de ses frontières, celle de la consistance politique même des Etats qui la composent et auxquels on rappelait rudement qu'il existe chez eux des questions de minorités nationales, devaient lui servir d'avertissement et, si elle s'obstinait, de châtiment. De même, c'est ainsi que l'on comprend la grande colère de M. Lloyd George à la nouvelle du traité de Rapallo, l'acte le plus directement contraire à son projet qui se pût concevoir et accomplir, chef-d'œuvre, en ce sens, de balourdise allemande ; son irritation contre les politiques clairvoyants qui lui annonçaient que la réponse des Russes aux Alliés serait négative ; sa fureur prostrée à la réception du mémorandum russe du 11 mai, qui ramenait la Conférence en deçà du 10 avril et le cri qui lui échappa à ce moment, l'aveu de l'échec de la Conférence.

Le premier ministre britannique ne se pique point de savoir l'histoire, et on l'étonnerait peut-être en constatant que son grand projet ne vise à rien moins qu'à détruire le principe politique sur lequel l'Europe vit depuis tantôt quatre siècles, pour y substituer une organisation toute nouvelle. C'est l'équilibre européen, assuré d'abord par des coalitions changeantes, puis par des alliances passagères, et depuis vingt-cinq ans enfin fondé sur deux groupement stables d'ententes durables ; dont il met en cause l'idée même, et, comme la guerre de 1914 est née, non de l'existence même des deux grands groupements de puissances que se faisaient face, mais de la soumission absolue de l'un d'eux au militarisme le plus rigide et le plus absolu, il en conclut, un peu vite sans doute, que le seul moyen d'éviter le retour de pareille catastrophe est qu'il n'y ait plus d'alliances du tout. Ne comptons pas que, féru d'une si grande idée, il y renonce après un premier, ni même un second échec. Sa souple et enveloppante tenacité, il en

mettra toutes les ressources à y convertir la France, son principal adversaire sur ce terrain, ou à l'y amener de force, en l'isolant... pour son propre bien.

On a encore, chez nous, la naïveté de s'étonner de pareilles conceptions, et l'imprudence de s'en indigner. Ne vaudrait-il pas mieux essayer de comprendre? La psychologie anglaise, on peut s'en convaincre à la lecture du remarquable article de M. Guyot[1] est fort différente de la nôtre, et non seulement M. Lloyd George est aujourd'hui l'homme qui en exprime le mieux les tendances, mais il n'y a point en ce moment dans toute la Grande-Bretagne de parlementaire qui puisse avec quelque chance de succès essayer même de recueillir sa succession. C'est un fait, devant lequel doivent céder toutes les illusions que certains aimeraient à se faire.

La sagesse est donc de compter avec la situation, et avec l'homme. Il joue son jeu, et nous avons tort de croire que c'est contre nous : c'est par-dessus nous. Mais nous pouvons jouer le nôtre. Les controverses diplomatiques ou juridiques ont leur bon : mais, à certains moments, un acte appuie utilement la note la plus subtile ou la plus précise. Nous pouvons agir, sur plus d'un point. Si l'Angleterre redoute les conséquences de notre action, elle ne s'en trouvera, nous voyant résolus à savoir où nous en sommes et à ne plus nous payer de mots que plus inclinée à tenir compte de nos désirs; et nos désirs ne sont que l'expression de nos indispensables besoins.

II

Gênes a vécu sous la menace de l'échéance du 31 mai; et, si paradoxal que cela semble, c'est peut-être à la présence invisible de ce mystérieux danger qu'a été due l'issue en somme correcte et paisible de la Conférence. Grâce aux délibérations du comité des banquiers, et à la surprise, trop facile à prévoir, qu'elles nous ont apportée, nous nous retrouvons pour aller discuter à la Haye, dans une atmosphère pleine d'incertitude et de miasmes. Mais cette fois ce n'est plus nous

1. Voir plus loin : *L'opinion anglaise et la situation européenne.*

qui menons le jeu. Ce que tout le monde attend, c'est ce que l'Allemagne va faire des promesses que lui a arrachées l'approche du 31 mai, ce qu'elle va consentir à laisser connaître de ses intentions en matière de réparations.

Il ne servirait à rien de mâcher les mots. Cette situation est intolérable, et, si elle ne prend pas fin à brève échéance par une entente entre les Alliés pour contraindre l'Allemagne à payer son dû, il n'y a que deux issues possibles : l'effondrement financier, économique et social de la France, ou l'exécution forcée par nous de notre créance sur l'Allemagne. Si quelque chose pouvait encore surprendre de la part de ce qu'on appelle aujourd'hui en Europe des hommes d'Etat, ce serait que cette tragique alternative ne leur apparût pas en pleine netteté. Mais est-ce même alternative qu'il faut dire? Il n'y a pas un Français, fût-il le plus pacifiste, le plus internationaliste, le plus Européen de tous, pour admettre qu'après avoir été injustement attaquée et odieusement dévastée, sa patrie soit encore ruinée par la mauvaise foi de l'agresseur qu'elle s'est saignée à vaincre. Si l'Allemagne rit sous cape en songeant à la revanche qu'elle croit s'être préparée par sa politique de mensonge et de calomnie, elle fera bien de méditer notre vieux dicton : notre rire sera peut-être mêlé de larmes et de sanglots, mais nous rirons les derniers.

Ceux qui parlent toujours de désarmer la France impérialiste feraient bien d'y songer. On souhaiterait pour la paix du monde qu'il y eût partout aussi peu d'impérialisme qu'en France. Mais le vrai moyen de rendre les Français militaristes, de les convaincre que seule la force compte sur terre, c'est de leur donner à croire qu'il n'y a ni justice ni honneur quand l'intérêt le plus mesquin est en jeu ; le vrai moyen de leur imposer le recours à la violence, c'est de leur prouver, par des actes, qu'il est vain de mettre sa confiance dans le droit. Si l'on voulait délibérément jeter le monde à une nouvelle catastrophe, on ne s'y prendrait pas autrement.

Et quelle contradiction, quelle folie que de ne songer jamais qu'au relèvement de l'Allemagne ou de la Russie, et d'oublier que le cinquième de la France, ses régions les plus prospères, les

plus industrieuses, naguère les plus riches, attend encore d'être restauré ! Qu'on imagine ces ruines reconstruites, la terre remise en valeur et les usines en marche, la population revenue et de nouveau toute au travail : n'y a-t-il pas là, pour l'industrie britannique, une clientèle plus proche, plus fidèle, plus sûre, plus intéressante, que celle de l'Allemagne, de quoi redonner du travail à des centaines de milliers de chômeurs anglais? Les traces morales de l'invasion subsisteront durant un siècle ou un demi, ses dernières traces matérielles ne s'effaceront pas avant une génération. Mais les réparations exécutées normalement, c'est, dans quelques années, le déficit du budget français plus qu'à demi comblé par les contributions de ces actives provinces, qui aujourd'hui manquent au Trésor; c'est le spectre de la banqueroute et de la ruine qui s'éloigne, c'est une France plus calme, plus disposée à écouter les suggestions qui à ce moment pourraient lui être faites au nom de l'intérêt européen pour hâter l'heure d'un demi-oubli. Y a-t-il donc parmi les dirigeants de l'Europe si peu de psychologie ou si peu de bon sens qu'ils ne soient pas frappés d'aussi évidentes vérités?

Et sont-ils donc si mal informés de l'état de l'opinion française aujourd'hui? Elle se partage très nettement entre deux courants. Il faut, disent les uns, un rapprochement franco-allemand, un accord, non point cordial, mais loyal, pour des fins pratiques. Et les autres affirment que nous serons encore obligés d'administrer aux Allemands une bonne leçon. Ces deux vues, qui semblent opposées, sinon contradictoires, sont, au contraire, parfaitement conciliables, et sans doute également vraies. L'immense majorité des Français, qui est raisonnable, veut qu'on arrive à des relations tolérables avec l'Allemagne. Mais de plus en plus grandit parmi elle le nombre de ceux qui, voyant s'accumuler les difficultés, croître l'insolence des Allemands, et les Alliés l'encourager par leur indulgence, se convainquent que ce rapprochement ne sera possible qu'après une dernière explication, dont les oreilles ou les côtes des Allemands pourraient se sentir. Qu'ils soient démentis par l'événement ne dépend pas d'eux, mais de la sagesse — tardive —

des Allemands ou des Alliés. Les uns et les autres auraient tort de prendre cette situation à la légère : car ils risqueraient d'être tirés de leur quiétude par une surprise brusque et cruelle.

La question allemande, c'est à-dire la question des réparations, ne sera pas traitée à la Haye. Elle ne l'a pas été non plus à Gênes, et pourtant elle a dominé toute la Conférence. Elle dominera de même celle de la Haye, puisqu'elle est le grand problème de l'Occident, le vrai problème de la reconstruction de l'Europe. Arriverait-on à la Haye à mettre sur pied un plan de relèvement économique de la Russie, il demeurerait sur le papier tant que ne serait pas réglée la question des réparations. C'est elle, bien plus que l'évolution ou les révolutions de la Russie, qui peut mettre en péril la paix de l'Europe.

III

Quand fut décidé à Gênes le renvoi de l'étude des questions russes à une conférence d'experts, il fut entendu qu'à aucun titre, ni d'aucune manière celle-ci ne serait la continuation de la grande Conférence internationale qui s'achevait. Sous l'impression encore toute fraîche des erreurs que celle-ci avait commises et des déceptions qu'elle avait causées, il semblait que la meilleure chance de succès dont on pût doter l'autre était d'écarter jusqu'à l'apparence d'un lien entre elles. Une phase de l'évolution européenne du problème russe était close à Gênes, c'en était une autre, toute nouvelle, qui devait s'ouvrir à La Haye ; de politique, il devenait purement technique.

Ni du côté anglais, ni du côté italien, il n'a cependant manqué de tentatives pour oublier cet engagement, ou en réduire la portée. Du côté anglais, on eût aimé colorer l'échec de Gênes ; du côté italien, on ne songeait qu'à faire sa cour à M. Lloyd George. Le ton des relations internationales se modifie, d'aucuns diraient qu'il se modernise : mais tous les modernismes ne sont pas dignes d'éloges, et certaines manières d'autrefois avaient du bon. Persuadons-nous que pour faire taire ces velléités d'indépendance à l'égard des obligations contractées

sur parole il a suffi qu'à Londres et à Rome on rafraîchit ses souvenirs, et que la crainte de résistances qui auraient pu venir d'ailleurs que de Paris n'y a pas été nécessaire.

Dans quelles dispositions les délégués des Soviets viendront-ils à la nouvelle conférence? Le traité de commerce que l'Italie s'est empressée de conclure avec eux, à peine parties les dernières délégations étrangères, a peut-être mis du baume sur leurs blessures de Gênes, qui n'étaient pas que d'amour-propre : mais il faudrait autre chose pour les soustraire à la hantise des difficultés intérieures dont on trouvera plus loin un très sommaire tableau. Pour eux, la question des crédits d'Etat à Etat, pour l'amour desquels ils ont assumé à Gênes la responsabilité de la rupture, demeure au premier plan. Or M. Lloyd George leur a signifié nettement qu'ils n'avaient aucun espoir à nourrir de ce côté : l'ère des prêts à l'étranger est close pour la Trésorerie britannique; c'est aux capitalistes que doivent s'adresser les Etats en mal d'argent. Il se peut qu'anglais, italiens, belges mêmes, les capitalistes prêtent l'oreille aux demandes des bolcheviks; mais ce ne sera point sans garanties sérieuses. Les plus solides en apparence s'évanouissent dès qu'en cas de contestation il ne se trouve pas de tribunal sûr où porter le différend. Transformation complète du régime soviétique et retour de la Russie aux principes des sociétés « bourgeoises », ou établissement de capitulations au profit des étrangers, c'est l'alternative. Les Soviets ne peuvent en accepter ni l'un ni l'autre terme. A la Haye, où la politique ne viendra pas, comme à Gênes, obscurcir et brouiller les questions les plus claires, on s'en apercevra fort vite. Si quelque Etat, par fringale des trésors russes ou ardeur d'échapper à des embarras intérieurs, voulait pourtant fermer les yeux à l'évidence, il en serait vite le mauvais marchand.

La France ne le sera pas. Mais elle ne doit pas non plus, dans sa résolution d'être prudente et précise, se confiner dans une attitude trop raide d'apparente indifférence. Même quand elle discute avec les bolcheviks, elle ne doit pas oublier que désormais elle parle de nouveau à la Russie. Non point que

ce grand et malheureux pays soit représenté par ces maîtres d'un temps, qui l'ont conquis par la violence et le dominent par la terreur; mais il est, si l'on peut dire, figuré par eux. Ils n'ont nul droit de parler en son nom ; mais ils rappellent à tous qu'il existe, et que, si sa place en Europe est encore vide, du moins elle est de nouveau marquée ; il reviendra bientôt la prendre. C'est là un des grands résultats de Gênes, peut-être le plus grand : on ne l'a pas assez remarqué. L'éclipse de la Russie a pris fin le jour où, au palais San Giorgio, dans le plus vaste des Congrès qui se soient jusqu'ici tenus en Europe, un délégué, accueilli par les autres en égal, et écouté plus qu'en égal, s'est levé pour parler en son nom. Peu importe que ce délégué ait été Tchitchérine, qu'il se soit fait le héraut des principes communistes, qu'il ait accentué son programme internationaliste : car il a défendu en même temps ou revendiqué les droits nationaux de la Russie, méconnus par tous depuis qu'à Brest-Litovsk les bolcheviks eux-mêmes les avaient trahis ; et derrière lui alors on a aperçu la Russie de demain, la Russie immortelle.

C'est à celle-ci que nous devons penser, et c'est pour elle qu'à la Haye nous devons travailler. Là est le véritable esprit européen, la seule « reconstruction » de l'Europe. A Gênes, la politique française, a fait, en dépit de critiques intéressées ou partiales, la meilleure des besognes : elle a mis un peu d'ordre dans le gâchis, de clarté dans le brouillard ; elle a empêché d'énormes et redoutables erreurs. Mais ce n'est que la première partie de sa tâche. Il lui incombe maintenant d'accomplir œuvre positive. Aider la Russie sans prêter au bolchevisme qui s'épuise les moyens de se maintenir, de se consolider, d'échapper au destin qui le guette, tel en est le programme. C'est aussi bien celui de nos amis tchécoslovaques et yougoslaves. Si nous savons trouver la formule qui permette de le réaliser, nous n'aurons pas à redouter, le jour où la Russie sera sortie de ses épreuves, la comparaison qu'elle fera de l'attitude des autres et de la nôtre.

***

L'AMÉRIQUE AU XVIII^e SIÈCLE

vue par un Français

En un voyage qui n'avait pour but que d'étudier l'Amérique du XVIII^e siècle, il m'advint de trouver un manuscrit français, gisant sous la poussière et dans l'oubli de la Société historique du Massachusetts. Le bibliothécaire, qui est bien l'homme le meilleur et le plus spirituel d'Amérique, M. W. Chaucey Ford, me signala ce gros volume in quarto, relié de parchemin jaune, et me conseilla de le lire. L'écriture était magnifique, bien ronde, bien moulée, sans trop de fioritures, mais ornée ça et là de jolis jambages et de sortes de petits nuages qui flottaient autour des lettres. Il y avait dans les marges des plans, des coupes, des croquis exacts et coloriés. Tout cela respirait l'odeur de notre XVIII^e siècle philosophe et ses grâces. L'œil jouait avec plaisir sur ces lignes, et je remarquai vite que le style ressemblait à l'apparence. Il avait la pureté, la crudité, le coulant plein de politesse que nous aimons dans les textes du XVIII^e siècle. Il était semé d'anecdotes, de réflexions et de descriptions où revivait son auteur. On le voyait raisonneur et scientifique se promener le long des quais de New-York, en comparant le prix des choux français et des turneys du nouveau monde, parcourir les forêts sauvages en s'indignant que les aubergistes y donnent de si mauvais lits aux voyageurs. Partout, il portait sa conviction de logicien et ses habitudes d'ordre. Et cela jusqu'au désastre, jusqu'à la ruine.

Car ces pages sont, bien gaiement, le récit douloureux d'une aventure manquée. L'homme qui les rédigea s'appelait Desjardins. Il était de Paris, avait fait de bonnes études scientifiques et, de son métier, était ingénieur. Il était chargé, avec un autre bourgeois de Paris, M. Pharoux, de représenter en Amérique les actionnaires d'une grande compagnie de colonisation, fondée en France, pour exploiter des terrains non encore défrichés, situés dans le nord de l'Etat de New-York, auprès du Canada, sur le lac Erié. Cette entreprise, organisée par le Gouverneur Moriss, ambassadeur des Etats-Unis, à Paris, soutenue par le banquier LeRay, de Chaumont, et par un grand nombre de bourgeois puissants, tels que Bailly, Alexandre

Lerebours, Volney, etc., devait tristement échouer. Ses actionnaires l'avaient constituée pour mettre leurs biens à l'abri de la Révolution française, qui commençait à les inquiéter, et sans doute aussi sous l'influence de cette fièvre de spéculation qui régnait alors, en Amérique. Par malheur, Desjardins, qui avait mission d'organiser l'exploitation du territoire et de procéder à son utilisation, fut mal soutenu; il manqua de souplesse d'esprit, d'imagination et de chance, si bien qu'en 1796, *il fut rappelé en France et la société s'achemina graduellement, vers la faillite qui fut complète en* 1802. *Desjardins n'a donc à raconter ici que ses insuccès. Bien plus, il doit dire encore ses désillusions. Au lieu de l'Amérique pure, charitable et proche de la nature, qu'il attendait, il ne trouva qu'une Amérique corrompue, indigne de sa réputation de moralité, égoïste et hostile aux étrangers. Il voulait voir des déserts et des Indiens farouches, mais héroïques et terribles; il rencontra des terres à demi-habitées où les colons mouraient de faim, où les Indiens se tuaient à force de boire. Il perdit son temps, ses espoirs, ses idéals, son argent, sa santé et son respect pour l'humanité.*

Ce contraste entre la verdeur de son esprit et la tristesse de son sort est peut-être ce qu'il y a de plus attachant dans son Journal. Il a tout perdu dans ce voyage, sauf sa lucidité. Il n'a jamais perdu la tête. Il continue à détailler tout ce qu'il voit et entend. Il écrit son journal avec ironie, amusement et quelque amertume, mais sans aucun désespoir. Dupé dès le début de la traversée et volé par le capitaine, il s'en amuse aussi longtemps qu'il le peut; et quand quelque chose ou quelqu'un le choque trop, il déclare : « Chaque pays, chaque coutume », et passe.

On retrouve dans ces pages un perpétuel souci de comprendre, de sentir et d'agir. Desjardins a une conception très élevée du rôle du voyageur. Il note tout ce qu'il peut discerner d'intéressant au point de vue social. Il se plaît à disserter sur les différentes façons de faire l'amour et de cuire le maïs, il y porte un grand sérieux et un constant souci de se distraire. Il peut aussi s'émouvoir à propos, soit à la vue d'une forêt étrangement éclairée par des arbres en feu, soit au spectacle d'une solitude terrible. Mais de tels élans lui demandent un peu d'effort; ce qu'il fait encore le plus naturellement, c'est d'étudier avec soin, patience et un esprit scientifique fort juste, tous les objets curieux que le hasard lui fournit. Il est un botaniste et un naturaliste, comme tous les beaux esprits du XVIII^e *siècle, et certaines de ses descriptions sont exquises: par exemple, la page où il montre le lanscornet, dont le corps n'est « qu'une espèce de mucilage couleur de rose. » Il n'est point un Chateaubriand à l'âme romantique : il vit encore en plein XVIII^e siècle, bien qu'il fasse de ci, de là des*

phrases qui se balancent déjà avec un air romantique. Il n'a ni le sens ni le besoin du désespoir, et surtout, il n'est pas panthéiste. La nature ne vit pas pour lui d'une existence mystérieuse et presque divine. Elle l'attache et l'intéresse quand il peut y trouver des spectacles curieux ou beaux, mais il garde un souci, un désir de volupté, qui n'a rien de religieux ni de lyrique. Il veut que les choses lui plaisent ou le charment. La nature est avant tout pour lui le monde extérieur, il ne la fait pas encore rentrer dans son monde intérieur. Ou il ne le fait qu'accidentellement, par devoir, et sans y mettre beaucoup de sincérité.

Dans le Nouveau Monde, il a voulu faire un voyage pittoresque qui l'amusât et lui procurât, outre quelque argent, des plaisirs et des connaissances. Il n'a point réussi, mais il a laissé ces feuilles où il a mis le meilleur de lui-même. Il donne ici l'un des témoignages les plus clairs et les plus agréables de ce que pensait un bourgeois de Paris à la fin du XVIII^e siècle, quand il avait à découvrir l'Amérique. A le lire, je me suis pris à l'aimer, pour son courage et ses solides qualités de culture, d'ironie et de sécheresse. Je n'ai rien changé à son récit. Quand il était trop lent, je l'ai coupé, plaçant entre crochets, tout le texte qui est de ma main.

Je voudrais qu'il intéressât ; car, en ses qualités, ses défauts, ses jugements téméraires, sa difficulté à s'adapter et son adresse à se moquer de ce qu'il ne comprend pas, Desjardins est « bien Français ». Je lui suis reconnaissant de la leçon qu'il m'a donnée, et je l'offre comme un exemple de ce que l'on écrivait en un temps où le romantisme et la couleur locale avaient encore à être inventés et où le plaisir le plus vif était celui du pittoresque.

Bernard FAŸ.

4 juillet 1793. — Mme de Longuemare avait déjà conclu pour le passage avec le capitaine Mac Dougal du bâtiment américain *La Liberté*, port de 180 tonneaux, pour M. et Mme Desjardins, deux enfants et deux domestiques à raison de cinq mille livres. M. Desjardins arrête le voyage de M. Pharoux pour mille livres.

7 juillet. — Le soir, départ d'un convoi considérable pour Cherbourg. Le départ de ce convoi retenait depuis un mois tous les bâtiments étrangers dans le port. Notre départ fixé au lendemain.

8 juillet. — Rembarquement et départ du bassin du Havre à huit heures du matin. Le navire visité à trois différentes fois par la garde nationale. Exhibition de nos passeports. Obligés de rester en rade pour attendre le capitaine, qui plaidait contre un des passagers, grand embarras pour loger quarante passagers, dans un bâtiment convenable pour douze au plus. Désolation de Mme Bancel, femme du plaideur, ne voyant pas revenir son époux. A huit heures du soir, retour du capitaine...

9 juillet. — Dès le point du jour, départ de la rade. Tonnerre, qui amène du gros temps.

14 juillet. — Par la hauteur de Bordeaux, rencontre d'un corsaire anglais de Guernesey portant vingt-quatre canons, qui, sous pavillon français et parlant français, se disant de Saint-Malo, nous a visités et a fait venir le capitaine à bord, pour examiner ses papiers. Le corsaire poussa la ruse jusqu'à nous envoyer l'équipage de sa chaloupe, affublé de bonnets rouges. Ayant trouvé notre capitaine en règle, il avoua pour lors, qu'il était Anglais et, en nous quittant, hissa son pavillon véritable.

1 r juillet au 14 août suivant. — Vent arrière et belle navigation pendant trois semaines, ensuite calme et chaleur étouffante.

Pendant ce temps, les caractères se développèrent et s'étant une fois laissé connaître, on ne se donna plus la peine de remettre le masque.

La plupart des nos passagers devaient passer aux îles françaises, et prenaient la route des Etats-Unis pour profiter du pavillon américain. Nous avions un marchand avec une comédienne du Havre, laquelle avait jugé à propos d'y laisser comme très embarrassants, un mari, des enfants et des créanciers; un peintre en mignature avec sa douce amie, ci-devant ouvrière au Havre; un Anglais, chevalier d'industrie, avec ses prétendues femme et nièce, toutes deux ci-devant citoyennes de l'Hôtel d'Angleterre et habituées peu modestes du Palais-Royal. Mais la plus brillante partie était celle du plaideur

Bancel, de sa femme et de sa criante famille, consistant en quatre enfants, dont un à la mamelle, laquelle aimable famille était toujours disputante, soit entre elle, soit avec quelqu'un des passagers ou de l'équipage.

La comédienne, se prétendant jalouse d'une élégante du Cap, qui était à bord, jugea à propos de donner dans le tragique et s'empoisonna, en avalant une phiole de mercure qu'elle destinait à guérir ceux qu'elle comptait blesser de ses traits. A force d'huile, nous la réchappâmes. La dame du Palais-Royal, surprenant une lettre qu'un galant créole passait à sa prétendue nièce par la fente de sa cabanne, fit une scène des plus éclatantes où elle dévoila toute sa turpitude et celle de ses chères compagnes. L'argent et les moucheoirs du généreux créole rétablirent enfin la paix.

Les plus sages de la bande furent six jeunes gens qui, parmi ces syrènes, se comportèrent comme les plus âgés auraient dû faire.

Bientôt, on fut obligé de séparer les tables. Le capitaine avait pris les passagers et leur argent, sans prendre de provisions de plus. On s'arrachait les morceaux. Un morceau de sucre ou une tasse de café excitait une querelle. On prit enfin le parti de se mettre par bandes de sept. Les commissaires et leur famille, se trouvant former le nombre, purent du moins manger alors et sans reproche, la faible portion qu'on leur donnait.

L'ordinaire pour sept personnes était d'une poule ou un canard, fort maigre, avec des pois, du ris, ou pommes de terre, et c'en était pour toute la journée. La viande salée qu'on donnait de surplus était détestable ; joint à cela de la mauvaise eau, que l'on nous épargnait encore, le capitaine ne fournissait aucune autre boisson.

15 août 1793. — Rencontre de la frégate française *La Blonde* à la hauteur des Bermudes. Elle nous fait amener et visiter à bord. Son capitaine, le citoyen Deslandes, fait venir à son bord notre capitaine et deux de nos passagers, officiers de la marine de France, pour vérifier leurs passeports. L'officier envoyé pour nous visiter, se trouve avoir été à l'Isle de France

ami du beau-frère de M. Desjardins. Les officiers se comportent avec toute la politesse française et font apporter aux dames, des oranges, des syrops et du pain frais, dont nous n'avions pas goûté depuis le Havre. Ils nous apprennent l'incendie du Cap et nous avertissent que les corsaires anglais fourmillent entre les Bermudes et le continent, et arrêtent tous les vaisseaux américains où il y a des Français ou des propriétés françaises. Les matelots de la frégate, fâchés de ce qu'il n'y avait rien à gagner avec nous, crient aux aristocrates et exigent qu'on leur montre un vieux pavillon dans la hune, prétendant que c'est un pavillon blanc. Ils font plus, ils grimpent aux haubans et vont le déployer. Les officiers détournent la tête et nous gémissons d'une insubordination qui peut devenir bien fatale, en temps de guerre.

16 août au 5 septembre. — Notre équipage, pour se désennuyer du calme et se procurer du bon vent, résolut d'administrer le baptême du tropique par anticipation, car nous n'avons été que jusqu'au 92°. Cette scène manqua de devenir tragique, par la résistance violente d'un des passagers; mais, tout se termina à baigner un garçon de l'équipage et à donner pour boire aux matelots. Nous pêchâmes différents poissons, un sabre, poisson long, plat et très vorace, très belles couleurs argentées, mâchoire extraordinairement longue et bien garnie de dents. Un poisson volant vint se jetter sur le pont. On prit de petits poissons dont l'arête sur le dos a un mouvement méchanique, fort singulier. Le pilote du requin, poisson délicat, et un requin d'environ six pieds. Après lui avoir coupé la tête, la queue et vuidé les entrailles, le tronçon jetté à la mer faisait encore mouveoir ses nageoires. Nous vîmes des marsouins caracolants et une longue suite de baleines et baleineaux se dirigeant vers le Nord. Nous attrapâmes assez de dorades, aussi bonnes au goût des passagers que belles à leurs yeux.

Nous vîmes des aurores boréales très fréquentes et des pluies magnifiques dans les latitudes chaudes. Nous ramassâmes quantité de raisins du tropique : un joli petit coquillage de l'espèce des polypes s'attache dessus. Lorsqu'on le remet

dans l'eau, il s'ouvre, et sa trompe semblable à la barbe fine d'une plume fait un mouvement demi-circulaire, en l'avançant ou la retirant. Les grains ronds attachés à cette plante lui ont fait donner le nom de raisin et sont l'enveloppe crustacée d'une autre espèce de polype.

Au coucher du soleil, près du Tropique, les nuages prennent des formes admirables et brillantes de feux étincelants.

Aux environs des Bermudes, où les calmes nous retinrent trois semaines, des hirondelles vinrent sur notre bâtiment.

Nous prîmes un lanscornet, poisson cartilagineux et d'une forme extrêmement bizarre. Tout son corps n'est qu'une espèce de mucilage couleur de rose. On y trouve une seule arête en forme de flèche. Sa queue se divise en plusieurs petites semées de boules glaireuses, semblables à des yeux de bœuf. Il a un bec semblable à celui des perroquets. Ce poisson annonce l'approche de terre, étant un habitant des rochers, auxquels il s'attache fortement.

Vu beaucoup de nautiles, que les créoles appellent galères.

Le poisson cartilagineux voyage à l'aide du vent. Se tournant sur le dos, il étend une voile de pourpre et ses pieds lui servent de rames. Lorsqu'il craint, il rentre sa voile, retourne sa coquille en-dessus et se coule à fond.

Dans tous les mois de juillet et août, la mer fut lumineuse et phosphorique pendant la nuit. Ne pouvant parvenir à doubler les Bermudes, route ordinaire des bâtiments, notre capitaine se décida à passer à l'est de ces îles, malgré la crainte de rencontrer les fausses Bermudes que l'on n'a jamais vues. Cette route nous mit à l'abri des corsaires anglais et nous ne rencontrâmes qu'un bâtiment en assez mauvais état, parti d'Irlande depuis près de trois mois, et allant à Philadelphie Il ne put nous donner des renseignements sûrs.

Le lendemain, un bâtiment de Rhode-Islande, allant aux Isles, nous donna une estime différente de celle de notre capitaine. A vrai dire, nous allions à la garde de Dieu.

6 septembre 1793. — Après trois jours de vent arrière et très frais, la sonde, depuis ces trois jours, sur le tillac, sans en avoir fait usage, le capitaine s'étant estimé à midi à quatre-

vingt milles de New-York, nous manquâmes d'échouer sur la côte de Jersey tout près du port. Nous étions heureusement à deux heures du soir, presque tous sur le tillac, le vaisseau presque entièrement couché, allant au plus près, par un vent assez violent, lorsque M. Pharoux, qui se tenait debout aux haubans, découvrit, malgré l'obscurité, la blancheur de l'écume de la mer qui brisait sur la côte escarpée de sable blanc, et au-dessus une ligne très noire formée par les arbres verts. Il en avertit M. Delarmoise, un de nos passagers et capitaine de Nantes, lequel s'écria sur le champ : Terre ! Nous avions heureusement deux autres marins parmi les passagers. Chacun se jetta aux manœuvres et, en une minute, le vaisseau fut rendu au vent. Le capitaine américain et ses gens avaient perdu la tête, au point que le lieutenant voulait faire payer une manœuvre qu'on avait coupée pour virer de bord plus vite. Le capitaine fut se cacher en tremblant dans sa cabane après avoir crié : « Loff all ! loff all ! Lachez tout. » Hors de péril, nous sondâmes et trouvâmes trois brasses d'eau. Ainsi, nous n'avions été soutenus que par la force du vent et de la mer montante alors.

7 septembre. — Après avoir fui la terre toute la nuit, au point du jour, nous la recherchâmes. Sur les huit heures, nous aperçûmes les hauteurs de Nevessink et longeâmes la côte en jouissant du plaisir de revoir la terre. A dix heures, découvert le phare de Sandyhook. M. Pharoux descendit dans la barque du pilote côtier, pour se trouver à New-York devant nous et nous y assurer un logement. Il y arriva à neuf heures du soir, après s'être régalé chemin faisant de patates fraîches, de porc salé et de pommes. Il ne trouva point de logement. Toutes les places, les lits jusque dans les greniers, des auberges et pensions, étaient remplis, d'un côté, par quatre mille Français réfugiés du Cap et des îles, de l'autre, par quantité d'habitants de Philadelphie, que la peur de la maladie épidémique en chassait. Après bien des difficultés, provenant de leur mauvais anglais, MM. Euger, Le Rebours et Pharoux logèrent dans un cabaret à bière. On étendit à chacun un matelas dans une salle où l'on jouait aux galets et

ils soupèrent comme gens affamés depuis deux mois. Le lendemain matin, l'hôte se contenta modestement de quatre piastres et demie pour leur souper et coucher.

A la vue de Sandyhook une grande pluie nous surprit, ce qui écarta heureusement de nous un corsaire anglais qui croisait à l'entrée de la baie pour intercepter les bâtiments. Nous le vîmes avec grande satisfaction forcé de fuir au large. Nous passâmes le détroit entre Staten et Long Island. A l'entrée de la nuit, le pays nous offrit un coup d'œil pittoresque et frappant, et au sortir du détroit la ville de New-York illuminée de ses reverbères se déploya à nos yeux mais, la marée baissant, nous fûmes obligés de jetter l'ancre dans la baie. L'aboiement des chiens et le bruit qui venait de la terre frappèrent agréablement nos oreilles ennuyées depuis deux mois du calme profond de l'Océan.

8 septembre. — En nous éveillant, nous jouîmes du superbe coup d'œil de la rade de New-York et de la ville située à la pointe de l'isle formée par la rivière du Nord et celle de l'Est. Nous déjeunâmes avec des radis, du beurre, du pain frais et du café, qu'on nous apporta au bâtiment.

Occupés à chercher en vain à louer une maison. Enfin le prix excessif des loyers et denrées nous déterminent à hiverner à Albany, d'autant que cela nous rapproche de cent cinquante-six milles de Castorland.

Débarquement de nos effets, que l'on conduit au port des bâtiments d'Albany. On saisit la caisse de livres de M. Desjardins, prétendant qu'un seul homme ne peut faire usage de tant de livres (près de deux mille volumes). On confisque aussi ses paniers de vin, faute de déclaration, attendu qu'on lui avait dit que ce qui était pour son usage n'avait pas besoin d'être déclaré. L'honnête capitaine comptait bien avoir la moitiée de la saisie, comme dénonciateur, et se régaler aux dépens des Français. Mais l'entremise du respectable M. Seton, qui justifia l'erreur d'un étranger, fondée sur la généralité de la loi, et la franchise du général Lamb, collecteur de la douane firent restituer à M. Desjardins le tout, en payant seulement le droit d'entrée sur les vins. Les commis s'en contentèrent

d'en garder quelques bouteilles, pour essai, d'après les lois universelles de tous les commis de douane de l'une et l'autre hémisphère.

[*Arrivés à New-York, Desjardins et Pharoux apprirent que le travail de délimitation de leurs terres ne pouvait commencer avant le printemps. Ils décidèrent pourtant d'aller reconnaître la région sans tarder, pour renseigner la Compagnie, en attendant de recevoir de France les marchandises dont la vente devait leur fournir les fonds nécessaires à l'établissement.*]

20 septembre. — Partis de New-York pour Albany sur le sloop *Le général Schuyler*, capitaine Wendell. Nous y trouvâmes pour compagnies M. de Marbois, ci-devant consul à New-York, Mme de Crozé, femme du lieutenant-général du Cap français, qui allaient près de Livingstone Mannor, une dame new-yorkaise, sa sœur et M. Porter, négociant à Bennington, capitale de l'Etat de Vermont.

21 septembre. — Dans la nuit nous eûmes lieu d'observer la manière américaine de faire l'amour. Le négociant de Bennington courtisa la demoiselle de New-York, la chatouilla, etc. toute la nuit et se releva cinq ou six fois pour lui faire avaler de petits verres de vin de Madère. La sœur mariée, présente à tout cela, en riait de tout son cœur. Cela scandalisa nos dames françaises, tout en les empêchant de dormir. Le matin, ces tendres amants, se couchant alternativement sur le sein l'un de l'autre, s'épouillèrent on ne peut plus amoureusement, ce qui choqua encore extrêmement la délicatesse française. Mais chaque pays, chaque coutume, et nous engageâmes nos dames à ne paraître s'étonner de rien.

23 septembre. — Nous arrivâmes le matin à Rinderhook, joli port d'une petite ville à deux milles dans l'intérieur. De cet endroit, la navigation devient plus difficile jusqu'à Vinners, où est la passe sur laquelle il y a le moins d'eau. De là il n'y a que cinq milles jusqu'à Albany, et nous descendîmes avec le capitaine pour nous rendre plus tôt dans cette ville et y trouver une pension pour recevoir notre famille

arrivante. Nous suivîmes une route assez mauvaise, très montueuse. Proche d'un pont très léger, établi sur un torrent qui fait tourner un moulin à scie, nous trouvâmes un gros morceau de bois de noyer, parfaitement pétrifié. Rencontré beaucoup de jolis écureuils rayés, appellés par Buffon l'écureuil suisse, beaucoup de pommes épineuses de philotana ou raisin d'Amérique et de véritable raisin sauvage, dont une espèce noire, entre autres, était très douce et propre à faire du vin; quantité de pins blancs et de pins à faire de la poix, les terres argiles et sable quarzeux.

[*Quand ils furent parvenus à Albany, ils eurent le plaisir de trouver la ville bien plus plaisante qu'on ne la leur avait décrite; ils la déclarèrent très jolie. Par malheur, à Albany comme à New-York, l'émigration européenne et l'accroissement naturel de la population causaient une crise des logements fort aiguë, et ils ne purent découvrir d'auberge qui voulût les recevoir à moins de trois dollars par jour pour les maîtres et d'un dollar et demi pour les enfants et les domestiques. Nulle maison à louer. Sur le conseil du général Schuyler, ils partirent pour Schemectady espérant que la vie y serait moins chère et qu'ils y trouveraient un logement où ils pourraient passer l'hiver. De plus, le général leur offrit un guide pour les conduire.*

Ils acceptent le guide].

Nous fîmes réflexion qu'il valait mieux être trompé par une seule personne que par tout le monde, l'expérience commençant déjà à nous faire connaître le caractère général des habitants.

27 septembre. — Nous fîmes le voyage de Schemectady à seize milles d'Albany, route de sable et pays misérable couvert de pins à poix.

La ville assez agréablement située dans une péninsule environnée du Mohowk et dont le site paraît d'autant plus charmant qu'il contraste avec le désert aride que l'on vient de traverser. Remis nos lettres de recommandation à M. Duane, grand juge de l'Etat, et à M. Glen, membre du Congrès et beau-frère de M. Cuyler d'Albany. Nous allâmes voir la

maison proposée par le général Schuyler : elle n'était pas logeable. Deux autres étaient d'un prix excessif attendu que nous étions Français. Nous ne fîmes donc point d'affaires. Vu M. Murdawk, commis de M. Porteaux, auquel nous remîmes aussi une lettre : il nous offrit son store (magasin pour notre entrepôt), ce que nous acceptâmes.

En France, avec des lettres de recommandation pour les premières personnes en place dans chaque endroit, un étranger serait reçu, fêté, etc. Dans ce pays on prend votre lettre, on vous fait asseoir, on apporte un verre de vin de Madère, et tout finit là. La plupart ne vous rendent pas seulement de visite, encore moins de dîners, de logements offerts, etc., mais, si vous voulez traiter à la taverne les personnages auxquels vous êtes recommandé, ils y viendront très volontiers.

2 octobre 1793. — Partis d'Albany l'après-midi avec M. Brunel dans un charriot à quatre roues, appelé waggon et traîné par deux chevaux. Nous remarquâmes combien mal exploités sont les bois. On ne tire aucun parti de la résine. Une grande portion de la forêt fut brûlée, faute de précaution. De lieue en lieue, quelques petits fonds de bonne qualité, avec des sources sur le bord desquelles sont autant de loghouses, et toutes avec l'enseigne ; car, pour éviter la charge de l'hospitalité, tout bon Américain met le bouchon à sa porte, s'il est placé sur une route, et dans les tavernes vous ne trouvez souvent ni pain, ni viande, ni lit. Arrivés à la nuit à Schemectady. Couchés à la City Taverne, dans des draps sales et au grenier, attendu qu'on ne met des draps blancs que tous les dimanches. Pour le souper et le coucher de nous trois, on prit neuf shillings, neuf pence...

[*Le 4 octobre, ils remontèrent la rivière bordée de très belles fermes, et admirèrent le passage d'un rapide, mais le trajet ne manqua pas de les lasser*].

Après cette fatigante soirée, nos bateliers nous arrêtèrent chez le sieur Venalles (esquire) écuyer, titre que la plupart des Américains prennent sans façon malgré leur républicanisme. Sa qualité ne l'empêchait pas de tenir auberge comme les au-

tres, quoiqu'il n'y eût rien à manger chez lui, pas même de pain ni de lait. Point de lits pour nous coucher. Nous eûmes recours à nos provisions et à nos matelas. La maison, quoique si mal fournie, était pleine d'hôtes, entre autres une beauté américaine qui faisait lestement à cheval le voyage de Coperstown et avait encore quatre-vingt milles à trotter, dont soixante à travers les forêts, et un bon Allemand nommé Christophe Lange, tailleur de son métier et habitant le fort Plain, et qui aimait beaucoup les Français, se souvenant d'en avoir été bien traité au Canada, où il a appris à estropier quelques phrases de notre langue. Les sentiments de ce brave homme, un peu exaltés par la quantité de grog (boisson composée de rhum et d'eau) qu'il avait bue, le portèrent à nous offrir sa maison et tout ce qu'il avait : en conséquence, il crut pouvoir partager aussi ce que nous avions, et, se glissant auprès de nous, s'empara à peu près du matelas de son ami Pharoux et le fit coucher par terre.

Dans toute cette contrée le Mohawk présente sur ses bords des terres extrêmement fertiles, des côteaux plus éloignés, couverts de bois avec des parties défrichées et des commencements de défrichements.

Nous tuâmes des rouge-gorges, oiseau plus gros que l'allouette, bec un peu plus long, plumage gris mélangé, plumes d'un rouge brunâtre sous la gorge et le ventre. Ils se nourrissent des baies du Philosomas.

5 octobre 1793. — Le lendemain, le vénérable esquire nous demanda cinq shillings. Sur notre représentation qu'il ne nous avait rien fourni, il nous répondit gravement « but for the trouble » (pour l'embarras que nous lui avions causé). Il daigna cependant, quoiqu'en rechignant, se restreindre à quatre shillings. Son antique épouse n'était pas de cet avis, et, la pipe dans le coin de la bouche, branlait la tête d'une façon si expressive que M. Brunel ne put s'empêcher d'en croquer sur le champ la caricature, qui nous fit ressouvenir plus d'une fois de ces aimables hôtes.

6 octobre 1793. — A trois milles des Littlefalls, la plaine commence à se resserrer jusqu'à un mille des chutes. Leur ap-

proche s'annonce par les rives qui s'escarpent subitement. En entrant dans le détour de la montagne, vous vous trouvez soudain à l'ombre entre deux côtes de roches perpendiculaires et hérissées d'arbres verts : un peu plus loin, les roches paraissent brisées et déchirées en mille formes. Deux petites îles de roches sont au milieu du courant. Enfin vous abordez au pied de la chute à l'embouchure du canal projeté. Ce lieu présente une scène agreste, sauvage et romantique. Il est propre à nourrir les idées mélancoliques, de ruine, de chaos et de destruction. L'eau est tranquille jusqu'aux pieds de la chute qui est une suite de différents rapides, en sorte que le bruit n'en est pas aussi fort que celui des chutes en nappes, et qu'on n'entend celle-ci que de près, à moins que le vent ne soit favorable.

10 octobre. — [*Ecrit sous la tente à l'embarcadère du Wood Creek.*]

Nous eûmes cette nuit un spectacle assez singulier. Quelques arbres creux et gâtés brûlaient par leur sommet et paraissaient comme d'énormes flambeaux, d'autres faisaient des colonnes de feu, étant embrasés tout du long de la tige, enfin des amas de branches enflammées faisaient le fond de la perspective. A la lueur de tous ces feux, cinq tentes d'autant de bateaux qui devaient partir le lendemain. Les bateaux à sec dans le Woodcreek, les charriots du portage, le troupeau de la ferme, les bâtiments en loghouses, les bagages en partie épars, les cheminées de campagne, autour desquelles chaque troupe faisait cuire son souper, toute cette scène illuminée et vue de l'intérieur de notre tente nous offrit un tableau aussi nouveau que pittoresque...

11 octobre. — Nous dînâmes dans cette auberge entourée de bois dont une partie est nouvellement défrichée. MM. Pharoux et Brunel visitèrent les bois l'après-midi, dans le dessein de chasser, mais ils ne rencontrèrent aucun gibier. Partout, une solitude effrayante. Vous étiez arrêtés, tantôt par des swamps (marais) impraticables, tantôt par des monceaux d'arbres tombés de vétusté ou renversés par les ouragans et au milieu

desquels une infinité d'insectes et beaucoup d'écureuils trouvent une retraite. Partout, des squelettes d'arbres couverts de mousse et dans les différents degrés de pourriture : des capillaires, d'autres plantes et des arbustes s'élèvent de ces troncs décomposés et vous présentent à la fois des images de vie et de mort.

[*Le 26 de ce mois, ils arrivèrent dans les régions où se trouvaient leurs terres, trouvèrent la nature du sol bonne, de beaux érables à sucre, de grands chênes, des noyers. Il leur parut que la terre était facile à éclaircir et qu'elle serait riche avec ses deux pieds de terre végétale et ses couches plus profondes de sables gras.*

La saison déjà tardive et l'hiver qui vient tôt dans cette partie septentrionale de l'Amérique les empêchèrent de s'attarder. Ils durent aussitôt se mettre en route pour le retour.]

30 octobre. — On passa les rapides jusqu'aux trois rivières avec assez de difficultés, malgré les secours de nos dix voyageurs, et sans eux, nous ne nous en serions jamais tirés, nos marins d'eau douce n'ayant aucune expérience pour vaincre les obstacles surmontables. Nous rencontrâmes plusieurs Indiens pêchant sur la rive. L'un d'eux raccommodait son canot d'écorce brisé avec d'autres morceaux d'écorce, du fil d'écorce et de la résine fondue sur les coutures. Il avait de beaux anneaux d'argent au nez et aux oreilles et paraissait, par la richesse de sa parure sauvage, être quelque chef. Aussi conserva-t-il sa dignité au point de ne pas quitter son ouvrage, ni même tourner la tête pour nous regarder. Dans une des cabanes de pêche, nous vîmes des esquisses au charbon, représentant assez bien des navires et un paysage. Arrivés aux Trois-Rivières, le bateau qui nous accompagnait y resta pour pêcher et prendre sa charge de saumon, que les hommes salent sur le champ en barils, et que ceux-ci comptaient porter ensuite au fort Stanwit, pour vendre. La rivière est si poissonneuse que, la nuit que M. Brunel coucha dans la log-house du portage, deux hommes s'étant relevés sur les onze heures revinrent à deux heures du matin, leur bateau plein de saumons, en ayant assez pris pour remplir deux barils.

Ils font cette pêche avec des bois résineux qu'ils allument et soutiennent sur un petit cerceau de lames de fer, lequel cerceau est emmanché au bout d'une perche fichée à l'avant du bateau. Le poisson, attiré par la lumière, vient sauter autour du bateau et même quelquefois jusque dedans, et les hommes n'ont d'autre peine que de le harponner avec des dards à deux fourchetons adaptés au bout d'un bâton de six pieds. Aussitôt descendus à terre, le lendemain matin, les pêcheurs les vident, leur coupent la tête et les encaquent avec du sel d'Onondago, qui ne leur revient qu'à une demi-piastre le cent, dans des barrils contenant trente-deux gallons. Ils vendent chaque barril de deux à trois piastres, suivant les années. Ceux qui achètent le saumon le décaquent et le font fumer, ce qui est la meilleure façon de le conserver. Cette facilité de gagner sans peine et sans travail, soit à la pêche, soit à la chasse, rend paresseux les gens qui s'établissent dans ces cantons. A peine sèment-ils un peu de maïs pour leur subsistance et élèvent-ils quelques porcs, qui viennent sans soin. Nous vîmes des hommes assis au soleil à la porte de leur log-house, non encore couverte d'écorce à la fin d'octobre ni enduite de mortié pour boucher les interstices des logs. Ils tenaient leurs enfants dans leurs bras et fumaient leur pipe, au lieu de se donner la moindre peine pour se mettre à l'abri des rigueurs de l'hiver. Après nous êtres chauffés en mangeant un morceau chez le Major, nous prîmes M. Judson dans notre bateau et fûmes camper et coucher, quatre milles plus loin, dans un endroit fort agréable, à l'embouchure d'un creek et à l'angle d'une sinuosité de l'Onondago.

31 octobre. — A New-Rotterdam, M. Desvattines nous offrit un autre exemple du sort des Français qui ne sont pas sur leur garde dans ce pays. Arrivé en Amérique avec plus de quatre mille livres, il y a sept ans, ce qui était alors une fortune aux Etats-Unis, eu égard à la rareté du numéraire, il a consommé ses fonds insensiblement, à voyager et à marchander des fermes qu'on lui faisait toujours le triple de leur valeur. Voyant au bout de deux ans sa fortune réduite, ils se résolut à mettre le reste dans le commerce, afin de se

procurer une honnête aisance. Un beau jour, son associé s'évada, emportant argent, billets, et ne lui laissant que ses effets mobiliers et ceux de sa femme. Le chevalier de Goyau lui conseilla, dans sa détresse, de se rendre dans une île du lac Oneida qui était charmante, quoiqu'inhabitée, et là de se former un établissement qu'il ne devrait qu'à lui. Sans ressources, il suivit ce conseil, vint dans cette île avec son amie, engagea un vieux Canadien avec un sauvage à l'aider dans le commencement de son défrichement. Il avait vendu presque tout son mobilier, devenu inutile pour les bois, n'ayant réservé que sa bibliothèque. Il conduisit son épouse chez les Indiens, pour y passer le premier hiver et y faire ses couches. La seconde année, sa loghouse bâtie et près de six acres défrichées lui assuraient sa subsistance, lorsque M. de Zeng, dont il avait, trois ans avant, refusé d'acheter une ferme, vint au nom de la compagnie Roosevelt lui signifier que l'Etat avait vendu ces îles avec les terres à la dite compagnie, et qu'il fallait déguerpir. Cependant M. Sérika, un des intéressés, lui offrit un lot de terres à New-Rotterdam, lequel il lui payerait quand il serait dans des circonstances plus heureuses. Notre Robinson français, obligé d'abandonner son île, accepta cette proposition avec reconnaissance, et recommença son établissement, cette année. Sa maison n'était pas encore couverte, personne ne se souciait de l'aider, attendu qu'on savait qu'il n'avait pas une seule piastre à sa disposition. Cet infortuné se donnait une peine incroyable à défricher, à bâtir, etc., mais que peut un homme seul? Sa femme jouissait, cependant, ainsi que ses enfants, d'une bonne santé.

1^er novembre 1793. — Un autre trait du caractère de ce peuple est celui de Breton, l'un de nos bateliers. A notre retour sur le lac, il faisait un froid piquant, et ce malheureux, qui avait gagné au canal sa demi-piastre par jour, tout l'été, ne s'était rien acheté et n'avait qu'un pantalon déchiré de grosse toile; enfin, il était presque nu. M. Brunel, ayant un pantalon à bord encore assez bon, le lui donna. Il fut si étourdi de ce mot « donner » qu'il se le fit répéter plus d'une fois et n'accepta ce pantalon que lorsqu'en présence des deux au-

tres bateliers. M. Brunel lui eût affirmé qu'il le lui donnait et ne lui en demanderait jamais rien. Alors, sûr de ces deux témoins, il se détermina à le recevoir, regardant M. Brunel comme un prodigue, et n'en ayant aucune reconnaissance, car, dans la suite, il nous menaça encore de nous laisser en chemin.

2 novembre. — Nous cotoyâmes le creek en remontant et le traversâmes dans un endroit où nous apperçûmes un canot attaché sur la rive et de l'autre côté, une tête d'ours et autres signes de bombance suspendus à un gros arbre. C'était pour désigner qu'il y avait conseil et grand festin au village. Les haches et couvertures, aussi suspendues, signifiaient qu'il y avait traité; le tout était abrité par des rameaux d'arbres verts. Une si belle invitation nous engagea à suivre le sentier indiqué à un demi-mille du lac. Nous arrivâmes à la maison du Colonel Louis, Indien iroquois du Canada, lequel, ayant pris le parti du Congrès, fut fait colonel et s'est retiré chez les Oneidas, où il y a un établissement monté, aussi bien que la meilleure ferme du pays. Nous y trouvâmes effectivement des Américains avec des chevaux de bât et qui venaient lui acheter du blé et du maïs. Ses bœufs, vaches et chevaux sont bien entretenus, et le défrichement est beau, mais nous n'en trouvâmes pas le maître.

Après nous êtres reposés chez les bons Indiens, qui nous accueillirent comme Français, nous continuâmes notre route, pendant trois milles et nous arrivâmes à Oneida Castle (le château des Onéïdes). C'est un grand plateau éclairci, fermé presque entièrement et défendu par la rivière. L'entrée en est assez escarpée et fermée de barrières. Ce lieu a dû être une excellente plateforme naturelle pour des Indiens. Vous trouvez sur le plateau des fermes américaines et quelques cabanes indiennes. Nous entrâmes dans quelques-unes pour demander l'habitation de Schenando. Ceux que nous y vîmes étaient misérablement vêtus d'une couverture et de gros lainage bleu, se chauffant autour de leur feu et leurs enfants, entièrement nus. Leur figure est exactement celle des Chinois qu'on vendait aux curieux de France, sous le nom de pagode, et leur

teint de la même couleur cuivrée. Ils ont les oreilles découpées et les bras chargés de figures faites par des piqûres d'aiguilles remplies de poudre à tirer. Toutes les terres que nous traversâmes font partie des deux cent quarante mille acres que les Onéïdes se sont réservés. Elles sont les meilleures de cette partie de l'Amérique; la végétation y est superbe. On voit encore des restes de vergers sur beaucoup d'anciens défrichés, aujourd'hui incultes. Ce pays, autrefois très peuplé, ne contient pas actuellement cent familles indiennes. Nous traversâmes de superbes herbages et arrivâmes enfin chez les vieux Schenando. Le père Perrot canadien n'y était plus; mais nous n'en fûmes pas moins cordialement reçus comme Français et nous réclamant de M. Desvatines. Un instant après entra M. Cathelin, le ministre que l'Etat de New-York entretient auprès d'eux pour les convertir. Le ministre nous accueillit et voulut bien nous servir d'interprète... Schenando et son épouse firent de leur mieux pour nous régaler : gâteau de maïs bien farci de haricots de toutes couleurs, de sorte qu'en le coupant, il paraissait marbré; sqaes, espèce de petites citrouilles cuites à l'eau sans beurre ni sel, fèves cuites à la même sauce. Malgré toute la politesse française et notre appétit, la triste saveur de ces mets ne nous engageait pas à manger, lorsque nous apperçumes de grands vaisseaux de bois, pleins de lait excellent. Sur notre demande, on nous en donna libéralement, et cela joint à du beurre très frais fit passer le gâteau. Il arriva ensuite à la cabane deux Indiens métis. Etant fils d'un Canadien, ils parlaient un peu français. Ils nous donnèrent des renseignements sur nos terres... Quelque temps après, survint un Indien qui, s'accroupissant devant le feu, nous dit brusquement : « Bonjour, Messieurs. » — « Ah ! ah ! dit M. Desjardins, vous parlez bien français. — Aussi le suis-je, ajouta-t-il. » Nous ne l'aurions jamais deviné; car non seulement l'accoutrement, mais encore les gestes et même son teint très basané l'auraient fait passer, partout pour né natif du fond des forêts. Il nous apprit qu'il était d'Allay en Languedoc, que, s'étant engagé à dix-huit ans, il avait passé en Canada et que la même année, dans un enga-

gement sur le lac Champlain, ayant été fait prisonnier, par les Oneïdas, ils l'avaient adopté, qu'il était resté avec eux et vivait depuis plus de quarante années très satisfait de la vie indienne. Nous profitâmes de l'occasion pour demander des renseignements sur notre acquisition.

Schenando, vieillard de soixante-seize ans, nous fit compliment sur l'espoir d'avoir des voisins français et nous dit que le long du Black River, les terres étaient très bonnes, ainsi que sur la baie. Le fils du Canadien nous traça avec du charbon sur le plancher les trois routes que nous avions à choisir pour nous rendre le lendemain au fort Schuyler.

A la nuit, M. Dewitt nous envoya un quartier de bœuf, pour notre souper, nous invitant au nom des commissaires[1] et du sien, à ne pas partir demain sans déjeuner avec eux.

La vue du quartier de bœuf réjouit beaucoup nos hôtes. Nous en fîmes cuire et mangeâmes une partie à souper, et leur fîmes cadeau du reste, après quoi nous couchâmes dans le lit de M. Pinet (planteur français et escroc, qui avait fait banqueroute et qui était parti, laissant des dettes et son lit). On donna une peau d'ours à M. Judson et au charpentier. La nuit, nous fûmes un peu troublés par le bruit que firent les dames, en pilant leur maïs dans des mortiers. C'est l'ouvrage de ces beautés qui, après avoir bien travaillé le jour, passent la moitié de la nuit à ce pénible exercice, pendant que les maris ronflent à leur aise, ayant fumé toute la journée.

3 novembre 1793. — Le matin, nous laissâmes nos deux convoyeurs chez Schénando, et nous nous rendîmes à l'invitation des commissaires de l'Etat. La maison où se tenait le conseil était sur le plateau à environ un mille de notre hôte...

M. Dewitt nous présenta à MM. Caldwell et autres commissaires. Nous leur fîmes le récit abrégé de notre voyage. Ces messieurs se flattaient de terminer avec les Indiens; mais Schenando nous avait dit que son avis et celui des anciens

1. Commissaires américains venus parmi les Oneidas pour acheter la terre nécessaire à l'ouverture d'une route garnie d'établissements.

était de ne rien vendre ; que les Américains ne seraient satisfaits que lorsqu'ils les auraient dépouillés de leur dernier acre, que quelques chefs et les ivrognes s'étaient laissés gagner, mais que la grande majorité tiendrait bon. Nous fîmes part à ces messieurs de ce que nous avions entendu ; ils nous répondirent que cela ne les empêcherait pas, qu'ils avaient le roi ou Grand Chef pour eux.

Effectivement, un instant après, arriva Sa Majesté Onéidienne ne portant pas une figure trop marquante et vêtu d'une couverture comme les plus pauvres de ses sujets. Messieurs les commissaires nous firent secouer la main de Sa Majesté, qui but un verre de rhum à la bonne arrivée des Français. Ensuite, on s'assit pour le déjeuner à l'américaine, qui fut très bien servi pour les bois. Sa Majesté et deux ou trois seigneurs de sa cour se mirent modestement au bout de la table...

[*Après cet heureux séjour en terre indienne, les voyageurs revinrent à Albany, où ils arrivèrent le 9 novembre. Ils y tinrent conseil entre eux. On se mit d'accord pour aller à New-York, tout d'abord, afin de retirer les titres de la Compagnie, puis se rendre à Philadelphie, où l'épidémie avait cessé, où le Congrès allait s'assembler et où ils trouveraient les gens pour qui ils avaient reçu des lettres d'introduction. Ils exécutèrent aussitôt leur plan. Ils passèrent quelques jours à New-York (du 19 au 27 novembre), et ils y virent Harrisson, Livingston et Leveillard*].

28 novembre 1793. — Nous partîmes à deux heures par la nuit la plus noire. Heureusement que les chevaux connaissaient le chemin et nous passaient quantité de petits ponts, sans garde-fous, guère plus larges que le tracé de la voiture, sans avoir besoin de la direction du cocher, qui se contentait de les fouetter. Ces stages, dont Brissot fait l'éloge, sont aussi durs que des charrettes, n'étant point suspendus par des ressorts. Ils ne se ferment qu'avec des cuirs, que l'on attache comme l'on peut aux bâtons qui soutiennent l'impériale, en sorte qu'on y ressent le froid, la pluie, le vent, la poussière et la chaleur. Ajoutez que cette impériale est si basse, que, lors des secousses, si vous êtes un peu grand, votre tête heurte

violemment contre les planches dont elle est formée. Il n'y a pas seulement un marchepied, ce qui expose à des accidents les femmes et les étrangers, inaccoutumés à monter en charrette. Quant au prix, il est de quatre sols par mille, ce qui revient à douze sols par lieue. On tient onze, avec le cocher, quand la fournée est complette. On ne répond aucunement de vos objets aussi, chacun met son sac ou sa petite malle sous ses pieds, et est obligé de les sortir et rentrer à chaque changement de voiture ou couchée; attendu que le conducteur, auquel suivant l'usage du pays on ne donne rien pour boire, se borne strictement, de son côté, à mener son stage tant bien que mal. Nous avions pour compagnons de voyage, un membre du Congrès, qui s'y rendait. Il était tard. Il pleuvait, et la ville de Philadelphie est celle de l'univers où un étranger a le plus de facilité pour se perdre, attendu que toutes les rues se ressemblent. Nous le priâmes donc de nous indiquer un logement. Il eut la complaisance de descendre avec nous à l'Indian Queen (la Reine Indienne) auberge de belle apparence, où il nous recommanda. Malgré sa protection, le maître parut nous recevoir avec répugnance et nous annonça que l'on n'était pas chez lui à moins d'un dollar par jour. Nous convînmes de le lui donner; bien résolus de chercher le lendemain le logement du frère de notre ami, ou une autre maison moins chère et plus honnête pour les étrangers.

[*Le 29 novembre, ils visitèrent M. Colebuan, frère de Le Bay de Chaumont et l'un des associés. A leur étonnement, à leur regret, celui-ci n'avait aucun fond pour eux. Le sort leur envoya une sorte de consolation en leur faisant découvrir une pension de famille française, tenue par Mme Mollard, qui les reçut pour quatre dollars par semaine*].

« Retournés à la « Reine Indienne », nous voulûmes donner nos trois dollars et partir, mais le maître nous en demanda deux par tête, au lieu d'un qu'il nous avait prévenu. On le pria de faire son compte attendu qu'il devait être curieux, et nous lui promîmes de le faire insérer dans les papiers publics, afin d'attirer tous les étrangers chez lui. Il sentit notre ironie,

et, après avoir essayé en vain de faire son compte, il dit que nous ne sortirions point à moins de cinq dollars. Nous les lui donnâmes comme étrangers qui n'aimaient pas le bruit. Pour adieu, notre hôte nous dit qu'il était bien fâché de nous avoir reçu contre son idée et qu'il n'hébergerait désormais aucun Français. Nous ne jugeâmes pas à propos de lui répondre et fûmes nous installer chez nos compatriotes. Plus nous voyagions, plus nous apercevions le fond d'inimitié ou plutôt d'envie contre notre Nation. Il faut avouer que nous y donnons un peu lieu par nos critiques qui, quoique fondées, blessent sensiblement leur extrême orgueil, et par les reproches mal placés de ce qu'ils doivent à la France, ce qu'ils savent fort bien intérieurement, mais les choque excessivement.

30 novembre; *1^er^ et 2 décembre.* — Employé ces trois jours à remettre des lettres et des dépêches dont nous avions été chargés en France.

Nous ne trouvons point M. Hamilton ministre des Finances. M. Robert Morris, autre ministre d'Etat et si connu en Europe, nous reçut sans cérémonie, voyant qu'il n'y avait rien à gagner avec nous. M. Jefferson, ministre des Affaires Etrangères, ne nous offrit pas de sièges, mais nous sûmes en prendre. Ils nous demanda s'il viendrait beaucoup de Français en Amérique ; nous lui répondîmes que, suivant toute apparence plusieurs milliers de familles viendraient sous peu chercher la tranquillité et la véritable liberté. Cela lui fit faire une grimace qui nous amusa beaucoup, d'autant plus que nous connaissions sa haine pour les étrangers qu'il n'a pas même déguisée dans ses notes sur la Virginie. Les Européens sont redoutés ici. Le négociant craint que l'étranger nouveau venu ne partage les bénéfices de son commerce; le cultivateur, qu'il ne renchérisse le prix des terres; le brocanteur de terres, qu'il ne le dévoile; l'homme de réputation, qu'il ne prouve son ineptie, et l'ambitieux que, parmi ces émigrants, il ne s'en trouve qui l'éclipse par ses talents. Enfin, les Américains de tous les rangs et de toute condition nous regardent comme des enfants occupés d'un bon goûter regarderaient d'autres arrivants, avec lesquels ils prévoient qu'il faudra partager le

gâteau. « Le soleil luit pour tout le monde », n'est pas la devise de ce pays. Tout accaparer, tout concentrer, tout pour soi, rien pour les autres, tel est le grand principe de cette nation. Nous fûmes si rebutés des réceptions américaines que (peut-être les premiers à qui cela soit arrivé), nous ne voulûmes pas porter au Président une lettre de recommandation que l'ambassadeur américain nous avait donnée. Nous la laissâmes à M. Tenchcoe, qui fut fort étonné de notre manière d'agir. Les maisons françaises de commerce, pour lesquelles nous avions aussi des lettres, étaient encore, ainsi que presque tous les habitants, plongées dans le deuil, en sorte que le séjour de Philadelphie nous parut aussi triste que la ville est uniforme. Le fameux marché dont les voyageurs font tant de récits n'est remarquable que par sa longueur. La ville est alignée; toutes les rues se coupent à angle droit, et sont d'une uniformité très embarrassante pour un étranger. La vue de la Delaware est bouchée par des maisons sales et obscures, lesquelles ont leur fondement dans les vases du port, de manière qu'on est privé de voir la rivière et les vaisseaux. Pas une place publique. Le bâtiment du Congrès est un monceau de briques ainsi que la bibliothèque, sur la porte de laquelle on a placé la belle statue de Franklin dans une niche comme un saint, en sorte que l'on ne peut jouir de la beauté de l'ouvrage...

Malgré notre chagrin contre les Philadelphiens, nous convînmes cependant que nos chers compatriotes avaient un peu donné matière à la haine qu'on nous porte. Effectivement, lors de l'incendie du Cap, parmi les malheureuses victimes qui se réfugièrent ici, il se trouva un bon nombre des scélérats qui avaient bouleversé cette colonie, et leur conduite n'était pas propre à édifier les Quakers de ce pays. Ils y faisaient leur passe-temps du jeu, etc. Mais les Américains auraient dû distinguer les honnêtes gens et ne pas affecter de prendre l'écume de la nation pour la nation entière.

[*De Philadelphie, les voyageurs se rendirent à Trenton, puis à New-Brunswick, et, le 4 décembre 1793, ils dînèrent à Princeton où est le plus beau collège des Etats-Unis, écrit Desjardins. Le*

bâtiment est grand, simple et commode ; la situation, très salubre, mais le nombre des écoliers n'est pas considérable, et les honoraires ne doivent pas y attirer de maîtres distingués. Ils gagnèrent ensuite New-York, où ils séjournèrent du 7 décembre au 18 décembre. Pharoux y resta même l'hiver entier, qu'il passa avec Brunel à dessiner des plans d'architecture. (Plan de la City Tavern, de bains publics d'une maison pour Livingston, d'une maison pour Harrison). Desjardins rentra à Albany, où il se trouva isolé triste, ennuyé. Il rédigeait toujours le journal, et notait avec joie la rencontre d'ouvriers français par la ville, mais il n'avait plus le cœur de se livrer à des descriptions, ni des digressions. Dès lors, le Journal de Castorland devient de plus en plus aride et décourageant ; une énumération de faits désagréables. Desjardins se plaint que la Société ne lui envoie pas les fonds dont il aurait besoin pour l'arpentage du terrain, la construction de cases, de scieries, de potasseries etc. Il est contraint de vendre quatre mille acres à un commerçant français d'Albany, M. Olive, en qui, par bonheur, il trouve un appui généreux. Olive organise pour la Société Castorland, un comptoir avec magasin sur le port d'Albany.

Le printemps ramène quelque espoir. Tandis que Pharoux suit une route plus longue afin de reviser pour l'Etat américain les travaux du canal du Nord, Desjardins, avec un arpenteur qu'il a engagé, gagne Castorland en remontant le fleuve. Malgré la mauvaise volonté des bateliers, qui les volent, malgré plusieurs accès de dysenterie, Desjardins fait bonne route et retrouve Pharoux le 12 juin. Aidés de Stenben et des colons hollandais, ils construisent un magasin et une voie qui les relie au monde habité, ils poussent les travaux d'arpentage. Inquiété par l'agiotage sur les terres, Desjardins fait un bref voyage à New-York et, à son retour à Castorland, trouve la petite colonie bouleversée par les maladies. Tous doivent se réfugier chez Stenben, qui les reçoit bien et leur fait la leçon sur leur inexpérience, leur nervosité.

Il semble que ciel et terre se liguent contre eux ; eux-mêmes s'aigrissent de tout, et je ne trouve à citer durant cette période que cette page où la sympathie pour les Indiens sert de dérivatif à la colère contre les blancs].

6 juillet 1795. — Près de Castorland. Vu deux tombeaux indiens, sur le plateau du rocher de l'Indépendance. Les Indiens plantent un piquet au droit de la tête du mort et l'ensevelissent dans l'écorce de son canot. Ses enfants viennent, chaque année, apporter des vivres à la place où leurs pères ont été enterrés. L'un des tombeaux était affaissé. On voyait dans la terre quelques bâtons à étendre les peaux, les débris du canot, etc., avec deux fourches pour les porter. Près l'endroit où est la tête du mort, on distinguait aussi la place du feu qu'on y allume pour que l'âme vienne s'y réchauffer, tout en mangeant les vivres déposés auprès. Les Indiens Missagués, les mêmes que ceux appelés par les Français, les sauteurs à cause du Saut Sainte-Marie, près duquel ils habitent, s'imaginent que la terre est portée sur le dos d'une grosse tortue; que son mouvement journalier est causé par celui de la tortue, laquelle met un an à faire le tour du Zodiaque : de sorte que voilà des sauvages qui ont deviné le cours de la terre, bien avant Copernic.

[*A cette date, ils ont perdu courage. On trouve le 3 septembre 1795, ces mots significatifs dans le Journal*] :

« Rencontre sur le bateau d'Albany d'un Français que des spéculateurs américains ont ruiné. Je l'engageai à tourner ses vues sur Castorland, lui faisant sentir que les Français seraient toujours à plaindre dans ce pays, tant qu'ils ne se réuniraient pas comme font les Allemands. »

[*Ce qui les frappe le plus, c'est sans doute la rencontre dans un village, près de Trenton, de Français à qui le sieur Pinet avait vendu des terres fictives autour d'une ville imaginaire, Heurville. Desjardins et Pharoux luttèrent honnêtement contre le sort; le journal indique avec patience et monotonie leurs efforts, leurs échecs; retour à Castorland en juin, travaux de la terre en juillet et construction d'une cabane, puis d'un moulin en août. En septembre 1794, Pharoux est tué en voulant passer un rapide sur un radeau. En décembre, Desjardins découragé rentre à Albany et à Philadelphie. En janvier, il apprend que la Compagnie*

loin de lui envoyer des fonds, tire sur lui des traites. Il n'échappe à la banqueroute, qu'en vendant une partie des terres. En avril 1796, il est de nouveau à Castorland où on lui vole son argent (600 dollars). Il est rejoint par M. Tillier, envoyé par la Compagnie pour le remplacer.

Ce Tillier, à la fois agent de Seray et délégué de la Compagnie, était une sorte de fou, qui se brouilla d'abord avec Desjardins, puis avec tout le monde, même Seray.

Desjardins, une dernière fois, proteste contre le sort, contre les hommes, contre Seray, contre Tillier. Puis, il quitte le pays et le Journal de Castorland finit le 10 avril 1796].

L'OPINION BRITANNIQUE ET LA SITUATION EUROPÉENNE

La loi physiologique qui veut que tout organisme évolue du simple vers le complexe est-elle, en ce qui concerne l'Angleterre d'aujourd'hui, vérifiée? La leçon de la guerre a-t-elle développé ses facultés de pénétration, intellectuelles aussi bien qu'intuitives, rendant plus souple, plus fine et plus consciente son adaptation à des conditions nouvelles? Ou, au contraire, dans l'action comme dans la pensée, cède-t-elle au principe du moindre effort, cherchant simplement à se retrouver, dans un monde transformé, telle qu'elle était autrefois? Mue par un simple instinct de vouloir vivre, sa politique suit-elle, dans une Europe chaotique et affaiblie, dont chaque section est pour ainsi dire entraînée à la dérive, la ligne qui lui apparaît comme celle de la plus faible résistance? La presque unanimité d'opinion qui se manifeste ici en ce qui touche à l'œuvre de reconstruction et aux relations de l'Empire britannique avec ses alliés comme avec ses ennemis d'hier est-elle la résultante d'un effort de la pensée, s'affranchissant des passions et des doutes, descendant vers des réalités de plus en plus profondes, vers ces réalités dont Carlyle disait que, tôt ou tard, elles dominent le monde? Ou bien tous les partis, toutes les classes de la société, en proie, comme en d'autres pays, à une sorte de désarroi mental, se sont-ils nonchalamment transmis un certain nombre de mots d'ordre, construisent-ils l'Europe de demain à grands coups de postulats, simple revêtement d'intérêts trop tangibles et trop réels?

Il est des moments où, en présence des mêmes phrases, débitées presque de la même voix, on penche vers le second parti. Mais il en est d'autres où la loyauté d'un regard, l'attitude, à la fois sereine et passionnée, de l'homme avec qui l'on s'entretient et dont on se demandait avec quelque scepticisme s'il n'avait pas vu le matin même celui avec qui l'on conversait il n'y a qu'un instant, éveillent en vous un scrupule et un remords. Ne pourrait-il y avoir, en ce pays chez qiu l'idéalisme atteignit parfois au plus furieux mysticisme, un même élan du cœur et de la pensée?

* * *

Si l'on devait tenir la situation intérieure pour un indice certain, c'est la première de ces deux interprétations que l'on devrait décidément adopter.

Le Parlement était autrefois composé de partis; il n'est plus formé que de groupes. Il comptait autrefois des *leaders*, il n'a plus que des chefs de bande. Il opposait autrefois des programmes, il ne met plus en présence que de vagues tendances. Laissons à part les travaillistes, bien qu'ils aient fait en ces dernières années une certaine place aux éléments intellectuels (trois professeurs de l'Université de Londres sont affiliés au *Labour Party*): mais personne ne pourrait *à priori* dire ce que recommandent et ce à quoi s'opposent les libéraux indépendants, les libéraux de coalition, les conservateurs de coalition, et les conservateurs dissidents. Il fut un temps où quelque question vitale, politique ou économique, celle du libre-échange, celle de l'indépendance irlandaise, celle de la taxation de certaines formes de revenus, par exemple, divisait l'Angleterre en deux camps. Sans doute, les deux grands partis historiques ne se sont pas faits, à travers tout le XIX^e^ siècle et la première décade du XX^e^, les défenseurs des mêmes causes, pas plus qu'ils ne se sont appuyés sur les mêmes éléments. Rien ne diffère plus d'un whig de la fin du règne de Georges IV ou d'un libéral de l'époque gladstonienne, qu'un de ces radicaux qui furent les plus sûrs éléments de la majorité

sur laquelle le cabinet Asquith s'appuya de 1906 à 1914. Rien ne ressemblait moins aux tories, défenseurs jaloux, au lendemain des guerres napoléoniennes, des intérêts ruraux, que les conservateurs banquiers, marchands de bière ou propriétaires de mines, qui, en 1909-1910, firent obstacle au fameux budget Lloyd George. Mais chaque parti resta jusqu'à la veille de la guerre composé d'hommes que liaient une même foi et une même discipline, qui obéissaient à un chef d'une autorité incontestée, qui, sur toutes les questions d'intérêt général, avaient pris leurs responsabilités envers le pays, et qui, pendant toute la durée d'un Parlement, s'efforçaient de traduire en lois les réformes dont, lors des élections, ils avaient montré au pays la nécessité, ou de retarder le vote de celles qu'ils tenaient pour nocives. Jusqu'en 1914, le même mouvement, lent ou précipité, du balancier politique fait se succéder au pouvoir ces partis dont le rajeunissement n'est qu'un signe de l'évolution du pays lui-même, de ses changements de structure. La guerre, rendant nécessaire la concentration des énergies, la subordination de tous les intérêts à l'intérêt national, doit suspendre ce rythme. On assiste d'abord à une coalition des anciens partis qui gardent leur figure autonome, à la substitution au cabinet purement libéral, qui était aux affaires depuis 1905, d'un cabinet d'union, comprenant des libéraux, des conservateurs et des travaillistes, cabinetdont M. Asquith reste le chef. Deux ans plus tard, prétextant que la guerre est conduite avec trop de mollesse, M. Lloyd George évince son ancien chef : sous son égide s'opère une fusion véritable de la quasi-unanimité du parti conservateur et de la plus importante fraction du parti libéral, dont l'aile gauche (libéraux-indépendants) demeure fidèle à M. Asquith. C'est cet amalgame de deux partis différents par leurs origines, par leurs doctrines, de deux partis dont, à la veille de la guerre (qu'on se rappelle la campagne contre les Lords et les événements qui précédèrent le vote du *Home Rule Bill* irlandais) l'animosité atteignait à une sorte de frénésie, qui constitua la majorité sur laquelle M. Lloyd George s'appuya pendant toutes les hostilités et pendant les négociations de Versailles;

c'est la même majorité sur laquelle le premier ministre s'appuie encore aujourd'hui.

Le fait peut paraître paradoxal. La période durant laquelle le pays n'était mu que par un instinct de conservation, durant laquelle les hommes devaient pour ainsi dire vouloir avant d'avoir compris, semble définitivement close. Nous entrons dans une ère où l'intelligence redevient maîtresse, où les dirigeants d'un pays doivent opter entre des solutions dont les avantages peuvent se contrebalancer, où ils doivent être guidés par des idées et par des principes : cela, tant au point de vue de la politique internationale qu'au point de vue de la politique intérieure. L'Angleterre est en face d'une terrible crise de chômage, qui est fonction de l'état économique actuel de l'Europe, mais à laquelle on pourrait néanmoins parer par des mesures visant la réorganisation interne de l'industrie. Un certain empirisme s'impose ; mais, si l'on songe aux tendances nettement socialisantes des libéraux d'il y a huit ans et à celles d'absolue non-intervention des conservateurs de la même époque, on se demande si une majorité qui englobe des éléments aussi disparates est même capable d'empirisme. Jamais il n'aurait été plus nécessaire pour l'éducation, presque pour la santé du pays, que les idées s'entrechoquassent au Parlement, que chaque groupe prît hardiment, presque violemment, position à l'égard de tous les problèmes nés de l'après-guerre. Et pourtant la Coalition, si elle se lézarde, ne se désagrège pas. Il y a dans son sein toute une fermentation d'intérêts, d'appétits qui se trouvent lésés, d'ambitions non satisfaites, mais personne ne se lève pour dire : « Nous faisons fausse route : voilà comment l'Angleterre devrait agir ».

C'est qu'en effet cette Coalition, si elle est l'œuvre des circonstances, est surtout celle d'un homme, et que cet homme, quoi qu'on puisse prétendre chez nous, continue à exercer, en dehors de toute considération de partis, sur l'immense majorité de la nation, une influence qui, par moments, semble tenir du magnétisme. On peut médire de M. Lloyd George ; on en médit beaucoup en Angleterre ; on lui reproche un peu partout sa versatilité, son ignorance trop évidente de nombre

de problèmes dont dépend l'avenir des peuples, sa trop grande tendance à considérer tous les événements sous l'angle parlementaire. Et pourtant le pays reste convaincu que nul homme d'Etat anglais, que nul homme d'Etat européen n'est plus près que lui des réalités du moment. Il lui fait confiance, moins à cause de ses idées que de son tempérament. Il prise son mélange de bonne humeur et de sang-froid, sa souplesse et son obstination, son réalisme et ses élans mystiques. Dominée, comme à toutes les grandes époques de son histoire, par sa volonté d'adaptation, l'Angleterre est reconnaissante à M. Lloyd George de demeurer en contact avec les faits, de ne pas se laisser distancer par les événements, de ne pas mettre son point d'honneur à maintenir, dans un monde qui est en pleine révolution, pour lequel les mois ont la valeur de siècles, une position purement théorique. « *Nous tenons à lui* », me déclarait l'autre jour à Oxford, au cours d'une promenade matinale parmi les prés qui servent de terrains de jeux, le vénérable *Maître* de Balliol College, « *à cause de son humour et de son honnêteté.* Il a, certes, des méthodes de travail déplorables. Je sais personnellement qu'il ne lit jamais un rapport au-delà de la quatrième page. Il n'ignore pas lui-même que les solutions qu'il improvise tiendront tout juste jusqu'au dîner, et qu'après cela il faudra concevoir autre chose. Mais il sait aussi ce que son temps attend de lui... »

C'est dans l'interprétation différente donnée par l'Anglais et par le Français à ce mot *honnêteté* que résident au fond tous nos malentendus. Etre honnête, pour nous, c'est être cohérent, c'est conformer ses actes d'aujourd'hui à ce que l'on a dit ou à ce que l'on a écrit hier. Etre honnête, pour nos alliés d'hier, c'est ne se faire aucune illusion sur ce que l'on porte en soi, c'est transporter pour ainsi dire sa vie intérieure sur le plan de l'action. L'âme mobile de l'Angleterre retrouve dans la politique de son premie rministre sespropres oscillations, en face d'une Europe dont le visage change un peu chaque jour, ses doutes et aussi sa volonté de construire et de créer à tout prix. Il semble presque paradoxal que le plus *politicien* des hommes d'Etat qu'ait connus la Grande-Bretagne soit

aussi celui qui soit le plus directement soutenu par la conscience du pays. En fait, c'est à elle que, par-delà l'enceinte du Parlement, il fait appel chaque fois que les intrigues se resserrent et que son existence semble gravement menacée. Il dit : « Voici les faits. Ni vous, ni moi-même n'avions compris hier ce que pourrait être aujourd'hui. J'ai vu clair. J'ai tenté ce qui pouvait être tenté ». Et le pays répond à cet appel, et la coalition redevient le bloc compact qu'elle était autrefois.

C'est ce qui vient de se passer au lendemain de Gênes. La Conférence avait éveillé dans l'opinion anglaise une immense espérance. M. Lloyd George lui-même avait laissé clairement entendre que, cette fois, on était au seuil de la Terre Promise. Jamais pourtant sa majorité n'avait été plus instable, plus indisciplinée qu'au jour de son départ. Le rideau est tombé sur Gênes. M. Lloyd George rentre ici les mains presque vides : pas d'accord avec la Russie, les relations avec la France plus tendues qu'elles ne le furent jamais. Et pourtant, tout le pays l'acclame; l'attaque montée au Parlement échoue piteusement; il ne rapporte rien de ce qu'il avait promis, et cependant il est redevenu l'arbitre souverain, le chef incontesté qui, demain, avec le parti qu'il voudra, en adoptant l'étiquette qu'il lui plaira, fera les élections. Comment expliquer ce revirement? Le courant magnétique a passé; l'opinion a compris que cet homme était de bonne foi; elle ne lui tient pas rigueur d'avoir trop profondément cru en la conversion des peuples; elle pense seulement que sa volonté constructive ne l'a pas abandonné, qu'alors que d'autres auraient cédé, il a tenu bon et qu'à défaut du grand soleil attendu, il lui a du moins rapporté une aurore.

Mais lorsque l'on songe à la situation de cet homme, qui est à l'heure présente toute la politique britannique, qui a pris au Parlement une place telle que l'on peut dire que, ce qui caractérise les partis, c'est le degré de la sympathie ou de la haine qu'ils lui ont personnellement vouée, on se demande avec effroi quelles seraient pour l'Angleterre les conséquences d'un coup du destin qui, en pleine activité créatrice, atteindrait M. Lloyd George. Que les partisans de M. Asquith et de

lord Grey, que ceux de sir George Younger, que ceux de lord Robert Cecil fassent un rapide examen de conscience! Croient-ils vraiment qu'il se dégage de leur activité d'hier et d'aujourd'hui une idée, un principe, un seul, qui, M. Lloyd George disparu, les désignerait au pays comme le noyau d'un futur parti national? Les uns sont pour une politique d'économie qui, sans doute, vise à soulager le contribuable anglais écrasé par l'impôt, mais dont l'avantage le plus clair est, pour ses promoteurs, qu'elle porterait le trouble dans tous les rouages de l'administration gouvernementale. Le cabinet accepte-t-il en partie leurs suggestions, comme ce fut le cas après la publication du rapport de la commission Geddes? Immédiatement, changement de tactique, et ceux qui s'écriaient avec le plus d'ardeur que l'on gaspillait les deniers de l'Etat, se font les défenseurs des fonctionnaires sacrifiés. On en eut un exemple lorsqu'à propos des retraites du personnel enseignant, le gouvernement fut mis en minorité. De même en matière de politique étrangère. Ce que les adversaires de droite ou de gauche de M. Lloyd George cherchent le plus souvent à obtenir de lui, c'est moins un clair exposé des faits, des conditions dans lesquelles vont s'engager telles ou telles négociations ou telle ou telle conférence que des engagements précis sur l'attitude qu'adoptera le gouvernement. Le premier ministre croit-il pouvoir profiter de circonstances favorables pour conclure quelque accord dont la possibilité n'apparaissait d'abord que comme lointaine, l'opposition dira, dès son retour, qu'il a outrepassé son mandat; laisse-t-il, au contraire, mûrir un projet dont les débats ont révélé l'insuffisante mise au point, il se verra accusé de s'être embarqué dans une aventure stérile. La question de l'Entente fournit ainsi à l'opposition une arme à deux tranchants, et ce n'est pas sans raison que, lors du dernier débat aux Communes, M. Lloyd George, dans une fougueuse contre-attaque, fit remarquer à lord Robert Cecil, qui lui reprochait de sacrifier à de vagues combinaisons l'amitié française : « Vous voulez faire de l'Entente quelque chose d'intangible, mais vous spécifiez aussitôt qu'il n'est pas un point sur lequel nous puissions nous engager à suivre jusqu'au bout la politique française ».

*
* *

Cette atonie de l'opinion parlementaire, cette tendance à tout ramener à des considérations de personne, à remplacer les dogmes d'autrefois par de simples allégeances a-t-elle son équivalent au sein de la nation elle-même? On peut hardiment répondre que non. Sur tous les grands problèmes que pose l'après-guerre, l'Angleterre a résolument pris parti. Et, si quelque chose inquiète, ce n'est pas que ses vues soient insuffisamment formulées, mais qu'elle le soient en termes trop identiques. Sans doute les timbres diffèrent : il y en a de passionnés et de nonchalants, il y a des hommes qui brûlent comme au temps de la guerre pour la chose publique, d'autres que la tiède atmosphère de la vie quotidienne enveloppe de nouveau; mais tout le monde ici parle, écrit sur le même ton, J'ai fait porter particulièrement mon enquête sur la question des rapports franco-britanniques; j'ai interrogé des libéraux et des conservateurs, des gens qui sont en contact immédiat avec la classe ouvrière et d'autres qui, dans les sanctuaires qu'édifia le Moyen-Age, continuent à vivre dans la contemplation du passé, des écrivains qui ne se sont nourris que d'apports britanniques et d'autres qui se sont assimilé l'essentiel de la pensée française ; partout j'ai obtenu même réponse.

Cette question des relations franco-britanniques, d'un intérêt si vital pour nous, se trouve noyée en Angleterre dans la question plus vaste des relations anglo-européennes. Dès le premier abord, on découvre qu'elle n'est plus considérée par la moyenne de l'opinion anglaise comme susceptible de recevoir une solution isolée; elle fait partie d'un tout. C'est qu'en effet le plan sur lequel raisonne l'Angleterre d'aujourd'hui est singulièrement différent du nôtre. Ce pays, naguère le plus individualiste de tous, est devenu le plus « européen ». Très sincèrement, l'Anglais d'aujourd'hui *voit* déjà constituée l'Europe de demain, et toutes les fermentations du monde présent ne lui apparaissent que comme des accidents de surface, indignes de retarder longtemps l'attention de l'homme

d'Etat doué d'une imagination quelque peu constructive. Une sorte de mystique le tient, il cède à une conviction qui, par un de ces subtils accords dont il a le secret, donnent à la fois satisfaction à son idéalisme et à ses intérêts. Une Europe ordonnée, dont tous les éléments se seront éveillés au sentiment d'une solidarité pour le moins économique, semble *due* à l'Angleterre d'à présent. Sans une telle Europe, la guerre n'aurait pas eu de sens, et il faut que la guerre ait un sens, qu'elle soit créatrice, qu'elle apporte autre chose que des occupations et des indemnités. C'est pourquoi l'on peut dire que le passé, et même le présent, comptent peu pour l'Anglais ; ils sont dominés par les textes, seul l'avenir est dominé par les volontés. C'est dans cette vision d'avenir que toutes les intelligences semblent se rencontrer ici. Au point que l'on oublie que quelque part, dans quelque recoin de la véritable Europe, politiquement et économiquement morcelée, et où les instincts de haine sont bien loin d'être éteints, peut surgir tout d'un coup, dramatiquement, l'incident qui nous obligerait à reprendre à pied d'œuvre la besogne que nous avons accomplie dans le sang.

Cet oubli presque complet du grand drame, cet apaisement des instincts, et aussi ce dédain relatif des textes appelés à régir l'état de paix, voilà qui surprend étrangement le Français qui a gardé intactes toutes les visions de la guerre, qui attend pour rendre son estime à l'ennemi d'hier qu'il se soit réhabilité, et qui se plaît à trouver dans les traités la garantie que ses ruines seront un jour relevées. L'attitude de l'Anglais peut s'expliquer par des raisons à la fois psychologiques et historiques. Comme on me l'a fait comprendre plus d'une fois ici, les mêmes règles sont applicables dans un combat qui oppose un homme à un autre homme et dans celui qui oppose un peuple à un autre peuple. L'Allemand a été mis *knock-out*, tout comme le Russe en 1856, tout comme le Boer en 1902 : les dix secondes écoulées, l'Anglais n'a plus en face de lui un ennemi, mais un individu à côté de qui l'on pourra désormais s'asseoir dans le même salon ou dans le même restaurant, avec qui surtout l'on ne refusera pas de faire des

affaires. Il ne faut nullement s'imaginer que les relations avec l'Allemagne gagnent chaque jour en cordialité. On n'a pas oublié la façon dont celle-ci a fait la guerre et on s'est promis qu'une telle guerre ne recommencerait pas. Mais on ne peut concevoir ici un état hybride qui tienne de la guerre et de la paix. Dès l'instant où l'on ne se bat plus, il faut travailler.

Mais, dira-t-on, les traités dont l'exécution est à peine commencée ? Eh bien, les traités vont rejoindre le passé. Dans ce pays où la Constitution elle-même n'a pas une forme écrite, où les institutions sont considérées comme des organismes obéissant à une loi de croissance, la vie sera toujours plus forte que le texte. « L'importance que vous donnez aux textes » me disait il y a quelques jours H.-G. Wells « tient à votre mentalité de Latins ». Je ne veux point dire que l'Angleterre entend délibérément se soustraire aux obligations qu'elle encourt comme co-signataire du traité de Versailles. Personne ne songe à formuler ici une nouvelle théorie du « chiffon de papier ». Mais ce que l'on voudrait, c'est que la France comprît que l'Europe de 1922 ne ressemble pas à l'Europe de 1912, que la vie économique des peuples est loin d'être présentement ce qu'elle s'annonçait alors, et que, selon une formule qui a cours ici, « il convient d'aborder avec des principes nouveaux des problèmes nouveaux ». On a beau formuler l'objection qui monte aux lèvres de tout Français, et que je ne pouvais m'empêcher de présenter à M. Garvin, le directeur de l'*Observer*, le confident, certains disent même le conseiller de M. Lloyd George : « Mais vous avez signé délibérément, sans contrainte, et vous vouliez même aller plus loin que nous, puisque votre gouvernement s'était engagé devant le pays à pendre le Kaiser et à mettre au compte de l'Allemagne la totalité des dépenses encourues par les Alliés pendant la guerre ». — « Que voulez-vous? » répondit mon interlocuteur, « il y avait encore dans nos veines les fièvres de la bataille. Un vent de folie soufflait alors sur le monde, sur nous comme sur vous. Mais est-ce une raison parce que nous étions fous alors pour être insensés aujourd'hui ? Nous portons sur le dos un

cadavre. Nous ne pourrons rien faire tant qu'il nous étreindra ». Voilà ce qu'avec des variantes on entend dire aujourd'hui presque partout. On pourrait sans ironie avancer qu'il n'y a, à cette heure, qu'un homme qui croie à l'efficacité du du traité de Versailles : c'est l'homme dont il est en partie l'œuvre, M. Lloyd George.

L'Angleterre actuelle n'a qu'un but, qu'une pensée : refaire une Europe, et il faut bien nous dire dès à présent qu'il n'est aucune raison de sentiment qui l'empêchera de parvenir à ses fins. L'Entente cordiale, système fermé de deux nations disposés à se prêter un mutuel appui, quels que soient le lieu et les circonstances, est une conception que personne, ou presque personne, ici, n'accepte plus. Ne nous leurrons donc pas : ne nous disons pas que la victoire de tel ou tel parti aux élections prochaines, le remplacement de M. Lloyd George par lord Grey ou par M. Chamberlain marquerait un retour à la politique suivie ici pendant la guerre et jusqu'en 1919. L'Entente pourra renaître sous une forme ou sous une autre, mais, ce qui est sûr, c'est qu'elle ne sera plus dirigée *contre quelqu'un*. L'Angleterre ne connaît plus, en effet, d'ennemis en Europe : elle n'y découvre que des amis ou des neutres, et l'idée d'une combinaison, défensive ou offensive, visant une nation ou un groupe de nations en particulier, lui semble déjà se perdre dans la nuit des temps. Presque tout le monde ici, en ce qui concerne les relations avec la France, souhaite voir d'abord s'ouvrir une période d'apaisement. On sent que, des deux côtés du détroit, la presse fait une mauvaise besogne. Les journaux d'ici ne comprennent rien à nos véritables inquiétudes, à la nécessité où nous nous trouvons de prendre certaines mesures de défense et de réclamer certaines garanties. Les Anglais, par contre, sont exaspérés de ce que nous prétendions savoir mieux qu'eux quels sont leurs vrais besoins, de ce que nous leur indiquions chaque jour ce qu'ils ont à faire pour sortir de la crise industrielle qu'ils traversent, de ce que nous leur suggérions même ce qu'ils doivent penser de tel ou tel de leurs hommes d'Etat. Il faut donc tout d'abord que les nerfs s'apaisent. « Nous ressemblons », me disait le même M. Gar-

vin, « à des invités qui se seraient pris de querelle après dîner, et auprès desquels la maîtresse de maison doit doucement intervenir ». Ce premier point acquis, une franche discussion, portant sur tous les points du litige, ne laissant rien dans l'ombre, pourrait utilement s'engager, à la suite de laquelle l'Entente, une Entente qui ne serait plus que l'expression dans l'ordre politique de l'amitié de deux peuples, qu'une sorte de noyau autour duquel viendraient peu à peu cristalliser tout ce qu'il y a en Europe de foi, d'enthousiasme démocratique, et de volonté constructive, se reconstituerait très vite, presque spontanément. Mais, répétons-le, il n'y a d'accord possible aux yeux de l'Anglais d'aujourd'hui, qu'entre les peuples qui, même si cela les entraîne à réviser radicalement leur jugement, sont résolus à se mettre en présence des faits. Ce que nous vous reprochons par-dessus tout, entendais-je dire communément, c'est d'avoir créé un certain nombre de dogmes politiques que doivent accepter tous les peuples d'Europe s'ils ne veulent encourir votre colère ou votre mépris. Vous êtes devenus une sorte de Vatican politique qui lance des bulles et poursuit les hérétiques ».

En dehors de la presse Northcliffe dont les lecteurs constituent à peine un cinquième de la nation britannique, et que l'on achète plus pour ses gravures que pour ses idées, notre politique ne trouve dans les journaux d'ici que des adversaires, les uns franchement insultants, comme les *Daily News*, l'organe des libéraux indépendants, qui, par la plume de M. Gardiner, nous adresse presque chaque semaine quelques mots de « Simple avertissement », ou comme le *Daily Herald*, l'organe des communistes, qui découvre qu'à côté du peuple français les Allemands étaient une nation idyllique, les autres plus distants ou plus courtois, comme le *Daily Telegraph* ou la *Daily Chronicle*. Nous avons ici des amis innombrables, plus d'amis qu'en 1913, mais c'est à peine si nous y trouvons un partisan. Je laisse de côté la classe ouvrière, convaincue de plus en plus que nous nous opposons délibérement et que nous continuerons à nous opposer à toutes les mesures visant à la restauration de l'Europe et, indirectement, à celle de l'in-

dustrie britannique. Je ne veux considérer que les classes moyennes ou du moins les fractions de celles-ci où l'on est capable d'un effort de justice, où les opinions ne se découpent pas à l'emporte-pièce. Partout on nous aime pour ce que nous sommes, partout on se détourne de nous pour ce que nous faisons. On nous reproche d'abord de ne pas comprendre, sous son aspect géographique, le premier des problèmes nés de la guerre. On estime qu'une Europe dans laquelle chaque nation aurait à pourvoir à sa propre défense, ou dans laquelle les vieux systèmes d'alliance seraient reconstitués, serait infailliblement dominée, tôt ou tard, par un bloc germano-russe. Il n'est aucun moyen, dit-on ici, de s'opposer par la force à l'union, tout au moins économique, de la république germanique et de la république moscovite. C'est là un phénomène fatal, parce qu'il est d'ordre physique. On n'a pas compris que la Russie était l'ennemie née de l'Allemagne ; en disposant comme on l'a fait de Constantinople et du Bagdad, on a supprimé les principales causes de friction qui existaient entre les deux peuples ; en ressuscitant l'empire polonais, qui n'avait rien à voir avec le libre Etat polonais, dont la résurrection était une œuvre de justice, en lui attribuant des frontières que tout le monde, en dehors de la France et de la Pologne elle-même, reconnaît extravagantes, on a créé entre l'Allemagne et la Russie une véritable solidarité. Plus les Etats occidentaux se montreront décidés à se faire directement justice, plus ils proclameront que la force est leur seule sauvegarde, plus on verra cette solidarité s'affirmer. La France juge présentement que sa sécurité territoriale est liée à l'existence d'un puissant Etat polonais, formant tampon entre l'Allemagne et la Russie. S'est-elle demandé ce qu'il adviendrait de la Pologne si, demain, une coalition qui engloberait non seulement l'Allemand et le Russe, mais le Magyar et le Turc, décidait de ramener à des proportions plus modestes, voire d'annihiler la Grande-Pologne du traité de Versailles? Celle-ci ne pourrait faire face au danger qui la menacerait sur tant de fronts. Elle ne pourrait compter sur l'aide de l'Angleterre, car jamais plus l'Angleterre ne donnera un homme ou

un shilling pour soutenir une expédition continentale. Ce n'est pas tant une nouvelle guerre qu'elle craint, que les arrangements qui mettraient fin à cette guerre, arrangements dont le traité de Versailles lui a donné un avant-goût. La France, en frappant sur le Rhin, pourrait sans doute faire lâcher prise à l'Allemagne. Mais que peut-elle contre la Russie? Dès lors, notre pays ne comprend-il pas que la paix de chaque pays, ses frontières, le développement de son agriculture et de son industrie ne peuvent être garantis que par une volonté généralisée de paix? Quarante millions d'hommes, même armés jusqu'aux dents, ne pourront faire indéfiniment la loi à quatre cents millions d'Européens.

Il serait cependant injuste de dire que l'Angleterre a passé l'éponge sur le passé. On nous compare volontiers dans certains milieux à Shylock exigeant sa livre de chair, mais on reconnaît unanimement que Germania-Antonio doit fournir quelque chose. J'ai trouvé sur la question des réparations une opinion beaucoup plus ferme que celle que, étant donné les tendances qui prévalent ici, je m'attendais à rencontrer. Partout, dans les milieux gouvernementaux comme dans les milieux travaillistes, chez des hommes de tempérament aussi opposé qu'un Wells et qu'un Sydney Webb, le « cerveau » du socialisme anglais, j'ai entendu dire presque mot pour mot : « La remise en état des régions dévastées est la première des obligations qui incombent à l'Allemagne. » Mais l'on voudrait que, là aussi, le public français se mît en présence des faits. « Chez vous », me faisait remarquer Wells, « on a trop tendance à considérer la monnaie comme une valeur positive. Chez nous, une pièce d'argent ou d'or est un simple jeton. Récemment, je prenais mon billet à Dumnow pour rentrer à Londres. Le chef de gare avait reçu le matin d'un voyageur un demi-souverain. Son collègue français, dans les mêmes circonstances, aurait bien vite serré la pièce, pour avoir la joie de la contempler très souvent ou pour en faire présent à sa femme ou à sa nièce. Mon homme n'a pas eu cette tentation et, tout naturellement, il a fait rentrer le demi-souverain dans la monnaie que j'attendais. Vous autres, Français, n'avez à

l'heure présente d'yeux que pour ce qui est monnaie. Vous vous croyez riches, chaque fois que vous ajoutez un zéro au nombre de marks-or que l'Allemagne devra théoriquement vous verser. Vous ne voyez pas qu'il n'y a plus qu'une chose qui compte dans notre Europe anémiée : les hommes, les machines, les semences, et les matières premières. » Et l'Angleterre nous pose alors cette question : « Préférez-vous avoir, sur le papier, une créance formidable, dont vous savez que vous ne toucherez à peu près rien, parce qu'elle n'est en relation avec les capacités de production ni du peuple allemand, ni d'aucun peuple humain; ou vous contenter d'une somme raisonnable tenant compte de ce que le même peuple allemand peut épargner sur le produit de son travail et qui, nous vous le garantissons, non seulement sera avec le temps intégralement versée, mais, grâce à l'intervention financière des Etats-Unis, des autres neutres, de nous-mêmes, pourra être immédiatement négociée? Ayez même la suprême habileté de demander un jour, tout de go, les yeux dans les yeux, à nos anciens ennemis qui prétendent n'agir toujours que par contrainte, à combien ils fixent eux-mêmes l'indemnité qui doit vous revenir. »

* * *

Après un effort qui ressemble à tous égards à celui qu'elle dut fournir de 1793 à 1815, l'Angleterre veut refaire une Europe : avec moins de puissance logique, sous une forme moins systématique que celle des économistes de 1820-1830 elle affirme que, dans l'ordre économique tout au moins — et quelles sont les guerres qui, désormais, n'auront plus un caractère économique? — tous les peuples doivent être solidaires. Une fois de plus, sa doctrine s'accorde avec ses intérêts, mais on est en droit de se demander si, cette fois, elle ne s'accorde pas aussi avec l'intérêt du monde. En 1830, l'opinion était encore divisée. Aux économistes libéraux, aux hommes qui voulaient que l'Europe pacifiée fût parcourue par de vastes et libres courants d'échange, s'opposaient en Angleterre les

partisans d'une politique plus nationale, plus organique, qui prétendaient que le pays devait continuer à vivre sur lui-même, garder intacte sa structure, sauvegarder à tout prix ses traditions. Aujourd'hui l'opinion est unanime : avec plus ou moins d'énergie, tous les partis préconisent la politique d'entente et de reconstruction dont nous avons montré quelques-uns des aspects. La crise actuelle atteint, au même titre que la classe ouvrière, une aristocratie de plus en plus industrialisée. Le pair conservateur qui ne vend plus son charbon, son acier, celui dont les navires s'immobilisent dans les ports, appelle les mêmes solutions que les travailleurs manuels que le chômage a jetés par millions à la rue.

De cette crise, les uns comme les autres sont décidés à sortir à tout prix.

Edouard Guyot.

RAMON GOMEZ DE LA SERNA

Me voici bien installée, les dictionnaires à droite, à gauche, les feuillets couverts de la large et rapide écriture de Ramon, cette écriture que je vais déchiffrant, non sans peine, mais avec un peu d'émotion, à la façon d'un *fouilleur* qui ne sait pas ce qu'il amènera, puisque ce sont des pages inédites qu'envoie à *La Vie des Peuples* le chef de la jeune littérature espagnole.

Mentalement, je le salue d'un sourire, ainsi qu'au soir où, inquiète comme une collégienne en escapade, je l'attendais à Pombo, ce café pittoresque, à deux pas de la Puerta del Sol, où se réunit le cénacle des jeunes et que lui, Ramon, a si prolixement, mais si joliment décrit.

Je le vois encore, sur la porte, bon gros garçon potelé, vif, jovial, un type de *torero* un peu, se détachant une seconde sur le fond si madrilène de la rue Carretas. Est-ce que la rue n'entre pas avec lui? Est-ce que Madrid n'entre pas avec lui? Est-ce que toute la réalité espagnole ne suit pas inséparablement son révélateur, son amoureux, son poète, son...

Bon ! voilà qu'on me dérange. Sans façon, un brave ami espagnol — Espagnol classique — se laisse tomber sur le fauteuil que j'avais approché, comme renfort à mon bureau.

« Bonjour, chère amie, toujours au travail?

— Toujours. Je ne suis hélas ! pas Espagnole.

— Merci. Peut-on savoir?

— Une traduction.

— De l'espagnol? Ah ! mais... c'est du Gomez de la Serna. Je le devine à l'encre rouge. C'est lui que vous traduisez?

— Quelques pages de lui.

— Ma traduction est destinée à une grave revue.

— Grave? Y pensez-vous?

— J'y pense.

— Mais que vont dire les lecteurs?

— De quoi?

— Comment « de quoi »? Mais d'une traduction de Gomez de la Serna. Ma parole, vous avez l'air de trouver ça tout naturel, de servir des... gamineries aux respectables lecteurs d'une grave revue.

— Quelle idée vous faites-vous donc des respectables lecteurs? Quel goût leur supposez-vous, littérairement parlant, pour un sempiternel *refroidi*?

— Chère amie, je ne suis pas aussi Parisien que vous le dites, je ne comprends pas *refroidi*.

— Ça se dit des plats qui ont attendu, qui se sont un peu figés, qui ont perdu cet arome qui montait d'eux, comme un encens, et chatouillait délicieusement l'odorat.

— Sybaritisme que tout ça; l'essentiel, c'est de se nourrir.

— De sorte que, à votre avis, Ramon Gomez de la Serna ne nourrit pas?

— Il amuse.. c'est un *entremès* [1].

— Entre deux plats de résistance : le premier et le troisième quarts du XX^e^ siècle.

— Le second, si vous voulez bien.

— Non, le troisième; le second, c'est à Ramon qu'il appartient.

— Que dites-vous?

— Que je ne souhaite même pas longue vie à Gomez de la Serna. Il n'a guère plus de trente ans, ce garçon. Est-ce trop que de lui accorder vingt-cinq ans encore pour son œuvre?

— Il n'a déjà que trop écrit.

— Oui, il a ça dans le sang, comme Lope de Vega.

— O profanation ! O sacrilège ! Invoquer *el fénix de los ingenios*, à propos de ce... galopin, de cet enfant de troupe des

1. Hors-d'œuvre qui sont sur la table, où l'on picore entre les services.

lettres, qui a commencé d'écrire à quatorze ans, à douze peut-être...

— Comme Lope.

— Ce n'est pas la même chose. Lope avait du génie. Et puis, on n'avait pas tant de choses à apprendre de son temps. N'en déplaise à Balthasar Castiglione, l'honnête homme aujourd'hui doit en savoir mille fois plus au XVI^e^ siècle. Un gamin de quatorze ans va à l'école jusqu'à vingt, jusqu'à vingt-cinq.

— Jusqu'à sa mort, n'est-ce pas? Ayez le courage de le dire.

— Parfaitement, jusqu'à sa mort. Un honnête homme peut-il même se flatter de tout apprendre en une vie?

— Justement; c'est parce qu'il a compris qu'il lui en faudrait plusieurs que Ramon a pris un parti radical, le seul raisonnable : ne rien apprendre...

— Ah ! vous l'avouez ! vous reconnaissez que Gomez de la Serna...

— Ne va plus à l'école depuis longtemps; il n'en a pas besoin, il sait son métier.

— Ah ! oui, parlons-en. Ouvrez un de ses volumes, n'importe lequel. Je parie que vous y trouverez quelque faute dès la première page. Il jongle avec les mots, il leur donne un sens qu'ils n'ont pas. La grammaire? Il se permet avec elle les plus étranges privautés. Son style? Y a-t-il rien de plus lâche, de plus décousu, de plus négligé? Ah ! il se moque bien des règles. Voyez un peu la composition. Y en a-t-il trace dans ses livres? N'écrit-il pas tout ce qui lui passe par la tête, exactement comme ça vient, sans ordre, sans choix, sans gradation, sans fil conducteur, si ténu qu'il soit? Ah ! je vous conseille de parler de métier à propos de cet... anarchiste.

— Et si le *métier* de vos grands écrivains, pourtant, consistait à n'avoir pas de *métier*? S'il leur était impossible de suivre les règles de notre Boileau et même de règle d'aucune sorte? Si l'incohérence, le désordre et l'arbitraire étaient inséparables de leur génie? Si la verbosité, la pointe, la redondance, toutes les jongleries verbales leur étaient naturelles? S'il n'était pas en leur pouvoir de ne pas pratiquer cette philoso-

phie de *la real gana* [1], qui est, en définitive, votre philosophie?

— Permettez, chère amie, permettez. Je sais combien vous aimez l'Espagne. Je ne peux vous soupçonner de vouloir la tourner en dérision, mais c'est dur de s'entendre dire cela par une étrangère.

— Et si cette étrangère ne faisait que *citer* pourtant?...

— Un Espagnol? Ça m'étonnerait.

— Bien des Espagnols. Mais n'en prenons qu'un. Tenez, allongez le bras, prenez ce petit livre vert, là, sur la seconde étagère. Passez-le moi. Merci. C'est l'*Idearium* de Ganivet. Vous ne le reniez pas, celui-là?

— Il y aurait beaucoup à dire. Mais ne discutons pas. Mettons que Ganivet ait bien connu son pays.

— Je lis, page 78 : « Quand les artistes espagnols, grands ou petits, se mettent à l'œuvre, ils n'ont d'ordinaire qu'une idée très vague de cette œuvre elle-même, et une confiance absolue en leurs propres forces, en leur intuition géniale, si toutefois, ils ne s'en remettent pas « à Dieu et à la reine du Ciel », comme disent les couplets populaires que chantent les aveugles sur les places. »

— Ce n'est pas le cas pour Ramon; il ne s'en remet qu'à lui.

— A lui et au hasard, en quoi il est dans la plus pure tradition de sa race. Je sais ce que vous lui reprochez : un art tout spontané, un art sans réminiscences, qui non seulement ne connaît pas la pédanterie, mais ne sait même pas que la pédanterie existe. Parce qu'il en use, avec la langue et la grammaire, comme en ont usé tous les grands artistes, se laissant conduire par celle-ci, mais non pas avec des menottes, traitant celle-là en pierre précieuse, susceptible de recevoir de nouvelles facettes, de briller de nouveaux feux, il vous paraît barbare et, parce qu'il fait abstraction de ses auteurs, qu'il ne cite pas ses sources, vous le trouvez ignorant, vous criez à l'inculture, comme si nous n'avions pas assez de demi-talents, saturés de culture, comme si nous n'étions pas tous écrasés, mutilés par la culture.

1. Le bon plaisir. L'expression espagnole est beaucoup plus forte.

— L'apostrophe ne manque pas de saveur dans votre bouche, chère amie. Avouez qu'il est plaisant de vous voir brûler ce que vous avez adoré.

— Je ne brûle rien, hélas ! je me contente de gémir. Mais, au moins, quand un artiste a retrouvé la fraîcheur, la poésie, la fantaisie créatrice, ne lui cherchez pas querelle. Ne lui jetez pas à la tête d'autres *sources*. Qui nous dit, au reste, qu'il ne s'y est point abreuvé? Oh ! je ris, en songeant à tous les *sourciers* de l'histoire littéraire que Ramon promènera malicieusement à travers la littérature nationale et les littératures étrangères. Mais le miracle n'est-il pas précisément qu'il ait, lui, brouillé, confondu, mêlé et, pour tout dire, digéré ses sources? Lui ferez-vous un reproche d'avoir éliminé les influences directes de ses premières œuvres, d'avoir mûri, de n'être plus que Ramon?

— Sans doute, je le lui fais, ce reproche. On n'a pas le droit de n'être que soi-même au point où il l'est : un tel égotisme est monstrueux.

— « Insensé qui crois que je ne suis pas toi », pourrait-il vous répondre. Ne voyez-vous pas à quel point il vous enrichit de lui-même, tout ce qu'il ajoute à votre sensibilité — votre, dans le sens collectif, bien entendu?

— Je vous saurais gré de me le dire, vous qui prétendez le connaître.

— Oh ! je n'ai pas cette prétention, et je suppose qu'il ne l'a pas lui-même. Le Ramon de demain ne sera pas celui d'aujourd'hui, et je trouve cela délicieux. Au fait, n'est-ce pas là un premier don ? Il vous enrichit de la versatilité.

— Joli cadeau, assurément. Continuez.

— Il vous enrichit de... excusez-moi, il faut que j'emploie, cette fois, un mot bien pédant, un mot qui ne plairait pas du tout à Ramon : l'introspection. Ce regard tourné en dedans, cette acuité dans le domaine de la vie intérieure, vous ne l'aviez pas encore, du moins à ce degré-là. Il a fait balbutier ce qui se taisait, il a accouché l'inexprimé.

— Est-ce tout?

— Que non. Il a intégré à l'intellectualisme des sensations

obtuses, celles du goût, par exemple. Est-il possible à ses lecteurs d'éplucher une mandarine ou de sucer un grain de raisin, comme avant d'avoir lu *Muestrario*?

Il en a renouvelé d'autres, par transposition. Je songe à ces voix de femmes, aux nuits d'été, dans les jardins, qu'il arrive presque à nous faire *toucher*. Je songe au clair de lune, que nous finissons par *boire* ou par *humer*, à la fraîcheur d'une noix de coco, subtilisée dans l'abstrait presque jusqu'à l'idée pure.

— Ce que je ne comprends pas, chère amie, c'est que vous preniez tout ça au sérieux, que vous ne voyiez point que c'est de la folie.

— De la folie, ce qui multiplie et affine mon contact avec la réalité? Mais je trouve que Ramon est un sage, au contraire, qu'il a cette instinctive et profonde sagesse des tout petits, qui tendent, en même temps que le regard, les mains, la bouche, vers les objets nouveaux qu'on leur présente.

Nous, qui avons perdu l'ingénuité, nous appelons cela : désir de possession; c'est besoin de connaître qu'il faut dire. L'être tout neuf sait bien que, seules, les perceptions coordonnées de tous les sens satisfont pleinement ce besoin.

Le grand mérite de Gomez de la Serna, ce sera d'avoir, par-delà la surface, par delà l'apparence visuelle, fait entrevoir une réalité plus profonde, une réalité *cubique*, comme il dit.

Et cette exploration d'arrière-plan nous procure une merveilleuse surprise et comme l'enchantement de redécouvrir le monde. Cela nous rappelle ces jours d'été où, mollement étendus à l'ombre des vergers, les yeux clos d'une délicieuse paresse, nous essayons de nous représenter le monde, comme si nous ne l'avions jamais vu, d'après le souffle qui évente notre front, le brin d'herbe replié qui se redresse lentement dans notre cou, ou la fourmi qui chemine, avec un picotement léger, sur notre bras...

— Je suis bien aise, chère amie, que vous me parliez avec cet abandon. J'y vois la preuve de ce que je soupçonnais, qu'avec des trouvailles — car il en a parfois, je vous l'accorde, dans les petites choses — Ramon Gomez de la Serna,

n'excelle que dans un art mineur. Son lyrisme butinant n'a que de toutes petites ailes, des ailes d'abeille, vibrant inlassablement au ras de terre, mais qui ne l'enlèvent pas. Je vous mets au défi de me citer un seul grand thème, un thème classique chez lui.

— Je triomphe trop facilement, cher ami ; vous m'en voyez honteuse. Comptez sur vos doigts :

Un. Le thème de la mer : cette nostalgie, cette hantise de la mer qui, déjà ! sourd dans votre épopée nationale, dans le *Cantar de Mio Cid*, et qui a inspiré quelques-uns des plus purs joyaux du *Romancero*.

Deux. Le thème du ciel : à chaque instant, on sent dans ce fourmillement des villes, où, cependant, tout le sollicite, que Ramon lève la tête et s'abandonne à ce fleuve céleste qui coule entre les toits. Quelques-uns des plus beaux parmi ces minuscules poèmes en prose qu'il a baptisés *Greguerias* célèbrent l'orage, les étoiles. Vous faut-il des précédents? Fray Luis de Leon vous suffit-il?

Trois. Le thème de la mort : dans un relevé des leit-motiv espagnols, je pense qu'il n'y en aurait pas de plus fréquent, de plus *classique* que celui-là. Ramon ne l'a-t-il pas repris avec une ampleur, une noblesse dignes des plus authentiques chefs-d'œuvre?

— Assez, chère amie, assez. Je me rends. On a bien raison de dire qu'on est toujours battu, avec les femmes. A propos, que dit notre grand Ramon des femmes ?

— Rien.

— Comment rien? Ne leur a-t-il pas consacré des volumes entiers, *Senos* entr'autres?

— Rien de neuf. Il est même surprenant de constater à quel point il est pauvre sur ce thème, comme vous dites. Il n'apporte rien à la connaissance de l'âme, ni même, en dépit des apparences, des sens féminins ; rien non plus à une satire en honneur chez vous depuis toujours. Il réédite les plaisanteries traditionnelles, des échos de Quevedo, parmi cent autres. Parfois il s'en tire par une drôlerie impertinente, comme dans cette délicieuse « his-

toire naturelle » où il affirme que la coccinelle, avec sa coquetterie et ses sautes d'humeur, réduit à ses véritables proportions le problème féminin. Comment lui en vouloir? Au reste, par son *abstraction* de la femme, Gomez de la Serna est très moderne, tout à fait de sa génération.

— Ah ?

— Les hommes qui ont aujourd'hui des cheveux blancs, ne furent-ils pas, dans leur jeunesse, des travailleurs, des gens d'ordre, de méthode, de science, des positivistes? Ne devaient-ils pas, de par la loi du contraste, s'inventer un type de femme tout différent, le type des romans de passion, la passion étant une forme dangereuse d'aventure aux yeux des gens rangés, des bourgeois?

Mais ce roman a vécu. Les jeunes qui ont connu des risques plus âpres, de plus hautains dangers, qui redécouvrent la vie, et avec la vie la poésie, les jeunes songent tout naturellement à des femmes pot-au-feu. Et cela est très bien ainsi.

— Bravo ! Voilà qui est espagnol, plus que toute votre admiration pour Ramon. Au fait, comme vous devez m'en vouloir, pour tout le temps que je vous ai fait perdre. Vous auriez traduit quatre ou cinq de ces feuillets. De quoi y est-il question? Puis-je le savoir?

— De « *La nuit ségovienne* ». Précisément, d'un de ces paysages fantastiques, *introspectifs*, qu'on observe en soi pour ainsi dire, d'une de ces tentatives, que l'auteur affectionne, de donner une voix à l'ineffable.

— Cela risque bien de dérouter les lecteurs, les respectables lecteurs, ne trouvez-vous pas?

— Ils se rattraperont, je l'espère, sur les « *Fous de Castille* ».

— Les « *Fous de Castille* »? Voilà qui est flatteur pour nous ! Qu'est-ce que c'est?

— Ce que dit le titre, ou, si vous préférez, un commentaire de *Don Quichotte*.

— Drôle de corps que vous êtes ! Vous aimez parler par énigmes.

— Pas le moins du monde. En évoquant le paysage inhumain, l'existence comprimée, toute la tension physique et

morale de la Castille, en constatant que la seule évasion sur place, dans un milieu pareil, c'est la folie, Gomez de la Serna ne projette-t-il pas un nouveau jour étrange sur votre héros national? Vous êtes-vous, pour votre part, laissé prendre à cette soi-disant influence pernicieuse des romans de chevalerie? Ne vous êtes-vous pas dit qu'au fond, si Alonso Quijano el Bueno devient fou, c'est d'héroïsme rentré, de continence, d'inaction, de vie inutilisée?

Ne le plaignons pas trop, dans ses mésaventures. Il y a connu, du moins, cette joie splendide du prodigue, dilapidant en gestes vains, pour rien, pour le plaisir de se dépouiller — le plus enivrant de tous les plaisirs — cinquante ans de réserves vitales amassées, malgré soi, dans la contrainte et le secret.

Mathilde POMÈS.

1. Principales œuvres de Ramon Gomez de la Serna. — *Primera proclama de Pombo.* — *El Rastro, Greguerias, Senos, El Circo, Pombo, Muestrario.* — Fragments traduits en français : M. Valéry Larbaud, *Les écrits nouveaux, Hispania*; Mme Moreno et M. Latour Maubergeon, *Hispania*; M. Francis de Miomandre, *Revue de l'Amérique latine.*

EN CASTILLE

Les Fous de Village

Après la vision pauvre et succincte des villages, comment ne pas parler de leurs fous? Les fous de Castille ont la folie la plus aride et la plus hébétée qui soit. C'est pour ça que je les choisis et, parmi tous les villages de Castille, c'est Valle que je choisirai, comme le plus typique; encore que je ne doive jamais oublier les cris des fous de Ségovie, leurs hurlements désespérés dans la nuit, tout au fond de l'abîme au-dessus duquel se dresse Ségovie, tout au fond, parmi les noirs peupliers frissonnants, comme les voix de la rivière, comme les véritables clameurs ténébreuses de la rivière Clameurs[1].

I

Valle est un village de la Vieille Castille, au cœur même du désert castillan, là où la Castille révèle le plus clairement sa médiocrité dramatique, là où elle est le plus castillane, sans une touche abrupte, sans une oasis, sans une atténuation. A Valle, ce qui est le propre de la Castille, le sens, l'essence, le squelette même de la Castille se montre entièrement à nu, sans forfanterie, ni cabotinage. A Valle, on prend la Castille sur le fait, telle qu'elle est, simplement et purement.

Valle est un village rabougri, tout en terre. Il n'offre pas ces très vieilles pierres où se repaissent la vanité et l'imagination

1. *El arroyo Clamores* coule au pied des murs de la ville et de l'Alcazar, du côté Sud.

d'autres villages. Il n'a même pas son « il a brûlé », à propos d'un édifice central, évocateur. Valle est monotone, précaire, figé. La terre seule en est ancienne, poussière de morts qui tourne à la folie, si maigre, si plate, dépourvue de seins, de rondeurs, de grâce, de vénusté. C'est la femme légitime avec ses indigènes pour maris, la femme à quoi on est plus que tout accoutumé, la femme dépositaire du passé que rien ne peut remplacer, des *instantanés* de chaque jour, de toute les trivialités et de toutes les hontes de la vie étroite et stupide. Elle ne berce pas, elle ne devine pas, elle n'étanche pas le cœur desséché par la soif de la beauté, du caprice, de la passion. Elle est muette, hermétique, tyrannique, systématiquement jalouse, jalouse sans motif, parcimonieuse en tout; sa seule vertu, c'est d'avoir été, entre toutes, celle qui a su affaiblir, lapider, atterrer les initiatives extraordinaires de l'homme.

Valle est impassible, livré au ciel et à la terre qui l'inondent et le désolent. Ses murs en terre font plus bilieuse encore et plus lancinante l'émotion du paysage. Le bloc de terre séchée est accablant : il a l'air inconsistant, en réalité il est d'une consistance écrasante. Il y a dans la pierre une richesse, une autorité, une distinction, une aristocratie secrètes ; dans la brique, il y a la couleur, l'esprit industrieux : dans le crépi blanc ou teinté, une grâce plaisante et rieuse par où l'homme l'emporte sur la terre immuable. Mais dans la terre séchée il n'y a rien d'autre que la pauvreté sordide de la terre aride, repoussante. Vivre là-dessous, c'est comme vivre sous la terre, qui se montre dans les murs sous son aspect le plus cru, le plus insidieux, le plus absorbant. La vision du bloc de terre renforce l'idée de la terre, l'insinue dans les âmes, les fait plus âpres, plus tenaces, plus opaques, les épaissit, les enfonce, les contriste, les étouffe sous un élément neutre, sec, indigent, sans idolâtrie, sans douceur, sans légèretés exquises, sans fleurs arbitraires, sans bagatelles ; une terre de la couleur la plus terreuse, la plus morne, la plus atrabilaire. Oh ! grave, incurable jaunisse !.

Si bien que, à Valle, où la morale est la même morale absurde de toute l'Espagne, la vie est cependant plus insupportable qu'ailleurs. On n'y connaît pas le bienfait, le soulagement

qui émane d'un paysage aimable, même pour ceux que retient prisonniers une morale crasse et douloureuse !...

En Castille, la conscience libre et rebelle des hommes se concentre dans les âmes, s'y durcit en cal, et ne trouve plus d'issue, de joie, ni d'expression.

La rivière de Valle n'a pas d'eau ; les quelques peupliers qui croissent sur ses bords sont comme une évocation des bois, un prétexte à nostalgie. On se prend à penser que mieux vaudrait qu'il n'y en eût point.

Les fontaines non plus n'y traduisent pas cette abondance généreuse de la terre, cette inépuisable maternité qui sourd à gros bouillons et devant quoi, à la pensée de ce qu'elle a déjà donné et de ce qu'elle donnera encore, on songe à une fertile mer souterraine. Les fontaines de Valle sont des puits de surface, dont on voit le fond et qui semblent devoir rester à sec, quand ces petits ânes qui s'en approchent remporteront leur six cruches pleines. Sombres fontaines, fontaines d'affliction, mornes citernes, eau presque pas potable, sans prodigalité et qui n'arrose ni couleur, ni grâce !...

A Valle, l'été a toute la rigueur de l'enfer et l'hiver est tout aussi rude, avec son froid désolé, calamiteux, intraitable, plein d'ennui, avec moins de distractions que jamais, emprisonnant le village sous le globe d'une perpétuelle gelée, compacte et drue. Oh ! ce globe brillant, transparent, affligeant et vide !

A Valle, en été comme en hiver, toutes les heures du jour ont un rythme identique. A midi seulement, il y a un moment de plénitude dans les existences ; le soleil passe par leur méridien. A midi, il y a un instant de passion chez les habitants, leur idée de la vie s'affermit, devient intense. Mais tout aussitôt, assis à table, ils espèrent que la suggestion de cet éclair d'impatience et de lucidité ne prendra pas corps ; enfoncés de nouveau dans leur épaisse humanité, ils se vautrent dans leur tangible et cruelle solitude.

A Valle, il n'y a que trois choses consolantes : une rose au printemps, les pigeonniers et le pain.

Une rose au printemps : c'est seulement dans ces roses de Castille au parfum candide, épais et simple qu'on respire tout

le printemps, jusqu'à son fond cythéréen, jusqu'à ses entrailles joyeuses. Nulle autre rose n'a un parfum aussi attendrissant, aussi magnifique, aussi plein, d'une chair aussi copieuse que cette rose respirée dans le matin printanier... Oh ! très suave rose orpheline ! Elle était l'unique don de joyeux avènement du printemps, dans cette inquiétude et cette joie printanières, désorbitées et sans complaisance, qui faisaient venir des envies de crier, de voler, de s'écarteler en proie à un délire incohérent éperdu. Violent et déséquilibré, le printemps ne pouvait s'accorder à l'insipidité du reste de l'année. On se sentait déchiré par une douleur joyeuse et radieuse, par une hilarité qui tournoyait dans les champs vides et faisait peur. On se regardait les uns les autres, on se sentait une sensualité dépouillée, refoulée, sans objet. Seule la rose !

Les pigeonniers ; ils sont, eux, l'unique monument de la poésie et comme l'unique oratoire aimable et bénin. Ce sont des pyramides de terre, mais surmontées d'un couronnement net, rayonnant, optimiste, blanchi à la chaux. Ce sont, dans la campagne, les refuges de l'idéal. Leur présence s'exalte de par la vaste pusillanimité, de par la stérile perdition de l'ambiance ; leurs pigeons ont beau n'être pas blancs, l'esprit gris de la Castille a beau dominer en eux, ils n'en mettent pas moins une grande consolation dans le panorama.

Et le pain candide où se condense toute la tendresse de la terre laborieuse, taciturne et farouche. C'est la grande sensualité de la Castille, sa franchise, son unique prédilection. Le pain est comme un sein de femme, exquis, blanc et brun brûlé, comme les seins mûrs. On le déguste et on le touche en savourant son propre besoin. Il ne se fait, il ne se cuit ainsi, il n'atteint à ce délice et à ces nuances, que dans le vaste et fécond désert castillan dont il est le seul amour, l'éphémère tendresse qui récompense tout un an de travail. Il n'y a qu'en Castille — c'est la pure vérité, — que l'on mange un pain aussi dense, aussi magnifique, aussi succulent, aussi pur.

II

L'Espagne s'ignore. C'est pourquoi elle ne peut pas avoir de symboles ; c'est pourquoi Don Quichotte n'est pas un, ne représente personne. La folie espagnole n'a point été une folie romantique et déclarée, mais une folie d'un sens plus obscur, une folie plus dispersée, plus vague, au milieu d'une farouche neutralité. Ç'a été la folie sordide, ratée, de l'être sevré de volupté, de la volupté nécessaire, qui, faute d'être acceptée, noblement acceptée, finit par crisper et corrompre l'âme.

A Valle, cette dure vérité brille sous une lumière méridienne. A Valle, le regard s'effare devant le désert castillan couleur de cendre et, de ce regard effaré, qui effare la vie, est née ce que l'on appelle la folie castillane. Le milieu transmet aux hommes son âme intraitable et anxieuse. La femme même y est dépourvue de douce et tendre charité. Elle n'est qu'honnête, d'une sourde et hautaine honnêteté. La grâce spirituelle n'a point de prise sur elle ; ni nuances, ni volupté, ni arome en elle. Sa chair est dure et sèche, elle donne ou ne donne pas de grain ; elle ignore tout autre rendement doux, divers, frais et beau. Tout le monde est désséché par l'atmosphère d'égoïsme et de célibat, quelque matrimoniale qu'elle soit. Tout le monde vit sur la terre enterrée, enfoui entre la terre et le ciel, un ciel nullement fluide, mais dur et se brisant sur les êtres comme la vague, en rafales transparentes et subtiles, sans répit ; un ciel en grès bleu, sans humidité, sans légèreté, cruel, hypocritement exhaussé pour mieux retomber en pesants tourbillons, en vastes trombes implacables qui s'abattent sur les hommes, achevant de les prostrer sous eux-mêmes, sous leur village, sous leur solitude, sous le flux de leur vie austère et mesurée. Et si ce ciel en use ainsi, c'est qu'il commente, au fond, ce qu'eux-mêmes, socialement, ont souhaité et consenti. Seuls les nuages dans le ciel sont indociles à la consigne et représentent la trivialité ; mais comme tout, dans ces espaces, tourne à l'acerbe, ils sont pareils à de grandes figures de femmes nues qui provoquent les hommes et leur échappent.

Tous ont eu des pères hébétés, dont ils ont hérité l'hébétude. Ils ont des visages fixes, surtout dans la canicule, alors que, sous un soleil meurtrier, la plaine sans limites est inondée d'une luminosité mortelle, lapidaire, insoutenable qui les aveugle, les fait reculer, leur met aux sourcils et aux joues un froncement indélébile et leur donne ces yeux mornes, secs, profonds, tournés en dedans.

Donc, en Castille, l'inadaptation de l'âme au milieu ne se traduit ni par la mélancolie, ni par la joie, alors cependant que les larmes ou le rire peuvent seuls guérir de semblables crises. En Castille, cela devient une sorte d'extase vide, d'attention douloureuse, de dur aveuglement, d'opiniâtre jactance, de fixité absurde, un mal semblable au mal de la « pierre », un mal de la « terre », d'une terre qui reste insoluble dans la vessie, qui lacère d'une douleur sourde, quotidienne, massive, une de ces douleurs qui ne tuent pas, avec lesquelles on peut vivre cent ans.

Dans le Nord hyperboréen, les hommes, soumis également à une pareille morale contre nature, se détendent quelque peu, distillent un peu de leur effroi, relâchent leurs instincts dans le paysage et dans la douceur des femmes. Tout de même au Sud, les Andalous secrètent leur mélancolie en sensualité et en joie, en réminiscences aimables et en langueurs coupables, demeurés, malgré tout, un peu Orientaux.

Dévorés d'un âpre appétit qu'émousse une terre toute en remous, aux mœurs austères et rigides, les Castillans vivent dans un équilibre voisin de la folie. Si cette folie n'éclate pas, chez la plupart d'entre eux, c'est par la fermeté de caractère et le flegme de ces hommes qui s'épuisent à maîtriser de vive force, dans une suprême vigilance, la folie effrénée, la plus élémentaire des folies, qui palpite dans la gaîne de leur corps, la folie des instincts contraints à une atroce sobriété idéale, visuelle et charnelle. Oh ! conflit latent, névralgie de l'être tout entier qu'on les voit endurer toute la vie, contenant sévèrement l'incontinence naturelle et légitime de la vie ! Que de demi-folies cependant, malgré la répression terrible et le soin jaloux à les dérober!... La demi-folie de l'avarice, la

demi-folie de l'immobilité dans les fauteuils de cuir, la demi-folie de l'existence enclose dans la salle à manger, sans sorties ou presque pas, sans pensées, imbibée de la maussaderie et du matérialisme de la salle à manger, sous l'obsession de l'horloge à gaîne ; la demi-folie de la brisque ou des dominos ; la demi-folie d'une attitude unique et persistante et tant d'autres mesquines, mais tenaces demi-folies.

III

A Valle, cependant, échappant à ce volontaire équilibre obtenu de vive force, à la folie commune et communément refoulée, à l'aberration acceptée et sociabilisée, il y a quelques fous révélateurs. Chez eux, cette folie dissimulée, domptée, tacite prend sa revanche ; car la folie est une révolte, n'en déplaise à la morale extérieure du patient, n'en déplaise à l'autorité forcenée des coutumes austères et sordides qui ont force de loi au village. C'est la révolte inattendue, péremptoire, en rupture avec le tyran qui l'asservissait et qui voulait l'étrangler, réduit à son tour, dompté par la folie. C'est la révolte de la vierge candide et d'une pudeur pointilleuse, qui s'offre nue à tous.

La folie fermente dans les pauvres têtes qu'amollit et offusque l'assaut violent d'un milieu rebelle et aride, sous les larges fronts polis et bombés que traverse le reflet lancinant de la terre. Et c'est une folie brute, totale, aveugle, incohérente, sauvage ; c'est la folie ordinaire, folie complète et terreuse, folie effrénée, mais sans fantaisie, folie qui anéantit comme nulle autre, folie morne, sans rien de romanesque, ni de pervers, folie rude et désolée, folie pure et simple, sans génie, sans inspiration décadente, sans goût, sans nuances, folie tout court, où la boue séchée travaille formidablement, éclate enfin, ne pouvant plus endurer sa compression.

Nul roman, à Valle, si ce n'est celui de ses fous. Ils sont, eux, les grandes figures de la Castille, de cette Castille qui s'est figée, une fois sa grande fièvre tombée, la fièvre de la foi, de la domination, de la superstition, des entreprises aventureuses, de tous ces dérivatifs où les Castillans puisaient la guérison

artificielle et la compensation de ce besoin impérieux d'acquisitions fortes et positives : la liberté, la sincérité sexuelle et cette versatilité dont les hommes, en aucun lieu, ne peuvent se passer.

Valle tremble d'effroi, à cause de ses fous, car en eux transparaît le mal irréductible du village. On en parle à voix basse et parfois, pour faire perdre le fil, pour dépister, pour ne pas sentir sur soi la marque du stigmate terrible, on mêle une histoire d'amour à la folie.

IV

Bien qu'elle ne fût pas une folle, je me rappelle Sotera et son visage d'idiote; car l'idiotie est représentative aussi du fond spirituel de la Castille, fond que reflète aussi fidèlement le bigle et bestial « bobo de Coria » de Velasquez que cette Sotera contemporaine. Une telle idiotie, fréquente dans le village, est de la folie avortée.

Oh ! ce visage de la pauvre Sotera, comme brûlé toujours par une cuisante réverbération, hébété par la terre agressive, aux yeux indécis et cuits, à la bouche tordue!.... Pauvre vieille grotesque, à figure de bonhomme, riche de chez elle et cependant vêtue comme une mendiante par les parents qui jouissaient de sa fortune! Visage aveuglant à force de véracité! On voyait la Sotera transpercée par le conflit interne du village souffrant de sa migraine silencieuse, dé-substantiée, probante, exemplaire dans son idiotie... Oh ! inoubliable tête de pierre !

V

La folle la plus étonnante, c'est la folle couchée. Quinze ans se sont égrenés jour à jour, sans qu'elle bouge de son lit, là-bas, tout au fond de la vaste demeure, sur la place de Valle. Personne ne pénètre jusqu'à elle, hormis les membres de sa famille. Cependant, telle bonne femme qui l'a vue raconte qu'elle se souvient de tout et de tous, s'informant des amours et de la progéniture de chacun... Oh ! mystère de la médiocrité

absurde, exaltation du village, dans cette réclusion volontaire! Oh ! jeu d'une femme subtile, qui veut se tromper soi-même et joue à se magnifier le village !... Oh ! reine lointaine, à la géniale démence !

Nous, nous ne savons où donne cette chambre dolente et cela nous inquiète... Laquelle, parmi les fenêtres, doit être sa fenêtre?... Peut-être sa chambre se trouve-t-elle au fond de la cour intérieure...Peut-être, se jetant à bas de son lit, sans bruit, regarde-t-elle quelquefois par l'entrebâillement des rideaux et, voyant la place épouvantablement solitaire de toujours, recule-t-elle, effrayée par cette inhumanité de l'existence sans joie, de la lumière crue, implacable, et regagne-t-elle son lit d'un bond et s'y couvre-t-elle la tête...

Le mystère croît autour de cette folle. On pense à sa chambre amollie, transpercée, attendrie par sa folie, une chambre mi-boudoir, mi-salon, avec une lumière paresseuse, faible, ténue, maussade, une lumière sans levain, sans sel, sans vibrations. Tout, dans sa chambre, a dû s'imprégner d'elle, de son étrange sésame, le petit tableau dans son cadre ovale, la chaise, la commode et, plus que tout, le miroir à l'eau bleuâtre. On la voit couchée dans son lit à baldaquin, vaste, très vaste, très soigné, très doux, très profond, très moelleux aussi, mûri dans le long, si long usage. Elle aussi, après sa maturité pathétique d'alitée, doit être blanche, toute blanche, les cheveux d'une neige pure, cheveux blancs de folle ou de femme qui a beaucoup souffert, chevelure hallucinante, respectable même dans la folie. On la devine immobile, enfoncée dans son creux comme ceux qui se sont alités sans espoir, malades condamnés qui durent cependant, plus que les bien portants, qui leur survivent... Elle a une expression grave et sereine comme si elle était toujours à l'heure de la mort, la tête alanguie sur de nombreux oreillers — l'un d'eux carré à volants — les yeux chavirés, les bras couverts par la manche évasée de la matinée et reposant dans une paix solennelle, sur le long retour blanc du drap.

Le village tout entier est pénétré de l'idée et presque du sens suprême de cette folie qui éternise et fixe l'aspiration

commune, timide, le souhait sincère, et plein de sagesse, d'un repos, d'une résignation, d'une posture comme celle-là... Oh ! indolence fascinante devant l'impossibilité de vivre !

Parfois aussi s'insinue en nous cette question : « Est-ce de la folie ou de la sagesse? Une profonde sagesse qui a adopté cette attitude définitive devant l'impuissance et la déformation de la vie, sous le joug des cultes et des coutumes issus d'une réaction vingt fois séculaire?... N'est-ce pas l'expression d'un jugement définitif, une sorte de suicide sans violence, un suicide qui rejette l'erreur de se tuer?

La vaste place elle-même est pleine de cette folie, comme si l'esprit de la folle, le renoncement de sa folie y sommeillait, comme si, amortie, grise, morne, la place était le lit et le ciel, le baldaquin morose.

VI

Teofilo est devenu fou. Je me souviens qu'on me dit cela, à mon retour de voyage. Je pensai alors à ce qu'était auparavant Teofilo, à tout ce que je n'avais pas observé en Teofilo; car Teofilo était désormais un personnage qui nous intimidait, comme un ministre assis dans son cabinet, sur un fauteuil tout doré. Teofilo — je m'en rendais compte maintenant — sous son air de très jeune homme, encore un peu écolier, avait une violence têtue, pensait avec des regards fixes, irrité par la familiarité avec laquelle on le traitait; et cela donnait à ses idées et à ses joies une seconde perspective. Il était toujours loin de l'endroit où il s'asseyait. Il y avait en lui quelque chose de rude et de fort, que nous prenions pour de la brusquerie. Son expression trahissait une dureté accusée. Ses mains et ses jambes s'agitaient, comme obligées de réprimer une force formidable qui les eût tourmentées. Nous nous expliquions maintenant ceci : ne se découvrant pas d'avenir plus haut que la folie, il s'était rendu fou.

Sa mère, la pauvre veuve dona Teodosia, supportait le fou dans le fond de sa maison, pleine d'ombre, nette et douillette, grâce à ses soins incessants. Mais, un après-midi, il

avait menacé de la tuer et si on ne l'eût retenu, il la tuait.

La pauvre mère avait pleuré, parce qu'on avait dû le conduire à la maison de fous.

VII

Elle était belle, Teopista, malgré la folie qui décomposait et durcissait ses traits en donnant toutefois je ne sais quel mordant à ses formes turgescentes et à toute sa beauté.

Cette beauté, les gens en avaient accru la légende. Dans un village où il n'y avait que des figures effacées, des visages auxquels une sorte de mimétisme, de *caméléonisme* ôtait tout caractère, elle avait un relief saisissant.

La folie avait commencé par la faire siffler et parler d'une voix masculine. Ensuite, elle se mit à lancer comme une pierre tout ce qui lui tombait sous la main. Enfin, une haine féroce de l'homme s'éveilla chez elle; elle refusa de voir même son père; elle ne voulut plus sortir de l'enclos qui entourait sa maison. Mais elle s'efforçait sans trêve d'ouvrir une porte dérobée, hantée par cette idée injustifiée que les portes dérobées donnent sur la liberté, dans le dos du monde, sur la route des aventures, pleines d'imprévu et de piquant.

Dans ses yeux aussi, il y avait ce flegme, cette obsession, ce noir dilué, cet aveuglement, cette horreur qu'exprimaient tous les yeux dilatés et réabsorbés, à force de regarder l'identique : la terre, les maisons couleur de terre, les êtres couleur de terre, avec le visage même de la terre.

La folie de Teopista devint terrible. On la voyait en proie à une passion en quelque sorte admirable. Un jour, on finit par la conduire à une maison de santé éloignée. Cet événement bouleversa le village, devint pour lui un tourment secret. On sentit tout le deuil concentré et sévère de Valle, toutes les transes d'un fou couvant sa folie, qui voit emmener un autre fou et en ressent un déchirement aigu, une blessure révélatrice de douleurs insoupçonnées.

Teopista resta dans cette inquiétante maison de santé, en France, jusqu'au jour où, la tenant pour guérie, on la rendit

au village. On l'y vit revenir avec joie, comme une statue de sainte naguère dérobée. Tout le monde s'en fut l'écouter parler ; elle parlait avec lucidité, elle reconnaissait tout le monde, elle avait retrouvé sa bonne grâce de jeune demoiselle de bonne et riche famille. Mais, au bout de très peu de temps, la source directe de son mal n'étant autre que le village, la disproportion et la solitude intraitables du paysage, les coutumes, elle retomba. De nouveau, elle retrouverait la raison dans ce paysage de France, murmurant, caressant, insinuant, vaporeux et dans l'existence choyée, *cocottesque* du grand hôtel des fous payants. Ses crises devinrent plus fréquentes ; on l'entretint de la femme de chambre Carmen dont elle se souvenait constamment et dont elle parlait avec affection. On lui dit qu'elle viendrait bientôt la voir. Carmen vint tout de suite ; tout était combiné d'avance. Elle arriva en automobile, grassouillette, joviale, un peu cynique par contraste avec Louise, la femme de chambre de Valle, triste, mince et longue. Sous le prétexte d'une promenade sur la route, les deux femmes l'emmenèrent rapidement, en simple robe d'intérieur sans qu'elle se méfiât de rien. Sans aucun doute, elle comptait retourner le soir au village.

VIII

Don Severiano était un homme distingué. Il avait eu une jeunesse terreuse et brûlée. Il pouvait avoir trente et quelques années. Ses yeux avaient toujours été couverts d'une ombre intérieure, comme si le regard s'y fût replié en y creusant une menue caverne. Il n'avait jamais quitté le village sec et cependant ses yeux étaient des yeux de marin, toujours sur la passerelle, comme un capitaine vigilant. Jamais il ne cessait de regarder haut et loin, en pleine mer. Toujours il avait l'air de penser à quelque chose de plus important que ce dont on l'entretenait, peut-être à l'apparition d'un bateau, d'un nuage, d'une menace de tempête à l'horizon d'une mer calme. Ses intimes l'appelaient Severo. Il était grand, élégant. Il mordillait sans trêve sa moustache, lentement, d'un air réfléchi

tandis qu'il regardait l'horizon bas, par delà le village nain, par delà les chemins, même s'il se trouvait derrière un mur sans fenêtre. Les rides rayaient son front y mettant comme un transparent pour ses idées. Ses mains, fines et jaunies, étaient lisses et polies et comme douées d'un tact assoiffé de volupté. Il avait une barbe transparente, ni blonde, ni fauve. Tout le monde se rappelait de lui des paroles pleines de sens, encore que dites avec une hauteur insolite ; le caractère noble de sa personne était si présent à toutes les mémoires qu'on avait pour lui, même devenu fou, le plus grand respect et la plus grande courtoisie, en souvenir de ce qu'il avait été.

C'était l'homme insigne de Valle. Riche fils de famille, il s'était entêté à vivre là par reconnaissance envers ses grands-parents. Il était le seul, dans le village, en dépit d'une famille où la négligence était de mise et la chemise molle et l'absence de cravate, à conserver le souci de la distinction et à maintenir la tradition de la chemise amidonnée, du col à coins cassés, du plastron, et des poignets roulés en forme de cylindre, avec les grandes jumelles plates. Il était avocat ; cela lui donnait du relief ; on le voyait toujours drapé dans le prestige de sa toge solennelle, surprenante et dramatique houppelande désormais.

On le rencontrait souvent seul revenant de la chasse — cette chasse de Castille, qui n'est qu'une obstination vaine et désespérante —; sa silhouette attentive, vigilante, surprenait au milieu de la plaine, comme fichée au sol, fatalement fichée, ne pouvant aller plus loin, vers ce lointain que fixaient toujours ses regards. Pourquoi donc, s'il n'avait été enraciné, fiché au milieu de la plaine, ne serait-il pas parti au loin, riche comme il l'était?

Severo, très aimé de ses parents, comme le seul fils qui n'eût pas voulu les quitter, fut traité comme un enfant gâté du moment où sa folie se déclara. Son père mit deux valets de chambre à son service, l'un de jour, l'autre de nuit. Sa mère ne vivait que pour lui, le soignait comme un de ces enfants malades, qui, sur pied encore, ne sont pourtant pas bien portants. La grande maison, le palais du village, fut transformée en hôpital. Les commissionnaires, reçus auparavant dans le vestibule

luisant et joyeux où ils lorgnaient le luxueux confort moderne des aristocrates et des rois, faisaient maintenant leur commission sur le seuil, redoutant les cris furieux du fou, ou ses bonds de chèvre sauvage. On le voyait vêtu, dans sa démence, de la toge sombre aux retours de velours d'un noir brillant, sa barrette sur la tête, avec un air de noblesse incomparable, les mains trop mobiles, comme deux araignées inquiètes, irritées, descendant et remontant sur sa poitrine, le long du doux velours noir.

Sa folie était lente et quotidienne — comment, après une nuit de sommeil, se levait-il, le lendemain, fou de nouveau? — et n'offrait qu'un péril : l'idée fixe, sans cesse déjouée, de se tuer. Toutes les mesures étaient prises pour l'en empêcher : pas une arme dans toute la maison, aucun danger qui ne fût conjuré. Il n'y avait pas jusqu'au puits que l'on n'eût recouvert d'une énorme et lourde pierre de moulin.

Il paraissait calme dans sa folie quand, une nuit, il s'éclipsa. Comment cela se fit-il? Au seul instant où le domestique s'endormit, cet instant où la tête retombe et que les sentinelles des prisons ne peuvent elles-mêmes réprimer. Où s'était-il glissé? On fouilla la maison, le fond des grandes cuves à vin, le four, tout, sans rien découvrir qui ne fût intact, le puits lui-même hermétiquement bouché par sa grosse pierre. On s'informa dans le village. Les domestiques partirent à cheval, suivis des lévriers subtils ; ils interrogèrent les habitants des villages voisins, ils battirent la campagne. On croyait le voir courir éperdument, tomber, se relever ensanglanté à travers ces champs de folie, ces champs sans un abri, sans une ondulation. Ils revinrent le soir sans nouvelles. Alors, comme quelqu'un qui, dans le cercle de toutes les probabilités, s'arrête et choisit, le père explora de nouveau toute la maison, fouilla les coins qu'il n'avait pas encore fouillés. Ne voulant rien négliger, il eut l'idée de soulever la pierre du puits et de regarder dedans...

Horreur ! Il était là, flottant entre les parois cylindriques, comme un fœtus dans un bocal. On le retira, par dessus la margelle ; il retombait sur le bord, mou comme une marionnette qui pend hors du Guignol. Tous reculèrent saisis devant le

sourire qui recomposait et animait le dénouement. La scène était on ne peut plus claire ; souriant, il avait soulevé la pierre ; souriant, il s'était penché sur le louche et terrible abîme, poignardé par un rais lointain de lumière ; souriant, il avait humé l'eau, l'eau à quoi aspirait sa soif de toutes choses, l'eau profonde de ces puits castillans, où la corde du seau est longue, presque interminable ; souriant, il avait sauté dedans, comme un acrobate, s'était appuyé au mur, comme un crapaud, et souriant toujours, mais avec plus d'acuité cette fois, ivre de la tragique volupté de se tuer, il avait, avec une force surprenante dans ses doigts longs et effilés, fait glisser la lourde pierre, très lentement, s'était enfermé intimement dans une intimité merveilleuse, dans une cachette que l'on ne soupçonnerait pas... Avait-il regardé d'aventure, par le trou de cette pierre de moulin, souriant une dernière fois à la vie du dehors... dans une moquerie surhumaine, inouïe?... Souriant, il avait plongé, comme un nageur, dans l'eau où il ne pourrait pas nager et souriant toujours, il s'était imbibé comme une éponge, imbibé jusqu'à en mourir...

En face de ce cas de folie, le village resta perplexe, effrayé, se raidit pour réprimer, tel un sanglot qui monte dans la gorge, la folie volontaire, unique ressource offerte à la passion à défaut de remèdes et de dérivatifs.

IX

Dona Onesifora, — un de ces absurdes noms castillans découverts parmi les excentricités des calendriers pour mettre un peu de variété dans la vie — avait été une femme d'humeur facile — facile dans le bon sens.— Mais comme la bonne humeur, la gaieté n'étaient pas de mise dans le village, on avait blâmé la sienne comme une inconvenance ; personne ne l'avait partagée, personne n'y avait fait écho ; les visages hostiles avaient répondu seuls à ses éclats de rire en cascade. De ce que nul ne partageât sa joie, Dona Onesifora ne fut pas attristée. Avec une indépendance pleine de crânerie, se voyant

irrémédiablement vieille fille,elle s'était séparée de ses frères — les plus riches du village — s'était enfermée dans une de ses propriétés et là, s'était mise à boire. Propriétaire de vignobles considérables — de *ceps* comme on dit là-bas — on la voyait toujours parmi eux, avec des soins maternels, relevant la grappe mangée de terre, redressant le sarment qui traînait, servant d'épouvantail protecteur. Son vin de prédilection, c'était le moût épais, perfide, qui fermente dans l'estomac, fait fermenter le cœur, monte à la tête, en tant que moût d'abord et puis, lentement cuvé, en tant que vin, dans une ivresse double et compliquée. Oh ! cette passion formidable pour le moût qui bleuit les lèvres, teint le sang, barbouille le visage... A la suite de ses magnifiques saoûleries, Dona Onesifora est devenue folle, mais sans jamais s'avilir, par exemple. Elle demeure la *dame*, dont personne ne rit, la seule ivrognesse à qui les gamins ne lancent pas de pierres. Sans se prostituer, sans sortir du droit chemin, elle se conserve ainsi, allègre et trottinante. On la voit toutefois de moins en moins. Mais on pense à elle, on se la représente là-bas, au bas du village, dans cette étrange maison qui semble ivre-folle elle aussi, servie par la vieille domestique qui peu à peu a donné, comme sa maîtresse, dans l'ivrognerie, à force de monter des cruches de la cave inépuisable, mais en conservant toutefois assez de lucidité pour jouir de ses rapines, pour savourer les tranches délicieuses de jambon et autres bons morceaux. Sympathique Dona Onesifora ! On la voit se rattrapant, prenant jusqu'au bout sa revanche, elle qui n'a pu goûter à la joie arbitraire et rénovatrice, à la joie qui illumine et fortifie, mais par contre, maîtresse des fûts virils de l'abondante cave, épuisant les vieilles cuvées dont l'espèce mourra avec elle !... O folle juste, réjouissante et intrépide !

Apostille.

Tout le long de mon récit, je suis venu me disant : « Comment y mettre ça? »... Mais comme l'idée écrasante de Valle serait incomplète si je laissais de côté un épisode essentiel, typique,

merveilleux de couleur et de séduction, l'histoire de Mademoiselle Florencia ; je vais la retracer, maintenant, à la fin, quoiqu'il soit bien tard.

Florencia a été l'image de femme la plus passionnée et la plus ardente de toutes celles que j'ai vues.

Florencia était l'unique femme « en faute » de Valle. Ce n'était pas une femme légère. Pas du tout. C'était la parfaite demoiselle ; elle avait commis une faute que sa famille avait cachée. Mais on savait son histoire et on la regardait d'un air entendu ; on échangeait avec elle des regards intenses, pleins d'admiration, de louange, de vénération.

Pendant la belle saison, elle se tenait assise devant sa porte, du côté de la grand'route. Ses yeux étaient d'un brun volcanique, pareils à des antres attirants — comme des antres de gitanes —. Leur regard était concentré, sceptique ; ils brillaient d'un scepticisme plein de sagesse et d'enjouement, d'un enjouement sacrilège, invraisemblable dans ce village. Je n'ai point vu à Séville de beauté andalouse qui l'emportât sur celle-là, sur cette brune tragique, ardente, délectable (Oh ! passer une nuit avec elle, dans le secret de sa maison de Valle, quel prodige !)

Dans notre promenade, nous nous acheminions du côté de sa demeure, avec le désir de la voir, d'atteindre en quelque sorte à la possession suprême, en la contemplant dans sa paix d'héroïne. Elle était, elle, la seule femme *qui eût osé*, et je crois que tout le villlage la considérait, en dépit de sa sombre colère, avec envie, avec une sorte d'illumination, comme la déesse d'un culte anachronique et joyeux, découverte dans des fouilles, à l'orée du village. Elle était l'unique figure sage, pleine d'une gouaillerie satirique et rieuse, qui nous parût libérée de la folie et du sourd fanatisme commun, comme si *l'épreuve* lui eût donné une lumière et une saveur grecques. Tout ce qu'il y avait de fraîcheur, d'instinct secret, d'imagination, d'inconscience dans le village s'était réfugié en elle. Florencia ne risquait pas de devenir folle ; définitivement affranchie de la folie, elle avait l'air de regarder, avec supériorité, dans le secret jardin mystérieux et frais de sa paix intérieure, tous les au-

tres êtres obscurs et farouches. On aurait dit un de ces arbres illuminés soudain d'un éclair violet qui éblouissent les jardins mornes de l'hiver, tempérant leur grise solitude, pleine de cheveux gris...

Oh ! houri de Castille, moustachue peut-être, au nez camus, au teint de citron, je ne sais, tu prenais, dans l'aridité ambiante, un éclat, un arome, une essence énervante et concentrée qui nous axphyxiait, nous transportait et nous assombrissait comme une ombre ardente, épaisse, moelleuse et spasmodique.

LE DÉLIRE DE LA NUIT SÉGOVIENNE[1]

La ville la plus typique, la plus véridique d'Espagne est Ségovie et la nuit de Ségovie est comme un examen de conscience du paysage.

Dans la nuit ségovienne, on voit l'histoire; non pas un détail historique, avec son champ limité et ses épisodes, non pas l'épopée de l'histoire, mais le papier brut de l'histoire, ses blanches feuilles non ébarbées.

Que l'étranger en Espagne se laisse piper par l'énervante Andalousie ou la tunisienne Tolède; mais qu'il ne néglige point de passer par Ségovie, de vivre une nuit dans cette tour de guet qu'est Ségovie.

L'histoire, cette chose vague, sans le romantisme d'une date ou le souvenir d'une Renaissance, emplit le paysage nocturne de Ségovie.

J'ai dit qu'on y voyait le fort papier spatial de l'histoire; j'aurais dû dire : le parchemin.

Car, dans ce paysage nocturne de Ségovie, dorment les agneaux qui fournissent le parchemin de l'histoire : agneaux maigres secs, flottant dans leur cuir, qui dorment dans les bergeries de la meilleure ambiance historique.

1. Pages inédites spécialement écrites pour *La Vie des Peuples*, traduction autorisée par l'auteur, reproduction interdite.

Tout le creux du paysage ségovien remonte vers l'histoire; vous n'y êtes pas distrait, comme à Florence, par l'histoire de Florence, ou comme à Venise, par l'histoire de Venise: vous n'avez pas besoin de savoir ce qui s'est passé à Ségovie, cela n'a aucun intérêt: tout ce qu'il vous faut, c'est vous pencher sur la nuit ségovienne.

Ségovie est sur un plateau; de bien des endroits, on y domine le paysage, paysage de terres à pain, barré au fond par les montagnes translucides sous la lune, se diluant en un violet visqueux, comme ces montagnes du Japon, qui se fondent doucement en un vert bleuté.

Nous sommes, à Ségovie, en face de la nuit du monde, sans rien de la médiocrité ou de la grandeur qu'elle a en d'autres lieux, sans que, non plus l'histoire locale s'immisce en elle comme ailleurs. Nette, transparente, stricte et sans trop de volupté dans l'air, telle est la nuit à Ségovie. En été même, et après un jour très chaud, on sent le froid de l'idée dans la nuit de cette ville si véridique.

Dans la nuit de Ségovie, vous êtes en face de la solitude inondée de lune, inondée de la sérénité de la mort. Le paysage de la mort claire et sereine se révèle à vous. Dans les eaux des deux rivières ségoviennes, l'idée de la mort trempe ses lames. Dans les tanneries qui sont sur leurs bords, on continue à fabriquer les parchemins de l'histoire, car celle-ci, dans son palais, continue à écrire sur du parchemin. C'est là la persistante idée de la nuit ségovienne, avec son fond où se détachent, dégorgeant le sang par leurs rigoles, les tanneries de l'Histoire universelle, ces maisons tout en façades, pleines de barreaux d'où pendent les écussons en chauve-souris des peaux frais-arrachées aux corps des bêtes, des bêtes nues maintenant de la nudité des chats écorchés, de petits et de grands chats écorchés. Toutes nos Histoires sont écrites sur du parchemin de Ségovie.

Dans la nuit de lune ségovienne, nous étendons les mains, comme si nous étions dans l'obscurité clairvoyante de la mort, à peine entrés, sans savoir nous guider, craignant les meubles et les obstacles qu'il n'y a pas dans la mort.

C'est une qualité de vide et de montagnes et de chaînes immatérielles dans le vide que je voudrais rendre dans ce délire sur la nuit ségovienne.

Dans cette nuit nette et fervente renaît le plus pur moment de l'Histoire, celui où la vérité supposée l'emportait sur la vérité évidente. La terre est plane de nouveau, et le phénomène le plus difficile à apercevoir se voit dans cette nuit transparente sur l'au-delà, le phénomène de l'Ascension du Christ, quand il s'évade de son sépulcre, sans briser les sceaux, ni soulever la pierre, ni éveiller les gardes. Et j'emploie cet exemple sans foi religieuse, simplement pour mieux faire saisir la transparence hyaline de la nuit.

Il ne faut avoir ni guide, ni ami au milieu de cette nuit surprenante, où l'on sent la faim du pain et de l'eau de l'infini, où l'on boit du passé pur, du passé en bouillie, du passé qui se rafraîchit dans cet avenir de mort qui nous attend, sans se mêler au présent. L'intensité de sa substance s'y réduirait, ainsi que cette capacité qui admet les deux distances les plus grandes, celle du passé et celle de l'avenir, d'un avenir que le présent ne limite pas, que l'actualité ne corrompt pas.

Une telle épuration de la nuit, on ne l'obtient qu'en se penchant de cette terrasse de Ségovie sur les mers fossiles et solidifiées de la Castille. J'ai regardé bien des paysages et nombre de nuits du monde, et je n'ai jamais vu cela.

Ce n'est pas qu'on sente l'Espagne ou la patrie dans cette nuit de Ségovie. Non. C'est une nuit sans patrie et d'une sobriété suprême, avec un air froid et subtil, qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Elle nous ouvre la poitrine, comme le marchand de poissons ouvre le poisson et nous arrache les entrailles d'un seul coup de doigts, exactement comme fait le marchand pour les poissons.

Les nuits de Suisse? Trop jolies et contaminées par un paysage encombré de vulgarités.

Les nuits de France? Belles; mais le destin de la France y règne en souverain; la richesse de la patrie s'y traduit en une pléthore qui emprisonne la nuit dans le bien-être présent.

Je voudrais expliquer comment est cette nuit de Ségovie

et dire comme quoi, ici, le monde reste hors du monde. (En Amérique, la nuit a trop de grandeur).

Elle est décharnée, elle n'a que les os, elle a trépassé et elle prend l'air dans la nuit, cette terre ségovienne. Les rayons de la lune sont des rayons X, pour ce paysage; le jeûne éternel s'y impose à vous, et vous avez l'air d'y participer. Et de nouveau le doigt de la nuit pousse toutes vos entrailles dehors.

Oh ! comment pourrais-je expliquer le dénuement de cette nuit panifère du pain du néant !

Tout au fond, après des vallées sans verdure, sans pierre, sans abîme, recouvertes de terre, surgissent des montagnes de grandeur nature, l'une d'elles imitant une morte gisante, la tête bien posée sur l'oreiller, les mains sur le ventre, un peu gonflé. Dans ce paysage si simple, où réside le secret? En ceci, qu'entre les montagnes et le plateau à pic de Ségovie, il y a les distances harmoniques qui éveillent la sensation de la perspective du passé et de l'avenir. Et cette perspective donne plus de profondeur au passé et lui sert de réalité cubique. C'est là un mirage qu'on ne peut éprouver qu'ici.

Dans la nuit de Ségovie, nous savons le moins ce qu'est l'Espagne, le moins où elle va; nous pensons que réellement, son passé fut ce paysage, que son avenir ne sera que ce paysage, s'enfoncer davantage dans ce paysage, se résigner à ce paysage, s'enfermer dans ce paysage.

La nuit ségovienne est d'un tel effet de perspective, elle est si dépourvue d'égoïsme et de tout, elle est d'un mysticisme si pur et forcément si sceptique, que c'est un spectacle à offrir, très supérieur à celui des cathédrales ou des mosquées, ou des trompeurs Alhambras.

Je vous convie à cette désincarnation de la nuit ségovienne. Je vous invite à prendre une coupe de néant dans la coupe vide du paysage nocturne de Ségovie. Et c'est quelque chose, ça !

Ce sera la première fois, où l'on ne vous prendra pas pour « une poire », où l'on ne vous racontera pas des histoires, où l'on ne vous refilera pas une nuit comme un bibelot, où vous ne serez pas refaits avec du pittoresque.

Cette vérité véritable que vous n'atteindrez qu'en mourant, qu'en entrant dans le jardin de lune de la mort, vous ne pourrez la savourer par anticipation qu'en vous penchant sur la nuit ségovienne. Vous en sortirez embaumés.

Ce n'est pas la ville morte, avec le sentimentalisme inséparable de cette idée, ce n'est pas non plus le paysage désolé et ténébreux. Non. C'est la nuit joyeuse du scepticisme et de la sérénité où l'on se sent mystique de son simple destin inutile et où l'on voit la chambre vide de sa destinée, à la lueur du quinquet accroché au plafond. C'est la nuit où l'on assiste à sa propre autopsie.

Venez sans bagages, sans projet, sans carnet de notes et sans livre, voir la nuit sur laquelle donne cette ville, qui flotte sur la nuit elle-même, avec sa cathédrale et avec ses pierres, sonores sous nos pas comme si elles recouvraient les caves vides du vide.

Dans cette nuit de Ségovie, sans le rideau du présent et sans la tyrannie du passé, l'âme trouve un repos dans l'avenir qu'elle identifie au passé. Dans cette nuit ségovienne, l'âme nage comme un poisson dans l'eau d'où il ne sortira pas; elle nage dans l'élément qui peut-être n'est pas éternel, mais derrière lequel il n'importe plus qu'il y ait ce qu'il y ait.

Ramon Gomez de la Serna.

LE « GÉNÉRAL » SÉMÉNOF

De récents télégrammes ont appris à l'Europe qu'un certain « général » Séménof avait été arrêté dans l'Ouest américain sous l'inculpation d'escroquerie de fourrures pour une somme de 400.000 dollars. Le « général » s'évada, fut repris, puis mis en liberté sous caution, et la question se posa alors de savoir si les Américains devaient le juger pour ses méfaits actuels, ou bien, en outre, pour ceux qu'il avait commis en Sibérie...

Je voudrais expliquer l'origine et la personnalité de ce célèbre brigand, qui a été étroitement mêlé à nos affaires en Sibérie.

La première fois que j'ai vu mentionner le nom de Séménof (on prononce en russe *Sémionof*), c'est sur une carte soi-disant secrète représentant la répartition des forces bolcheviques et antibolcheviques en Sibérie en 1918. On voyait sur cette carte, aux environs de Tchita, un cercle enfermant la mention : « Séménof et 6.000 cosaques ». A ce moment, la mission militaire française se dirigeait à petites journées vers la Sibérie, et Séménof nous apparaissait ainsi, vers la fin de l'été 1918, comme un allié. Les simples officiers comme moi ignoraient alors que Séménof fût réellement aidé par la France : c'est un peu plus tard que j'ai connu les détails, mais, chronologiquement, il faut les mentionner à cette place.

Je manque de renseignements authentiques sur l'origine de notre entente avec Séménof. Selon toute apparence, c'est par Pékin que les négociations furent conduites, car c'est un officier de réserve rattaché à notre légation à Pékin qui fut

chargé de payer à Séménof les subsides mensuels que nous lui accordions. A cet effet, notre compatriote se fit donner un confortable wagon, et, accompagné d'une ordonnance et d'un sous-officier fort débrouillard, il vint s'installer, avec ses hommes et ses livres, en contact avec les trains qui constituaient alors le camp des Cosaques en Mandchourie, et portaient toute leur fortune. Le premier de chaque mois, le sous-officier allait avec les roubles promis chez l'officier trésorier du train russe ; il revenait avec un reçu, et, de période en période, recevait en outre, sous forme de notes diverses acquittées, la justification de l'emploi des fonds reçus. Ces notes, précieusement serrées dans des cartons, furent plus tard transportées à Omsk, et nous y fûmes touchés aux larmes de la régularité des « justifications ». N'y avait-il pas, par exemple, toute une série de dépenses (*en particulier l'achat de gants*), causées à ces bons Cosaques par la nécessité d'accompagner décemment au champ du repos un de leurs camarades défunt !...

Toutefois, au bout de quelques mois, la France dut se rendre compte d'un changement politique : Séménof s'était, à la barbe de notre agent, rapproché des Japonais. Les subsides français cessèrent alors de lui parvenir. C'est peu après cet événement que j'arrivai en Sibérie et fis la connaissance de la Séménof.

Envoyé à Omsk en avant de la mission, en compagnie d'un camarade, brillant officier de cavalerie, j'avais atteint capitale sibérienne précisément le jour du funeste coup d'État de l'amiral Koltchak. L'objet de ma mission rempli, j'avais été invité à repartir immédiatement, c'est-à-dire le lendemain, pour la Mandchourie. Ces trajets, comportant en chaque sens quelque six mille kilomètres, sont assez longs à effectuer, mais on y parvient tout de même. C'est ainsi que, le 23 novembre 1918, nous entrions en gare de Tchita. Le bruit s'y étant répandu de l'arrivée imminente du général Janin, chef de la mission militaire française, je décidai de m'arrêter pour attendre mon chef. Mais, au lieu de lui, ce fut le général Stéfanik, ministre de la guerre tchéco-slovaque, qui arriva le 25. La confusion s'expliquait par ce fait que le ministre tchèque por-

tait un uniforme de général de division français, avec pantalon rouge et tunique noire, et que son escorte était composée de 40 soldats français d'infanterie de marine. D'autre part, le ministre avait des officiers d'ordonnance français, et plusieurs officiers français l'accompagnaient. Le général Janin, au contraire, avait un officier d'ordonnance tchécoslovaque et une escorte de soldats tchèques ; en outre, son authentique uniforme bleu horizon de général de division français était adorné, dans les écussions de la tunique, de deux lions brodés, symboles du haut commandement militaire tchécoslovaque. Ces échanges de politesse, si fréquents entre dignitaires de deux pays alliés, étaient trop compliqués pour les raisonnements simplistes des chefs de gare sibériens : pour eux, le général en pantalon rouge, escorté de soldats français, était le Français, tandis que l'autre, qu'on ne voyait pas encore, d'ailleurs, car il était alors à Vladivostok, devait être certainement le Tchèque. Ces chinoiseries du protocole international ne furent pas sans troubler les Russes et même les Tchèques du front, et causer plus d'un quiproquo.

Donc, le général Stéfanik, ministre de la guerre tchécoslovaque, arriva à Tchita le 25 novembre, dans un train énorme et majestueux. Mon camarade et moi allâmes présenter nos respects au ministre, qui nous dit ce qui suit : « Messieurs, votre position ici, à Tchita, est très dangereuse. Non pas, sans doute, que vous soyez menacés de mort, mais enfin, vous vous trouvez dans un milieu hostile où il vaut mieux ne pas vous attarder ».

Le ministre parti, je jugeai qu'il n'avait pas une vue exacte de la situation, et que d'ailleurs, s'il y avait un certain risque à rester à Tchita, il fallait courir ce risque, ne fût-ce que pour renseigner mon chef direct, et lui éviter des difficultés possibles. Je décidai donc que non seulement nous resterions à Tchita le temps nécessaire pour poursuivre notre enquête sur les agissements cosaquo-japonais, mais qu'encore nous irions tout droit nous jeter dans la gueule du loup, c'est-à-dire rendre visite au colonel Séménof.

Je fis d'abord visite au colonel Vérigo, chef d'état-major

de Séménof. C'était un homme à la bouche dure, mais au ton aimable, et qui passait, à tort ou à raison, pour un des plus effrontés brigands du centre militaire de Tchita. Conversation très aimable. Le colonel Vérigo m'assura que son administration n'avait rien à cacher et que, si nous le désirions, mon camarade et moi, on nous montrerait des exercices militaires. C'était plus que ne pouvaient accepter deux officiers de passage. Je remerciai et me rendis un peu plus tard au domicile du colonel Séménof, où je fus reçu par ses fort aimables officiers d'ordonnance et par sa maîtresse, « Macha », une belle fille brune. Tant soit peu interloquée par une visite aussi inattendue, mais maîtresse de maison experte, elle nous fit asseoir incontinent devant une tasse de thé, aux sons éperdus d'un phonographe.

Séménof arriva sur ces entrefaites. C'était un homme de taille moyenne, plutôt petit pour un Russe, le visage large, les traits réguliers, les yeux un peu divergents, une petite moustache noire, et une attitude pleine à la fois de réserve, de dignité et de déférence. Dans l'ensemble, un abord extrêmement sympathique. Il m'expliqua qu'il s'était rendu la veille au soir à la gare, croyant présenter ses respects au général Janin, et avait été surpris de voir à sa place un étranger, avec lequel, d'ailleurs, il s'était entretenu amicalement. Il ajouta qu'il n'oublierait jamais que la France, la première, à une heure critique, lui avait tendu la main, et qu'il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour montrer au général représentant la France et à ses officiers qu'il savait être reconnaissant. Il ajouta que l'amiral Koltchak était l'homme le moins fait pour jouer le rôle de dictateur en Sibérie et que personne ne le suivrait.

Tel fut l'accueil que je reçus de Séménof. Si je m'en étais tenu à cette impression personnelle et à des déclarations d'anciens camarades cosaques du front russe qui servaient à Tchita, j'eusse été hors d'état de comprendre l'attitude ultérieure du colonel, telle que je vais essayer de la résumer.

* * *

La fin de novembre 1918 fut doublement tragique pour la Sibérie. D'abord, le coup d'Etat de Koltchak dressa contre lui le pays tout entier, et le livra au bolchévisme. Ensuite, l'incapacité politique et l'orgueil de l'amiral lui firent prendre une attitude hostile vis-à-vis de Séménof et se créer ainsi sur ses derrières un ennemi qui était maître de couper ses communications avec l'Océan. En effet, Séménof, en apprenant la nouvelle du coup d'Etat, avait été très ému. Il voyait, et n'avait pas tort, dans l'amiral Koltchak un aventurier en Sibérie, un Russe imposé à la Sibérie nationale par le général Knox, chef de la mission militaire anglaise. Il se disait probablement qu'il avait, lui, Séménof, plus de droits que Koltchak à commander en Sibérie, puisqu'il était officier cosaque et, que, aussi bien, c'est avec l'aide des cosaques de Volkof et de Krassilnikof que l'amiral avait pu réussir son coup d'Etat. Il ne comprenait pas comment l'Entente pouvait accepter de voir cet amiral en rupture de bateau prétendre se mettre au-dessus du général Denikine qui défendait la Russie libre sur le champ de bataille et non par les moyens louches de la politique orientale. Au fond, Séménof avait cent fois raison, et il télégraphia en ce sens à Koltchak encore grisé de la toute-puissance qu'il venait de s'octroyer. Koltchak lui fit répondre, en le traitant de « traître à la patrie », qu'il le relevait de ses fonctions et lui ordonnait de venir à Omsk se rendre à discrétion. Le colonel Séménof, au lieu d'obtempérer, déclara la guerre à Koltchak, lequel, incontinent, envoya contre lui un autre cosaque, le colonel Volkof, qu'il promut général à cette occasion, et qui, ayant été un des principaux instruments du coup d'Etat, semblait devoir être éloigné quelque peu, parce qu'il devenait gênant. Volkof vint s'installer à Irkoutsk où il pouvait disposer tout juste, si je ne me trompe, de quelque chose comme deux régiments et demi. Néanmoins, il prétendit qu'il allait en découdre !

A ce moment, les Japonais intervinrent. Ils déclarèrent qu'ils ne permettraient pas aux Russes de se battre entre eux, alors qu'ils avaient un ennemi commun à renverser. De cette interdiction résulta la situation suivante. La Sibérie

avoisinant l'Océan, et la Mandchourie russe étaient théoriquement soumises à Koltchak. Puis venait la région de Tchita, jusque près du Baïkal, soumise à Séménof, ennemi de Koltchak. Puis, en allant vers l'Ouest à partir du Baïkal, on retombait dans la Sibérie koltchakienne. Séménof était ainsi l'arbitre du Transsibérien, puisqu'il en tenait plusieurs gares à partir de l'endroit où les deux branches du chemin de fer se réunissent, et jusqu'au Baïkal. Par suite, approvisionnements, mouvements de marchandises et de voyageurs, communication télégraphiques, entrée en Sibérie et sortie, tout était contrôlé par lui.

S'il eût été seul, nul doute qu'un arrangement eût été rapidement conclu entre lui et Koltchak : le général Janin s'essaya courageusement à cette tâche difficile. Mais, derrière Séménof, il y avait les Japonais qui, depuis le début, ont joué en Sibérie, un double jeu. Certains d'entre eux, dans de rares moments d'abandon, laissaient entrevoir qu'ils avaient besoin du hinterland sibérien et de ses ressources pour le moment où ils seraient en guerre avec l'Amérique. A cet effet, ils soudoyaient, outre Séménof, le personnage le plus important entre Vladivostok et Kharbine, le général russe du génie Khorvat, homme faux et ambitieux, et en outre, du menu fretin militaire et civil. De plus, ils comptaient tirer profit de la situation qui leur était faite par les accords internationaux qui soumettaient à leur commandement, à titre d'Alliés, la partie de la Sibérie allant du Pacifique au Baïkal. Tandis que, pour des buts militaires, ils s'installaient solidement sur certains points de la ligne, ils profitaient de leur présence à Vladivostok, à l'origine du Transsibérien, pour pratiquer, sous le couvert militaire, la plus effrontée des contrebandes. Les marchandises arrivées par mer étaient chargées à Vladivostok comme ravitaillement militaire japonais, exempt de douane, dans des wagons plombés. Ces wagons, en arrivant à Tchita, étaient retenus, garés et, avec la connivence des agents de Séménof, déchargés clandestinement. Les marchandises étaient entreposées chez des Japonais de Tchita : blanchisseurs, tenanciers de maison, publique etc. De ces entrepôts clandestins, elles se répandaient

peu à peu sur le marché; et la disette était si grande, qu'on s'arrachait littéralement à prix d'or la camelote japonaise, de sorte que les bénéfices réalisés étaient énormes. La part de Séménof comportait 25 % du montant des droits de douane dont les Japonais faisaient l'économie par leurs moyens de contrebande. Il est à croire qu'il avait également droit à une partie des marchandises.

Une autre source de revenus s'ouvrait encore à lui. De temps à autre, quand il apprenait par ses agents de Vladivostok ou de Kharbine qu'un chargement intéressant à destination d'Omsk allait passer en transit à Tchita, il le faisait retenir et confisquer, sous couleur de réprimer la « spéculation ». Or la « spéculation » était telle, dans l'entourage du satrape Koltchak, que l'affaire finissait généralement par être classée. D'ailleurs, à qui se plaindre, puisque le dictateur n'avait pas la force et que les Japonais étaient de compte à demi avec le colonel cosaque?

L'installation de Séménof à Tchita comportait une centaine de wagons, dont quelques-uns superbes, dans lesquels habitaient, avec femmes et enfants ou avec leurs maîtresses, les familiers du chef. Quelques locomotives blindées étaient là toutes prêtes, et cinq locomotives ordinaires étaient tenues continuellement à la disposition des cosaques pour un coup de main ou pour la fuite. L'ensemble des troupes, comprenant de 5.000 à 7.000 hommes, était composé de cosaques de Transbaïkalie ou d'ailleurs, et d'aventuriers de tout poil et de toute provenance.

Séménof ne passait pas pour un méchant homme, mais il était entouré de canailles et, comme il était faible, il laissait faire. Sa psychologie n'était pas compliquée; c'était celle des chefs cosaques que nous avons vus en Sibérie, médiocrement intelligents, grands jouisseurs, impulsifs, peu scrupuleux, parfois très rusés, et pénétrés jusqu'aux moelles de cet orgueil russe qui a fait tant de mal à l'armée pendant la guerre et n'a pas été oublié même dans la détresse. Le général Volkof, que Koltchak avait opposé à Séménof, était du même bois : buveur effréné, bon garçon, prêt à toutes les besognes, il se

tenait bien à Irkoutsk à cause des consuls alliés et neutres qui l'eussent dénoncé; mais, à peine fut-il envoyé à Petropavlovsk que son premier soin fut de lever, tout doucement, sur la ville une contribution de 3 millions de roubles, pour les besoins de sa cassette particulière.

Les affaires de Séménof prospérèrent dans le silence. A quelques mois des événements que je viens de conter, on prétendait qu'il avait en dépôt dans une banque d'Extrême-Orient, 5 millions de yens (environ 25 millions de francs).

Peu à peu, cependant, l'hostilité qui existait entre le colonel cosaque et Koltchak diminua. Séménof expédia à Omsk son confident, le colonel Syroboyarski, et l'amitié fut replâtrée. Séménof devint général et ataman. Son étoile militaire commençait à briller de nouveau.

Il faut, pour comprendre ce revirement, savoir que Koltchak se trouvait acculé aux plus grandes difficultés. Ayant accumulé sottises sur sottises, il s'apercevait que, continuât-il à crâner comme un sous-lieutenant, ses armées n'en étaient pas moins désorganisées. Il caressa donc un instant l'espoir d'appeler Séménof à son aide sur le front de l'Oural, côte à côte avec les cosaques des Steppes, lesquels avaient fait une levée d'armes sensationnelle, avaient juré de mourir jusqu'au dernier... et, finalement, ne tirèrent pas un coup de fusil.

Les événements se précipitèrent. En octobre 1919, il apparut que les Bolchéviks ne pouvaient plus être retenus. C'est au début de novembre que les missions étrangères décidèrent la retraite. Quand on dit les missions étrangères, il faut surtout songer à la nôtre, car c'est elle et elle seule (à part les Japonais à l'est du Baïkal), qui avait des troupes, à savoir environ 60.000 Tchécoslovaques; environ 12.000 Polonais 4.000 Roumains; 4 à 5.000 Serbes et autres Yougoslaves, 1.100 à 1.200 Lettons, soit environ 80.000 hommes, répartis tout le long du Transsibérien, entre l'Obi et le lac Baïkal, et qu'il fallait évacuer. Koltchak ne se demanda pas un instant pourquoi le Transsibérien, qui, avant son coup d'Etat, se gar-

dait tout seul, exigeait, depuis lors, une garde attentive et effective. Loin de se reconnaître coupable, il traita de trahison le départ des missions et des troupes qui gardaient la voie ferrée. Perdant successivement confiance dans ses chefs d'état-major, il remplaça le général Diderichs par le général Sakharof, et quand celui-ci, impuissant, fut réduit à la fuite, il nomma chef d'état-major le général Séménof. Dans des télégrammes pathétiques, il lui dépeignit la trahison des Alliés et la « fuite » des Tchécoslovaques et des autres allogènes armés par la France et lui enjoignit de s'opposer, fût-ce par la force, à l'évacuation des échelons militaires; il lui donna l'ordre même *de faire sauter* à cet effet *un ou plusieurs tunnels de la ligne transsibérienne.*

A ce moment, la révolte non pas bolchévique, mais socialiste, longtemps contenue par les sauvages répressions du régime koltchakien, éclate de tous côtés, et en particulier à Irkoutsk, où la mission française abrite encore ses deux échelons. Les insurgés ne nous sont pas hostiles, bien au contraire : par conséquent, c'est à la fois contre eux et nous que les lieutenants de Séménof vont combattre. Ils lancent leur attaque sur les deux rives de l'Angara, magnifique rivière qui sert d'affluent au lac Baïkal : sur la rive droite s'étend la route postale qui mène du lac à la ville : sur la rive gauche, la voie ferrée et la gare. De ce côté, l'attaque des cosaques se heurte à une adroite défense des Tchécoslovaques : ceux-ci lancent contre le train blindé des Russes, une locomotive coucou, chargée de pierres et abandonnée de son mécanicien; un choc terrible se produit, le train blindé déraille et les Cosaques, canardés des hauteurs environnantes, n'ont plus qu'à s'enfuir quand ils le peuvent. Pour se venger, ils massacrent de la plus odieuse façon des hommes et des femmes rencontrés sur leur route de retraite, surtout des employés du chemin de fer : par exemple, les dépouillant de tous vêtements par un froid de 40°, ils les font courir sur la glace du lac et les tirent comme un gibier; à des femmes ils coupent les seins; d'autres victimes, hommes ou femmes, sont mises à mort, *empalées* au moyen d'un sabre que nous avons trouvé laissé dans le cada-

vre. Voilà ce qu'on pouvait voir en passant autour du Baïkal ! Voilà ce dont étaient capables les séides de Sémènof !

Sur la rive droite de l'Angara, le lieutenant de Sémènof, une brute sanguinaire qui s'intitulait « général » Skipétrof, protégé par les Japonais, pénétra dans les faubourgs d'Irkoustk, qui n'étaient pas défendus, y saisit trente et un otages dont une femme, et, la nuit suivante, les noya dans le Baïkal, après les avoir dépouillés de leurs vêtements.

* * *

Ce n'est pas l'histoire de la mission de Sibérie que je fais ici. Je me contente donc d'ajouter qu'après la mort de Koltchak, exécuté par les insurgés d'Irkoustk, il fallut à notre chef, le général Janin, beaucoup de sang-froid, de fermeté et de savoir-faire pour ne pas entrer en conflit direct avec Sémènof, dont d'ailleurs un détachement avait été, au-delà du Baïkal, soigneusement étrillé par des Tchéco-slovaques.

Quoi qu'il en soit, Sémènof, qui s'était relativement bien conduit avec nous tant qu'il y avait vu son intérêt, avait donc voulu montrer les dents — et quelles dents ! — lorsqu'il nous avait cru empêtrés dans une situation inextricable. Il ne faut pas lui en vouloir à lui tout seul : plus d'un des « vrais Russes » que nous avions soutenus de notre argent, de nos munitions, de notre personne et de nos conseils, en eût fait tout autant, s'il l'avait pu : Koltchak tout le premier.

Tout a une fin, cependant. Les bandes de Sémènof furent balayées par les Bolcheviks, les Japonais n'étant plus là pour les soutenir. Le général-ataman « liquida » au début du mois d'avril 1920. Voici quelques-uns des détails que j'ai pu recueillir sur cette liquidation.

Le 8 avril 1920, Macha, la maîtresse de Sémènof, traversa Kharbine. Elle emportait dans son wagon 640 kgr. d'or ; bien qu'elle fût convoyée par deux Japonais, la « pauvre femme » se vit confisquer la chère contrebande, qu'elle avait omis de déclarer à la douane : on peut croire que les deux Japonais firent du vacarme, mais ils en furent pour leurs frais. En fin de compte,

Macha s'écria : « Ma foi, tant pis ! le plus gros tas est passé au Japon ! ». Ce « tas » d'or, c'est une partie du trésor russe, repris par les Tchécoslovaques aux Bolcheviks à Samara, et filouté par Séménof.

Quant aux séides de Séménof, ils étaient tous plus ou moins nantis du même viatique : le colonel Krupski n'avait, paraît-il, que 80 kgr. d'or ; Tierbach emmenait un wagon de wolfram. On attribuait à l'intendant général plusieurs millions de yens ; quant au chef d'état-major de Séménof, le colonel Afanasief, l'âme damnée de l'ataman, il passait pour être possesseur d'une fortune analogue ; on lui en voulait un peu, du côté japonais, parce qu'il n'avait pu fournir de justifications suffisantes pour l'emploi d'une somme de 150.000 yens envoyée par le Mikado pour secourir les troupes du général russe Voïtsékhovski.

Tels sont les traits principaux de la courte existence historique du célèbre chef de brigands Séménof. Personnellement, je le répète ici, il n'était pas plus mauvais ni plus méchant que beaucoup d'autres ; les circonstances ont modelé son âme trop faible. L'argent et les plaisirs faciles l'ont entraîné sur une pente où il n'a jamais su se retenir. Mais en vérité, j'aurais préféré pour lui la corde ou les douze balles, qu'il a amplement méritées, au mesquin emprisonnement pour escroquerie qui vient de lui être infligé aux États-Unis.

Z...

QUELQUES NOTES SUR LES GONCOURT

Le centenaire d'Edmond de Goncourt est arrivé par un jour de mai accablant, et il a passé sans éclat. Flaubert, en décembre dernier, avait été salué d'articles et d'enquêtes. Il avait eu un buste, un discours de M. Paul Bourget, un livre de M. Louis Bertrand. Pour les Goncourt tout est silence. Ils semblent oubliés.

Ils avaient tout fait pour la gloire : travail incessant, vie entière sacrifiée à écrire, l'aîné surtout qui, des deux, semble avoir été l'actif, l'autre étant le rêveur, le sensitif, l'artiste, celui qui recevait les impressions, en fixait le souvenir. La gloire s'est écartée d'eux. Leur nom reste dans les cours de littérature ; il apparaît dans les journaux à propos de leurs manuscrits, du prix qu'Edmond a fondé. Mais le peuple ne lit pas leurs livres. Chez les écrivains, la mode est de les dédaigner, de parler de leur maniérisme ou de leur inintelligence.

Ils se dressaient devant leur temps, revendiquant le titre de découvreurs. Ils prétendaient avoir révélé à la France le naturalisme, le XVIII^e^ siècle, le Japon. Il est vrai que leurs études si subtiles, si frémissantes, ont ramené une génération lasse des lourdeurs de l'art Louis-Philippe vers les frivolités harmonieuses, vers les délices de mélancolie de Watteau ou de Fragonard. Il est vrai que, se penchant sur les bibelots venus d'Extrême-Asie, ils ont senti l'âme exotique et ont ouvert leurs sens aux souffles énervants des terres jaunes. Quant au naturalisme, s'ils ne l'ont pas inventé, puisque l'*Iliade* et l'*Odyssée* sont déjà si naturalistes, s'ils n'ont même pas inventé le naturalisme moderne, puisque Balzac existait

avant eux, ils l'ont saisi dans leurs mains d'artistes, ils l'ont modifié, ils l'ont remodelé. Avant *Germinie Lacerteux*, personne n'avait osé faire d'une longue biographie de servante l'unique matière d'un livre, personne n'avait fait entrer les maladies des nerfs et des sens dans la littérature, la clinique dans le roman.

Ils ont réussi dans leur tâche. Les hommes d'aujourd'hui leur doivent peut-être de sentir l'art de Louis XV et le Japon. Les romanciers modernes procèdent d'eux. Les livres écrits après eux ont reçu leur influence; Zola, Daudet portent leur marque. Mais cette gloire des précurseurs reste bien triste : si l'évangile qu'ils prêchent s'impose, si la vérité nouvelle est acceptée, passe dans les mœurs, les découvreurs sont bien vite oubliés; on ne peut leur savoir aucun gré d'avoir inventé une idée qui paraît aujourd'hui toute naturelle. Le Japon, le XVIII^e^ siècle, le naturalisme, il semble qu'on les aurait bien découverts sans les Goncourt. Et, même s'il faut leur reconnaître le mérite d'avoir été les premiers, qu'importe la date de la découverte, aujourd'hui que chacun est converti? Un écrivain ne vit pas pour son mérite historique. Son œuvre se signale d'abord par ce qu'elle apporte de nouveau. Elle ne reste à travers les générations que si, pour ceux qui naissent après elle, elle garde un son particulier dont on ne peut deviner le secret. Les Goncourt ont-ils laissé leur âme dans leurs livres? Cette âme reste-t-elle unique parmi nous, assez ressemblante à nous pour attirer, assez rare pour ne pouvoir être reproduite?

C'est en ces jours de centenaire qu'il faut se reporter aux grands disparus et, remuant les souvenirs que leurs œuvres nous ont laissés, éprouver s'ils nous touchent encore. On peut, mais c'est sans doute un moyen enfantin, fermer les yeux, évoquer la figure de celui dont jadis nous avons écouté la parole, dresser auprès de lui les figures de ses rivaux en gloire, de ses contemporains. Jeu grossier, mécanique, qui pourtant donne d'un coup le poids, la force, la puissance de celui que l'on veut juger. J'évoque les Goncourt entre Zola et Daudet, leurs émules. Entre deux figures vivantes, frémissantes,

charnues, ils m'apparaissent en silhouette grise, lumineuse, mais presque effacée.

Daudet, gai jusque dans ses larmes, ardent, être multiple dont tous les rythmes sortent, léger parfois et escamoteur, sauf pourtant dans *Sapho*, œuvre grande et profonde, met dans chacune de ses pages, malgré ses pleurnicheries et ses trous, une fécondité de musicien, un sens de la ligne d'art toujours variée et gracieuse; manquant de puissance si on le compare à Balzac, il garde une aisance aérienne, un mouvement qui illusionne et qui ravit. Zola pesant, souvent grossier, hanté d'images lubriques, sombrement pessimiste, cœur ouvert cependant à la pitié humaine, avance d'un pas serré, gigantesque, animant des êtres bruts d'un souffle égal. Lorsque ces deux figures surgissent devant moi, lorsque j'évoque le formidable Balzac, le grand sanguin créateur de drames, jetant l'un contre l'autre ces héros bouillonnants de sève et si passionnés, lorsque je pense au chant mélancolique mais si plein d'échos de Flaubert, les héros des Goncourt semblent se dessécher, s'amincir. Ils persistent cependant. Je ne puis oublier Germinie et Renée.

Il faut donc que j'essaie de leur arracher leur secret. Ces ombres me séduisent encore. Je veux savoir pourquoi. Leur charme est complexe, ce qui m'attire en elles est si ténu ! Pourrai-je analyser ces créatures qui ne sont qu'à demi vivantes? Pourrai-je dire ce qui m'émeut encore dans ces livres, pourquoi je n'ose les refermer définitivement, puisque tant de pages me lassent, m'ennuient?

Je laisse les livres historiques, les articles d'art, je néglige même le journal, car ce n'est pas un portrait d'eux-mêmes que je veux; je m'en tiens à ces six romans qu'ils ont écrits à deux, à ces six créations inégales où leurs natures se joignant ont lancé des étincelles si étranges. Un jour j'essaierai peut-être d'étudier l'âme de chacun des deux frères, je m'efforcerai de les définir, de les opposer. Aujourd'hui, c'est l'ensemble que j'examine, le mélange au goût si particulier : *Charles Demailly*, *Sœur Philomène*, *Renée Mauperin*, *Germinie Lacerteux*, *Manette Salomon*, *Madame Gervaisais*.

A mesure que je fixe mon regard sur ces créations, la figure des Goncourt m'apparaît plus distincte. Elle est moins nette que celle d'un Zola ; mais elle garde un caractère, une distinction, une élégance qui, aux autres, reste interdite. Ils sont gris parmi des êtres colorés, mais leur gris est délicat, soyeux, blondi par des reflets, un gris plein de nuances. Leur figure se précise si je les écarte de la pleine lumière, si je me reporte au temps où je les découvrais, où pour la première fois ouvrant leurs livres, j'apercevais la trace de leur esprit et j'en étais touché.

J'étais alors adolescent, dans les premiers jours de l'adolescence. J'arrivais d'une grande ville de province, libre, lumineuse, ensoleillée, grossière peut-être, mais qui s'ennoblissait par sa joie. Paris m'apparaissait effrayant et morose. Le collège était triste, mes compagnons ne semblaient froids. La mélancolie de la rue, la pauvreté des faubourgs m'accablaient. Et, sentant dans ce paysage de pierre des sources d'émotion, je ne pouvais les découvrir. En sortant du collège, je parcourais les boulevards extérieurs avec un compagnon plus fantasque, sorti de Paris même, triste dans son exubérance physique, et qui m'avait plu. Parfois, le soir, nous montions dans sa chambre. Nous regardions par la fenêtre le canal Saint-Martin et les Buttes-Chaumont. Il me raccompagnait ensuite le long de la rue Ordener ; nous guettions les couchers de soleil. C'est par un soir d'avril, où quelques feuilles trop tendres se dépliaient entre les pierres enfumées, qu'il me passa une brochure à 95 centimes, *Renée Mauperin*. Puis nous fûmes abonnés à des bibliothèques de pauvres. Nous lûmes les autres Goncourt, livres souillés, reliés de toile luisante, sentant la crasse et la colle.

Ils nous firent sentir le charme de ce mois de mai faubourien. Ils nous plaisaient, ils nous enchantaient par leurs inventions d'esprit ; nous les aimions même puisqu'ils nous affinaient. Et pourtant nous gardions devant eux je ne sais quelle gêne. Ils étaient trop aristocrates peut-être, ils ne nous livraient pas leur cœur. Nous les sentions retenus, et cela peut paraître étrange si l'on songe à la force de leurs expressions, à leurs

sensations si souvent hystériques. Retenus? eux qui voulaient se livrer jusqu'au fond, qui quelquefois, par goût de l'impression aiguë, allaient un peu plus loin que ce fond. Nous trouvions en eux la sensation encore inconnue, la sensation neuve venue de l'inconscient. Et pourtant dans la musique de la phrase, dans le chant de ces livres, nous n'entendions pas la belle mélodie sincère qui livre le profond de l'être. Leur phrase ne suivait pas les sens ; mais, aiguisant leur esprit, ils travaillaient sur cette phrase. Appliquant leur intelligence à leurs expressions instinctives, ils les renfonçaient, les dépouillaient de leur duvet premier, les déformaient. Voilà le voile glacé que nous devinions. Avant eux, nous avions lu Loti, et par là nous étions prêts à les sentir. Mais, à cause de Loti même, nous percevions cette distance.

J'ai osé dire ces souvenirs. Je pense que, ces impressions de seize ans, d'autres adolescents de ma génération les ont sans doute reçues. Et ces Goncourt sont si complexes, si incertains, il est si difficile de percevoir les contours de leur âme, de cette âme double, que je ne puis apporter un jugement organisé. Quelques impressions d'autrefois, voilà ce que je note en ce mois de mai, si lointain déjà du mois de mai des premières lectures. Je pourrais peut-être aujourd'hui grouper ces impressions, en tirer des idées, exposer mon système à propos des Goncourt. Dans ces constructions-là il y a toujours de l'artifice. Quel critique vaut un garçon de seize ans qui s'abandonne aux histoires qu'il lit, qui livre aux romanciers son esprit et ses sens?

Ils devaient nous frapper, ces Goncourt, en un temps où nous vivions encore dans l'histoire et dans les classiques, par leur mépris du passé, du temps écoulé. Sans doute, ils avaient étudié longuement le XVIII^e^ siècle, fouillé dans les archives. Pourtant il ne semblerait pas trop hardi de penser que, dans le XVIII^e^ siècle, c'était la vie moderne qu'ils cherchaient encore. Ces curieux de troubles intimes, ces amoureux de documents, ne pouvant forcer les secrétaires de leurs contemporains, se reportaient au temps de leurs grand'mères, recueillaient les lettres, les confessions. Le XVIII^e^ siècle était pour eux la clé

du temps présent. Ils trouvaient en outre dans cet art, dans ce mobilier sans faste, sans tradition, si délicatement féminin, créé pour les sens de la femme et à son souffle léger, la réalisation de leurs désirs secrets. Aucun art n'a été plus libre de souvenirs gréco-latins, moins soumis aux idées, plus près des sens.

L'art classique a toujours mûri dans la durée. L'artiste antique reçoit une impression du monde; il médite sur elle, il la transforme lentement en idée, puis, évoquant à la fois son imagination et sa raison, et modérant l'une par l'autre, il compose l'œuvre qu'il livrera aux hommes. L'harmonie naît ainsi par un long travail, les éléments divers se mêlent suivant un rythme nouveau qui le plus souvent modifie à peine un rythme déjà trouvé. Dans cet art, les sens peuvent jouer un rôle; ils sont soumis à l'idée.

C'est tout autrement que les Goncourt procèdent. Pour concevoir une idée, il faut s'abstraire du monde extérieur. Ils ne le peuvent pas, ils ne le veulent pas. On ne sait s'ils sont hantés comme un Chateaubriand par la fuite du temps; leur désir semble être de vivre chaque seconde, de la porter au paroxysme, de l'épuiser. Ecoutons-les devant un paysage, devant un beau soir sur la Seine. S'abandonnent-ils à cette contemplation rêveuse d'un Lamartine qui perçoit vaguement la couleur du ciel et de l'eau? Ont-ils même ces silences de Flaubert qui laisse un paysage le pénétrer, puis compose par larges teintes, atténuant le trait ou l'appuyant, suivant la force des impressions? Il semble que, pour les Goncourt, toutes les impressions sont égales. Le plus petit nuage, la qualité de la lumière, l'enseigne d'un marchand de vins, tout cela les frappe avec autant de force. Ils vont de l'un à l'autre, également vibrants, trop émus peut-être pour sentir l'ensemble. Et, dans la surexcitation de leurs nerfs, cherchant à résumer leur état en un trait, ils trouvent une image trop précise, trop ingénieuse, et qui sent l'esprit.

Ils se sont dits amoureux de la vie. Le mot était trop fort, trop vaste sans doute. Ils sont chercheurs de sensations, et ne peuvent trouver de sensations que devant la matière réelle

et surtout devant le vivant. Ils s'interdisent ainsi les grandes émotions qu'on ne reçoit qu'en s'aidant de l'imagination, le cœur des autres étant fermé, ne nous livrant que quelques indices. Trop souvent, les Goncourt s'en tiennent à l'indice et le donnent tout sec, ou plutôt l'exaspèrent, l'aiguisent jusqu'à ce qu'il entre profondément dans notre chair, mais se gardent de reconstruire sur lui. Pour reconstruire, il leur faudrait monter du particulier au général, réduire la diversité de la vie, renforcer leur propre idée du monde, ainsi diminuer leurs possibilités de sensations, les sensations intenses reposant toujours sur la surprise. Ils ont le goût de l'anecdote qui est diversité, la haine de la maxime qui est règle générale.

Leur nature même se révèle si l'on écoute un instant le son d'un de leurs paragraphes. Il existe dans la prose française depuis les origines une longue tradition musicale. La musique de Flaubert fait penser à Chateaubriand qui, lui-même, remonte à Rousseau, à Bossuet, à Fénelon. Dans Maupassant, il y a du Flaubert encore. Zola, Daudet, si libre, ont des mélodies déjà entendues. Chez les Goncourt, il n'y a pas de mélodie. D'abord, sans doute, parce que la musique émousserait les arêtes de la phrase, affaiblirait les sensations. Mais surtout, la mélodie naît de la réflexion, de la méditation sur le réel, et les Goncourt veulent donner le réel tout vif. Enfin, ce rythme, c'est un peu du passé, un peu des écrivains morts, un peu des autres, c'est du général, du commun ; les Goncourt s'en défient. Si parfois un effet musical sort d'eux, c'est un brusque éclat sur deux mots, sur deux notes. Pour sentir la qualité particulière du style des Goncourt, on peut comparer un de leurs paragraphes à une strophe de Leconte de Lisle. On comprendra alors jusqu'où a pu aller la diversité du XIX^e^ siècle, et que les classifications des critiques, les idées des historiens sur les mouvements généraux de la littérature sont souvent des échafaudages plus que des constructions.

L'être purement sensitif est soumis à l'objet ; il ne peut le maîtriser, puisque l'instrument de maîtrise de l'homme est son intelligence et sa pensée. Réfléchir, c'est se dérober au monde extérieur. Les Goncourt s'abandonneront à la réalité

qui les entoure. Et, au lieu de rechercher l'âme intime des gens entrevus, ils noteront leurs paroles, leurs gestes, tel jeu de lumière sur leurs cheveux, tout ce que les sens leur auront donné, rien de ce que l'imagination et l'intelligence pourraient édifier sur l'apport des sens. Les scènes de salon, les conversations se déroulent. Le roman se compose par tous les bouts. C'est une succession de taches dont chacune donnera une brève secousse. Vus ainsi de l'extérieur, la plupart de leurs personnages secondaires apparaissent banals. Ce sont des figures peu caractérisées que celles de M. et de Mme Mauperin, de Denoisel, le raisonneur de la comédie, même d'Henri, le jeune homme doctrinaire, bien faible après les jeunes gens de Balzac. Dans *Sœur Philomène*, l'interne Barnier n'est qu'artifice. Mlle de Varandeuil, la maîtresse de Germinie Lacerteux, est une figure plus nette, mais elle reste une silhouette, elle n'entre jamais dans l'action.

Ce goût de l'instant et de la vérité matérielle leur interdit les grandes crises que les classiques aimaient tant, et ces cris venant du fond des êtres, cris peut-être faux, mais où une âme entière se révèle. Un discours de leurs personnages, c'est une construction raffinée, où les expressions modernes les plus étranges sont ingénieusement serties. Ces discours, lorsque nous les lûmes pour la première fois, nous donnèrent un plaisir infini, ce plaisir incertain qu'apporte la préciosité et qui ravit les femmes ou les très jeunes gens. Nous sentîmes plus tard qu'en ces pages délicates il y avait beaucoup d'exercice et du poème en vers latins.

Noter les sensations et les instants, on peut composer ainsi un carnet de croquis; pour composer un roman, il faut au moins un personnage central qu'on voit par l'intérieur. Les Goncourt ont dû se soumettre à la règle. Mais ils l'ont évitée à demi, et sans doute instinctivement. Ils ont écrit des biographies. Ils appliquaient ainsi à la vie moderne le procédé qui leur avait servi à écrire l'histoire des femmes d'autrefois; ils évitaient ce qu'on pourrait appeler le roman à crise dramatique, qui est celui de Balzac. Leurs personnages, ils les choisirent le plus souvent autour d'eux, parmi les êtres qu'ils

avaient connus. Et, par une déformation singulière, ils leur prêtèrent leur propre tempérament. Leurs deux héros hommes, Charles Demailly et Coriolis, sont des artistes exaspérés dont l'un finit dans la folie, l'autre dans l'abêtissement. Leurs quatre héroïnes sont des femmes trop nerveuses : Renée Mauperin, Germinie Lacerteux, sœur Philomène, Madame Gervaisais. On pourrait ajouter à cette série les héroïnes des romans écrits par Edmond seul : la Faustin, la fille Elisa, Chérie.

Quelques-uns de ces personnages, Germinie surtout, dont le modèle avait vécu dans la maison même des Goncourt, sont des personnages vivants. Mais comment ne pas être frappé de la ressemblance profonde de ces types? Des êtres recevant les influences du monde avec une force presque douloureuse et se jetant aux sensations, les exaspérant. Etres chez qui la pensée n'existe pas, qui ne sont que des reflets de l'instant.

Ce ne sont pas seulement les sensations venues du monde qui se jouent en ces êtres, mais les sensations, les troubles intérieurs qui envahissent les nerfs ou l'esprit, par suite des désordres du sang. Ces Goncourt si épris de la minute, si soucieux du présent, nous montrent leurs personnages en des alanguissements infinis. C'est que toute immobilité du corps ne s'accompagne pas de pensée, pas même de rêverie. Quelquefois l'être ne se ferme au monde que pour percevoir plus délicieusement les propres frissons de son corps. C'est un plaisir délicat et mélancolique. Les Goncourt l'expriment musicalement par de très longues suites d'imparfaits.

Les Goncourt sont les poètes de cette prostration, de cette demi-somnolence, où, dans la solitude et dans l'absence de pensée, l'être, dépassant la sensation à force de délicatesse, passe dans l'imaginaire. Leurs pages parfaites, profondément émouvantes, racontent les troubles de la petite Philomène lors de sa première communion, les passions de Renée approchant de la mort. Purement sensitifs, vivant tous deux loins de l'action devant leur table à écrire, ils ignorent la joie de la vie. Ils portent en eux la tristesse, la morosité de sentir, née de la déception des sens et de leur perpétuelle insatiabilité. Ils aiment la souffrance ; ils savent qu'elle seule peut augmen-

ter la sensation, qu'elle apporte un clavier infini d'émotions contre la note unique de la joie. Dédaignant la lumière grecque et le Parthénon, ils contemplent la maladie, la mort. Tout ce qui est malsain les attire. Le sain n'est que couleur, mais le malsain renferme des nuances inconnues. Ils s'attardent au bois de Vincennes, à Saint-Denis, ou le long de la Bièvre, dans tous les lieux dont les autres s'écartent en les déclarant laids. Et s'ils les contemplent, ce n'est pas par amour grossier du laid, ou par revendication sociale, c'est parce que, dans ces lieux sur lesquels aucun regard d'artiste ne s'est encore posé, des sensations inconnues reposent. Avec leurs nerfs trop sensibles, ils déforment certains traits, ils trouvent des rapports, ils découvrent des harmonies dissonantes et souvent exquises.

Paul Rival.

EN LISANT WITTÉ

III

La Constitution

Le comte Witté consacre un chapitre spécial de ses Mémoires aux circonstances diverses qui ont précédé la publication du manifeste du 17-30 octobre 1905[1]. Il n'y a pas de doute que la Constitution octroyée par ce manifeste ne l'ait été à propos. Dans la suite, des voix s'élevèrent pour dire que la grève générale qui avait interrompu le service des chemins de fer et privé d'électricité Saint-Pétersbourg et ses environs était déjà en voie de s'éteindre, et que, par suite, il eût été possible d'écraser par la force le mouvement révolutionnaire, sans qu'il eût été nécessaire d'arriver à des concessions politiques. Les personnes qui soutenaient cette opinion parvinrent à en persuader l'Empereur, et un peu plus tard, dit-on, il se serait reproché de ne plus pouvoir transmettre à son successeur le pouvcir autocratique dans toute sa force et dans toute son étendue.

Cette opinion était fausse. La meilleure preuve en est fournie par la révolution de Moscou, laquelle éclata deux mois après la publication du manifeste et sans tenir compte des concessions octroyées.

Je me souviens d'une conversation entendue par une personne de mon entourage qui se trouvait à Odessa au moment de la publication du manifeste. Deux jeunes gens s'en entretenaient :

— En voilà une histoire ! s'écria l'un d'eux : voici qu'ils nous coupent l'herbe sous le pied !

1. V. le commencement de cette série d'études, *Vie des Peuples*, t. VI, p. 996 et t. VII, 10 mai, p. 215.

— Ne t'en fais pas ! répondit le second personnage : nous trouverons bien un prétexte pour agir !

Il est juste d'ajouter que la Constitution, flanquée des lois fondamentales publiées avant la réunion de la Douma, était une Constitution à la prussienne. Ces lois fondamentales avaient pour but de fixer sur le papier toute une série de questions qui devraient être complètement soustraites à la compétence de la Douma. D'autre part, la Douma et le Conseil de l'Empire transformé reçurent le droit de légiférer; les députés reçurent la garantie personnelle, ordinaire en pareil cas, et le droit d'exprimer leurs opinions sans, pour autant, risquer des poursuites. Dans les Lois fondamentales, le mot : *neogranitchenny* (illimité, c'est-à-dire absolu), précédemment ajouté, dans tous les actes, au nom du souverain, était passé sous silence[1].

La Douma d'Empire avait eu des précédents, au cours de l'histoire du XIX^e^ siècle; seulement ces essais n'étaient pas, à proprement parler, des Constitutions en herbe, mais plutôt une sorte de préparation à ce genre d'institutions. Il paraît évident que l'idée d'une Constitution hantait bien des cerveaux en Russie depuis le mouvement des Décembristes. La révolte du 14-26 décembre 1825 avait été, ainsi que l'ont montré les révélations des dix dernières années, un mouvement à vrai dire insuffisamment mûri et concerté, mais qui n'était nullement dépourvu d'importance et de signification. Certains des conjurés ne songeaient qu'à la libération des serfs et à la limitation de l'autocratie; mais d'autres songeaient à proclamer la République. Parmi les conjurés, ainsi que l'ont montré les interrogatoires, il en était deux qui avaient reçu des meneurs la mission de profiter du désordre, pour tuer l'un Nicolas Pavlovitch, et l'autre le grand-duc Michel Pavlovitch; le procès a montré qu'ils avaient la possibilité de commettre ces actes de violence, mais qu'ils ont manqué du « cran » nécessaire : le nouvel empereur et son frère n'étaient pas en effet difficiles à atteindre, au milieu de la foule.

1. Sur l'organisation de la Douma et du Conseil de l'Empire, on trouvera des renseignements précis et complets dans l'excellent volume de Pierre Chasles : *Le Parlement russe*, Paris, A. Rousseau, 1920. (N. d. T.)

On s'explique par là ce qu'on sait de la sévérité des répressions ordonnées par Nicolas Ier. D'autre part, le fait qu'un grand nombre des conjurés appartenaient à la haute société, le dévouement de leurs femmes, qui, en dépit de tous les obstacles, de toutes les privations et de toutes les souffrances, les suivirent dans leur exil dans la plus lointaine Sibérie, tout cela les entoura d'une telle auréole de souffrance, que la société finit par voir en eux des héros ayant souffert le martyre pour avoir tenté de libérer les serfs et d'introduire la Constitution en Russie. D'autre part, des jeunes gens qui faisaient leurs études supérieures sous le règne de Nicolas II m'ont dit que, bien que ni leurs professeurs ni leurs amis ne parlassent d'une Constitution, le fait même qu'elle était nécessaire se comprenait de soi-même : on voit par là le chemin parcouru durant une soixantaine d'années, dans l'opinion publique, par l'idée constitutionnelle.

La libération des serfs fut réalisée en 1861, mais en même temps, la conception constitutionnelle, considérée comme un idéal de gouvernement, s'implanta solidement dans l'esprit des générations d'alors et de celles qui suivirent. Les uns n'en firent jamais part à personne ; les autres en parlèrent volontiers. On trouve, dans la biographie d'Alexandre II par Tatichtchef, un passage où l'auteur rappelle une démarche de la noblesse du gouvernement de Tver auprès de l'empereur peu après la libération des serfs, et relative à la demande d'une Constitution. Les auteurs en furent punis de quelques mois d'arrêts, et amnistiés au mois de juillet suivant, à l'occasion de la fête de l'impératrice. La même question fut mise à l'ordre du jour en 1864 par le congrès de la noblesse du gouvernement de Moscou. Tatichtchef rapporte une conversation de l'empereur avec un des initiateurs du mouvement, lequel était maréchal de noblesse dans un des districts du gouvernement de Moscou. L'Empereur, reprochant à ce gentilhomme de s'être exprimé sans mesure sur son compte, s'écria : « Comment ne te rends-tu pas compte de ce fait que je les octroierais moi-même, ces droits, si j'étais convaincu que l'introduction d'une Constitution ne serait pas le signal du démembrement de la Russie ? »

Le comte Valouyef, nommé ministre de l'Intérieur en 1861, présenta au souverain un projet vague et nuageux ayant pour but de réunir des représentants des organisations locales à l'effet de prendre part à la discussion des hautes questions gouvernementales; mais ce projet fut rejeté. Le même Valouyef, devenu ministre des apanages, réunit, au cours des années « soixante-dix », une nombreuse commission comprenant tous les hommes tant soit peu connus pour leur action en province, à l'effet de rechercher les besoins du pays. Deux gros volumes de dépositions et de résolutions furent imprimés et présentés au « Comité » des Ministres. Il y avait de tout là-dedans: depuis la nécessité de relever la moralité du clergé orthodoxe, afin de lutter contre les forces grandissantes de la révolution qui envahissait peu à peu les classes cultivées, jusqu'aux moyens d'améliorer les procédés de culture chez les paysans, d'introduire l'usage des prairies artificielles, et d'encourager l'élevage, etc. Dans l'intimité, le comte Valouyef exprimait la conviction que tous les travaux de sa conférence seraient examinés, sous sa présidence, dans « une autre haute assemblée ». Au cours d'une des séances consacrées à cette étude par le Comité des Ministres, le comte P. A. Chouvalof, qui était alors « Chef des gendarmes » soutint l'idée qu'il convenait d'instituer des commissions particulières composées d'hommes marquants de la province, qui auraient pour mission d'examiner les conclusions présentées par le comte Valouyef avant de les adresser au Conseil de l'Empire. Toutefois, les autres ministres ne s'associèrent point aux conclusions du comte Chouvalof, et l'affaire fut enterrée.

L'essai de Constitution le plus proche de la réalisation qui ait paru dans l'histoire russe du XIX^e^ siècle fut celui qui fut institué durant la dernière année du règne d'Alexandre II, durant ce qu'on a appelé la « Dictature du Cœur », à laquelle présidait le comte Loris-Mélikof. Il fut alors question d'établir un projet de réorganisation des administrations locales, auxquelles on aurait donné plus de solidarité entre elles. L'ébauche primitive du projet devait être envoyée dans les divers gouvernements, où seraient instituées des commissions mix-

tes, comprenant des représentants de la noblesse, du zemstvo, des villes, des Bourses, des « comités » de commerce, etc., à l'effet d'examiner le projet et d'en étudier en détail les possibilités d'application. Cela fait, chacune de ces commissions de gouvernement aurait fourni un certain nombre de délégués, qui auraient constitué un organe central, germe de la Chambre basse de l'avenir. Quatre jours avant la signature de l'oukaze destiné à mettre en œuvre ce projet, Alexandre II fut assassiné par la bombe d'un révolutionnaire.

Au début, Alexandre III était disposé à signer le manifeste préparé par son père. Mais il fut détourné de cette intention par les supplications de son ancien précepteur, Pobiédonostsef, et par les efforts des personnes de son entourage. A Loris-Mélikof succéda le comte Ignatief, ancien ambassadeur à Constantinople, et celui-ci présenta à l'empereur, au bout de quelques mois, un projet consistant à faire revivre les *Sobors* (Congrès) en usage en Russie au XVII^e^ siècle, et à faire coïncider le premier de ces Congrès avec les fêtes du couronnement du nouveau souverain.

A cette époque, deux tendances fort distinctes au sujet des *Sobors* étaient représentées parmi les hommes qui s'occupaient de droit constitutionnel : les uns voulaient se souvenir avant tout de l'assemblée de 1613, qui avait élu un Romanof, et, par suite, attribuaient à ce mode de congrès un rôle constitutionnel ; les autres, insistant sur le fait que ces assemblées, convoquées à des intervalles et pour des raisons fort variés, n'avaient qu'un caractère purement occasionnel, affirmaient qu'elles ne devaient à aucun titre être considérées comme pouvant être appelées à limiter l'autorité de l'empereur. Certains des ministres soutenaient avec ardeur l'opinion du comte Ignatief ; les autres, au contraire, appuyés par Katkof, qui avait cessé alors de donner comme un modèle la Constitution anglaise, combattaient avec non moins de vivacité le projet de *Sobor*. Ce furent ces derniers qui l'emportèrent, et ils ne furent pas peu aidés dans leur triomphe par l'imprudence du comte Ignatief, qui avait tellement étendu les droits de délégation que le nombre de ses membres devait être d'environ

1500 personnes. Personne ne songea à faire subir une retouche au système pour diminuer le nombre des délégués, et la majorité fut tout heureuse d'avoir un prétexte pour enterrer le projet.

M. Boungué, un des hommes considérables du règne d'Alexandre III, qui fut président du Comité des ministres au début du règne de Nicolas II, a laissé après sa mort, survenue en 1895, des *Mémoires d'Outre-Tombe*, qui furent imprimés à très petit nombre d'exemplaires sur l'ordre du jeune souverain. Dans cet ouvrage sont touchées les questions les plus diverses de l'administration et de la vie russe. C'est ainsi qu'on y trouve tout un plan de réorganisation de l'enseignement supérieur, dont l'économie tendait à augmenter en surface et à diminuer en profondeur, si l'on peut ainsi dire, les cours des Universités, afin sans doute d'atteindre un plus grand nombre de personnes. On y trouve aussi un plan relatif à l'enseignement secondaire, dont le nombre d'années d'études serait diminué. En outre, on y rencontre un passage consacré à la question juive, question brûlante entre toutes dans notre pays : l'auteur proposait d'autoriser des horticulteurs juifs à acquérir quelques champs, et ainsi de faire disparaître peu à peu les restrictions de toute espèce qui pesaient en Russie sur la population juive, au point de vue des droits civils et du droit de propriété. Il indiquait ensuite la nécessité d'étudier les moyens d'augmenter la surface de terre possédée par les paysans. Enfin, il montrait qu'il était impossible de conserver le Conseil de l'Empire sous la forme qu'il présentait alors; il insistait sur ce fait que, sur le nombre d'environ soixante-dix conseillers qui le composaient, il y en avait bien peu qui fussent, de par leur âge, en état d'apporter l'attention sérieuse qui était nécessaire à l'étude des questions de gouvernement qui leur étaient soumises. Il ajoutait que les membres du Conseil, pour la plupart anciens hauts fonctionnaires ou dignitaires du ministère de la justice, ignoraient complètement les besoins des diverses couches de la société russe. Il était d'avis que, pour que le Conseil de l'Empire pût acquérir aux yeux du souverain l'autorité qui lui était néces-

saire, il convenait d'en rafraîchir la composition en y introduisant des représentants des divers groupements de la population de l'Empire.

Ces mémoires de M. Boungué ont servi, dans la suite, à appuyer toutes les propositions qui ont eu pour but de modifier notre législation. Voilà pourquoi je les cite, car il n'est pas mauvais de montrer que, parmi les hauts fonctionnaires de l'Etat russe, souvent peu ou point connus à l'étranger, il s'en est trouvé qui ont témoigné d'un coup d'œil sûr et de beaucoup d'à-propos.

IV

La Liberté de conscience.

Dans ses mémoires, Witté parle, à la page 195, du décret du 12/25 décembre 1904, préparé par le prince Sviatopolk-Mirski, ministre de l'intérieur. Il est exact de dire que le Comité des ministres, présidé par Witté, examina, en préparant ce décret, plusieurs projets qui ne furent pas retenus. Mais, parmi ceux de ces projets qui furent adoptés, se trouvait celui qui était relatif à la *liberté de conscience*, et le Comité des ministres lui accordait une attention particulière, bien que Witté ne le mentionne, pour ainsi dire, qu'en passant. Le Comité était d'avis qu'il n'y a pas de force qui puisse plus sûrement et plus fortement grouper un peuple autour de son gouvernement que ne fait la certitude de pouvoir remplir sans obstacles ses devoirs religieux selon la tradition de ses ancêtres. Il lui semblait en particulier indispensable d'octroyer cette liberté de culte à cette portion de la race grand-russienne qui avait fondé l'empire même et qui avait perdu la liberté religieuse par suite d'un incroyable malentendu opposant, chez ces hommes, l'obéissance au tsar à la nécessité d'obéir aux formes du culte à eux léguées par leurs anciens : je veux parler des Vieux-croyants. Entre les deux devoirs, le devoir religieux l'avait emporté, et ces sujets si fidèles avaient fini par être considérés comme les pires malfaiteurs, puisqu'on leur interdisait l'exercice extérieur de leur religion.

Au fond, leur résistance initiale provenait de ce qu'ils n'avaient pas compris les raisons dogmatiques qui avaient présidé à la réforme des textes sacrés, et leur dissidence s'était peu à peu étendue et creusée. Depuis une quarantaine d'années, les églises du centre Vieux-croyant de Moscou, placées dans le cimetière Ragojski jetaient leur plainte au ciel contre l'étroit fanatisme manifesté par les autorités ; on n'en éprouva que plus de joie aux paroles de paix religieuse prononcées par le métropolite de Moscou, Antonii, qui avait été invité à prendre séance dans la commission au sujet de ces affaires.

La discussion dura longtemps. Mais Witté, toujours adroit conciliateur en pareille matière, parvint à obtenir l'acquiescement du Comité des ministres aux mesures proposées et à concilier les arguments des deux camps adverses. C'est ainsi que furent préparés deux projets d'oukazes au Sénat dirigeant au sujet « des confessions schismatiques et des confessions autres que celles se rattachant à l'orthodoxie ». L'un de ces oukazes s'appliquait à la secte des Vieux-croyants, l'autre au catholicisme, au protestantisme et au mahométisme. Le culte israélite n'était pas mentionné, parce que les Juifs jouissaient, à l'égard de leur culte, d'une entière liberté depuis le règne de Nicolas Ier.

Au début, l'assemblée ne songeait qu'à fixer les principes relatifs à la suppression des diverses défenses relatives à l'exercice du culte, et voulait confier à une commission spéciale l'étude détaillée des mesures à prendre pour la réaliser. Pourtant, on arriva à se convaincre qu'il valait mieux exprimer nommément dans l'oukaze toutes les libertés concédées, à l'effet d'éviter dans la suite toute tentative d'interprétation erronée de la loi.

Le projet concluait, en ce qui concerne les Vieux-croyants, à la pleine liberté dans l'exercice du culte et à la liberté du clergé, à condition que les cérémonies religieuses eussent lieu à l'intérieur des églises ou des clôtures qui les entouraient. Seule, la question de la sonnerie de cloches était réservée.

Pour les catholiques, ils se voyaient accorder le droit de construire de nouvelles églises. En outre, le clergé catholique

était affranchi de l'humiliante nécessité de se présenter à la police chaque fois que ses membres désiraient se déplacer. Enfin, les processions étaient autorisées dans les lieux habités par des catholiques.

Le clergé luthérien était également affranchi de diverses obligations gênantes, et en particulier de celle de rédiger en langue russe les procès-verbaux des réunions de son synode central.

Les deux projets d'oukazes étaient depuis quelques semaines entre les mains de l'empereur, et Pâques approchait, alors que l'on espérait pouvoir publier les libertés religieuses le jour de cette grande fête, ce qui aurait pour effet de souligner le prix du cadeau fait par le souverain. Dans cette occasion, Witté songea à un haut fonctionnaire, M. A., qui devait, vers ce moment, faire à l'empereur un rapport sur quelques questions relatives à l'administration dont il était le président. Par l'intermédiaire du baron Nolde, chef des bureaux du Comité des ministres, il fit prier M. A... de s'entremettre en cette occurrence. Voici ce qui se passa alors, ainsi que je le tiens de l'intéressé lui-même, dont j'ai noté le récit le jour même où il me l'a fait.

Après avoir terminé son rapport, il attira l'attention de Sa Majesté sur deux épais volumes qui se trouvaient sur sa table, et qui contenaient les procès-verbaux des séances du Comité des ministres dont il a été parlé plus haut, et auxquelles i avait pris part. Il demanda à l'empereur l'autorisation de lui faire un rapport sur cette affaire. Nicolas II réfléchit un moment et répondit qu'il l'autorisait à venir faire son rapport à six heures le même jour. Revenu dans le cabinet de l'empereur, M. A... posa devant lui un nouvel exemplaire des procès-verbaux, préparé de telle façon que, en soulignant des mots et des phrases, on avait établi, à travers un texte alourdi et allongé par les formules, des phrases nouvelles, contenant, sous une forme réduite et claire, l'essentiel des questions traitées. C'est ainsi qu'il procédait dans ses rapports, et il avait acquis sans doute, dans ce travail, une certaine dextérité, consistant à ne rien laisser d'inutile, mais à ne rien

oublier d'important. Il restait donc en dehors du texte ainsi souligné une série de détails; c'est sur ces détails qu'il fit un rapport oral, qui dura une heure et demie.

Lorsque M. A... eut terminé, Nicolas II lui demanda si K. P. Pobiédonostsef avait assisté aux réunions du Comité des ministres consacrées à l'étude de la liberté du culte. M. A... répondit que Pobiédonostsef, étant souffrant, s'était fait remplacer par son adjoint, M. Sabler. Alors l'empereur fit envoyer les projets à K. P. Pobiédonostsef, qui les lui renvoya avec ses observations.

Je reprends ici mon propre récit. Le baron Nolde reçut finalement ces projets. Il possédait un talent extraordinaire pour écarter, quand il faisait un rapport oral à l'Empereur, toutes les difficultés inutiles, tous les points où l'on pouvait s'accrocher, et il faisait cela le plus naturellement du monde. Il fit si bien, quand il rendit compte à l'empereur des remarques de Pobiédonostsef, que de ces remarques une seule fut retenue, à savoir qu'il vaudrait mieux fondre les deux oukazes en un seul [1]. Aussi bien, l'empereur dut-il se rendre compte peu à peu, au cours de ces rapports, de l'état de gêne religieuse où vivait une partie de son peuple, écrasée par des restrictions relatives aux points les plus chers pour tout homme croyant : les détails du culte.

Lorsqu'il eut pris la décision et signé l'oukaze (du 17-30 avril 1905), l'Empereur, s'abandonnant à sa nature si délicatement bonne, s'empressa de faire mettre à exécution la loi

1. Mes renseignements particuliers me permettent d'apporter ici quelques précisions. L'empereur n'était sans doute pas complètement persuadé des avantages de la liberté absolue du culte tels que les lui avait exposés son rapporteur. Sur l'exemplaire que reçut K. P. Pobiédonostsef, l'empereur n'avait cependant fait qu'une observation marginale, mais elle était relative aux Vieux-croyants, pour qui il avait la même aversion sans doute que l'ancien précepteur de son père, et cette remarque consistait en un point d'interrogation. Pobiédonostsef, quand il reçut les projets d'oukazes, se mit à fulminer par écrit contre tous les points secondaires du projet; mais il ne dit rien sur les Vieux-croyants, puisque, comme il le voyait, l'Empereur, hésitant, avait déjà marqué ici son doute. Le résultat fut, m'a dit alors quelqu'un qui tenait de près à ce monde, que le baron Nolde put réfuter les arguments de Pobiodonostsef, puisqu'ils ne portaient que sur des vétilles, et que l'article principal passa sans accroc, l'empereur croyant que Pobiédonostsef n'avait rien eu à y reprendre. Sur les sentiments de Pobiédonostsef à l'égard des Vieux-croyants, je publierai ici même ce qu'il m'a dit, un jour que je lui faisais visite : ils les considérait comme des criminels.

Jules Legras.

nouvelle. Il envoya à Moscou un de ses « *Flügel-adjudants* », le comte Serge Dmitriévitch Chérémétief, avec l'ordre de lever le jeudi saint les scellés posés depuis près d'un demi-siècle sur les portes de l'église du cimetière Ragojski. Plusieurs personnes qui ont assisté à cette scène m'ont raconté l'impression d'enthousiasme produite par elle sur les Vieux-croyants si nombreux à Moscou : elles m'ont décrit aussi l'état dans, lequel on a trouvé les églises. On eût dit une scène de la nouvelle de Gogol, *Vii* : les vases sacrés servaient de supports à des dentelles de toiles d'araignée, la poussière couvrait tout en couches épaisses; des vitraux étaient cassés, et des oiseaux nichaient dans tous les coins.

L'oukaze eut encore un résultat indirect, celui de faire mettre en liberté environ 2.000 personnes enfermées dans différentes prisons sous l'inculpation de crimes ou délits religieux. Les couvents de Solovietzk dans une île de la mer Blanche et de Souzdal, près de Vladimir durent ouvrir leurs portes et libérer les détenus hérétiques qu'ils abritaient.

L'oukaze eut un autre résultat indirect des plus heureux. Désormais, les instituteurs purent employer la langue du pays pour enseigner aux enfants les éléments de la religion orthodoxe; or on sait combien de langues sont parlées par les populations diverses qui peuplent l'empire. Avant notre oukaze, les instituteurs étaient obligés sur toute l'étendue du territoire de n'employer que le russe pour la partie de leur enseignement qui touchait la religion : il en résultait que la religion restait, au début, lettre morte pour les jeunes enfants de certaines provinces puisque, parlant à domicile une langue ou un dialecte autre que le russe, ils ne comprenaient mot à l'enseignement donné en russe. En fait, les instituteurs tournaient la loi et commençaient à donner l'enseignement religieux dans la langue du pays; mais s'ils étaient surpris ou dénoncés, ils s'exposaient à des mesures disciplinaires.

Certes je n'aurais pas désiré que Witté donnât tous ces détails sur l'oukaze relatif à la liberté du culte. Mais il eût dû en parler avec plus de netteté et en faire ressortir l'importance sociale, et cela d'autant plus que le rôle qu'il avait joué ici était plutôt à son honneur. N...

LA VIE PHILOSOPHIQUE

Alfred Espinas et son temps.

Une élection académique récente[1] *vient de rappeler l'attention d'une élite intellectuelle sur un philosophe à qui ses contemporains n'avaient peut-être pas, bien qu'il fût membre de l'Institut, rendu pleinement justice. En attendant que l'histoire lui rende la place à laquelle il a droit, c'est un devoir de stricte équité de marquer dès maintenant ici la place qu'il occupe dans le mouvement des idées de ce temps.*

Notre collaborateur M. Raymond Lenoir a bien voulu nous permettre de détacher d'un livre qu'il va bientôt publier chez Alcan sur la tradition philosophique et la pensée française, les pages suivantes :

[*Nous sommes au lendemain de la guerre de 1870*].

Le drame est dans les consciences individuelles. L'intelligence se trouve aux prises avec des événements qui la dépassent, qui la confondent. Chez les esprits ayant quelque dignité, une même préoccupation se fait jour, l'avenir de la France. Ils se rendent compte alors qu'une philosophie trop généreuse a voilé la physionomie de la France, sa pensée véritable, ses joies et ses souffrances, que Michelet avait recueillies de la bouche des hommes. Michelet, que son grand âge et sa probité intellectuelle suspecte au gouvernement de Versailles tiennent éloigné de l'action, ne sait que pousser un cri de détresse dans son Introduction à l'*Histoire du* XIX^e^ *siècle*: « Oh ! que je l'ai aimée, cette Allemagne, la grande et la naïve, celle des Niebelungen et de Luther, celle de Beethoven et celle du bon Frœbel et des jardins d'enfants. Mais j'aimais beaucoup moins l'Allemagne ironique de Gœthe, l'Allemagne sophistique de Hegel qui a produit son fatalisme d'aujourd'hui. J'espérais mieux de l'Allemagne, et suis frappé de la voir morte en sa victime même, au sépulcre de fer où un Etat slave, la Russie, l'a

1. Celle de M. Lalande, professeur de philosophie à la Sorbonne, à l'Académie des sciences morales et politiques, en remplacement de M. Alfred Espinas.

inhumée ». Renan ne se contente pas de poursuivre en philosophe un dialogue intérieur sous les charmilles de Versailles quand tombe la fraîcheur du soir. Il se tourne vers le passé et scrute la philosophie de l'histoire pour découvrir les causes de notre faiblesse militaire et politique, les causes de notre faiblesse intellectuelle. Il suggère des remèdes dans l'affranchissement du matérialisme politique et d'une démocratie superficielle. Il condamne les mœurs du Second Empire. Il dénonce l'impossibilité d'une alliance intellectuelle et morale entre la France et l'Allemagne. « Ce que nous aimions dans l'Allemagne, sa largeur, sa haute conception de la raison et de l'humanité n'existe plus. L'Allemagne n'est plus qu'une nation; elle est à l'heure qu'il est la plus forte des nations; mais on sait ce que durent les hégémonies et ce qu'elles laissent après elles ». De son côté, Taine entreprend, sous l'impression de la Commune, une œuvre d'historien conservateur qu'il poursuivra pendant dix ans, et fonde le 10 janvier 1872, avec Boutmy et Vinet, l'*Ecole libre des sciences politiques*, qui réunira Paul Janet, Paul Leroy-Beaulieu, Levasseur, Albert Sorel.

Comme ses aînés, Espinas qui a alors 28 ans, tend à un but pratique, immédiat, sévère. Il voit l'état de la France ruinée, humiliée à la face du monde, chaque jour menacée d'écrasement. Le spiritualisme traditionnel qu'on lui a enseigné est étranger à l'esprit national, discutable dans sa morale, suspect dans sa politique. Espinas sait qu'il n'en doit rien attendre; mais il ne consent pas à faire de l'exercice de la pensée un jeu stérile. Car il refuse pour lui et pour les hommes de sa génération l'humiliation de vivre au jour le jour, dans une irrésolution qui n'est qu'absence de solution. Il sait qu'on ne vit pas à coup de fins de non-recevoir. Il aspire à prévoir avec probabilité l'avenir de la nation. Il comprend alors qu'il lui faut établir une science, une morale, une politique nouvelles. Dès 1872, il se met à l'œuvre sans tenir compte des obstacles et de la solitude intellectuelle qu'entraînent, après chaque guerre, la lassitude des esprits et le goût du lucre.

Né en 1844, à Saint-Florentin dans l'Yonne, élève de l'Ecole normale supérieure de 1865 à 1868, ajourné une première fois à l'agrégation de philosophie pour défaut d'orthodoxie, agrégé en 1869, Espinas est doué d'aptitudes contradictoires. Il possède le goût des faits et une imagination d'artiste; il a besoin de recourir à l'expérience que l'esprit de finesse lui permet de devancer parfois, et une aptitude critique très vive combat en lui et paralyse le désir de créer. En garde contre sa nature, rendu prudent par le défaut d'une discipline profonde que l'Université n'a pas su extraire du passé français, il s'efforce d'écarter les suggestions intimes comme il écarte le spiritualisme et la métaphysique. Vivant dans la même atmosphère que Ribot, à une époque où il n'est ni forces populaires conscientes d'elles-mêmes, ni liens sociaux, ni idéaux en qui viennent communier les hommes, il ne saurait re-

joindre nos traditions intellectuelles. De Comte, il retient l'impression que la science est vivante, qu'elle a une fonction sociale et une valeur éthique. Mais l'approfondissement de la philosophie positiviste suppose une richesse d'imagination, une maîtrise de l'intelligence, une compréhension du cœur humain qui se sont progressivement affaiblies. Comme Ribot, Espinas se détourne de l'humanité pour aller vers l'animalité. Et il s'abandonne aux courants de sensibilité qui traversent les domaines politique, moral et philosophique, aux influences anglo-saxonnes et à l'action de Spencer. La démocratie, l'esprit positif et l'évolutionisme, qui cachent sous une netteté apparente la plus grande ambiguïté, se combinent en lui et se coordonnent pour des raisons affectives.

De l'opposition politique que Vacherot et Jules Simon ont faite au Second Empire, Espinas retient l'idée confuse de démocratie, suivant laquelle le pouvoir est remis à une volonté collective, à une conscience collective dont le propre est d'être anonyme, instinctive, inconsciente.

De l'opposition philosophique à la pensée cosmopolite, qui est la pensée officielle, de l' « école française » qui eût dû se constituer autour d'Auguste Comte, il retient à peine l'esprit. Il est déjà trop loin de l'époque révolutionnaire, dont l'histoire est devenue la proie des partis, pour comprendre pleinement le XVIII^e^ siècle ; il est trop proche aussi de Stuart-Mill et de Spencer. Comme Ribot, il n'admet qu'une certaine positivité qui tient tout entière dans les faits, l'appel à l'expérience, l'indépendance absolue à l'égard de toute croyance religieuse.

A la pensée anglo-saxonne, Espinas demande des thèmes généraux, à proprement parler métaphysiques, qui vont constituer le postulat latent de ses recherches. Dans la philosophie de l'évolution, où Spencer continue et transpose Hegel, il prend l'idée de la continuité de la nature et l'idée de la continuité de l'évolution universelle qui se poursuit à travers une série d'épisodes, à travers une série d'existences. Il admet qu'au cours du temps c'est le même être qui se réalise et se concentre de plus en plus. Ainsi Espinas sera amené à voir dans la société une partie et un prolongement de la nature.

Mais c'étaient là des bases insuffisantes, et l'entreprise eût été singulièrement précaire, si Espinas ne s'était dirigé d'instinct vers le seul mode d'activité qui pouvait le défendre de l'isolement, vers la science, fruit d'une collaboration anonyme et gardienne de nos traditions, et plus précisément vers la biologie et la zoologie. Elle compte alors un Claude Bernard, un Robin, un Giard qui débute. La traduction de l'*Origine des Espèces* vient de ramener les esprits vers les grands problèmes et les idées générales sans amoindrir le goût pour l'expérience. La réimpression, en 1873, par Charles Martin de la *Philosophie zoologique de Lamarck* vient de montrer toute la distance qu'il y a entre

la notion positive de transformation et la notion métaphysique d'évolution[1], et toute la délicatesse d'études qui ne doivent jamais prendre un caractère systématique. Les sciences de la vie semblent offrir une stabilité qui favorise une impression de sécurité intellectuelle.

Alors, de 1872 à 1878, indépendamment de Schæffle et de Spencer, il travaille à sa thèse sur les *Sociétés animales*, qui doit montrer le caractère naturel de la société et dégager les lois communes aux sociétés animales et aux sociétés humaines. Au moment de la soutenance, il rencontre des difficultés, sur lesquelles il devait donner plus tard son sentiment : « En dehors de quelques amis avec lesquels Littré venait de fonder une éphémère société de sociologie, il n'y avait pas dix personnes en France qui fussent favorables à ce genre de recherches. Les philosophes de profession savaient en général assez vaguement que Comte avait proposé ce mot pour désigner la science sociale; ils étaient unanimes à la trouver bizarre et mal venue. La réaction religieuse sévissait; un fougueux prélat surveillait des bancs de l'Assemblée l'Université tout entière, et la crainte qu'il inspirait était telle que M. Janet devait nous obliger quatre ans plus tard à supprimer l'introduction historique de notre thèse, parce que nous ne voulions pas en effacer le nom d'Auguste Comte ». A dire vrai, Ravaisson, chargé d'examiner le manuscrit comme rapporteur, avait trouvé l'introduction quelque peu subversive. On s'attendrait sans doute à une liberté d'esprit plus entière de la part d'hommes intelligents et distingués. Mais on ne saurait s'en étonner, quand on songe au peu de respect que les périodes d'ordre moral témoignent pour la pensée, et à la réputation singulière que les articles parus sur le Comtisme dans la *Revue des Deux Mondes* pendant l'Empire ont faite à un système qu'ils jugent révolutionnaire et responsable des mouvements populaires de 1848.

Nommé professeur à la Faculté de Douai en 1879, à Bordeaux en 1881, à Paris en 1893, Espinas s'est consacré à sa tâche. Ses travaux, son enseignement deviennent l'occasion d'une enquête plus vaste sur la vie sociale. Attaché avec Ribot au réveil de la vie intellectuelle en France, avec Liard au réveil des Universités, il contribue à faire connaître l'état présent de la pensée européenne en traduisant avec Ribot les *Principes de Psychologie* de Spencer, en publiant en 1880 la *Psychologie expérimentale en Italie*. A Bordeaux, il fonde l'enseignement de la *psychologie expérimentale* et l'enseignement de la *pédagogie* pour les membres de l'enseignement primaire, à Paris il fonde l'enseignement des *doctrines économiques*. Ainsi absorbé par des tâches diverses auxquelles il s'est consacré entièrement, il ne voit dans la biologie, la psychologie où parfois il devance William James, la technolo-

1. Cf. R. Lenoir, « Lamarck », *Revue Philosophique*, novembre-décembre 1920 p. 385 à 392.

gie, l'histoire des doctrines économiques, des théories sociales et des systèmes philosophiques, que des moyens permettant la solution du seul problème qui lui importe : la constitution d'une science des sociétés, d'une politique, d'une morale.

Or on ne peut découvrir les lois de la vie sociale de l'homme indépendamment des autres manifestations de la vie en société dans le reste de la nature. La connaissance expérimentale de l'homme suppose donc celle des sociétés animales, car la vie en commun est un fait normal, constant, universel.

Cette étude des sociétés animales entreprise par Espinas nous fait assister au progrès des manifestations sociales de la vie animale. Elle établit un parallèle entre l'organisation biologique assurée par le concours des éléments anatomiques et l'organisation sociale assurée par le concours des individus. Dès que les êtres vivants cessent d'être absorbés exclusivement par les fonctions de nutrition et de reproduction, dès que la vie de relation s'établit et s'intensifie, nous voyons l'activité psychologique pénétrer peu à peu l'activité physiologique. Un consensus d'impulsions, d'émotions, de représentations se dégage, qui lie les individus les uns aux autres et les fait collaborer spontanément. C'est que l'intelligence s'éveille non sous forme de déduction ou de combinaison d'idées abstraites que les philosophes se plaisent à considérer, mais sous forme d'induction, de passage du particulier au particulier, de combinaison directe d'idées concrètes. Comme telle, elle introduit un élément de variation et de progrès. Elle substitue insensiblement l'instrument à l'organe. Elle se comporte diversement dans des circonstances différentes. Elle crée la sociabilité, l'art, et fait jaillir de l'organisme physiologique un organisme moral. La sympathie apparaît.

Ainsi, du sein même de la vie animale, par un mouvement d'extension, par une expansion vitale, se détachent simultanément la vie psychologique et la vie sociale. L'organisation primitive se perfectionne; la société se constitue : conscience vivante, système de représentations, organisme d'idées. Mais les sociétés animales sont des types sociaux sans avenir : l'évolution qui s'y manifeste ne mérite pas le nom de progrès parce qu'elle demeure partielle, confinée non seulement aux variations de l'espèce, mais à celles de la variété et de la race. L'accumulation de l'intelligence est comme l'accumulation de pluie dans les flaques d'eau indépendantes et fermées. Chez l'homme seul l'intelligence rompt le cercle des instincts et passe.

Mais, s'il est un parallélisme entre la vie psychologique et la vie sociale, il n'en reste pas moins à établir les rapports de l'individu et de la société. Nos croyances, notre orgueil tendent naturellement à faire de nous un empire dans un empire. C'est là pour Espinas un préjugé à surmonter. Les forces disponibles dans l'organisme collectif consti-

tuent le corps social, animent une conscience vivante, foyer d'impulsions, de sentiments, de représentations, susceptibles de diffusion, de transmission et de partage. Aussi est-ce dans le milieu social que nous puisons notre personne comme les conditions de notre existence. Notre volonté, notre puissance d'aimer et de croire ne sont pas indéterminées. Elles dépendent de deux facteurs importants : l'hérédité et l'éducation.

D'ailleurs le corps social n'intervient pas seulement dans la formation individuelle; il manifeste sa réalité d'une manière moins secrète par la mainmise sur le monde extérieur. Il acquiert, prépare et transforme les matières premières. L'action de l'homme est d'abord industrieuse et engendre les pratiques, les techniques, les arts mécaniques que le progrès des sciences spéculatives et l'affranchissement des arts libéraux ont fait perdre de vue peu à peu. Le spectacle de l'ingéniosité humaine suggère des idées sur la mécanique et une philosophie de l'action que les sophistes en Grèce, la Renaissance en Italie, Fontenelle, Diderot et les Encyclopédistes français au XVIIIe siècle ont tenté d'esquisser. Dans les *Origines de la technologie*, Espinas reprend en 1897 cette tentative, en appliquant à l'étude exclusive de la Grèce les ressources de la science moderne, la Grèce dominée par le mythe de Prométhée, poème de l'effort humain.

Mais le corps social fait encore effort pour dominer ses aspirations et les comprendre. A l'art, il aspire à joindre la connaissance. Et c'est une élaboration lente d'idées, d'abord voilées par le symbole ou la représentation confuse. Les beaux-arts et la religion expriment d'abord la réalité sociale. Puis, peu à peu, parallèlement aux techniques, les sciences se constituant donnent naissance à une conception générale de la nature et de la vie concentrée dans la philosophie et suivant laquelle la société s'organise. Ainsi, dès 1880, dans l'avant-propos de la *Psychologie expérimentale en Italie*, Espinas énonce le caractère social de l'activité intellectuelle et formule quelques idées dont Durkheim devait s'inspirer dans son œuvre et dont il devait reprendre un développement explicite, peu avant sa mort, dans un cours fait en Sorbonne sur «Pragmatisme et Sociologie». Il s'ensuit une manière originale et pénétrante de comprendre l'histoire des systèmes philosophiques comme expression d'un état de société déterminé à un moment déterminé de l'évolution d'un peuple. En des études sur Rousseau, Hume et surtout Descartes, Espinas en a donné une remarquable illustration.

Désormais, assuré d'une science des sociétés, Espinas peut passer à la politique et la morale. Dès que la République, fondée péniblement, atteste sa force, les problèmes sociaux agités en 1852 se posent à nouveau et révèlent à certains esprits particulièrement attentifs au développement des techniques dans le monde moderne et aux conditions

faites à l'homme par le travail l'importance primordiale des problèmes économiques. Des formes de socialisme surgissent qui n'ont presque plus rien de commun avec la tradition socialiste française. Les milieux ouvriers font l'essai des grèves, adhèrent à l'Internationale, au marxisme, et proclament la lutte des classes. Fidèle à l'esprit de son temps et à ses idées radicales, Espinas ne discerne pas l'originalité du marxisme comme étude des conditions d'existence des sociétés; il cherche à montrer que les problèmes sociaux sont, avant tout, moraux et politiques. Gambetta n'a-t-il pas dit : « Il n'y a pas de question sociale »? En sociologue, Espinas cherche à comprendre l'état présent de la conscience française par l'étude de la conscience européenne au cours des siècles derniers. Dans la *Philosophie sociale au* XVII^e^ *siècle*, dans le babouvisme, dans le marxisme comme dans l'idéalisme kantien, il voit, à tort ou à raison, l'expression d'un individualismeet d'un humanitarisme qui méconnaissent la dépendance où l'homme est de la société et l'existence réelle des nations. Car il n'y a pas pour lui de sociétés historiques indéterminées, mais des nations. Que sont-elles? « Solidarité d'impressions et de désirs, correspondance de sentiments et de vœux, plexus de croyances et de vouloirs, embrassant le passé à demi oublié et plongeant dans l'avenir inconnu, ce n'est que par des symboles qu'on en peut saisir l'image, et ces symboles remuent les âmes des citoyens aussi bien là où la patrie porte un nom neutre que là où elle se laisse figurer par une forme féminine ». Comme telles, les nations sont des personnes morales, ayant conscience de leur dignité supérieure, possédant un moi irréductible. Soumises à une sorte de rythme, les consciences nationales se prêtent à un mouvement alternatif de contraction et d'expansion d'où sortent la guerre et la paix, la violation et la consolidation du droit international public et privé. Et, en 1901, Espinas donne cet enseignement qu'il est bon de relever à vingt ans de distance : « Je ne risque rien en affirmant que, dans vingt ans, il y aura encore une Europe politique et que les groupes sociaux humains devront pendant plus longtemps encore revêtir la forme des nations. Je dis longtemps; je ne dis pas toujours; on sait que les nations meurent, et elles peuvent toutes disparaître ».

Ainsi la sociologie conduit à la reconnaissance des nations comme organismes sociaux. Elle entraîne une organisation rationnelle du pouvoir et du droit public. « Mais la conscience nationale en son essence infra — ou supra — juridique est recherche de la vérité et de la bonté morale, science, droit non écrit, art et religion ». Dans un monde où Espinas entrevoit, dès 1900, la préparation à la guerre provoquée par une organisation militaire croissante, au rebours de Spencer qui s'abandonne avec sécurité aux raffinements et à l'élégance permis par la richesse des sociétés industrielles, Espinas demande le respect des nationalités, précurseur d'un courant moral suscité par la guerre, de la

littérature politique suscitée par le traité de Versailles. Pour la troisième République, il esquisse une politique fondée sur la conscience nationale, une économie politique s'inspirant des principes de l'école libérale pour faire échec aux doctrines socialistes, une morale laïque fondée sur l'interdépendance des membres du corps social, « dont la tendance générale est le progrès de l'humanité par le service national de la vérité et de l'ordre universel ». Cette morale demande des vertus sociales; cette morale demande souvent des sacrifices sans compensation. « Elle est un ensemble de tâches sérieuses et réglées dont le dévouement terne est la condition la plus fréquente ». Elle comporte l'exercice de la raison qui suffit, en s'appliquant aux phénomènes, à l'organisation politique des cités et à l'équilibre moral des individus. Car elle sait unir dans un même amour la patrie et l'humanité.

Tels sont les traits généraux d'une œuvre qui voulut avoir, dès 1878, le caractère anonyme de collaboration à une œuvre de science collective dont Espinas traçait les grandes lignes en se résignant à un effacement volontaire. Il y avait quelque mérite à l'entreprendre au sein d'une atmosphère hostile qui considérait la subordination de l'homme à la société comme une atteinte à la personne morale, comme une négation de la liberté attestée par le sentiment que nous en avons et les preuves que nous fournit la métaphysique. Les spiritualistes et les néo-kantiens qui dominaient dans l'enseignement universitaire, Tarde qui entreprenait de fonder l'étude de phénomènes sociaux sur une nouvelle monadologie ne pouvaient comprendre et admettre que, seule, notre participation de l'humanité représentée par la société où nous vivons assure notre dignité d'homme.

Cependant Espinas réussissait à dissiper quelques préventions. Fouillée étudie dès 1880, avec la minutie dialectique et la curiosité de surface qui le caractérisent, la *science sociale*. Une dizaine d'années plus tard, c'est Durkheim qui, « cherchant à étendre à la conduite le rationalisme scientifique », entreprend d'étudier objectivement les forces spirituelles qui constituent la réalité sociale. C'est encore, de 1893 à 1896, la fondation à Paris de sociétés, de revues où René Worms et Durkheim prennent une part active. L'apparition de postulats nouveaux, de méthodes nouvelles, de problèmes étroitement délimités et circonscrits, de résultats modestes, atteste que la sociologie vient de rompre avec l'histoire et la philosophie pour entrer dans une ère de spécialité. Partout le même esprit se fait jour. La société apparaît comme un foyer de forces spirituelles et morales. Elle atteste l'existence d'un règne nouveau, elle manifeste l'existence d'une conscience collective qui n'est pas une hypostase, mais un fait d'expérience. Et l'étude des sociétés se poursuit normalement dans les voies où Espinas l'avait engagée.

La politique d'Espinas, dont le caractère démocratique et national

n'est pas sans analogie avec certaines idées de Michelet — bien qu'elle demeure bien moins proche du peuple — est liée à la fortune du radicalisme affaibli coup sur coup par les grands mouvements ouvriers qu'il n'a peut-être pas cherché à comprendre, par la guerre mondiale en qui il n'a pas su discerner une phase nouvelle de l'histoire humaine.

La morale d'Espinas se juge à ses effets. Elle peut paraître simple; elle peut sembler faire appel à des idées abstraites, incapables de susciter une émotion au même titre que les croyances religieuses. Ce fut pourtant la morale de tous ceux qui allèrent sans croyances au devant de la mort : la guerre a prouvé qu'elle était devenue un des éléments de la conscience nationale.

L'action d'Espinas, qui fut fine et mesurée, s'exerça en profondeur plus qu'en surface. Certaines idées sont passées dans le domaine commun et se sont incorporées à notre vie quotidienne; d'autres retrouvent aujourd'hui un caractère saisissant d'actualité. Ni les unes ni les autres n'ont contribué à étendre le renom d'Espinas. Souhaitant faire œuvre de science, il n'avait pas l'art de mettre en valeur ses idées, il ne se souciait guère d'en développer les conséquences logiques, il manquait de cette force d'affirmation qui suscite les disciples. Des maîtres plus jeunes paraissaient. Il appartenait à une génération sacrifiée, il le savait, il n'a rien fait pour empêcher le silence de l'envelopper. Il a accueilli la demi-indifférence des générations nouvelles avec une certaine grandeur d'âme. C'est qu'il y avait en lui une générosité voilée, un stoïcisme latent, caractéristiques des mœurs françaises. C'est qu'il a trouvé dans le dévouement à la science les éléments d'une éthique, le secret de l'égalité d'âme, l'optimisme intellectuel qui élève au-dessus des médiocrités et des petitesses. Ses idées sont vivantes. Une époque peut les taire ou les faire taire. Elles ont pour elles le temps et les retours éternels.

Raymond LENOIR.

1. Cf. R. Lenoir, « La Psychologie de Ribot et la pensée moderne, » *Revue de métaphysique et de morale*, novembre-décembre 1919.

VIE LITTÉRAIRE

Mœurs provinciales et cosmopolites

Le Baiser au lépreux est une terrible histoire d'amour, conflit d'égoïsme, d'adoration et de sensualité révoltée. Une effrayante histoire en vérité. Le roman d'un homme laid qui meurt de ne s'être pas fait aimer. François Mauriac a ce don de conteur des amours désespérées. Les heureux peuvent le lire pour trouver dans son poignant récit de nouvelles raisons de sentir leur bonheur, les autres méditeront cette captivante et douloureuse leçon d'anatomie morale faite sur un sujet atteint de la plus effroyable disgrâce; l'impossiblité de connaître la douceur d'être aimé.

Jean Peloueyre a tout contre lui. Il est chétif et laid. Il n'a plus de mère, et son père est un maladif égoïste de l'abjecte espèce, un sombre tyranneau dévot, dont la dévotion plate et sans esprit de sacrifice sur cette terre n'est qu'une simple affaire, un marché entre cet homme, absorbé par son moi, et le ciel.

Pour ce dédaigné, ce délaissé, ce repoussé, Jean, lui, a la foi, que ni ses amis, ni même son prêtre n'ont su comprendre. Quelqu'un sur l'autel tient la place des amis qu'il n'a pas eus, et la Vierge hérite de cette dévotion qu'il eût vouée à sa mère selon la chair.

M. Peloueyre est un riche propriétaire des Landes. Il a une sœur, Félicité Cazenave, dotée d'un fils, homme considérable, président du Conseil général, et, comme il arrive dans les familles, et surtout en province où les questions d'héritage font la moitié des sourdes intrigues de mille existences par ailleurs privées d'activité, cette dame Cazenave établit ses calculs : Jean Peloueyre, fils d'un père égrotant, pauvre être voué au célibat et à une mort prématurée, canaliserait au profit de Fernand Cazenave la fortune de Peloueyre.

Le père Peloueyre est avec sa sœur sur le pied d'une paix terriblement armée. Le frère et la sœur se haïssent, comme on se hait entre proches parents, entre gens qui se connaissent parfaitement et qui savent où il faut frapper pour se faire une blessure.

La tante Cazenave a épousé la conviction de son fils, politicien radical, anti-clérical, et lorsque M. Jérôme Peloueyre, non point par affection pour Jean, mais pour jouer un tour de sa façon à sa sœur,

pense à marier le pauvre être, le curé immédiatement entre dans le jeu.

De Jean, de son bonheur, de ses aspirations, de sa santé, de sa sensibilité, de ce qu'il peut souhaiter ou désirer, il n'est point question. Pour le père, Jérôme Peloueyre, il ne s'agit que de déjouer les espérances de la tante Cazenave. Pour le prêtre, il ne s'agit que d'empêcher des impies de recueillir un bien dont ils feraient mauvais usage. Jean, si chétif, peut mourir très jeune. Il faut alors, bon gré, mal gré, qu'il se marie, qu'il fasse souche, pour que son héritage ne passe pas aux mains des Cazenave. Fielleux calcul d'un père sans tendresse, aveuglement stupide d'un prêtre par ailleurs rempli d'énergique piété, et qui aura plus tard à se repentir d'avoir cédé à sa haine politique.

Tant de mariages, dans notre beau pays, sont conclus sous ces auspices. Combinaisons d'argent, intérêts de famille, arrangement de convenances. La race en souffre.

Pour atteindre leur but, qui n'est nullement l'union logique de deux êtres capables de s'aider dans l'existence, de se compléter et de former un couple, mais simplement avec l'idée arrêtée de couper l'herbe sous le pied à deux héritiers antipathiques et avides, ce père et ce prêtre s'apprêtent à ruiner deux existences.

Les Cazenave arrivent déjeuner chez leur bon parent, et Jérôme Peloueyre va se faire un sournois plaisir de leur asséner sur la tête la nouvelle du prochain mariage de Jean.

« Dissimulé derrière le tilleul, Jean Peloueyre vit passer Fernand au pas de course, ainsi qu'il faisait toujours, cinq minutes avant ses repas. Sa mère suivait soufflante. Son grand corps tout en jambes, son buste sphérique, sa tête de vieille Junon attachée à ses seins, toute cette forte machine, détraquée, usée, obéissait aux injonctions du fils bien-aimé, comme s'il eût, en pressant un bouton, mis en branle tout un mécanisme. Le conseiller voulut bien s'arrêter pour l'attendre; il essuya avec son mouchoir un front ruisselant et le cuir intérieur de son canotier. Divinité renfrognée, il suait sous l'alpaga. Derrière le binocle, ses métalliques yeux ne reflétaient rien du monde. La mère lui frayait la route, brisant les êtres comme des branches. On racontait qu'elle avait dit un jour : « Si Fernand se marie, ma bru mourra ». Nulle bru ne s'y était risquée, et quelle jeune fille eût consenti à étriller, à nourrir cet homme en place, accoutumé, la cinquantaine franchie, aux soins du premier âge? L'angelus se défit dans la chaleur. Jean Peloueyre entendit le conseiller gronder : « Salopes de cloches ! »

L'annonce du mariage projeté pour Jean par le père et M. le curé assénée immédiatement par Jérôme sur la tête des deux Cazenave, Fernand bondit, demande de quoi se mêle « l'ensoutané », et, entre haut et bas, il demande insolemment si Jean est seulement « mariable ». Sa mère feint de désapprouver la grossière allusion de son fils. Elle se contente d'insinuer hypocritement que « les jeunes femmes ont d'étranges humeurs » et que le régime si strict de son père Jérôme subirait quelque bouleversement. Jean, certes, peut fonder une famille, mais ne sera-ce pas pour son malheur ? car il a des habitudes, des manières, ce cher enfant, comme un vieux garçon.

La féroce tante Cazenave épanche doucereusement tout ce qu'elle peut de dissolvant venin sur la fin du déjeuner. Jérôme Peloueyre triomphant ne répond pas, et le couple de la mère et du fils, unis dans la malfaisance et dans la rapacité, après avoir erré, angoissé, dans le jardin, sans que Jérôme Peloueyre ait consenti à leur apprendre le nom de la future fiancée, se retire mal à l'aise, pendant que l'astucieux Jérôme fait sa sieste.

Enfin Jean, au réveil de son père, connaît celle que l'on lui destine. On ne lui a point demandé sa préférence. Ni son père, ni son confesseur ne l'ont interrogé, ce pauvre Jean, sur l'âme de qui jamais nul ne s'est penché pour savoir quelle eau fraîche et pure frissonne au fond de ce puits de ténèbres dont tous s'écartent, le jugeant desséché. Et pourtant par un miracle, la jeune fille sur laquelle, sans plus d'ailleurs se soucier de son goût à elle que de celui de Jean, s'est porté le choix impérieux du père et du curé, est justement l'élue de son pauvre cœur abandonné; c'est Noémie d'Artiailh, dont, goulûment, lorsque nul ne le voit, Jean contemple la tête brune et bouclée d'ange espagnol, sur un corps ramassé, et dont à la grand'messe, quand au passage elle frôle sa chaise, Jean respire la fraîche odeur de savonnette et de linge propre, dans l'air remué par sa robe de percale.

Il balbutie: « Elle ne voudra pas de moi »; mais son père lui affirme qu'elle « a été pressentie et qu'elle ne montre aucune répugnance », enfin que, d'ailleurs, ce que le curé veut, il le veut bien.

Jérôme Peloueyre n'a que vaguement conscience que son fils pourrait lui opposer un refus. Le curé veut brûler les étapes. Il a arrangé une entrevue des deux jeunes gens pour le lendemain.

Jean, dans un éclair de lucidité, sent qu'il peut encore dire non, se dérober à cette épreuve qui le tente et l'épouvante. Mais chez un ami, il a lu quelques pages de Nietzsche évoquant la morale des Maîtres. Il comprend mal, lui, le sincère chrétien, cet hymne délirant à l'individualisme du poète philosophe. Il pense que c'est pour lui, en épousant cette inespérée Noémie, l'occasion unique, l'instant venu « de s'échapper du troupeau des esclaves et d'agir en maître ». Il va rompre sa chaîne, devenir un homme. Dans son mariage, il ne va pas solliciter, comme il l'a fait vainement jusqu'ici, d'être aimé. Il sera aimé parce qu'il sera « un maître, le Maître. »

Il fait un signe d'assentiment à son père et, fou, grisé de joie, dans l'ivresse de sa future domination, il part à travers la campagne, en dehors de la petite ville où l'annonce de son prochain mariage rend sur le pas des portes, quand il passe, les groupes silencieux, et il rit, « secoue ses épaules, fait craquer ses doigts » en criant aux pins qui soufflent sur lui une haleine d'étuve : « Je suis un Maître ! un Maître ».

Non... Jean Peloueyre n'est pas un maître. Il n'est que le jouet de ces intrigues aveugles de la pauvreté qui accepte un misérable mar-

ché (les d'Artiailh sont ruinés), d'une rancune de famille, et de la mauvaise politique de canton.

La première rencontre de Jean et de Noémie est sinistre. Le curé « qui veut si bien ce qu'il veut » a réuni les deux jeunes gens à son presbytère. Il emmène d'autorité Mme d'Artiailh voir les reine-claude. Jean est seul avec Noémie.

« Il n'y a plus maintenant dans la pièce obscure, comme pour une expérience d'entomologie, qu'un petit mâle noir et apeuré devant la femelle merveilleuse. Jean Peloueyre ne bouge plus, ne lève plus les yeux. C'est inutile désormais; le voilà prisonnier des regards arrêtés sur lui. La vierge mesure de l'œil cette larve qui est son destin. Le beau jeune homme aux interchangeables visages, le compagnon du rêve de toutes les jeunes filles — celui qui offre à leurs insomnies sa dure poitrine et la courroie serrée de deux bras — il se dilue dans le crépuscule de cette cure, il se fond jusqu'à n'être plus. au coin le plus obscur du parloir, que le grillon éperdu ».

Ce sont les fiançailles. Jean Peloueyre est autorisé à venir faire sa cour chez les d'Artiailh, bavarde et pérore, enhardi par le silence de Noémie. Cette belle jeune fille, blottie au coin du canapé, lui paraît indulgente à ses discours; il va même, le pauvre grillon, jusqu'à l'entretenir de Nietzsche. Noémie, morne, essuie ses mains moites avec son mouchoir en boule et elle regarde la porte en attendant anxieuse l'arrivée de sa mère qui viendrait la délivrer... Et le soir, dans sa chambre, Noémie, étendue sur ses draps et livrée à la nuit toute chaude, sanglote et gémit. Interrogée par sa mère, elle dit qu'elle horreur du mariage et qu'elle veut entrer au Carmel.

Sa mère riposte par les arguments du curé, qui a choisi pour elle la voie du mariage et aussi par cet axiome : « On ne refuse pas le fils Peloueyre ». Donc, cette monstrueuse union s'accomplit. Le mariage a lieu. Le père Jérôme Peloueyre, pour s'éviter tout souci et toute fatigue de la cérémonie, comme il l'a fait pendant l'agonie de sa femme, se met au lit, demi-malade, jouant la comédie de la maladie pour satisfaire son abject égoïsme.

La célébration nuptiale a été une cohue railleuse autour de Jean, à qui toute la honte est revenue d'un coup. Il emmène sa femme à Arcachon. C'est la nuit de noce, hélas !... Le lendemain Noémie...

« était pareille à une martyre endormie. Ses cheveux collés au front, comme dans l'agonie, rendaient plus mince son visage d'enfant battu. Les mains en croix sur sa gorge innocente serraient un scapulaire un peu déteint et des médailles saintes. Il aurait fallu baiser ses pieds, saisir ce tendre corps, sans l'éveiller, courir, le tenant ainsi, vers la haute mer, le livrer à la chaste écume ».

Le malheur de Jean Peloueyre est accompli. Sa femme ne l'aimera jamais et lui ne s'en consolera jamais. Jean se meurt auprès de sa femme de n'être pas aimé, et de le savoir atrocement.

Leur existence monotone s'organise à leur retour au logis. Noémie se consacre à la dévotion et aux soins de l'égoïste beau-père. Jérôme

Peloueyre engraisse. Jean se remet à chasser, prétexte pris pour passer les journées loin de celle que, par sa seule présence, il assassine.

Ils n'ont point de dispute... Ils se savent trop blessés pour se porter des coups et chacun veille à ne pas toucher la blessure de l'autre. Jean se croit l'unique coupable, Noémie se hait de n'être pas une épouse selon Dieu.

Si Jean eût été un homme ordinaire, une âme sans aspiration et sans délicatesse, nul doute qu'il ne se fût accommodé de cette existence, et Noémie, vaincue par l'indifférence de ce mari dominé par un calme placide, se serait sans doute éloignée, mollement vaincue. Mais la nervosité douloureuse de Jean est contenue, l'énerve et la meurtrit. Elle vit auprès d'un désespoir sans volonté. Aucun enfant ne vient rapprocher les époux.

Devant ce désastre de deux vies auquel il a singulièrement aidé, le pasteur commence à comprendre. Il est moins sûr de lui. Ne sachant que faire, espérant qu'après une absence Noémie retrouverait dans son mari un autre homme, le curé risque un conseil. Jean, pour continuer un travail d'histoire locale, jadis entrepris, fera un séjour à Paris.

Noémie feint de résister; M. Jérôme qui envisage avec une joie secrète de vivre seul près de sa bru, insiste. Le curé « qui veut si bien ce qu'il veut » revient à la charge. Jean sent le frémissement au fond de Noémie, à la pensée de cette séparation. Il pleure, et, sans résistance contre ces volontés latentes ou manifestes qui le poussent dehors, il s'en va.

A Paris, le malheureux, installé dans le premier hôtel rencontré, passe sa vie dans les cafés à boire, à rêver et à se ronger dans le souvenir. Jamais il n'a tant fumé. Pas une fois il ne franchit le seuil d'une bibliothèque.

Une lettre du curé vient le ramener au bercail. Noémie, chaste épouse, rappelle son mari à elle. La solitude lui a été une volupté continue. Elle est rendue à la vie. Un jeune médecin appelé par le docteur Pierchon, pour soigner son fils tuberculeux, est venu au bourg. Elle a vu de sa fenêtre le joli garçon qui lui a demandé son chemin. Le lendemain, elle a pensé à lui. Les autres jours, elle a fermé sa fenêtre pour ne pas le revoir. Elle est troublée sans s'en rendre compte. Au confessionnal, le curé a compris; Noémie attend son mari à la gare, avec l'espoir, l'absence ayant adouci dans sa mémoire le visage de Jean, de retrouver un époux recréé et qui ne soit pas repoussant. C'est un mourant qui descend du train.

Jean Peloueyre fait dresser, pour lui, dans la chambre conjugale, un petit lit-cage. Le jeune médecin est appelé, car M. Jérôme ne veut pas du docteur Pierchon, qui ne quitte pas le chevet du lit de son fils infesté de microbes, et Noémie se retrouve en présence de la sensation qu'elle fuit.

Jean Peloueyre achève son destin. Assuré de n'être jamais aimé par cette honnête femme qui ne l'aura pas deviné, faible déjà, renonçant à la vie, il cherche la mort.

C'est un miracle, miracle tardif et devant l'irréparable. A chaque rencontre avec le beau garçon au chevet du mourant, Noémie savoure cette certitude que rien ne lui est plus au monde que ce gisant, son époux.

« Jean Peloueyre défendait à Noémie de l'embrasser, mais il acceptait l'imposition de sa main fraîche sur son front. Croyait-il maintenant qu'elle l'aimait ? Il le croyait et disait : « Soyez béni à jamais, mon Dieu, qui, avant que je meure, m'avez donné l'amour d'une femme ». Et comme autrefois dans ses courses solitaires il ruminait indéfiniment le même vers, aujourd'hui, quand il se sentait las de son chapelet et pendant que Noémie tenait son poignet, comptant les pulsations, et répétait à mi-voix le cri de Pauline : *Mon Polyeucte touche à son heure dernière*, il souriait. Non qu'il se crût un martyr. Toujours on avait dit de lui : « C'est un pauvre être ». Et jamais il n'avait douté qu'il en fût un. Le regard en arrière sur l'eau grise de sa vie l'entretenait dans le mépris de soi. Quelle stagnation ! Mais sous ces eaux dormantes avait frémi un secret courant d'eau vive, et voici qu'ayant vécu comme un mort, il mourait comme s'il renaissait ».

Après avoir suivi la lutte muette de sa femme contre le mystérieux désir du jeune docteur qui est beau, après avoir donné à tous le même sourire, et la même gratitude sans nuances, Jean Peloueyre s'éteint. Il a connu l'affection de Noémie, le baiser donné au lépreux, la tendresse qui entourait son corps expirant. Et sur son lit de mort Noémie le contemple ardemment, se disant en elle-même : « Il était beau... »

Plus tard, dans son deuil, en cette femme inculte et sans intelligence, s'éveille confusément la conscience du débat qui a déchiré Jean Peloueyre. Noémie ne se remariera pas. Petite, elle est condamnée à la grandeur. Cette bourgeoise ne peut pas se dépasser elle-même. Toute route lui est fermée, hors le renoncement. La fidélité au mort sera son humble gloire. Elle ne s'y soustrait pas.

Quant au pasteur, en face de ces événements, il ne se lasse pas de rouvrir son procès. Humilié, il pontifie moins. Rien ne lui est plus, que de démêler sa part dans ce drame : a-t-il été l'instrument docile de Dieu ? ou le pauvre curé de campagne s'est-il substitué à l'Etre infini ?

Ainsi se termine cet attachant et cruel récit, où se retrouvent, avec un autre style et sous un mysticisme subjectif, les manières réalistes de Maupassant, et cette terrible logique des caractères, lumineusement exprimés dans l'éternel conflit de l'esprit et de la chair, des mesquineries rapetissantes de la lutte et de l'effort humain vers plus de grandeur et plus de bonté.

Peu d'œuvres littéraires ont étalé avec autant d'art et de force, toute l'horreur de ces attentats à la nature, à la race, à l'amour, des mariages conclus sous l'influence des intérêts d'argent, misère dont plus que tous, nous souffrons, nous autres Français.

* * *

Nous avons maintenant une littérature de voyage assez étendue, pas encore très complète pourtant, car les Français circulent peu à travers le vaste monde, mais cette littérature existe. Elle a son représentant poétique, et l'on pourrait presque dire fantaisiste dans Pierre Loti, qui considère l'univers sous les aspects de sa pensée. Elle a son représentant réaliste, savant, philosophe, dans la personne de Chevrillon, qui a écrit d'admirables pages d'un Bœdeker idéal, sur l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Inde, la Palestine. Nous avons les deux Tharaud, qui décrivent les pays de la Méditerranée. Maintenant la voie est ouverte. D'autres écrivains, au talent descriptif, vont donner une vision française du panorama mondial, les *globe-trotters* renouvelleront l'inspiration littéraire en la vivifiant à sa source même, la nature grandiose, contemplée sous ses vues multiples infiniment variées, et changeantes selon les lieux, les êtres, et les climats.

Avant le conflit des nations, est-ce que nous connaissions bien l'Europe? La grande guerre et les débuts laborieux de la paix semblent prouver que nos plus proches voisins nous étaient étrangers. Cette ignorance n'était pas chose fort heureuse, et nous en avons parfois senti l'inconvénient. Nous devons rendre grâce à ceux qui, ayant le don ou le tourment d'écrire, apportent, chacun selon son tempérament, un peu de clarté au milieu de cette brume, et dissipent quelques erreurs. Le moins qu'ils puissent faire est de susciter la curiosité que l'on a cessé de considérer comme un travers.

Ce n'est point chez soi qu'il convient d'étudier les étrangers, mais chez eux. Si nombreux qu'ils soient parmi nous, leur vrai caractère ne se révèle entièrement que dans leur milieu propre. Le costume de voyage est une manière d'uniforme qui déguise l'idividu. Le voyageur a une façon de penser et d'agir, un esprit spécial qu'il endosse par dessus ses préjugés et ses sentiments nationaux innés, en même temps qu'il revêt son cover-coat et qu'il boucle sa valise. Dans le pays qu'il visite, il arrive en observateur, ou en flâneur, ou en désabusé, et c'est un de ces trois hommes-là que nous voyons. Le fond essentiel, les éléments de sa nature ethnique nous échappent. Il est ailleurs. Il n'a pas, pour faire réagir son tempérament foncier, le milieu habituel de son évolution. Il n'est lui-même qu'à moitié. Souvent il est tout à fait autre.

On ne connaît vraiment l'étranger que si on l'a vu chez lui, dans son atmosphère, entouré des siens, donnant libre essor à ses inclinations à ses travers, à ses conceptions.

Le curieux livre, amusant, pittoresque, œuvre de charme et de bouffonnerie, *Ouvert la nuit*, par Paul Morand, comporte plus d'un sens. Cette série d'aventures féminines, espagnoles, russes, scandinaves,

parisiennes, promène les regards et l'attention du lecteur sur quelques visages de la nouvelle Europe, qui passent rapides, tendres ou grimaçants, comme ces brusques apparitions que,dans une randonnée en auto, le phare étincelant des deux côtés de la route fait surgir des ténèbres pour un instant et que l'ombre engloutit après qu'elles ont, l'espace d'une seconde, rempli d'une vie éclatante et mystérieuse le paysage nocturne à peine visible autour du fugitif resplendissement de leur silhouette.

Ces nuits, ce sont des nuits d'amour, de flirt, de romanesque confrontation avec des héroïnes diverses rencontrées aux quatre coins de la très vieille Europe révolutionnaire, ruinée, bouleversée de fond en comble, au milieu de laquelle se heurte le conflit de tous les régimes, la monarchie, les républiques, le communisme, s'agitant dans des frontières nouvelles ou bien épouvantés devant la fragilité de ces barrières encore respectées, mais qu'un souffle guerrier ou une secousse d'insurrection peut subitement d'un seul coup renverser.

Les ombres des femmes qui passent dans ces nuits traversées d'éclairs haineux,tragiques, de fracas d'éclat de rire,d'effluves de tendresse ou de vice ont une attitude inattendue et originale. Elles sont amoureuses, capricieuses, dépravées ou mélancoliques d'une manière tout à fait personnelle et qui n'est pas celle de leurs aïeules, ni de leurs mères. Créatures de ces temps-ci, elles portent la marque de leur époque. Elles sont libres, elles se veulent libres. Elles circulent dans ces tableaux lumineux sur fond noir, l'Espagnole,l'Italienne,la Parisienne, la Juive hongroise, la Russe, la Scandinave, avec une volonté arrêtée, délirante ou placide d'être libres, d'agir à leur guise, de faire de leur jeunesse, de leur beauté, de leur vie, ce qui leur convient, ce que leur conseillent le caprice, l'instinct, l'entraînement des événements, la fatalité.Le rôle de l'homme auprès d'elles est réduit à fort peu de chose Il n'est ni le protecteur, ni le dominateur. Il est à peine le séducteur. Il est... l'accessoire. Il se glisse auprès d'elles, solliciteur ému ou indifférent, personnage à côté,relégué au second plan, malicieux, assez peu clairvoyant, impulsif et naïf, animé d'une sensibilité intérieure contenue et d'une gaucherie spirituelle, ou bien c'est, sinistre bandit, la pâle arsouille, l'utopique intellectuel... Comparse.

Excentriques, ces créatures... Sans doute. Exceptionnelles?...Non pas. Leurs sœurs sont très nombreuses.

En dépit d'une forme appuyée, brève,robuste,toutes ces images sont solides, faites d'allusions matérielles, insolites et justes, chargées de couleurs crues et d'un contour à l'emporte-pièce d'une brutale élégance. Chacun de ces épisodes nocturnes est une sorte de poème, la narration lyrico-bouffonne d'une aventure arrivée, un poème improvisé, semble-t-il, au milieu de la rumeur d'un bar cosmopolite, parmi les buveurs qui discutent un coup au jeu ou les performances d'un athlète. Juché

sur sa haute chaise devant un mélange alcoolique qui fouette son inspiration, l'improvisateur cherche à dominer de la voix le fracas d'un jazz. Il lance son récit avec des raccourcis de phrase, des allégories surgies violentes et expressives de sa mémoire, dans laquelle se retrouvent les vives émotions du voyageur, le désir de la nouveauté, la sensation de l'isolement et de l'inconnu. Il parle avec des mots précis et crus qui dessinent des fragments de dialogue, des esquisses hâtives de physionomies entrevues qu'il ne reverra jamais et qui font jaillir l'évocation des couleurs, des bruits, des formes et surtout des odeurs, cet élément bestial, excitateur puissant de tout souvenir. Le conteur haletant, étourdi, revit ses aventures par secousses. Il se donne avec intensité, il vibre, il raille,et il étouffe à chaque instant un regret vague, une déception encore meurtrie qui frissonne en son cœur.Et il crie plus fort et il abrège son histoire. C'est un homme qui a laissé quelque chose derrière lui, et qui veut délibérément tourner le dos ironiquement au passé dont il parle. Cette énergie est une grâce, ce pathétique inachevé est éloquent, et chaque fois qu'un homme jeune parle de ses amours avec véhémence, il réveille en lui le poète.

Remedios, l'héroïne de *La nuit catalane*, est la jeune veuve du libertaire Esteban Puig, fusillé à Barcelone. Pierre, le narrateur, la rencontre à Lausanne, dans le train qui les ramenait tous les deux à Paris. Remedios est belle, jolie, curieuse. Elle vient d'une grande réunion de l'Internationale.

Pierre plaisantant avec elle, jouant avec son chien qu'il caresse (qui m'aime, aime mon chien) la devine ainsi.

« Remedios est de petite bourgeoisie et trop inclinée naturellement à une vie de bien-être et de mollesse, sous un ciel doux; elle n'est pas une veuve aimable, dévouée à ses lapins blancs et à ses vignes, prenant l'air du soir en voiture, la tête sous le voile. Il lui faut le grand combat international, la mêlée européenne, des climats rudes, des tournées de propagande, des conférences pour forcer l'attention, pour gagner le peuple, servir la mémoire du défunt, obtenir la révision de son procès infâme.

L'enthousiasme lui sort des yeux, des lèvres, du creux des mains, avec quelque chose d'enjoué et de puéril particulièrement attrayant. Tantôt elle traduit solennellement sa pensée, signifiant à un monde pourri sa déchéance, « lui jetant sa faute » dit-elle; tantôt, impétueuse, elle épilogue au galop dans un galimatias forcené, mais qui ne parvient pas à altérer sa grâce... La bruyante charité espagnole chez elle s'est muée en une ferveur despotique, que l'éloquence seule délaye. Le fond reste une sèche et rigoureuse religion et la forme plus voisine que tout de la prière...

« — Homme, une vie tient dans quatre verbes, dit-elle : servir, savoir, croire, aimer.

Après avoir voyagé ensemble jusqu'à Paris et s'être quittés, curieux l'un de l'autre, sur le quai de la gare, Remedios et Pierre se retrouvent chez Samuel Pacifico, professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand. Un homme bizarre, physionomie trouble et puissante. Pacifico est illustre à l'étranger parmi les libertaires, et son influence occulte pèse d'un poids mystérieux sur la politique de son pays.

Société panachée chez Pacifico : des universitaires, des préparateurs aux doigts rongés d'acide, un professeur de sémantique, un vieux monsieur aux joues peintes qui répare la dentelle ancienne.

Là, Pierre qui continue d'observer Remedios, goûte chez cette révoltée outre son nez d'enfant, sa bouche charnue, son front court et ses yeux ronds pleins d'un feu permanent et inoffensif. La bienséance, l'honnêteté des sentiments, une hérédité catholique : mêlée à cette reconnaissance respectueuse de la bourgeoise espagnole envers l'homme, qui est un souvenir des Maures. Remedios est une sirène dans les eaux du marxisme.

Chez Pacifico, les deux jeunes gens apprennent à se connaître. A travers la déclamation libertaire de la veuve d'Esteban Puig, son amoureux perspicace comprend que cette femme étrange a plus de charme que de beauté, plus de sensibilité que d'intelligence, plus de sens religieux surtout que de sens politique. En somme, Remedios est surtout très femme.

Le lendemain, Remedios accepte de dîner au cabaret avec son flirt. Soirée inoubliable. Remedios porte une toilette pharamineuse, ruisselante de brillants sous un manteau liberty noir capitonné d'un grand décolleté, avec un peigne d'écaille haut d'un pied qui la surmonte, et un éventail de plumes vertes. C'est une robe de Worth, et qui s'appelle *Soir d'Orient*.

Ce *Soir d'Orient* effraie Pierre. Il emmène Remedios dans un restaurant où cette extraordinaire toilette, sans passer complètement inaperçue, chose impossible, ne cause pas trop de stupeur. Remedios, tout en dégustant des huîtres, annonce à Pierre qu'elle vient le jour même de faire dresser l'acte de renonciation à la fortune que Puig lui a laissée. Elle fait passer tout entière cette donation à l'Institut socialiste. Et souriant, miaaudant, faisant des grâces et jetant un coup d'œil dans sa glace à main, elle raconte l'œuvre de Puig, sa liaison avec le libertaire et la mort de celui que l'on nomme «le martyr de Monjuich». Remedios, avec une grâce inconsciente et impulsive, tout en racontant la fin terrible de son premier mari, l'amour qu'il eut pour elle et la reconnaissance qu'elle doit à cet homme supérieur, qui l'a élevée jusqu'à lui, quand elle n'était qu'une petite institutrice d'une école de banlieue, mêle à ce fouillis de souvenirs jetés sur la table du cabaret de parties fines le souci de sa beauté, et les gestes de sa coquetterie qui l'attire vers le Français railleur et épris qu'elle a en face d'elle.

Remedios plaît infiniment à Pierre. Pour vivre, elle va donner des leçons d'espagnol. Pierre réclame aussitôt la faveur d'être un de ses élèves, et incontinent, sur la nappe, devant une *jota* dessinée par le bâton de rouge de Remedios, Pierre prend sa première leçon. Remedios, charmée, se dit surprise de ses progrès. Pierre aime Remedios pour la vie, pense-t-il.

Deux jours plus tard, lorsqu'il arrive à l'hôtel de Remedios pour prendre sa deuxième leçon d'espagnol, Pierre stupéfait apprend qu'elle est partie la veille pour Barcelone. Il est accablé. Il a pris en deux jours l'habitude de Remedios. Il se sent soudain « confit » dans une fidélité nouvelle. Puis il reçoit une carte postale de Port-Vendres, et Pacifico affirme à Pierre que Remedios a bien gagné Barcelone. Voici novembre. Et c'est ainsi que Pierre commente son regret de la soudaine disparition de cette femme captivante et excentrique :

« Le regret que j'avais de Remedios n'alla pas en s'atténuant. Nos premières rencontres me semblaient une précaution de la destinée pour que, de toutes façons, nos vies ne pussent être l'une à l'autre toujours ignorées. Je dressais des états récapitulatifs. J'avais d'abord aimé sa voix, cassée par les réunions publiques, ses courtes mains, rendues plus courtes par des mitaines, son pouce d'assassin, ses aventures mêlées de léthargies, son entreprise d'anarchie, puis le sommaire catalogue de ses idées, le répertoire de ses souffrances, sa bonté, et aussi cette récréation continuelle qu'offrait son goût du plaisir, ses dispositions naturelles au devoir et les insurrections qui la jetaient hors de sa destinée. Je la revoyais irresponsable, romanesque et souriante ».

Pierre est amoureux, d'un amour un peu disloqué, qui jongle avec ses impressions, pirouette devant ses déceptions et cherche toujours à escamoter son élan, le sursaut de la passion, du désir et du caprice. Cette femme qui l'attire, il tente de se la représenter dans sa pensée, non point comme il la voit, parée de l'illusion charmante de l'amour qu'elle lui inspire, mais telle que l'aperçoivent les indifférents, ceux qui n'entendent que « sa voix cassée par les réunions publiques », qui ne regardent que ses courtes mains, son pouce d'assassin, qui ne discernent que « ses idées sommaires ». Et, d'un brusque mouvement, il revient à elle dans une brusque glissade d'émotion et, attendri, il la contemple, irresponsable, romanesque et souriante.

Il l'aime, cet amoureux subtil et biscornu, cynique et hésitant, soupirant et blagueur. Lorsqu'il apprend dans les journaux la grave mesure de réaction prise par le gouvernement espagnol en Catalogne, il ne peut endurer la pensée que, loin de lui, « Remedios s'empressait peut-être vers l'infortune ». Et il prend l'express du soir.

Barcelone ! D'abord, la course de taureaux, véritable « boucherie déchirante où le taureau est la proie d'hommes vêtus d'argent, disposés dans l'arène comme des pions. Un à un ils ouvrent leurs ailes, s'envolent et viennent se poser devant les cornes vermeilles... » Deux jours de recherches. A l'Institut socialiste (pourquoi diable ! Pierre n'y a-t-il pas couru tout de suite ?) le voyageur obtient le numéro de téléphone de Remedios. Il entend sa voix. Remedios lui donne rendez-vous dans la banlieue pour le lendemain matin sept heures. Il raconte et décrit.

« Un taxi vint me prendre pour me conduire au parc de Vich, où Remedios m'avait donné rendez-vous. Sur la place Colomb, la confrérie des mendiants allongés sur deux chaises de fer dormait. Ils étaient là une centaine, la fi-

gure noire, les pieds enveloppés dans des journaux du soir, sous les palmiers à peau de pachyderme, s'épouillant dans leurs rêves. Parmi eux, un monsieur en smoking, une fleur à la boutonnière, ayant renoncé à son domicile, ronflait la bouche ouverte. La voiture suivit le faubourg d'Argelles, quartier des enrichis à la Bourse aux cotons. A Vich, je doutai de mon réveil; ce n'était que villas tordues comme des guimauves, prenant le jour par des fenêtres en cotte de mailles, défendues par des algues métalliques, des lianes en zinc peintes en vert, en rose tendre. Sous des blindages gondolés, des maisons en caoutchouc s'affaissaient, trouées d'une porte béante, par où la rue continuait, montant en pente douce jusqu'au toit. A leur flanc, les loges de portiers pendaient comme des fibromes, les cheminées poussaient des varices bulbeuses au haut des murs où se battaient des chimères, dans un buisson d'iris forgé. Puis, les architectes s'étant épuisés, les avenues n'apparurent plus que grâce aux plaques indicatrices, perdues dans les terrains vagues. Çà et là, encore un hôtel particulier dressant, entre les maraîchers, sa silhouette de pièce montée gratinée d'amandes, hérissée de pierres meulières, pralines mal réparties. Enfin la voiture s'arrêta en face d'une terrasse en céramique, ornée de fruits confits, soutenue par douze dolmens ivres. Le plateau devait être aussi un toit, car en émergeaient, en guise d'arbres, des tuyaux vernissés percés de trous de salière. Dans l'allée qui se tordait en ver coupé, je m'engageai et, par des spirales, gagnai le pavillon en damier où, souriante, parmi les aloès, Remedios m'attendait. Elle était presque nue sous un cache-poussière lilas de chez Valentin, le roi des caoutchoucs. Ses cheveux huilés prenaient le ciel. Elle roula vers moi des yeux d'aquarium en ce baiser sans objet qu'est une moue :

« — Sympathique, êtes-vous satisfait ?

« — Je rêve, je vous adore ».

Remedios exubérante s'explique :

« — Comment vous expliquer, dit-elle, les sacrifices que je fais en renonçant à ma résistance? Vous survenez à un moment terrible où je ne devrais voir personne, mais le ciel... C'est ici le parc de Vich, offert à la ville par un Catalan qui a fait sa fortune au Chili. Bagatelle et Luna-Park à la fois. Avouez que c'est idyllique, ces talus, ces aloès, ces dessins en verre pilé, et le soir dans la grotte ces orchestres à vapeur. Je suis heureuse, comme dans le tango connu : *Je voudrais être abeille et mourir dans les fleurs.* Au lieu de ça, il faut lutter toujours. Oh ! à vous je peux bien le dire maintenant, je n'étais pas faite pour ça. Je suis secrétaire du parti, présidente honoraire, avec Anatole France, d'une ligue libertaire, ensuite voyageuse, conférencière et propagandiste. Mais ce que j'aime, voyez-vous, c'est déjeuner en robe de chambre, avoir une petite bonne et des oiseaux, faire monter le coiffeur, m'endormir dans des bras forts, prendre le chocolat au lit, aller au cinéma à l'heure de l'apéritif, la fonction-vermouth, comme on dit ici, dîner avec mes sœurs au milieu de mes neveux et de mes nièces, et en rentrant chez moi, près de mon lit, trouver des roses. Qu'entre nous, cet aveu descende au tombeau. Maintenant partez. Je ne suis pas sûre de n'avoir pas été suivie, bien qu'étant accourue au saut du lit. Reprenez dès ce soir le train pour la France ».

Mais Pierre ne part pas... Remedios en est arrivée à l'aveu de sa vraie nature. Elle est une femme comme tant d'autres, aimante, gentiment rieuse et futile, indolente, éprise de l'idéal d'une existence monotone faites de doux plaisirs et d'amusements sans efforts. Des fleurs, des bonbons, des baisers... Mais elle est la veuve de Puig, le libérateur, elle a une mission ! Et le roi d'Espagne doit le lendemain venir passer en revue les troupes qui partent pour le Maroc où l'on se bat...

A l'arrière-plan de leur courte idylle, un personnage mystérieux circule. Pour l'enlever à ce bonheur de petite femme qu'elle rêve et pour lequel en réalité elle est uniquement faite, Remedios n'a pas seulement la mémoire tragique du fusillé de Monjuich, mais un vivant, sombre, jaloux, un frénétique amoureux qui la poursuit. Le sort des femmes, si

libres qu'elles soient, est encore d'être ou vacillantes, ou partagées, ou menacées entre deux hommes. Pierre l'apprend ainsi.

« Je veux ouvrir la fenêtre, mais Remedios se jette sur le rideau et le rabat d'un coup.
— Est-ce à cause de celui-ci qui fait les cent pas ?
J'ai remarqué depuis quelque temps déjà un homme très grand, voûté, avec une belle figure de porcelaine, empaquetée dans de la barbe, qui nous surveille.
— Oui, c'est José Salt.
— La police ?
— Non.
— Un jaloux ?...
— C'est assez lamentable. Salt était jadis professeur d'histoire à l'Institut. Il subissait Puig et le servait avec intelligence, envie et vanité. Je fis à mon tour une classe, comme vous savez, et devins la compagne de Puig. Salt s'éprit de moi et perdit le repos. Il nous épia, nous suivit, nous combla de lettres anonymes, et nous dénonça probablement à la police, bref, devint si singulier que Puig, malgré sa douceur et sa maîtrise de soi, eut avec lui une altercation, à la suite de laquelle Salt dut quitter l'Institut. Il était en Angleterre lors des événements. Je l'ai retrouvé ici à mon retour, me fuyant, me dédiant des poèmes. Il a repris ses cours — des prêches d'illuminé que les élèves désertent — passe la nuit dans les églises, prend de la cocaïne. Hier, il m'a abordée dans la rue, m'a demandé de vivre avec lui et, comme je cherchais à l'éloigner, il m'a déclaré qu'il ferait demain un bouquet des fleurs que je préfère, qu'il y placerait une bombe et jetterait le tout d'une fenêtre dans la voiture du roi, au retour de la revue !

Cet intermède (prologue d'une tragédie) passé, Remedios redevient la petite femme exclusive, jalouse et puérile. Elle exprime son désir à Pierre.

« — Je voudrais que vous soyez un chat... Et que vous ne me quittiez plus. Le jour, on vous mettrait dans un petit panier, et le soir on vous sortirait et vous reprendriez votre forme humaine. »

Et Pierre ? Atteint de cette fuite des idées, de cette indécision dans les desseins, de cette instabilité d'un esprit exagérément, décevamment critique, Pierre subit déjà le désenchantement. Pour lui, maintenant, Remedios est une femme qui « a le buste trop long dans lequel tient en hauteur un seul soupir ».

A ses yeux,

« Remedios diminue. Elle devient désormais une compagne modique. Elle a cessé cette autoritaire parade par où, en Suisse, en France, elle s'affirmait. La patrie l'amoindrit. Est-ce pour cela qu'elle souhaitait n'en plus avoir ?... Elle était gloire et amour. La voici commode, luisante et flexible ; un ustensile de ménage. »

Remedios « ustensile de ménage » a plus de fermeté dans ses propos que Pierre le délicieux velléitaire. Nuit catalane. Remedios a promis à Pierre de venir le rejoindre. « Elle posera lentement sa tête sur son épaule, dit-elle, et ils vogueront ensemble au pays des rêves conventionnels, sans héroïsme ». Dernière nuit, nuit d'attente. Pierre prend une chambre, commande un dîner pour deux. A ce moment, il y a une explosion. L'électricité manque soudain. Pierre allume trois bougies. Pierre seul, attendant Remedios, à la lueur de ces trois bougies,

après la lointaine explosion et l'extinction de la lumière électrique, se livre à des réflexions...

« J'ouvris la fenêtre, elle donnait sur une cour d'où montaient la bisque d'écrevisse et la lessive. Je comptai les fleurs du couvre-lit, frottai avec les rideaux les flacons oxydés d'un nécessaire, puis dissimulai mes pantoufles. Enfin je mis machinalement des fleurs dans un vase sans eau, comme au théâtre. Remedios voudrait me voir chat, dans un petit panier. Elle m'a promis un porte-cigarettes, avec une blonde nue au bord de la mer. Elle a fait porter à mon hôtel — pourquoi? — le buste d'Esteban Puig, avec ses yeux révulsés, enveloppé dans une toile cirée. J'ai dû le mettre sous mon lit. Que faire?... Finirai-je un jour par me résigner? A vivre. Puis à vivre seul ou à prendre les autres comme ils sont... Je prends des résolutions. Il est nécessaire que je m'enthousiasme. Je dois être plus déchiré, plus émouvant. Peut-être une chronique exaltation. Remedios est incomparable, elle a un rayon au front. Las de l'attendre, je dînai. Toutes les vingt minutes, le funiculaire annonçait son arrivée par un choc, dont tremblait la montagne, suivie d'une chasse d'eau. Alors mon anxiété redoublait. Je tendais l'oreille. Mais Remedios n'était pas encore dans celui-là. Je n'osais m'expliquer son retard dans la crainte d'éveiller des forces contraires qui l'empêcheraient absolument d'arriver jusqu'à moi.

De tout mon cœur, je désirais Remedios et souhaitais la voir contenue avec moi entre ces quatre parois lisses de linoleum. J'oubliais que le matin même j'eusse tout donné pour rentrer à Paris... Je me couchai tout habillé. Vers deux heures du matin mes voisins qui, sans repos, crachaient des mots turbulents, firent monter une entre-côte et du manzanilla. Puis un enfant cria, annonçant l'aube. Un autre enfant lui répondit. J'avais laissé une porte entr'ouverte et, à chaque bruit, je tressaillais. Je dormis cent fois une seconde... A chaque sursaut je trouvai l'oreiller voisin, gonflé et froid; la chambre infinie, éclairée seulement par la lune qu'une glace courtoise dirigeait sur l'eau poussiéreuse d'un seau à incendie. Puis, en une fois, je m'enfonçai.

Ce ne fut que le lendemain que j'appris l'attentat et l'arrestation de Remedios »

Fin de cette nuit d'attente solitaire. Remedios « l'incomparable », Remedios avec « un rayon au front » a poursuivi sa destinée. Pendant que son ami léger, au cœur inconsistant et ardent, atteint d'une « chronique exaltation », l'attendait, Remedios ou Salt, son poursuivant extatique (les deux peut-être) ont tenté de venger le « martyr de Monjuich » ! Ceux-là, mieux que ce séduisant et spirituel Pierre, savaient ce qu'ils voulaient.

La nuit turque, Constantinople-Péra, un restaurant bondé de Russes réfugiés et des débris des armées blanches et de la tourbe balkanique, levantine, méditeranéenne, un restaurant où Pierre rencontre Anna Valentinovna, une connaissance de Biarritz, au temps heureux de l'avant-guerre. Cette amie russe, fille de grande famille, avec d'autres dames de sa qualité, est serveuse. Effrayant avatar des émigrés de la Russie tsariste.

« Nous prîmes une table. Je dis alors à Anna que ma joie de la revoir était immense et que j'étais toujours aussi amoureux d'elle, mais elle me reprocha d'abuser de son malheur.

— Empressé, sensuel et sérieux, comme tous les Français. Passion et sécurité, mais tendrement taquins tous, et tant d'esprit ! On a donné de cette nourriture là depuis cinq ans à ma carcasse, ajouta-t-elle en se frappant le bras avec le manche de mon couteau !

Elle se leva, car un officier anglais demandait l'addition.

— On dirait que vous n'avez jamais fait que cela.

— Je suis une biche russe. Peuple de fous, nous nous habituons à tout, et nous décourageons à la longue les mauvais imagineurs. Nous ne fermons pas les poings et la mâchoire pour boxer les dieux, comme les Anglais; nous n'acceptons pas, comme vous, la destinée avec intelligence et mauvaise humeur. Servir est ennuyeux, mais pas plus qu'être servi et que tous les soirs danser à l'hôtel du Palais ».

Résignation russe après l'exubérance et la ferveur mystique espagnole. Anna Valentinovna raconte son histoire : l'envahissement de son domaine par les soldats russes retour du front. Pillage, meurtres des soldats rouges qui viennent s'emparer de ses bijoux, dont elle cache une partie. L'adjudant bandit qui lui laisse, à sa demande, sa timbale d'enfant, en vermeil, et lui baise la main avant de se retirer, après lui avoir enlevé du doigt un cabochon d'émeraude. Le triomphe éphémère de Denikine, puis la fuite, les grands seigneurs russes transformés à l'étranger en laveurs de vaisselle, en marchands d'allumettes chimiques...

— « ... je n'ai pas couché dans des draps depuis deux ans ».

L'orchestre du cabaret joue *Phi-Phi* pendant ces confidences.

« — Ce que je vous raconte vous paraît romanesque. Mais tout en Russie est romanesque, même la joie, même l'ennui. Les femmes y ajoutent. Elles sont mêlées à la guerre, à la politique, à l'espionnage, aux affaires; elles vivent dans les trains auprès des généraux, dans les cabinets des ministres, dans les bois, dans les prisons, sur les fleuves et n'interviennent pas, comme les Françaises, pour apporter encore plus de bon sens et d'économie à l'existence des hommes. Où que nous soyons, tout devient extrême. Voyez Constantinople : la misère y est incroyable, la dépense plus folle que jamais; on boit, on triche, on se pique, on meurt ou l'on fait des affaires avec une habileté et une malhonnêteté qui étonnent même Péra... »

Et elle ajoute :

« — Oui, nous rentrerons peut-être un jour en Russie, peut-être... »

« Peut-être », ce grand mot des insouciants, cette formule de l'espérance imprécise molle et persistante, toute en superficie immense, illimitée.

« Ce mot si doux prenait chez elle une intonation soyeuse, lointaine. Il n'alourdissait pas l'avenir, mais le soulignait d'un trait à peine appuyé, comme les sapins bleus l'horizon et créait un mirage dont elle n'était point dupe. Les termes concrets eux-mêmes subissaient cette étonnante transformation que leur imprime les lèvres russes, devenaient comme l'ombre de la vérité, perdaient toute leur force. On en venait à craindre que tout ce qu'elle racontait n'eût pas existé, Déconcertant langage où la grammaire elle-même, au lieu de fixer les mots, les libère et contient plusieurs passés de plus en plus dérobés à la vérité, où hier même finit par être mis en doute.

— Peut-être...

... Toute chose est possible puisqu'elle porte en germe son contraire : »

Pierre se souvient d'avoir demandé à Anna de l'épouser, et il la revoit, dans ces circonstances inouïes, la même que jadis toute en-

cerclée d'un charme où l'on se trouvait pris, mais qui cessait à quelques pas d'elle.

Anna n'a qu'un projet : revenir à Paris. Elle attend d'avoir gagné assez d'argent comme serveuse pour pouvoir retirer des mains d'un usurier sa pelisse, engagée sans son consentement par un réfugié, le prince Samarine, un jour que le vieux prince voulait boire. Dans la doublure de cette pelisse se trouvaient, cousues, trois obligations de la ville de Paris de mille francs chacune.

Pierre offre immédiatement à Anna d'aller avec elle dégager la pelisse. La serveuse obtient la permission de quitter le restaurant avant sa fermeture, car les prêteurs sur gages restent ouverts après minuit.

« La Russie ne peut pas mourir, dit Anna comme nous sortions. Peut-être ce malheur lui forge-t-il en ce moment une âme nouvelle, plus grande et plus fière ! Notre jeunesse est fauchée, mais les enfants grandissent. Voyez ces Russes de Constantinople, de Bakou, de Vladivostok, de Sakhaline ; chez eux, l'amour de la patrie est intense. Il faut bien peu de temps aujourd'hui pour fonder un empire puissant, encore moins de temps pour l'abattre. Ce qui est au bas de la roue, demain atteindra peut-être le point le plus élevé. N'oubliez pas cela à Paris... Au fond, non, dit-elle en se ravisant ; je ne crois pas à mes paroles. Tout va mourir, mais il le faut pour que tout puisse renaître ».

Pierre se met en route avec Anna.

« Dehors, la nuit était obscure. Le vent de la mer Noire passait dans le Bosphore, immense sifflet. Le long des Petits-Champs, des carabiniers italiens, des gendarmes français, les Military Police à casquettes rouges semblaient guetter au coin des rues un malfaiteur international, que nulle frontière ne pouvait protéger. A mesure que nous descendions, de hideuses fillettes bouffies de fard, aux tresses décolorées, à la racine des cheveux noirs, invitaient le passant « *Au Bar de la belle Crète* ». De grands tramways d'or, comme des boîtes de laques, se hâtaient en gémissant. Au haut de la vieille tour génoise de Galata, on entendait crépiter les étincelles de l'amirauté britannique ».

La voici au logis d'Anna Valentinovna, qui demeure avec les Samarine.

« Nous pénétrâmes par une soupente, dans une cave où trois personnes prenaient leur repas. C'étaient hier encore les trois plus gros propriétaires du gouvernement de Toula : le prince Samarine et ses deux sœurs, Georgina et Aninka, des cousines d'Anna. Cela sentait l'alcool et le salpêtre, plus cette fade odeur russe de cachemire et de cuir. Les deux vieilles dames d'honneur de l'Impératrice mère portaient épinglé à leur corsage le ruban de l'ordre de Catherine. Elles élevaient des lapins sous leur lit, priaient en inclinant devant les icônes leurs vieilles têtes que les Anglais avaient rasées à Lemnos à cause de la vermine, et prenaient leur repas dans des écuelles ébréchées avec de l'argenterie de famille sauvée du naufrage ».

La prince Samarine, qui ressemble à un saint Nicolas, dans sa longue capote de l'infanterie anglaise, avec une grosse rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière, a conservé des manières de grand seigneur, abominablement toqué. Au milieu de ce taudis, il exprime à Pierre, en regrets cérémonieux de vieil ivrogne invétéré, de ne pouvoir lui offrir « une fine Napoléon ». Il demande des nouvelles de Paris (de Paris en 1885) dans le langage de l'époque.

« Paris est-il aussi vilain, aussi « pschutt »? On m'apprend que le ton y est donné par les juifs. Voyez où ils nous ont menés. J'ai présenté ma démission au Jockey, le jour de l'élection du baron Gustave. Belle époque, Monsieur ! »

Et ce sont, dans cette tragique détresse, les évocations du cirque Mollier, du grand steeple d'Auteuil, du bal des cardinaux de la princesse de Sagan et des mots de revue du marquis de Massa. Il termine par une invitation dans ses terres, car ce délirant inconscient compte bien revenir en Russie, dans son domaine, où l'on boira son tokay et où l'on tirera ses perdrix, ses faisans et ses fameux daims nourris « avec du lait de femme ».

Les deux vieilles sœurs se disputent. L'une d'elles, exaltée par ces souvenirs, déclare qu'elle veut rentrer en Russie, et l'autre, monomane terrifiée, lui fait un geste de sa main en ciseaux, en lui disant :

« — On te coupera le cou, Georgina ! On te coupera le cou ! »

Il y a la folie rouge, mais ces vieux nobles, au milieu de ce désastre, stupidement confiants dans l'éternelle puissance de leur fortune et de leurs rangs, représentent, eux, la folie blanche.

Anna et Pierre quittent ces divagants vieillards après qu'Anna s'est munie du reçu de sa pelisse afin de dégager le précieux vêtement.

En chemin, ils passent devant le bureau de la Presse russe, qui exhibe, illuminée par une lampe électrique, une carte du front Wrangel. Vision de la foule des émigrés qui tous portent dans leur âme la force négative du séduisant et de l'aberrant « peut-être ».

« Les Russes par groupes, causaient, lisaient les dépêches, s'annonçant l'arrivée du paquebot de Crimée. Tous ensemble venaient se pencher au bord de cet abîme sans fond qu'est la Russie rouge d'où ne parviennent que des cris, des coups de feu, des claquements de fouet, et jamais une nouvelle de ceux qui y sont enfermés, aucune lueur d'espoir. Dans la nuit tardive, ils restaient là, par désœuvrement grégaire et toujours noctambules, en d'étranges déguisements, en d'incroyables mises. Des intellectuels à cheveux collés par la crasse, en babouches turques, poursuivaient des sophismes derrière leur lorgnon de fer; un ambigu ménage slave, sans sexe, sans âge, avec de hauts talons, des complets gris tendre reprisés aux genoux, suivi d'un king-charles de mille livres, causait avec la voix de cochers russes, puis des uniformes, si l'on peut dire. Des lanciers en blouse et en canotier; de l'infanterie avec des écussons de régiments cousus sur le col de velours d'une redingote; un général en chandail et complet cycliste avec la croix de Saint-George au cou donnant le bras à une vieille mère, des colonels du train des équipages, le cou serré dans un foulard de soie noire, vendaient la *Gazette de Sébastopol*. Et presque tous, avec un visage oriental sur lequel ne se déchiffrait ni ennui, ni impatience, ni chagrin, rien qu'une fatigue immense ».

Est-ce pour échapper à cette affreuse cohue d'un monde en déroute effondré dans sa misère, dans son insouciance, et dans son aveugle confiance, soutenu par cet hallucinant « peut-être » qui contient pour cette foule guenilleuse tout le présent et tout l'avenir, qu'Anna Valentinovna veut revenir à Paris? Elle a enfin retiré sa pelisse. Les valeurs sont bien dans la doublure. Elle remercie Pierre, avec des

larmes aux yeux et la gratitude ambiguë d'un rêve de tendresse ancienne froissée. Ce remerciement restrictif est presque un aveu d'amour.

« — Je voudrais vous dire merci et pourtant je ne peux pas me consoler de vous devoir ce service ».

Pierre la réconforte, lui conseille d'aller voir à Paris ses amis qui l'adoreront... Anna a d'autres projets. Enveloppée dans une résignation sans effort, elle ne quitte pas cette frontière de son pays dévasté pour refaire sa vie. Au contraire, la douceur pathétique de son simple adieu à Pierre ne contient que la confession du désir d'une dernière joie.

« — J'irai à Paris pour moi toute seule. Ce sera une joie dernière. Car voyez-vous, et elle indiquait par dessus la Corne d'or, au-delà du Bosphore et de la mer, la route qu'elle avait suivie pour venir, je ne retournerai jamais là-bas. Je ne reverrai jamais mon pays. Le pourrais-je que je ne le ferais pas, puisque rien ne peut subsister de ma vie d'autrefois. Je suis jeune, mais plus toute jeune, et je sais le poids des paroles. Puisque vous partez en Orient et que vous êtes mon ami, je puis vous avouer qu'ici devant votre résidence, c'est un adieu que je vous dis. A Paris, je descendrai à l'hôtel du quai Voltaire parce que le Louvre est bien royal le soir vers cinq heures, à la fin de l'automne ; je réglerai quelques affaires de famille ; je verrai l'église de la rue Pierre-le-Grand où je fus baptisée. La seconde semaine après mon arrivée, je serai à peu près sans ressources. A ce moment-là, je compte me pendre et en finir avec ces tristesses trop connues. J'espère que vous penserez à moi comme je pense à vous. Adieu ».

Et Anna Valentinovna, qui espère au-delà de la mort une réponse à son éternel « peut-être », disparaît dans la nuit turque, dont l'obscurité se referme sur elle, comme les flots de la mer sur une épave qui coule à fond...

D'autres nuits encore viennent étendre leur ombre et projeter leur clarté dans ce livre.

Nuit romaine, terme dernier des aventures de la fantasque Isabelle, vierge folle qui passe, aime, s'agite, et qui meurt étranglée par un mystérieux ami, comme un héroïne de cinéma.

Nuit parisienne ! La course des six jours au Vel' d'Hiv' ! Petit-Mathieu champion cycliste, sur la porte, dans le brouhaha de l'arène, et Pierre avec Léa, la camarade du « ténor de la pédale » rencontrée au lavabo d'un dancing, suivant avec passion les « sprints » acclamés par la tribune populaire. Poussière, tapage, engueulades, enthousiasme autour de ce nocturne amour de Paris, dont l'argot essentiel contient deux expressions typiques évoquant l'enfance, évoquant le vol : « avoir le béguin », « être chipé » !

Nuit hongroise, sinistre nuit d'orgie dans un jardin de Paris de Budapesth, ville de misère, de débauche et de crime où disparaît Saël, la belle danseuse juive, victime de la fureur antisémite des anciens sujets du catholique roi Charles.

Nuit nordique, la nuit de la Saint-Jean, qui ne finit pas, où Pierre

a d'étranges entretiens dans une étrange tenue, avec Aïno, la petite Scandinave, instruite, énergique, volontaire et qui connaît bien des choses, sauf la pudeur.

Ces nuits d'Europe sont remplies de drames, de volupté, de cocasserie, de mélancolie, de rayons de lune, d'ivresse, d'élans rompus, de romans brusqués ou d'idylles inachevées, sont l'image même de l'Europe nouvelle, galante et sinistre, plongée dans une nuit dont nous attendons l'aube.

Claude BERTON.

VIE THÉATRALE

Théâtre du Châtelet : *La Revue de Vingt Scènes.*

Pendant des années avoir fait rire ou pleurer les foules et soulevé l'enthousiasme des salles entières; avoir arraché les hommes, tout un soir, à leurs soucis ou à leurs mesquines occupations, les avoir presque malgré eux, dans un rêve, entraînés au chant des mots jolis que murmure un poète, dans le jardin printanier de la fantaisie; les avoir pendant des heures tenus frémissants et anxieux d'une tristesse étrangère mais qui les étreint, les avoir obligés à prendre en partage la douleur centenaire de tel héros ou de telle princesse; les avoir mêlés à ce drame palpitant ou à cette comédie étrange qui se nomme la vie; avoir incarné tour à tour Bérénice, Hermione, Marguerite Gautier, Roméo ou Werther et exprimé par leur bouche « l'éternelle souffrance d'aimer, d'être aimé ou de ne plus aimer », quel orgueil et quelle joie ! Et pour l'artiste, homme ou femme, que la foule en riant nomme dédaigneusement comédien, est-il mission plus belle que d'apporter tous les soirs à ceux qui viennent l'écouter un délassement ?

De tout temps, l'homme harassé par les travaux a eu besoin d'oublier sa peine quotidienne. Grecs et Latins ont eu leurs fêtes de théâtre; au moyen-âge, mystères, farces et soties ne forment-ils pas encore le plus riche répertoire théâtral qui ait jamais existé ? Et pour les quelques douzaines de tragédies ou de comédies consacrées par la capricieuse renommée depuis le XVI^e^ siècle jusqu'à nos jours, combien de milliers en est-il qui ont été cependant jouées, chantées et applaudies, et qui dorment manuscrites ou imprimées dans le silence des bibliothèques et des archives, où seuls quelques curieux viennent, de temps à autre, les réveiller ! Le catalogue de la collection de M. de Soleinne, qui est la liste la plus complète des pièces de théâtre ayant vu le jour jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle, ne comporte pas moins de six volumes, et l'on sait que l'*Almanach des Spectacles*, qui va de 1752 à 1815, repris en 1874 par Albert Soubies, remplit à lui seul deux rayons d'une bibliothèque. Que de vaudevilles, d'opérettes, d'opéras, de comédies, de tragédies, de drames, de saynètes, de farces, de féeries, de parodies, de

ballets, de pantomimes, de moralités, etc., créés depuis un siècle et plus ont valu à leurs interprètes des applaudissements innombrables !

Hélas! les applaudissements n'ont qu'un temps, et la gloire qui vous enveloppe au théâtre s'envole bien vite, comme fumée au vent. Et le jour où, si grand qu'il ait été, l'artiste vieilli et las quitte la scène, qui se souvient de lui? Faut-il que tous ces héros dont il était l'âme pendant des années disparaissent parce qu'il se tait? Vieillir ! un jour la voix s'éteint, la beauté se fane et l'artiste renonce à la gloire d'être acclamé et à l'honneur d'être l'égal d'un roi, d'une déesse ou d'un bel amoureux..

Qu'êtes-vous devenues, Phèdre éplorée, sombre Athalie, perfide Cléopâtre, tendre Iphigénie, orgueilleuse Chimène, pâle Desdémone, charmante Rosalinde, et vous, Célimène, Dorine, Agnès, Lisette, Zaïre, Sapho? Où êtes-vous, Œdipe, César, Polyeucte, Hamlet, Iago, Lear, Shylock, et vous, Alceste, Mascarille, Figaro, Hernani, César de Bazan, Perdican, Cyrano, Gringoire, Zanetto? C'est l'artiste qui vous a communiqué sa flamme, qui vous a prêté son sourire, qui vous a donné ses larmes.

Le comédien, chaque soir, à nos yeux de spectateurs, se transfigure et semble, parce que le rôle toujours vit sur la scène, échapper à la loi commune d'être un homme qui peut souffrir ou vieillir. Lui-même, dans son ardeur à jouer ses personnages, dépense ses forces sans compter et ne songe pas à demain. S'il ne songe pas à lui, le comédien a toujours la générosité de penser aux autres : fêtes de charité, galas de bienfaisance, il est toujours prêt à donner son concours. Mais un homme s'est rencontré qui, en 1840, a pensé aux comédiens : c'est le baron Taylor, ancien commissaire royal près la Comédie Française, qui a fondé l'Association de Secours mutuels des artistes dramatiques. A cette association qui groupe 5.000 sociétaires se sont ajoutées en 1897, la fondation Alice Ozi destinée à élever les orphelins (garçons) des sociétaires, puis l'œuvre des petites orphelines organisée par Mme Jeanne Michel, et la maison de retraite de Pont-aux-Dames, par Couilly (Seine-et-Marne), créée par Constant Coquelin.

C'est pour aider au bon fonctionnement de cette œuvre, soutien des comédiens nécessiteux, que, chaque année depuis 1913, au Châtelet est représentée une revue à grand spectacle, écrite et interprétée par les artistes des théâtres de Paris. Représentation unique, parce que l'acteur, une fois de plus, ne songe pas à lui. Les scènes n'en sont jamais imprimées et sont conservées dans les archives de l'association. La revue porte le titre de *Revue de Vingt Scènes*, calembour facile et simple allusion aux revues militaires d'alors qui défilèrent à Vincennes et non plus à Longchamps. Il se trouva que le nombre des scènes de la Revue fût exactement de vingt, ce qui donnait ainsi au titre imaginé par l'acteur Palau une double signification.

Le programme de la matinée du 28 avril 1922 offrait des scènes variées,

composées et jouées par les artistes des théâtres Cluny, Michel, Palais-Royal, Sarah-Bernhardt, Bouffes-Parisiens, Nouvel-Ambigu, Variétés, Odéon, Théâtre de Paris, Gymnase, Renaissance, Athénée, Porte-Saint Martin et Concert Mayol. L'Opéra et l'Opéra-Comique participaient à ce gala, le premier par une suite de danses et le second par une scène de *Manon*. L'école de danse du Châtelet offrait un divertissement dansé par quarante enfants de la manière la plus gracieuse.

Grâce à l'aimable intervention de M. Georges Peutat, vice-président de l'Association, MM. Georges Berr, Arnaudy et Raoul Praxy ont bien voulu autoriser la *Vie des Peuples* à reproduire quelques fragments des scènes si joliment interprétées par leurs camarades de la Comédie-Française, de l'Athénée et de la Porte-Saint-Martin.

* * *

La scène du théâtre de l'Athénée : *A la manière d'eux*, de M. Arnaudy, est une sorte de revue en réduction des spectacles parisiens de la saison. Devant le théâtre Edouard VII on lit sur une affiche *Le Misanthrope* de Molière, et c'est, en quelques répliques, l'exposé du grand succès remporté par M. Lucien Guitry dans le rôle d'Alceste ; puis une actrice entre avec Tristan Bernard :

Alors, vous avez joué le *Médecin malgré lui*?

TRISTAN

Oui, et malgré moi !

L'ACTRICE

Vous avez été, paraît-il, tordant?

TRISTAN

Oui ! si l'on peut dire ! la pièce est drôle, voilà tout !

L'ACTRICE

Et puis avec vous il y avait des artistes !

TRISTAN

Oui ! si l'on peut dire !... Le public murmurait « Bravo les fantaisistes ! » Mais n'en parlons plus, oublions le passé !... Vous connaissez mon amour... *My love* !

L'ACTRICE

C'est de l'anglais?

TRISTAN

Oui ! Tel qu'on le parle ! et mieux qu'Eugène !... mon interprète

L'ACTRICE

Vous avez un interprète?

TRISTAN

Oui, à la C. F.

L'ACTRICE

Encore un nouveau syndicat?

TRISTAN

Non, rassurez-vous, tout simplement la Comédie-Française.

Tandis qu'ils parlent de ce chef-d'œuvre qu'est *L'anglais tel qu'on le parle*, arrive Madame Petit-Potin, bientôt suivie d'un sociétaire de la Comédie-Française. Celui-ci prétend qu'il n'y a qu'un véritable répertoire, qu'une vraie maison de Molière, et le doyen de l'illustre maison, qui entre à son tour, de renchérir sur ce point. Mais au bout d'un moment Mme Petit-Potin ose dire :

Ah ! si le grand Molière revenait sur la terre
Il saurait nous prier bien souvent de nous taire !

A cette invocation, une voix répond de la coulisse, et bientôt Molière paraît sous les traits de M. Rozenberg, directeur de l'Athénée. Il donne ses impressions sur la vie et les mœurs d'à présent, sur les théâtres... Or, ce qui l'a le plus étonné, c'est d'avoir vu Gémier jouer en montant un escalier... puis dans un délicieux couplet il résume :

De mon temps,
Les cachets n'étaient pas brillants.
On mangeait hélas, peu souvent !
Mais quand le Roi d'aventure
Nous disait : C'est bien, je suis content
Nous étions fiers, je vous le jure !
. . . . . .
On n'avait pas plus d'talent
Qu'à présent
De mon temps
On savait s'entr'aider souvent;
Il y avait aussi de braves gens,
Mais en vous voyant, je pense
Qu'il n'y a pas bien grand changement.
Car c'est toujours la bonne France
De mon temps

* * *

La scène de la Comédie-Française, *Nos Tournées*, est due au spirituel écrivain qu'est M. Georges Berr.

La commère de la *Revue de Vingt Scènes*, entrant avec le compère regarde autour d'elle et s'étonne de se trouver dans la gare de Lyon, mais le compère lui répond que l'on ne peut plus trouver les sociétaires de la Comédie-Française ailleurs que dans une gare, depuis que le ministre les envoie faire de la propagande en province et à l'étranger, où ils doivent jouer les chefs-d'œuvre de la littérature dramatique française... A ce moment trois sociétaires traversent la salle d'attente; apercevant le compère, l'un d'eux lui demande l'heure du train pour Marseille : comme il reste encore un peu de temps avant le départ, la commère les prie de vouloir bien dire quelque chose. Ils proposent le dernier acte d'*Hernani*, puisqu'ils vont aller jouer le célèbre drame à Marseille.

BELVAL

La musique s'éteint. Minuit. Je suis heureux.

ANAÏS

Vous êtes mon lion superbe et généreux.

BELVAL

Cette parole est excessive et peu sensée...
Bah ! voilà notre nuit de noces commencée

. . . . . .

ANAÏS

Cette nuit est silencieuse, ô mon mari...
Je voudrais un ramage, un chant, un son, un cri...
Un peu de Marseillaise, un peu de Brabançonne
(Un cor sonne au loin)

BELVAL

Dieu ! c'est le train qui part !

ANAÏS

Non, c'est un cor qui sonne...

BELVAL

Alors, c'est pis ! Ma Sol, il faut mourir...
(Le cor sonne au loin)
Encor !

ANAÏS

C'est peut-être le train qui part...

BELVAL

Non, c'est le cor !

. . . . . .

(Saint-Léon paraît, et souffle dans son cor)

BELVAL et ANAÏS

Pitié !

SAINT LÉON

Non, non ! jamais pitié de moi vous n'eûtes.
J'ajoute que le train part dans quelques minutes,
Que l'alexandrin rampe, et qu'il faut, s'il vous plaît,
Condenser la fin d'acte en trois petits couplets

(Il passe une fiole de poison à Hernani, Dona Sol s'en empare, Belval, Mlle Anaïs et Saint-Léon après avoir chanté chacun leur couplet et s'être dûment laissés mourir, se relèvent brusquement tous ensemble).

SAINT LÉON *(s'adressant au chef de gare qui paraît)*

Dix-neuf heures vingt, Monsieur... Nous prenons dix-neuf heures vingt.

LE CHEF DE GARE

Vous avez encore trois minutes, mes amis... Ne vous en faites pas. (*S'adressant à cinq ou six voyageurs qui traversent la scène en courant*) Vous non plus, messieurs.. ne vous en faites pas. Vous le prendrez, le train de dix-neuf heures vingt.

UN VOYAGEUR

Merci, Monsieur le chef de gare !

LA COMMÈRE

Qu'est ce que c'est que tous ces voyageurs affolés?

LE CHEF DE GARE

Ce sont les abonnés du mardi. Il faut bien que les spectateurs suivent. Par ici, par ici !

(Tandis que le chef de gare, les comédiens et les voyageurs sortaient, une dame est entrée, elle tient une petite valise à la main. Le compère lui demande si elle ne prend pas le train pour Marseille).

LA DAME

Si. Mais je voudrais le manquer. Je suis anti-propagandiste.

LA COMMÈRE

De la rébellion ?

LA DAME

Oui. Il faut vous dire que je suis une sociétaire honoraire... Oui, Monsieur, toutes les classes sont appelées. Les honoraires, les retraitées... Toutes. Alors, je proteste. Moi, je n'ai pas l'habitude des voyages

(Elle dépose sa valise à terre)

Puis dans un spirituel couplet sur l'air du *Prince Paul*, la Dame énumère toutes les choses qui remplissent sa petite valise, mélancolique elle murmure dans un second couplet :

J'ai connu l'époque et m'en vante
Où les places valaient vingt sous,
Où c'est la province fervente
Madame, qui venait à nous.
Sans bagages et sans s'faire de bile
On allait d'la scène au foyer
Sous l'œil des bustes immobiles
Qui dédaignent de voyager....

LE CHEF DE GARE, *entrant*

Le train va partir, chère et grande artiste. Vous m'excuserez, mais je ne peux pas le faire attendre plus longtemps...

LA DAME

J'aurais tant voulu le manquer !

LE CHEF DE GARE

Avec moi c'est impossible.

Galamment il lui baise le bout des doigts, puis l'accompagne jusqu'à la porte. Lorsqu'elle est partie, le chef de gare avoue qu'il a été, lui aussi, sociétaire autrefois, qu'il aime ses camarades et qu'il les plaint... Comme il était fatigué, il a dû quitter la grande maison... alors il s'est fait chef de gare, pour regarder voyager les autres. Cependant le Compère se plaint, car pour la *Revue de Vingt Scènes* il espérait de la part de la Comédie-Francaise mieux qu'un acte d'*Hernani* tronqué ! Le chef de gare lui fait observer qu'il a eu tort de s'adresser aux artistes qui partaient, mais qu'il pourrait voir ceux qui reviennent. Précisément Du Croisy, Mlle Fontange et Gabarin arrivent, mais Gabarin est furieux ; le voyage a été exécrable, on a heurté un train de marchandises, puis l'arrêt à Dijon a duré une heure cinquante !

LE COMPÈRE

Mais vous êtes Gabarin !

GABARIN

Oui, Monsieur.

LE COMPÈRE

Le sociétaire à part entière dont la diction est réputée si pure?

GABARIN

Oui, Monsieur,

LE COMPÈRE

Pourquoi prenez-vous l'accent marseillais?

GABARIN

Je ne le prends pas. Je l'ai. C'est la cent treizième fois qu'on m'envoie à Marseille.. Alors...

LA COMMÈRE, *à Du Croisy*

Et vous, Monsieur du Croisy, l'avez-vous pris aussi, l'accent?

DU CROISY, *accent belge*

Oh ! non, je ne vais à Marseille que pour une fois, sais-tu. Mais je m'en suis été toute cette année à Liège, alors...

LA COMMÈRE, *triste*

Oh ! comme on nous les abîme !

Mlle FONTANGE

Moi, je ne fais presque jamais la province. L'administrateur m'envoie surtout à l'étranger... Angleterre... Suisse allemande... Madrid... Pékin... Le temps me manque pour contracter un accent.....

Les comédiens se demandent ce que sont devenus le tragédien et la soubrette qui étaient aussi du voyage. Eux qui ne peuvent se supporter à Paris, se seraient-ils entretués ? Voici que l'orchestre jouant le *Clair de Lune* de Werther, la divine soubrette et le grand tragédien entrent tendrement enlacés. Tout le monde s'émerveille et s'étonne, mais eux, sur l'air célèbre : *Il y avait un arrêt à Dijon* chantent comment ils se se sont réconciliés, lorsque l'administrateur de la Comédie-Française, faisant brusquement irruption, interrompt le charmant duo :

Mais on vous attend, on vous attend.

LA COMMÈRE

Ils reviennent; laissez-les souffler !

L'ADMINISTRATEUR

Madame, les artistes de la Comédie-Française ne reviennent jamais ! Ou bien ils partent, ou bien ils repartent !

GABARIN

Je proteste, il est entendu que nous devons rester deux jours à Paris.

L'ADMINISTRATEUR

Oui, oui... mais pas chez vous... Pas dans une gare... pas sans rien faire ! A Paris, il y a les Trente ans de Théâtre, il y a l'ambassade d'Angleterre, il y a le tricentenaire de Racine, le bicentenaire de Diderot, le centenaire de Murger, le cinquantenaire de Tristan Bernard et l'anniversaire de Géraldy... les samedis poétiques, les concours du Conservatoire, le théâtre populaire !...

GABARIN, *hors de lui.*

Et rue de Richelieu alors, qu'est-ce qu'il y a?

L'ADMINISTRATEUR

Il n'y a rien, parce qu'il n'y a personne . Il y a *Aimer*, une pièce à trois personnages, que M. Géraldy a écrite pour permettre aux sociétaires de voyager. Et puis, Gabarin, perdez donc cet accent du Midi qui m'exaspère !

GABARIN

On ne peut plus le perdre, quand on l'a !

L'ADMINISTRATEUR

Hé ! bé ! Je suis content de ne pas l'avoir! Et d'ailleurs je vais vous le faire perdre...

GABARIN, *terrifié.*

Vous allez encore m'envoyer quelque part?

L'ADMINISTRATEUR

Oui. Nous avons oublié de fêter le vingt-quatrième centenaire d'Aristophane.

TOUS

Est-il possible ?

L'ADMINISTRATEUR

C'est comme ça !

GABARIN *épouvanté.*

Mais c'est un Grec, Aris...

L'ADMINISTRATEUR

Parfaitement ! Gabarin, l'ordre du ministre est formel !
(Avec éclat et sur l'air du final de la Belle Hélène*)*
Pars pour la Crête
Que rien ne t'arrête...

Tous les artistes reprennent en chœur le joyeux refrain, tandis que le rideau tombe.

* * *

M. Raoul Praxy a été fort bien inspiré en écrivant la scène de la Porte-Saint-Martin : *Ceux de Pont aux Dames.*

Alceste et Molière entrent, ils ont l'air fâché : le poète qui est revenu sur la terre pour assister à la célébration des fêtes données en son honneur ne veut pas continuer à se voir « chaque jour tricentenariser », il préfère entendre

Les potins de Saint-Pierre et ceux de Saint-Martin
Les récits des exploits de ce bon Duguesclin
. . . . . .
Plutôt que de rester encor sur cette terre
Où il n'a rencontré que sentiments vulgaires...

Le bal Molière, le dîner Molière, le gala Molière, l'ont dégoûté de la gloire, et il veut retourner au ciel. Dorine, qui vient d'entrer, ne veut pas entendre parler de l'accompagner, car elle a trouvé un excellent moyen de gagner sa vie. Célimène court les thés, Agnès les dancings. Ni les médecins qui connaissent désormais « la troublante volupté d'enlever l'appendice, » ni Don Juan, qui joue à la Porte-Saint-Martin, ni Monsieur Jourdain, qui fréquente les autres nouveaux riches, ni l'Avare, qui dépense tout son argent, ne veulent suivre Molière, et ils insistent pour que leur créateur reste avec eux.

ALCESTE

Pourquoi nous quittez-vous?

L'AVARE

Que le manque ici-bas?

CÉLIMÈNE

Tu es aimé.

DORINE

Fêté.

L'AVARE

On t'acclame.

DON JUAN

On te vante.

ALCESTE

Et de Paris tu es l'étoile.

MOLIÈRE (se dirigeant vers la sortie)

Oui... Filante...

TOUS

Molière !

JOURDAIN

Que veux-tu ?

TARTUFE

Tu n'as que l'embarras
Du choix. Veux-tu être engagé chez Volterra ?

DON JUAN

Ecris une revue pour les Folies Bergère

L'AVARE

Fais un nouveau Phi-Phi.

ALCESTE

Fais un sketch pour Polaire.

TARTUFE

Va jouer à Bobino.

UN MÉDECIN

Va jouer à l'Odéon.

ALCESTE

Sois le roi de Paris... de Paris, songe donc !

MOLIÈRE

Vous oubliez, Alceste, qu'il y a quelques lustres
Vous dites certains vers qui vous firent illustre :
Si le roi m'avait donné
Paris, sa grand'ville
Et qu'il me fallût quitter
L'amour de ma mie
Je dirais au roi Henri :
Reprenez votre Paris,
J'aime mieux ma mie, o gué,
J'aime mieux ma mie.
Aujourd'hui, ces vers-là, je les prends à mon compte.
Je n'ai trouvé ici que Tartufe et Géronte,
Pas un sentiment vrai, sincère, pas un ami.

LA VILLE DE PARIS (entrant)

Tu te trompes, Molière, pas un... et ceux-ci !

(Entrent Tous les Comédiens de Pont-aux-Dames)

Qui venant ce tantôt tout droit de Pont-aux-Dames
T'aiment pour ton génie, pour ton cœur, pour ton âme,
T'aiment sans intérêt, t'aiment aveuglément,
Comme on aime un grand frère illustre et séduisant.
Vous êtes, Molière, de la même famille,
Quand à Pont-aux-Dames, jouant à la manille,
Ils parlent de toi, ils doivent, j'en suis certain,
Dire : Molière, eh ! mais c'est un vieux copain.

J'ai joué Célimène, et moi je fus Oronte.
J'ai joué Tartufe, moi Scapin, j'ai joué Géronte !
Il fut l'ami d'un roi, il n'est pas fier pour ça.
Tu le connais ? J'ai vu son portrait, gros bêta !
Et voulant se prouver qu'elle a bien sa mémoire,
Celle qui fut Agnès, devant cet auditoire,
Oubliant des années le misérable apport,
Redit ingénument « Le petit chat est mort »
Cet hommage, Molière, ne doit-il te suffire !
Et si les faux Monsieurs ne peuvent te séduire
. . . . . .
Il fallait cependant faire quelque crédit
A celle qui est bien malgré tout la grand'ville
Dont Alceste a parlé, et qui reste l'asile
Du Grand, du Beau, du Bien.... Paris ! ! !

La Beauté, La Bonté se trouvent réunies
Devant toi, derrière la rampe, dans la salle
Où pour venir en aide à nos pauvres cigales
S'est précipité tout Paris

Au nom de tes frères, tes frères de Pont-aux-Dames,
De tout ton cœur, Molière, viens dire un grand merci
A ceux dont la bonté symbolise bien l'âme,
L'âme immortelle de Paris.

* * *

Le rideau est tombé, les lumières se sont éteintes avec les derniers applaudissements. Des auteurs ont écrit, des acteurs ont appris et joué une grande pièce qui n'a vécu à la lueur fauve des lampes que quelques heures. Fête sans lendemain, gloire sans durée, en qui se résume, comme en un douloureux symbole, toute la carrière du comédien. Que de talent dépensé, que d'ingéniosité déployée, pour une représentation unique !

Qu'importe ! l'effort n'est pas perdu, il suffit à tous ces généreux artistes d'avoir amusé le public pendant quelques heures, d'avoir apporté à leurs frères malheureux un peu de bien-être avec un peu de joie[1].

NISMES.

1. L'Association des Artistes Dramatiques, dont le siège social est à Paris, rue de Bondy, 42, reconnue d'utilité publique, peut recevoir tous dons et legs.

VIE MILITAIRE

L'Angleterre durant la Guerre.

Le lieutenant-colonel en retraite Repington, le célèbre collaborateur militaire du *Times*, n'est pas seulement un joueur de bridge de première force et une excellente raquette au tennis : c'est en outre un homme d'une activité dévorante, et qui est admirablement informé. Il vient de publier, sous ce titre un peu ironique : *La première guerre mondiale*[1], le journal qu'il a tenu durant la guerre. On trouve de tout, dans ce volumineux ouvrage, qui, je pense, sera suivi d'un second tome; mais ce qu'on y trouve surtout, c'est le reflet et l'écho de la vie à Londres dans la haute société et dans le monde politique et militaire durant les terribles années de lutte. Ce résumé, fait par un homme extrêmement intelligent, qui est en outre un observateur de premier ordre, est passionnément intéressant. Grâce à lui, toute la société anglaise vit devant nos yeux, d'une vie intense et bigarrée, sans compter que le colonel a eu le courage de ne rien retrancher de ses notes journalières, sauf quelques noms et quelques pages trop personnelles. La monotonie même des déjeuners et des dîners, avec la liste inévitable des convives, ainsi que divers à côtés sans grand intérêt apparent, contribuent pourtant, mêlés à l'ensemble toujours sérieux et parfois tragique, à donner l'impression d'un fourmillement social qui encadre l'intérêt des pages principales et les fait valoir.

Ce n'est pas, après tout, chose si facile que d'écrire un bon « journal ». La tentation est grande, pour les écrivains qui n'y voient qu'une affaire de librairie, et qui n'ont pas le respect de l'histoire, de composer un journal, c'est-à-dire de découper en tranches journalières un récit appuyé sur des constatations de beaucoup postérieures aux dates indiquées. On se donne ainsi à peu de frais l'apparence d'un homme pénétrant, qui jamais ne s'est trompé, qui a prévu les événements, grands et petits, et a eu toujours le coup d'œil plus sûr que nul des grands acteurs de la même période. Sans doute, pareil procédé défi-

1. Paris, Payot, 1922. 20 francs.

gure l'histoire, et plus le rôle de celui qui agit ainsi a été important durant la période qu'il relate, plus sa faute est insigne. Mais tous n'ont pas le courage ou de se taire ou d'avouer que, par endroits, ils se sont trompés. Tel n'est pas du moins le cas du colonel Repington. Par son caractère et par son talent, il était au-dessus de toute tentative de supercherie littéraire. Aussi bien un journal est-il un très sûr révélateur des personnalités : ceux qui trichent sont aisément démasqués par un lecteur attentif, et ceux, au contraire qui, comme l'auteur de la *Première guerre mondiale*, s'expriment et s'impriment sans fard et sans pose, sont bien vite reconnus et joyeusement accueillis.

La première question que les Anglais eurent à résoudre au moment où ils déclarèrent la guerre à l'Allemagne qui venait de renier sa parole était la question du haut commandement. L'armée anglaise n'était encore, quel que fût son courage, que la poignée d'hommes sur le compte desquels Guillaume II s'exprimait avec tant de dédain. Il fallait trouver l'homme de la situation. A la suite du départ du colonel Seely, le *War Office* (ministère de la guerre) était géré provisoirement à cette date par M. Asquith, premier ministre. Le colonel Repington fut le premier, assure-t-il, à proposer pour ce poste, dans les colonnes du *Times*, le nom de lord Kitchener, qui, revenant d'Egypte, était en congé. Cette idée fut accueillie avec enthousiasme par l'opinion publique. Kitchener s'en étonna même quelque peu et fit demander au colonel Repington les raisons secrètes de sa proposition. Celui-ci les explique un peu plus tard en ces termes : « Seul Kitchener pouvait demander au pays des millions de volontaires; seul également, il fut assez clairvoyant pour déclarer, dès le début, que la guerre durerait au moins trois ans. Même si son œuvre se fût arrêtée là, lord Kitchener, en entrant au ministère de la guerre, n'en aurait pas moins rendu un immense service à sa patrie, et, bien que, dans les derniers temps de ses fonctions, il ne lui restât guère un ami dans le cabinet, le public lui conserva jusqu'au bout une foi entière et la lui manifesta de la façon la plus touchante ».

Le colonel Repington se montre ici beau joueur, car en vérité, Kitchener le récompensa bien mal de son enthousiasme primitif, d'abord en lui défendant sa porte au *War Office*, puis, lorsque le colonel eût publié un bruyant télégramme sur la pauvreté du ravitaillement en munitions, en lui faisant interdire l'accès du front anglais en France. D'ailleurs, les collègues de Kitchener au ministère ne tardèrent pas à entrer en conflit avec lui. M. Lloyd George en fait l'aveu à l'auteur dès le 29 septembre 1914. Ce qu'on reprochait surtout au ministre de la guerre, c'était son entêtement, son incapacité à nuancer une décision ou du moins à la préparer par une étude contradictoire, et sa prétention à tout faire par lui-même. On lui reprochait aussi d'enferrer aux Dardanelles des troupes qui eussent été bien plus utiles,

pensaient certains Anglais considérables, sur le front de France. En outre, ce qui est beaucoup plus grave, le maréchal French, devenu chef de la défense du territoire, avait reçu de lord Kitchener, en prenant son service, un état gravement erroné des effectifs dont on disposait à ce moment en Angleterre ; cet état s'élevait en effet à 1.600.000 unités, alors qu'il y avait, en tout et pour tout, seulement 1.019.000 rationnaires. Repington n'est pas tendre pour ce procédé. Quelques jours après cette révélation, Lloyd George déclare devant lui, le 23 mars 1915 : « N'est-ce pas là un fait extraordinaire que le cabinet ait ignoré la vérité (sur le manque de munitions) jusqu'au moment où le colonel Repington la révéla ? » Et Repington ajoute : « Je lui rappelai alors que la question du recrutement n'était pas un moindre scandale que celle des munitions ; il ne fit aucune difficulté pour en convenir. Tous les ennuis proviennent de l'incapacité de lord Kitchener à comprendre les nécessités de l'heure présente, et à prévoir l'avenir ».

Lorsqu'enfin Kitchener, ayant réussi à soulever contre lui tout le ministère, ses anciens amis, Lloyd George, Repington et autres se creusaient la tête pour trouver un moyen de débarrasser le pays d'un administrateur si manifestement inadéquat à sa tâche, voilà que, brusquement, le ministre sauta sur une mine avec le bateau qui le conduisait en Russie. J'avoue qu'après la désillusion éprouvée par Repington, et les critiques qu'il avait faites au sujet de Kitchener, j'attendais de sa part un soupir de soulagement. Or, il n'en est rien, et cette attitude fait le plus grand honneur au colonel. C'est en des termes profondément émus qu'il note le tragique événement : « Avec Kitchener disparaît une grande figure. L'Angleterre n'oubliera jamais les services que cet homme remarquable rendit aux premiers jours de la guerre : ils sont incomparablement supérieurs à ceux de ses collègues. Le maréchal s'était depuis longtemps habitué à faire tout par lui-même, et cette vieille habitude de travailler seul ne pouvait convenir aux besoins de l'immense syndicalisme qu'est la guerre moderne... » J'aime l'officier qui a écrit sur un grand chef, devenu pratiquement impossible, la très noble page qui commence par les mots que je viens de citer.

Les questions principales qui ont troublé les Anglais durant la guerre ne sont pas toutes celles que le public attendait. En première ligne se trouvait la question des munitions. L'administration de la guerre ne se rendait aucun compte des besoins. Le colonel Repington, qui se trouvait en France au moment de l'offensive du 9 mai 1915, adressa, de son chef, au *Times* un télégramme dans lequel il déclarait que les troupes anglaises seraient vouées à l'impuissance, tant qu'elles ne disposeraient pas d'une ressource illimitée de projectiles explosifs. Ce très bref télégramme passa par miracle entre les mailles de la censure, et fut publié le 14 mai. Ce fut une explosion. M. Lloyd George,

qui pourtant était un des ministres qui siégeaient aux divers comités des munitions, ignorait lui-même la véritable situation. Il alla trouver le premier ministre, et une crise politique s'en suivit, qui appela aux affaires un ministère de coalition, où Lloyd George reçut le portefeuille des munitions, créé à la suite de l'incident que nous venons de relater. Le nouveau ministre s'adressa à des civils accoutumés à diriger de grandes affaires et, peu à peu, obtint de la production anglaise un ravitaillement moins famélique.

Parallèlement à la question des munitions se posait également celle des effectifs, c'est-à-dire la question de ce que les Anglais appellent le *Man Power* (la force en hommes). On peut dire que, jusqu'à la fin de la guerre, cette question fut âprement discutée chez nos alliés. C'est qu'elle se compliquait de considérations dont, en France, nous n'avions guère l'écho. C'est d'abord le système de recrutement, qui levait beaucoup d'hommes, mais les laissait presque tous, comme indispensables, sur le territoire anglais. C'est ensuite la considération du *Home defence* (défense du territoire), qui agitait beaucoup les esprits. Les Anglais paraissent en effet avoir vécu pendant les années de guerre sur l'idée que les Allemands pourraient bien opérer dans leurs îles un débarquement. Le commandant de la flotte affirmait d'autre part qu'il n'était nullement sûr de pouvoir s'y opposer, en raison de l'éloignement de ses navires du point de la côte où un débarquement semblait possible. Le gouvernement anglais était poursuivi par cette crainte qui semble bien avoir été chimérique, en ce sens qu'un débarquement eût-il été possible, il paraissait évident que les Allemands ne l'essaieraient jamais sans être maîtres de leurs communications maritimes. Eussent-ils même jeté en Angleterre quelques milliers d'hommes, on ne voit pas très bien le résultat qu'ils auraient obtenu par ce sacrifice. Pourtant, les Anglais ont été positivement hantés par le spectre d'un débarquement allemand. De là, d'après eux, la nécessité de conserver en Angleterre des forces considérables pour assurer la défense du pays contre les possibles envahisseurs. Repington note par exemple ceci (p. 153) : « Je m'aperçois que Balfour est très inquiet, bien qu'il ne soit nullement un homme timoré. Il raconte que les Allemands ont camouflé en cuirassés de grands steamers et qu'ils disposent d'une quantité de transports suffisante pour emmener d'un coup une masse importante de troupes ».

Enfin, deux autres difficultés se présentaient aux yeux du colonel Repington et de son grand ami, le chef d'état-major général, sir William Robertson, au sujet des effectifs. La première consistait dans la nécessité d'entretenir une armée en Egypte et une autre dans la vallée du Tigre; la seconde, dans l'obligation de distraire, au prix de grands risques, et, pensaient-ils, en vue d'un bien mince résultat, plusieurs divisions en Macédoine. Je me souviens à ce propos que,

me trouvant à cette époque sur le front russe, je jugeais sévèrement les Anglais qui ne voulaient pas attaquer à Salonique. Le journal de Repington m'a expliqué la situation. Souffrant d'une extrême pénurie d'effectifs, les Anglais voulaient réserver ceux dont ils disposaient pour le front de France, se rendant évidemment mal compte des résultats à obtenir si l'on parvenait à écraser la Bulgarie.

Quoi qu'il en soit, c'est au milieu de ces multiples préoccupations que se débattait l'administration de la guerre en Angleterre, et le journal si touffu du colonel Repington nous renseigne au jour le jour sur les fluctuations d'opinions et de tendances à ce sujet, tant parmi les membres du cabinet que dans le haut commandement. Vers la fin de 1916, le colonel fait un relevé des effectifs anglais, et écrit : « Sur 7.200.000 civils en âge de servir avant le début de la guerre, il en restait au 1er janvier 1916, 4.300.000 disponibles, parmi lesquels 900.000 ont pu être appelés en vertu des récents décrets relatifs au service militaire... Sur les 3.400.000 hommes restant, 1.500.000 ont reçu le brassard d'exemption, et sont employés dans des services de l'Etat, notamment dans les fabriques de munitions; 1.100.000 sont encore ajournés temporairement par les tribunaux, surtout en vertu des « professions réservées »; 500.000 doivent subir une seconde visite médicale, et 170.000 attendent leur appel. Il reste en balance 130.000 hommes considérés comme absents. En somme, à moins que l'on n'apporte des modifications à cet état de choses, il ne nous reste, comme suprême ressource, que ces 170.000 hommes ». Et il ajoute un peu plus loin : « Il faut bien constater, à notre plus grande honte d'ailleurs, que 20 % des mineurs ne descendent jamais dans les galeries de mines, et que certains d'entre eux réduisent les heures de travail de façon à maintenir leur salaire au-dessous de la limite inférieure du revenu soumis à *l'income-tax* (impôt sur le revenu). Tous les hommes au-dessous de 25 ans qui sont aptes au service devraient être abandonnés à l'autorité militaire, quel que soit leur emploi civil, et il faudra bien en arriver, éventuellement, au service obligatoire pour tous les hommes jusqu'à 55 ans : alors seulement on pourra libérer les jeunes de leurs travaux à l'intérieur et les remplacer dans les usines par des hommes plus âgés ».

En février 1917, toujours préoccupé de la question des effectifs, le colonel Repington rencontre un jour le maréchal French, chef du *Home Defence*, qui prétend qu'on lui retire toute possibilité de défendre le pays contre une invasion. Son chef d'état-major renchérit encore sur lui : « Je priai le général Lowther de me préciser le nombre d'Allemands auxquels le *Home Defence* pourrait actuellement résister — 450 environ ! me répondit le général... ». On conçoit l'effet que dut produire sur des esprits aussi fortement poussés au noir le bruit d'une descente allemande qui se répandit le 25 mars 1917 : « Northclif-

fe m'appela au téléphone pour me demander ce que signifiaient les bruits qui ont couru hier soir. Il paraît que toutes les dépêches de la nuit dernière furent arrêtées; de plus, une panique a éclaté à Broadstairs, Margate, etc., du fait de la bêtise d'un maître d'école et d'un propriétaire campagnard : toute la population s'est enfuie. » Le colonel ajoute mélancoliquement « Qu'arriverait-il donc, si un seul Boche débarquait? » Le 29 mars suivant, il note ainsi la répartition des forces anglaises : « 1.710.000 en Angleterre, y compris 326.000 hospitalisés; environ 2.000.000 en France; 234.000 à Salonique; 231.000 en Egypte, dont environ 90.000 Hindous; 53.000 dans l'Est africain; 290.000 (tout compris) en Mésopotamie. » Cette situation l'inquiète.

A côté des grandes questions que nous venons d'effleurer, celle du ravitaillement n'est que rarement indiquée dans le journal du colonel Repington. Cela eût bien étonné l'Allemagne, si elle l'avait su, puisque sa ferme conviction était qu'elle allait affamer le Royaume-Uni.

Comme il est naturel, ce sont les personnalités dirigeantes qui occupent la plus grande place dans cet ouvrage, d'abord les Anglais et leurs hôtes de diverses nations, puis quelques Italiens et les Français. Il serait impossible de donner une idée, même sommaire, de tous les personnages avec lesquels le colonel Repington se rencontre, dîne, soupe, travaille ou fait la partie. C'est la société la plus choisie, la plus vivante, la plus intéressante : hommes et femmes y paraissent, et de chacun d'eux sont retenus l'idée intéressante, le renseignement précieux, ou simplement la manie curieuse, le joli geste, la beauté, voire même la toilette réussie. Les considérations les plus graves voisinent ici avec les notations futiles; presque chaque jour, le colonel déjeune ou dîne en ville, ou chez lui avec des invités. En outre, il voyage, et va se renseigner personnellement sur le Continent. On se doute de l'inépuisable mine d'anecdotes et de récits que présente le journal d'un tel homme.

Toutefois, il est quelques personnages que nous ne pourrions passer sous silence, en raison de leur importance sociale ou morale. J'ai dit un mot du maréchal Kitchener et des désillusions qu'il avait provoquées parmi ses collaborateurs. Les deux hommes qui, au point de vue de la conduite de la guerre, apparaissent à chaque instant sous la plume du colonel Repington, sont M. Lloyd George, et le général William Robertson. Lloyd George apparaît ici comme un homme intelligent, plein de rondeur et d'allant; mais on a l'impression qu'il s'achemine sciemment vers la haute situation qui finit par lui être dévolue en décembre 1916, et qu'il conserve encore à l'heure actuelle. Au début de la guerre, Lloyd George, qui est ministre des munitions, avant de passer à la guerre, est surtout gêné par lord Kitchener. Au milieu de juillet 1916, Repington commence à noter des réserves qu'il

a entendu faire au sujet du ministre de la guerre : « De l'avis général, Lloyd George serait d'un caractère quelque peu fantasque, et l'on se demande aujourd'hui s'il est vraiment l'homme de la situation au *War Office.* » Quelques pages plus loin, le colonel a une longue conversation avec le ministre, et note ceci : « Lloyd George ajouta que nous devrions clôturer cette guerre en devenant la deuxième grande puissance militaire de l'Europe; il estime que nous retirons beaucoup d'avantages du conflit actuel : nous y avons appris à organiser notre défense territoriale, la nation tout entière s'est formée à la discipline, etc. » Un peu plus tard, le 29 septembre 1916, le colonel dîne chez le ministre des finances, M. Mac Kenna, et celui-ci donne son avis sur Lloyd George : « Il est persuadé », écrit Repington, « que ce ministre tient essentiellement à se hisser au premier rang. Le plus gros échec que Lloyd George ait jamais éprouvé s'est produit lors de son entrée au ministère de la guerre : il essaya alors de poser ses conditions à Robertson, le chef d'état-major général; mais celui-ci, par son obstination, réussit à conserver, sous ce nouveau chef, les pouvoirs qu'il avait du temps de Kitchener. Mac Kenna connaît bien Lloyd George; il est convaincu qu'il n'oubliera jamais pareille défaite, car il aime à se trouver toujours en pleine lumière. Telle est l'origine de ses querelles avec Winston Churchill, à une époque où ce dernier jouissait d'une si grande popularité; et si, maintenant, il a signé la paix avec lui, c'est qu'il ne le redoute plus comme rival. Il déploya, et cela pour la même raison, un indomptable acharnement à miner la situation de lord Kitchener. Le ministre de la guerre s'est donné pour fin dernière de se poser devant l'histoire comme l'organisateur de la victoire, mais il a rencontré, par hasard, Robertson sur son chemin... Mac Kenna croit que Lloyd George se considère vraiment comme inspiré, comme investi ici-bas d'une mission divine, et qu'il ne supporterait pas que personne lui fît obstacle. Mac Kenna se figurait que j'ignorais encore combien Lloyd George était éclipsé et réduit au silence par son chef d'état-major qui est réellement le ministre de la guerre... ». Vers la fin de décembre 1916, lorsque Lloyd George est enfin devenu premier ministre, Robertson confie au colonel Repington les plans stratégiques du nouveau Premier; cela se résume dans la formule : une victoire, à tout prix, n'importe où ! « Telle est », conclut le colonel, « la stratégie du Cabinet de Guerre à la fin de 1916 ! Si nous parvenons à triompher avec elle, nous pourrons certainement remporter la victoire n'importe comment. »

A côté de Lloyd George, qui apparaît ici comme le politicien souple et rusé qui voit avant tout son intérêt personnel, le colonel Repington dessine avec des traits nombreux une superbe figure de soldat, celle de sir William Robertson qui fut chef d'état-major général durant toute la guerre. On admire et l'on aime ce vrai soldat, qui ne

s'incline jamais devant les finesses de la politique et qui travaille, inlassablement, sur une voie large et droite, au salut de son pays.

Une autre figure sympathique est celle de Winston Churchill, ancien lord de l'Amirauté, qui finit par s'engager en France, puis revient, lors du licenciement de son bataillon, à Londres, où il se découvre un talent particulier de journaliste et se voit offrir, ici 25.000 fr. pour quatre articles de journal, et ailleurs la moitié de cette somme pour un seul grand article. Ces succès ne le détournent pas d'ailleurs de son travail politique, et il apparaît partout comme l'homme convaincu, généreux, « voisinant au génie », qui tranche lui aussi sur la nature ambitieuse et égoïste de Lloyd George, lequel d'ailleurs personne ne semble aimer.

Nos compatriotes apparaissent, eux aussi, dans maintes pages du colonel Repington. C'est d'abord le général Foch, qui demande au colonel en le recevant, tout au début de la guerre, dans son Q. G. « sur quelle portion du continent les Anglais ont jeté leur dévolu, pour après la guerre. » Vers la fin du livre, le 2 mai 1917, le général reparaît dans le curieux passage que voici : « Foch trouve qu'au point de vue politique la France manque d'un chef ; il fait prier instamment, par mon entremise, Lloyd George de prendre en main la direction suprême des affaires de l'Entente, et d'adopter une ligne de conduite énergique, après avoir consulté Robertson et Haig. » Il faut dire qu'alors le futur maréchal était à Senlis, en disponibilité ; cela explique bien des rancœurs. D'autre part, le colonel note, à la fin de juin 1917, l'opinion du général Douglas Haig sur ses collègues français. « Haig aime beaucoup Pétain, mais, quand je lui demandai ce qu'il pensait de Foch, et si les deux généraux français s'entendaient bien, il éluda la réponse et observa simplement que les Français sont de drôles de gens. »

Ailleurs, voici (p. 482) un portrait du général Sarrail : « Sarrail assistait aux séances... Sarrail, un beau traîneur de sabre, dans un uniforme impeccable, de coupe anglaise, avec des basques élégantes retombant sur une culotte également irréprochable, chaussé de belles bottes, les cheveux abondants et ramenés en arrière, bref, des pieds à la tête, un superbe type d'homme. Il sut en imposer à Lloyd George, sur qui il fit une forte impression. »

Le général Pétain est celui de nos militaires qui occupe le plus de place dans les notes du colonel Repington. Cela semble tenir à deux causes, dont la première est la valeur du général, et la seconde l'art consommé avec lequel il a toujours su ménager tout homme intelligent tenant une plume. C'est d'abord à son Q. G., sous Verdun, que le général Pétain reçoit le colonel. Ses dispositions militaires font l'admiration du visiteur, et, à table, le général parle de ses débuts : « Il me rappela qu'avant cette campagne il n'avait jamais vu tirer un

coup de canon, et je lui répondis que, pour un débutant, il ne réussissait vraiment pas trop mal. » Vers la fin du livre, à partir de la page 609, le général Pétain reparaît. Nous sommes ici après l'offensive d'avril 1917 et Pétain, qui vient d'être nommé généralissime, écrase devant son visiteur étranger ses deux prédécesseurs, Nivelle, naturellement, et même Joffre, coupable à ses yeux « de ne jamais permettre à une étoile nouvelle de se lever à son horizon ». Il est, comme il est naturel, fort offusqué d'apprendre qu'en Angleterre on l'accuse d'incarner en sa personne un pacifiste doublé d'un dictateur. « Pétain fut très irrité de ces racontars; il m'énuméra de nouveau ses états de service depuis le commencement des hostilités, passa successivement en revue les étapes de sa carrière ...et me demanda, avec une profonde indignation, s'il méritait en quoi que ce fût l'accusation portée contre lui. » Après une longue conversation, le général Pétain retient Repington à son Q. G., le fait assister le lendemain à son rapport, le reçoit à sa popote, lui expose ses idées générales, lui donne une brochure écrite pour marquer les points où devra porter l'aide américaine, bref, il le soigne et le conquiert, et, quand le correspondant du *Times*, remonte en auto, le général l'invite à revenir le voir. Le lendemain, nous lisons à la date du 27 avril 1917 : « Câblé à Londres un chaud panégyrique de Pétain »...

Je ne voudrais pas terminer ces pages sans dire un mot de l'auteur du « journal ». Le colonel Repington nous apparaît, dans ses notations, tantôt brèves, tantôt copieuses, variées de ton autant que de sujet, comme foncièrement anglais, mais aussi comme doué d'une largeur d'esprit peu commune. C'est un homme que l'on se dispute dans la haute société, et la lecture de son journal, comme aussi, naturellement, de ses articles, nous fait comprendre le succès, la « cote » dont il jouit. M. Dillon, soulignant l'importance de sa situation, disait de lui en pleine Chambre : « Repington, c'est le vingt-troisième membre du cabinet, et il possède beaucoup plus d'autorité que les vingt-deux autres réunis ! » Le colonel travaille évidemment beaucoup et, comme il va beaucoup dans le monde, ne mangeant pour ainsi dire jamais seul, il faut qu'il ait une constitution singulièrement robuste pour résister à ce travail écrasant. Ses amis doivent apprécier en lui l'homme admirablement renseigné, et aussi l'homme qui, n'ayant pas d'organisation à diriger, a l'esprit libre pour la critique et la suggestion. Comme les vrais hommes d'action, d'ailleurs, il suggère plus volontiers qu'il ne critique. Les sources de ses renseignements sont les plus variées. Plusieurs ministres et beaucoup d'hommes politiques sont ses amis; il collabore à un grand journal; il connaît toutes les légations étrangères et fréquente assidûment des hommes et des femmes représentatifs du monde anglais. Même les exilés comme l'ex-roi de Portugal, ou les déracinés comme la reine des Belges, tiennent à le recevoir.

Quand, durant la guerre, un personnage arrive à Londres avec des renseignements importants, le colonel Repington le voit et fait son profit de ce qu'il entend de lui. Tel est par exemple le cas d'un Américain, M. Wollcott, dont il est parlé à la date du 2 mars 1915. Ce voyageur, qui arrivait d'Allemagne, où il était allé pour assurer le ravitaillement des Polonais, fournit les détails les plus intéressants sur nos ennemis, et, en particulier, annonce quinze jours à l'avance l'opération de Verdun.

Tel est le travail auquel se livre le colonel Repington, et comme Londres est, en somme, durant la guerre, un grand chemin creux où les représentants de tous les peuples en guerre se rencontrent, on peut juger de la masse de matériaux qui peut être fournie ainsi à un homme doué d'un pareil flair et d'une telle capacité. Le seul ennui éprouvé par Repington provient de la censure, surtout de celle qu'exerce sur ses articles son propre journal, le *Times*; c'est une des choses dont il souffre le plus. Aussi exulte-t-il, lorsqu'un de ses amis, rédacteur à l'*Observer*, étant venu à tomber malade, le prie de le remplacer dans son journal, au mois d'octobre 1916. Repington écrit successivement alors quatre grands articles anonymes, et de toutes parts on se demande à Londres de qui sont ces articles; on les met sur le compte des personnages politiques ou littéraires les plus différents, et, le 6 novembre, le colonel note, non sans rire sous cape, ces simples mots : « Arthur Murray m'a fait prier par Olive de l'aider à découvrir enfin le mystérieux journaliste que le gouvernement tient essentiellement à identifier. »

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que le journal de Repington soit continûment grave. Les notations les plus hétéroclites s'y croisent au fil des jours; telles sont par exemple, celles-ci « : *31 décembre 1915*... Réunion extrêmement gaie. Nous nous sommes tous coiffés des chapeaux qui se trouvaient dans les pétards, et nous avons fait les fous, tant et plus. A minuit, tout le monde est allé dans les jardins pour entendre les cloches, et on a terminé l'année autour d'un punch exquis en chantant : « *Auld Lang Syne* ». Ou bien ceci : « Curzon affirme avoir jeté à la face des membres du cabinet de coalition, qu'ils n'étaient qu'un ramassis de *23 souris aveugles*. Au sortir de la première séance, Robertson s'en alla à pied avec Curzon et, en cours de route, lui demanda brusquement s'ils venaient bien tous deux d'assister à une réunion des ministres de la Grande-Bretagne et non pas à une assemblée de fous. » Ou enfin ceci : « La conversation de lady Londonderry fut des plus intéressantes... J'ai tout particulièrement retenu sa façon de s'exprimer au sujet d'un certain monsieur que vient d'épouser une grande dame : « On reçoit, » dit-elle, « pareil individu dans son lit ou dans son antichambre, mais dans son salon, jamais ! »

Parmi les mémoires parus ou à paraître sur la phase anglaise de

la grande guerre, *la Première guerre mondiale* occupera toujours une place de tout premier plan, grâce à deux qualités qui ne vont pas toujours de pair : le sérieux du contenu et l'inépuisable variété du récit. Quant à nous, Français, nous ne saurions oublier un livre dont l'auteur a écrit, lorsqu'on se plaignait devant lui des pertes anglaises sur la Somme, cette noble phrase : « Je trouve que nous sommes tenus de nous battre et de souffrir pour le bien de la cause générale[1]. »

Jules LEGRAS.

1. La traduction, dont le style eût pu être un peu plus serré, est fort bien faite : ce gros livre se lit sans un accroc; il est écrit en un français agréable et coulant, et avec une grande justesse des termes militaires.

VIE SCIENTIFIQUE

Laveran

Laveran est mort le 18 mai 1922. Ce jour-là disparut un homme illustre, dont le nom, fierté de la médecine militaire, gloire de la science médicale, sera conservé avec celui des grands hommes, dont les travaux furent des bienfaits.

* * *

Alphonse Laveran était né à Paris en 1845. Son père, Louis Laveran, appartenait à la médecine militaire. Professeur d'épidémiologie au Val-de-Grâce, il fut médecin-inspecteur et directeur de l'Ecole. Le fils était ainsi tout naturellement conduit à la carrière paternelle. Ses premières études de médecine faites à Paris, il entre en 1863 à l'Ecole du service de santé militaire, qui se trouvait alors à Strasbourg. Interne des hopitaux de cette ville en 1866, il soutient l'année suivante sa thèse de doctorat. En 1874, il est agrégé du Val-de-Grâce, et, dès lors, la publication d'un *Traité des maladies et épidémies des armées* (1875), ainsi que plusieurs notes sur de ssujets variés de pathologie, témoignent de l'activité de son esprit. Quoique d'un grand intérêt, ces premiers travaux apparaissent aujourd'hui secondaires dans l'ensemble de son œuvre, éclipsés par l'éclat de l'immortelle découverte et des recherches de premier plan qu'il allait, par la suite, entreprendre et mener à bien.

En 1878, ses quatre années d'agrégation écoulées, Laveran est envoyé en Algérie, à l'hôpital militaire de Bône. Là, il se trouve en présence de nombreux malades atteints d'une affection rarement observée en France, le paludisme. Cette maladie, à la fois variée et singulière dans ses manifestations, dont la nature est alors mystérieuse, tente sa curiosité. Il s'adonne à son étude. Il procède à l'examen de gouttes de sang de malades, placées sous le microscope, sans artifice, à l'état frais.

Il les observe, et aperçoit, dans les préparations, des corps singuliers, des éléments non décrits; il voit des corps « sphériques »; il en voit d'autres en « croissant ». Dès ces premières constatations, Laveran, comme il l'a dit lui-même, eut le sentiment d'être en présence de « parasites du sang », cause de la maladie. Mais, pour l'époque, l'hypothèse était singulièrement hardie : quelles preuves démonstratives en fournir? Ne s'agissait-il pas d'éléments normaux du sang, mais altérés? Aussi, dans le silence, poursuivit-il, deux ans encore, ses investigations. Elles ne furent point interrompues par son passage à l'hôpital de Constantine. C'est là, comme en témoigne une plaque de marbre gravée, que le 6 novembre 1880, Laveran, scrutant une préparation et l'attention fixée sur un de ces énigmatiques « corps sphériques », vit apparaître sur ses bords « des éléments filiformes ressemblant à des flagelles et qui s'agitaient avec une grande vivacité ». Il n'y avait plus de doutes à conserver! La preuve de la nature parasitaire de ces « corps» était fournie. La découverte de l'hématozoaire du paludisme était faite.

Dès lors, dans une série d'admirables travaux, Laveran édifie de toutes pièces l'histoire du paludisme : histoire naturelle du parasite, pathogénie de l'affection, anatomie pathologique de la maladie, mode d'action de la quinine. Et déjà, en 1884, il réunit tous les arguments qui lui permettent d'affirmer que c'est par la piqûre des moustiques que l'hématozoaire du paludisme pénètre dans l'organisme humain.

Il revient à Paris en 1884; il est alors professeur d'hygiène et de clinique médicale au Val-de-Grâce, pour une période de dix ans. Son activité est extrême. Il prépare un *Traité d'hygiène militaire*, un livre de *Pathologie médicale* en collaboration avec le professeur J. Teissier de Lyon, et un *Traité du paludisme* qui, en 1898, condensera l'ensemble de ses recherches. Dans le même moment, il s'adonne à son enseignement du Val-de-Grâce avec une ardeur dont les médecins de dix promotions, qui eurent l'honneur d'être ses élèves, ont conservé le souvenir.

En 1897, Laveran quitta prématurément l'armée. Resté médecin principal de 1re classe, il avait été, après ses dix ans de professorat du Val-de-Grâce, chargé à Lille, puis à Nantes, de fonctions qui lui ôtaient toute possibilité de travail. Un laboratoire lui fut alors offert à l'Institut Pasteur : il y reprit sa laborieuse carrière. Pendant sept années, il se consacra à l'étude des trypanosomes, autres parasites du sang, agents de redoutables maladies pour l'homme et les animaux. Il décrit de la façon la plus complète les trypanosomes du rat, des batraciens, des poissons, du nagana, du surra, des chevaux de Gambie, trypanosome de la maladie du sommeil. Il établit la biologie de ces protozoaires, expérimente les médicaments qui les tuent — arsenicaux, émétique —, étudie les agents qui les transmettent — glossines (mouches tsé-tsé).

Tous ces travaux le conduisent à écrire en collaboration avec le professeur Mesnil un important ouvrage (*Trypanosomes et trypanosomiases*) qui paraît en 1904.

Point de repos. Et Laveran, poursuivant l'étude de ces protozoaires du sang dont il avait le premier démontré l'existence, se livre à des recherches sur les « Leishmania ». En 1917, parut son livre : *Les Leishmanioses*, résultat d'un labeur de plusieurs années, premier ouvrage paru sur ce sujet tant en France qu'à l'étranger.

Agé de 72 ans, il ne songea pas à ralentir son effort. En ces dernières années, à 77 ans, Laveran travaillait toujours, et on lui doit toute une série de notes récentes « sur l'adaptation des flagelles intestinaux des insectes au parasitisme chez les mammifères ».

* * *

Ainsi la vie de Laveran s'écoula dans le travail, toute d'austérité, et seulement consacrée à la recherche désintéressée.

Les épreuves ne manquèrent pas à Laveran. La découverte de l'hématozoaire, cause du paludisme, surprit par sa nouveauté. Que des protozoaires puissent parasiter le sang de l'homme et déterminer des maladies, était une notion à laquelle les esprits d'alors n'étaient pas préparés. Aussi, vives et nombreuses furent les critiques et les objections. Le scepticisme avec lequel fut accueillie au début sa découverte émut Laveran; mais il n'en fut point découragé.

Il eut aussi des joies et connut de justes honneurs. Membre de la Société médicale des hôpitaux de Paris, de la Société de biologie, il fut lauréat du prix Bréant de l'Académie des sciences en 1889. Il fut reçu à l'Académie de médecine en 1893, à l'Académie des sciences en 1901. Le prix Nobel de médecine lui fut attribué en 1907. Depuis 1912 il était commandeur de la Légion d'Honneur. Et il se trouva président de l'Académie de médecine en 1920, année du centenaire de cette compagnie, où des savants étrangers venus de tous les points du monde célébrèrent la médecine française.

* * *

La postérité ne portera pas sur Laveran un jugement différent de celui de ses contemporains : ses titres sont en effet trop lourds et ses mérites trop éclatants.

A considérer d'abord, en elle-même, l'œuvre médicale de Laveran, comment ne pas en admirer l'importance et l'étendue? Fièvre des marais, affection pestilentielle, maladie tellurique, le paludisme était entouré de mystères. Par ses traits singuliers, cette infection avait

été longtemps considérée comme une arme aux mains des Esprits et des Génies. On savait qu'elle châtiait l'imprudent qui s'en allait la nuit tombée, rêver aux bords des étangs et des lacs. Elle repoussait les explorateurs audacieux qui pénétraient dans les régions inconnues et les forêts inexplorées. Elle se dressait de ses épidémies meurtrières toutes les fois que par violence des hommes voulaient s'imposer à la nature, creusant des ports, posant des lignes de chemin de fer, établissant des travaux d'art, dans les pays de colonisation.

Laveran dissipe toutes ces brumes. A la clarté de ses découvertes, tout apparaît simple, et il n'est point exagéré de dire que le paludisme est une des maladies infectieuses dont l'étude est le plus avancée : on en connaît l'agent, on sait d'où il vient, comment il pénètre en nous, ce qu'il devient, comme il agit; on sait reconnaître la maladie, la traiter, et aussi la prévenir. C'est Laveran qui a déchiffré cette vaste énigme; tout ce qu'il a dit du paludisme est resté vrai; et, si des notions complémentaires ont été ajoutées à son apport, elles se trouvaient déjà en germe dans ses écrits.

La biologie lui doit encore la connaissance approfondie des leishmania et trypanosomes. Il en a mis au point la morphologie; il a écrit leur histoire naturelle; il a étudié leurs propriétés biologiques : comment ils sont nocifs, quelles réactions organiques ils provoquent, quelle est leur sensibilité aux médicaments, quelle « résistance » ils y opposent, et il a décrit la symptomatologie des affections qu'ils déterminent, les moyens de les reconnaître; les méthodes thérapeutiques à utiliser; les moyens prophylactiques qui en préservent. Les traités sur *Les Leishmanoses* et sur *Les Trypanosomiases* à eux seuls, auraient suffi à consacrer la carrière scientifique d'un homme. Ils ne représentent pourtant qu'une partie de l'œuvre de Laveran.

Mais apprécier l'œuvre de Laveran en elle-même ne permet pas de rendre pleine justice aux mérites du savant, ni de mesurer exactement la portée de ses découvertes. Il faut se représenter qu'en 1880, personne ne pouvait soupçonner qu'une maladie pût être attribuée à des protozoaires, pût être due à la présence dans le sang de « parasites ». Il ne pouvait s'agir, croyait-on, que « d'infiniment petits », de « microphytes », de microbes. Mais que des êtres organisés, relativement volumineux, puissent évoluer, changer de forme à l'intérieur même de l'organisme et entraîner des désordres était une idée entièrement nouvelle. Ce qui nous paraît simple aujourd'hui apparaissait à beaucoup, en 1880, comme monstrueux et impossible. Mais n'est-ce pas le propre des grands hommes que d'apporter ainsi des idées nouvelles, qui surprennent dès l'abord, et de faire ensuite reconnaître à tous leur réalité et leur évidence ? En montrant l'existence et le rôle des hématozoaires du paludisme, Laveran ne faisait pas seulement connaître des faits nouveaux, il traçait une voie nouvelle aux chercheurs, et il est

juste de lui attribuer le mérite des découvertes que d'autres savants ont faites après lui. C'est Laveran qui a permis de découvrir, par la recherche des protozoaires, les causes de maladies qui échappaient jusqu'alors. — De quelle fécondité ne devait pas être encore cette autre idée « première », que des maladies peuvent être transmises par les moustiques ! Avant Laveran, cette hypothèse avait assurément été faite. Mais combien légère, sans arguments pour l'étayer ! — Reprise par Laveran, solidement établie sur de nombreux faits d'observation et d'épidémiologie, rendue encore plus vraisemblable par la nature parasitaire de l'agent du paludisme, elle devait recevoir un peu plus tard de Ross une éclatante confirmation. De ce moment, on put invoquer le rôle des moustiques dans la transmission d'autres maladies, et on sait à quels importants résultats aboutirent les recherches ainsi orientées, avec leur conséquences de prophylaxie efficace.

Comme toutes les grandes découvertes, celles de Laveran, en effet, n'intéressent pas seulement la biologie, mais, sortant du domaine scientifique, elles étendent leur action bienfaisante au loin et contribuent à améliorer le sort de l'humanité. Par millions en effet se comptaient, chaque année, les atteintes du paludisme et ses morts. Leishmanioses et trypanosomiases, communes en certaines parties du monde, frappent les hommes, sévissent sur les animaux, compromettent ainsi gravement la prospérité de certaines régions. Les découvertes de Laveran n'ont pas seulement permis de sauver bien des vies humaines, mais, par la prophylaxie efficace que l'on peut, grâce à lui, opposer à tant de maladies redoutables, maintes régions, autrefois inhabitables pour l'homme ou rendues désertiques par la violence des épizooties, sont devenues des pays salubres et prospères, ouverts à la civilisation.

De telles conséquences rappellent les sculptures symboliques gravées sur le socle de la statue de Pasteur : une mère le remercie d'avoir guéri son enfant ; et, reconnaissants de ce qu'il a fait pour sauver leurs troupeaux et leurs richesses, cultivateurs et bergers poursuivent leur labeur dans la joie. Pasteur et Laveran, deux noms qui doivent être rapprochés, Laveran ayant fait pour le protozoaire ce que Pasteur avait fait pour les microbes, tous deux ayant augmenté le prestige scientifique de la France, et amélioré le sort de l'humanité.

Dr V. de Lavergne.

LA VIE POLITIQUE

AUTRICHE

La situation ministérielle.

La jeune république autrichienne joue vraiment de malheur. A la crise politique et financière dont elle souffre depuis sa naissance vient de s'ajouter une crise politique, qui a semblé un moment pouvoir prendre tournure assez critique. Le cabinet Schober, qui paraissait plus stable que ses prédécesseurs, grâce à la valeur personnelle du chancelier et à l'appui des Alliés et du parti chrétien-social, mis deux fois en minorité à la commission des finances du Conseil national, a donné sa démission. Un cabinet de coalition bourgeoise, c'est-à-dire antisocialiste, le remplace, sous la présidence de Mgr Seipel, l'un des conseillers et des derniers partisans du pauvre empereur Charles Ier. C'est une expérience nouvelle qui commence; mais c'est aussi un symptôme nouveau du malaise politique dont l'Autriche est atteinte depuis près de deux ans.

Après les élections de février 1919, les premières qui suivirent la chute de l'ancien régime, l'Autriche eut un gouvernement stable, appuyé sur une majorité solide de 69 socialistes et 64 chrétiens-sociaux, au total 133 des 160 membres de l'assemblée. Aucun des deux partis n'ayant la majorité absolue, ils avaient préféré s'unir au prix de concessions mutuelles plutôt que d'engager une lutte stérile. Ce fut le gouvernement de « coalition », sorte d'association où les socialistes, parti le plus nombreux, occupaient les postes dirigeants, la présidence de la République avec M. Seitz, la présidence du conseil avec M. Renner, et les principaux ministères. En juin 1920, l'approche des élections et un désaccord sur la Constitution rompirent la coalition et ouvrirent la crise qui se prolonge depuis lors.

Il y a donc deux ans que l'Autriche n'a connu que des gouvernements faibles et des majorités de fortune. De juin à octobre 1920, on vit défiler successivement un cabinet provisoire Renner, d'abord mixte, puis réduit à ses seuls membres socialistes, et un « cabinet proportion-

nel », gouvernement neutre présidé par le chrétien-social Mayr[1] et comprenant des représentants des trois partis chrétien-social, socialiste et pangermaniste. Les élections d'octobre 1920 renvoyèrent à la nouvelle Chambre, formée de 175 députés, 82 chrétiens-sociaux contre 66 socialistes. De nouveau donc, aucun des deux partis n'avait la majorité absolue. Mais, les socialistes repoussant désormais toute coalition, et les pangermanistes refusant de collaborer avec les chrétiens-sociaux qu'ils considéraient comme cléricaux, magyarophiles et ennemis du rattachement à l'Allemagne, il ne restait que la ressource d'un cabinet neutre de fonctionnaires. M. Schober, président de la police à Vienne, s'était montré administrateur habile et énergique, et avait conquis l'estime de tous en préservant la capitale de la guerre civile. C'est lui qui, à la fin d'octobre, fut chargé de former ce ministère. Ses efforts se heurtèrent d'abord à l'indécision des chrétiens-sociaux et à la défiance du Parlement contre l'idée du gouvernement par des fonctionnaires. On recourut alors à un expédient : le 20 novembre, M. Mayr forme un cabinet mixte, où des fonctionnaires siégeaient avec des parlementaires chrétiens-sociaux. Mal accueilli par la presse, sans autorité au Conseil national, ce ministère dura péniblement aussi longtemps que les pangermanistes voulurent bien le tolérer. Lorsque les plébiscites du Tyrol et de Salzbourg eurent provoqué un conflit entre eux et les chrétiens-sociaux, le cabinet, n'ayant plus de majorité, démissionna le 1er juin 1921[2].

De nouveau, les milieux politiques hésitèrent entre deux solutions : cabinet parlementaire de chrétiens-sociaux et de pangermanistes, ou cabinet neutre de fonctionnaires. Les pangermanistes, arbitres de la situation, imposèrent la seconde. M. Schober réussit cette fois à former un cabinet de fonctionnaires, flanqués d'un parlementaire de chacun des deux partis de la majorité (21 juin). Malgré la valeur personnelle du chancelier, la faiblesse de cette combinaison ne tarda pas à se manifester. M. Grimm, ministre des finances, rendu impopulaire par les nouveaux impôts dont il portait la responsabilité, démissionna le 6 octobre. Les chrétiens-sociaux auraient voulu parlementariser le cabinet, les pangermanistes s'y opposèrent, et l'emportèrent. Les seuls changements furent de personnes, M. Grimm remplacé aux finances par M. Gurtler, député, l'un des espoirs du parti chrétien-social, et, pour ne pas rompre l'équilibre des partis, M. Vaugoin, ministre chrétien-social de la guerre, cédant la place à un fonctionnaire, le colonel Wachter (7 octobre).

L'activité du chancelier Schober se manifesta surtout dans la politique extérieure. Il régla la difficile question de la Hongrie occiden-

1. Qui vient de mourir.
2. Voir dans la *Vie des Peuples* de juin 1921, p. 110, l'article sur les plébiscites et la crise ministérielle.

tale par les négociations et l'accord de Venise, puis il rapprocha son pays de la Tchéco-Slovaquie aux entrevues de Hallstadt et de Lany, qui aboutirent en décembre à la signature du traité de Lany. Mais ces succès diplomatiques ne suffisaient pas à consolider sa position. En vain, M. Gurtler s'appliquait avec plus d'énergie encore que son prédécesseur à équilibrer le budget par la création d'impôts nouveaux et la suppression des subsides d'Etat destinés à abaisser artificiellement le prix des vivres : l'assainissement des finances de l'Autriche n'est qu'au prix de crédits ouverts par l'étranger. Comme ces crédits se faisaient attendre, ou n'étaient alloués que trop parcimonieusement, les dépenses publiques augmentaient plus vite que les recettes, la couronne, après quelques mois de stabilité, reprenait sa course descendante, et le coût de la vie augmentait rapidement. D'autre part, le traité de Lany, approuvé par les socialistes et les chrétiens-sociaux était violemment attaqué par les pangermanistes[1]. C'était donc, une fois de plus, l'accord rompu entre eux et les chrétiens-sociaux, et le gouvernement sans majorité.

Le 15 janvier, M. Waber, ministre pangermaniste de l'intérieur, donnait sa démission pour provoquer la chute du cabinet. Aussitôt le traité de Lany ratifié par le conseil national, le chancelier, qui avait tenu à faire consacrer ce succès de sa politique, donna sa démission (26 janvier). Irrité des attaques pangermanistes, il semblait décidé à quitter la vie publique, et refusa même d'assurer provisoirement l'expédition des affaires. Mais le parti chrétien-social, inquiet de la gravité de la situation économique, tenait à éviter en pareil moment les secousses d'une crise ministérielle. Aux exhortations de ses chefs se joignirent celles de l'ex-président socialiste Seitz qui, malgré l'opposition de son parti, conseilla à M. Schober de rester au pouvoir. Le chancelier accepta donc de nouveau la charge du gouvernement. Pour donner satisfaction aux pangermanistes et préparer leur rentrée éventuelle dans la majorité, il prit pour lui-même le portefeuille de l'intérieur, et céda celui des affaires étrangères à M. Hennet, ministre de l'agriculture. A cette double modification près, le second cabinet Schober fut exactement semblable au premier (27 janvier 1922).

Il en conservait aussi la faiblesse. En butte aux attaques des socialistes, hostiles à tout gouvernement « bourgeois », et à celles des pangermanistes, qui ne lui pardonnaient pas l'accord de Lany, il n'avait plus au Conseil national qu'une majorité de deux voix (chrétiens-sociaux, parti paysan allemand, et l'ex-comte Czernin, unique représentant du « parti bourgeois du travail »); dans les commissions, où figurent seuls les trois grands partis, il était même en minorité d'au moins deux voix. Sa faiblesse était telle que, pour éviter de le faire

1. Voir la *Vie des Peuples* d'avril 1922.

tomber, le Conseil national se trouvait contraint de se borner à discuter quelques projets de lois sans intérêt, dont le vote était acquis d'avance. Le chancelier profita de ce répit pour obtenir des crédits à l'étranger : le gouvernement de Prague avança à l'Autriche 100 millions de couronnes tchécoslovaques; l'Angleterre promit 2 millions de livres sterling, la France 55 millions de francs, et l'Italie 70 millions de lire.

Ce n'était pas une situation qui pût durer, et les partis négociaient pour y mettre fin. Le 11 mars, chrétiens-sociaux et pangermanistes tombèrent d'accord sur un programme de travail et sur le principe de la constitution d'un cabinet parlementaire qui réunirait tous les partis bourgeois; mais les pangermanistes ne voulaient pas laisser M. Schober à la chancellerie. Les Alliés intervinrent alors, et M. Young, le fonctionnaire qui représente en Autriche le contrôle anglais, annonça que l'octroi des crédits était subordonné au maintien de M. Schober dans ses fonctions. Exaspérés par cette démarche, les pangermanistes rompirent les pourparlers, pendant que, discrédité par l'initiative des Alliés aux yeux du Parlement humilié, le cabinet ne trouvait plus qu'un appui très mou dans le parti chrétien-social, dont certains membres aspiraient impatiemment aux portefeuilles tenus par des fonctionnaires. Pour mettre fin à ces intrigues comme « pour montrer clairement que le vote de confiance de l'étranger n'était pas le plus important à ses yeux, qu'il ne voulait pas être un chancelier à la merci du contrôleur et que même la faveur la plus active de l'étranger ne pouvait pas remplacer pour lui la confiance du Parlement [1] », M. Schober démissionna le 15 mars. Epouvantée des conséquences de cette situation, l'Union chrétienne-sociale renonça à modifier le cabinet, et accepta son maintien pur et simple au pouvoir. Avec deux voix de majorité au Conseil national et de minorité dans les commissions, c'était toujours la même situation précaire. En fait, un sursis était accordé au chancelier pour mener à bonne fin les négociations en vue des crédits et pour participer à la Conférence de Gênes.

Un conflit entre chrétiens-sociaux et socialistes vint soudain compliquer la situation. Les premiers proposèrent une réforme de la législation des loyers, pour permettre aux propriétaires une certaine augmentation. Mais les seconds, maîtres du Conseil municipal de Vienne, votèrent un impôt progressif sur les loyers, dont le produit serait affecté à la construction d'immeubles; de la sorte, ce n'était plus les propriétaires qui allaient retirer le profit de l'augmentation des loyers, mais les locataires et la ville de Vienne. Des manifestations en sens contraire s'organisent, l'ordre public paraît menacé; puis soudain tout s'apaise, car un compromis est conclu. L'impôt municipal sera autorisé, mais calculé d'après les loyers de février 1922, de sorte que

1 *Neue Freie Presse*, 16 mars.

toute augmentation ultérieure y échappera; d'autre part, le gouvernement mettra des crédits à la disposition de la capitale pour construi r des immeubles.

Après une accalmie pendant les premiers jours de la Conférence de Gênes, l'attaque contre le cabinet est de nouveau reprise avec vigueur par les socialistes. Car l'échec de la Conférence s'accentue, le chômage s'étend, la vie ne cesse de renchérir, les impôts deviennent de plus en plus lourds, et la couronne recommence sa chute que rien ne peut arrêter. De toutes ces calamités, les socialistes accusent le gouvernement et surtout le ministre chrétien-social des finances, M. Gürtler. Ouvert le 28 avril, pendant qu'il assistait à la Conférence de Gênes, le débat à la commission des finances sur sa politique fiscale se termine en sa présence, le 10 mai, par le vote d'un ordre du jour de défiance à une majorité de 2 voix (14 socialistes et pangermanistes contre 12 chrétiens-sociaux), et il démissionne sur le champ. Le 18 mai, la même majorité rejette une demande de crédit de 120 milliards faite par le gouvernement. M. Grimm, ministre des finances par interim, trace un tableau très sombre de la situation, et montre que, par suite du retard des crédits étrangers, les caisses de l'Etat sont vides. A ce moment critique, pangermanistes et socialistes lancent un nouvel assaut contre le ministère : par 14 voix contre 12, ils refusent les 120 milliards demandés; le gouvernement n'en n'obtient que 41, pour assurer le paiement des fonctionnaires et des dépenses courantes pour deux ou trois semaines. Ce nouvel échec, plus grave que le précédent, scellait le sort du cabinet Schober. A peine close la conférence de Gênes, il démissionnait définitivement, pour faire place, après quelques jours de pourparlers, au ministère Seipel, où les pangermanistes occupent une place et jouent un rôle très supérieurs à leur force réelle.

La crise politique chronique où l'Autriche se débat depuis deux ans est dans la plus intime relation avec la crise économique qui pèse sur le pays. Deux fois — Grimm et Gürtler — c'est par la démission du ministre des finances que s'est ouverte la brèche dans le cabinet.

La misère du Trésor a dicté au Chancelier Schober la signature du traité de Lany et aux ministres des finances les mesures prises pour augmenter les recettes de l'Etat et la suppression des subsides alimentaires. Tandis que le premier de ces actes exaspérait les pangermanistes, les mesures budgétaires irritaient le parti socialiste, parce qu'elles frappaient la masse des consommateurs et non la propriété et la richesse acquise. Le traité de Lany a rapporté à l'Autriche le crédit tchécoslovaque, bientôt suivi du crédit anglais, déjà voté, et des crédits français et italiens, qui ne tarderont pas à l'être. Mais le retard mis à la réalisation de ces crédits à laissé la crise économique subsister ou même s'aggraver. M. Gürtler, partisan sincère de la collaboration avec l'Entente, a clairement exposé la situation, le 14 mars, à la com-

mission des finances du Conseil national. Après une longue énumération des lois financières votées depuis février 1921, qui ont fourni à l'Etat un supplément de recettes de 295 milliards de couronnes, il a montré combien autre aurait été l'effet de ces mesures énergiques, si la réalisation des crédits étrangers avait marché de pair avec elles. La lenteur des Alliés est au fond la cause de la crise autrichienne : ils n'ont pas pu encore, en plus d'une année de négociations, se mettre d'accord pour procurer la levée de l'hypothèque générale sur les actifs autrichiens, condition préalable de tout crédit sérieux ! Tous leurs conseils, toutes leurs protestations d'amitié ne pouvaient pas suffire à empêcher le peu qui a été versé sur les crédits tchèques et anglais de se vaporiser, pour employer l'expression allemande, « comme une goutte d'eau sur une pierre chaude ».

M. Schober a obtenu à Gênes la promesse de la levée de l'hypothèque générale, et l'Autriche participe aux négociations de Londres avec M. Morgan et les financiers anglo-américains. Ses créanciers éventuels exigeront, sans nul doute, tout comme le fit en mai 1921 la Société des Nations, que ses offres de garanties soient ratifiées par tous les partis, ou du moins par deux d'entre eux qui représentent une majorité incontestable au Conseil national. Le cabinet Seipel a donc devant lui une lourde tâche. Tandis que les partis bourgeois s'usent et se discréditent, les socialistes, abrités depuis deux ans dans l'opposition, attendent tranquillement les prochaines élections, où ils ont de fortes chances de regagner le terrain perdu en octobre 1920. Si la coalition des chrétiens-sociaux et des pangermanistes se rompait sur quelque question intérieure ou extérieure, il ne resterait que la dissolution du Conseil national et l'appel au pays. Or, les pangermanistes perdent du terrain à chaque consultation électorale et les récentes élections de Salzbourg ont été pour eux un sérieux avertissement. Puis les progrès du socialisme contribueront sans doute à l'union des partis bourgeois. Mais, au fond, tout l'avenir politique proche et lointain de l'Autriche dépend des Alliés, et de l'empressement qu'ils mettront enfin à réaliser cette aide financière qu'ils ont si souvent et si haut promise, mais qui, jusqu'ici, n'est guère restée qu'une belle espérance, toujours cruellement déçue.

Emile DELAGE.

ETATS-UNIS

La ruine universelle a permis aux Etats-Unis de devenir la plus riche nation du monde. Ils veulent rendre cette situation définitive. Devenus les plus riches, tenant par leurs créances les nations victo-

rieuses d'Europe, ils entendent aussi devenir et rester les plus forts. Des difficultés intérieures se présentent à eux, inévitables dans une crise de croissance, dues aussi à la faiblesse de l'esprit national et de l'esprit militaire, au caractère particulier d'une Constitution qui oppose le Président et le Congrès en leur donnant des pouvoirs à peu près égaux, aux différences de nature des Etats de l'Union, aux concurrences industrielles, à la situation économique, aux luttes sociales.

L'administration de M. Wilson, outre le désordre qu'elle avait apporté dans les finances de l'Etat, avait paru à la masse du pays beaucoup trop idéaliste. M. Wilson était obstinément attaché à l'idée de la Société des Nations. Cette idée pouvait séduire en partie les Américains, surtout pendant la guerre, lorsqu'elle restait à l'état de projet. Ils étaient pris par son parfum biblique et par certaines ressemblances avec la constitution des Etats-Unis. Ce charme cessa d'agir lorsque, l'armistice arrivant, il fallut mettre l'idée en pratique. Les Américains se souvinrent de Monroe et de ses doctrines; ils craignirent de ne pas pouvoir obtenir la prépondérance dans la nouvelle assemblée. Les échecs de M. Wilson au Congrès de Paris leur ouvrirent les yeux; ils comprirent que les Etats-Unis joueraient dans la Société le rôle d'un simple membre, qu'ils n'y seraient pas les maîtres. Le parti républicain, adversaire de M. Wilson, beaucoup plus riche que le parti démocrate, et possédant une puissance effective beaucoup plus grande, exploita les maladresses de l'administration de M. Wilson. Il se présenta aux électeurs de 1920 comme le représentant de la vieille tradition américaine. Le peuple des Etats-Unis comprit obscurément la gravité de la situation. Il vit sa puissance démesurément accrue dans le monde, et se sentit peu disposé à abandonner cette puissance au profit d'une idée de paix plus ou moins chimérique. M. Harding, candidat du *Middle-West*, de la région la plus strictement américaine, la plus fermée aux idées d'Europe, fut élu pour mettre fin aux idéalismes, pour faire triompher les intérêts.

Une fois à la Maison-Blanche, le caractère du nouveau président dut s'atténuer. Le président des Etats-Unis, élu par le peuple, doit forcément s'élever au-dessus des partis. M. Harding s'entoura de M. Hughes, de M. Hoover, républicains très éclairés, connaissant bien le vaste monde. On peut dire cependant que, en face de l'administration Wilson, soucieuse de l'intérêt mondial, l'administration Harding représente l'intérêt américain.

Le nouveau tarif douanier.

Le parti républicain, soutenu par les industriels et par les agriculteurs, parti de riches producteurs, a toujours été nettement protectionniste. Chaque retour des républicains au pouvoir a été marqué par

une augmentation des tarifs sur les importations. Aujourd'hui, la situation de l'Amérique et du monde est changée. Les Etats-Unis ont besoin de s'ouvrir les marchés de l'étranger : ils doivent en outre aider à la prospérité des nations de l'Europe, qui sont leurs débitrices. Un parti assez nombreux est donc opposé à l'établissement de nouveaux tarifs. Il se heurte à l'obstination des républicains du *Middle-West*. Dès l'élection de M. Harding, ceux-ci ont préparé un *Tariff bill* protégeant l'agriculture et l'industrie américaine. C'était un acte si conforme à la tradition républicaine qu'aucun républicain n'a osé d'abord faire une forte opposition. Néanmoins, pendant deux ans, le projet traîné à la Chambre; il arrive aujourd'hui au Sénat. La discussion sera très longue et très acharnée.

Naturellement, l'ensemble des consommateurs s'insurge contre le projet. En frappant les marchandises étrangères, le gouvernement donnera aux producteurs américains le pouvoir absolu de fixer les prix. Certaines industries font cause commune avec les consommateurs. On remarque notamment l'attitude de la Nouvelle-Angleterre, qui, toujours, avait été ardemment protectionniste, et qui, aujourd'hui, ayant besoin d'écouler à l'étranger ses produits fabriqués, est hostile à la nouvelle augmentation. Les adversaires du projet font remarquer qu'il est impossible de fixer les droits d'entrée d'une façon définitive, les événements du monde modifiant sans cesse les prix. Une grande partie des républicains redoute qu'une pareille mesure indispose profondément les consommateurs, qui sont l'immense majorité du public et pourraient renverser les républicains aux prochaines élections présidentielles. Ils rappellent les malheureux effets électoraux du fameux tarif Payne-Aldrich.

Les républicains protectionnistes du *Middle-West* ne veulent pas lâcher prise. Ils s'autorisent de la tradition républicaine. Ils font remarquer que des industries nouvelles sont nées ou se sont développées aux Etats-Unis pendant la guerre, notamment l'industrie des produits chimiques et des matières colorantes. Ces industries doivent encore redouter la concurrence étrangère; il faut les protéger. Mais les protectionnistes ont grand'peine à lutter contre un argument très simple : la vie est chère aux Etats-Unis; le nouveau tarif la rendra plus chère encore, et cette augmentation risque d'entraîner de nombreux troubles sociaux.

La commission des finances du Sénat a accepté le projet de loi. Elle a cependant approuvé une série d'articles qui autorisent le président à modifier les tarifs suivant les événements. Ainsi la loi perdra de sa raideur première, s'adaptera aux circonstances. Le 20 avril, le Sénat a commencé la discussion.

Les primes de démobilisation.

La question des primes de démobilisation n'est pas encore réglée. Elle a agité le Congrès pendant la plus grande partie de l'hiver dernier. Il semblait naturel d'accorder une prime de démobilisation aux soldats américains, puisqu'une prime analogue a été accordée aux soldats des nations européennes. Aussi a-t-on discuté beaucoup moins sur le principe que sur le mode d'application. La Chambre a pris cette affaire en mains et a prétendu voter rapidement une indemnité de 400 dollars pour chaque mobilisé. On l'a accusée aussitôt de poursuivre des buts démagogiques et de ne penser qu'à assurer sa réélection. L'accusation se fonde sur le fait que la Chambre, tout en prévoyant une si énorme dépense, ne se soucie pas d'établir de nouveaux impôts assurant une rentrée d'argent. Elle achète les voix des anciens combattants, elle refuse d'imposer les électeurs de demain, voilà ce que les adversaires du projet lui reprochent. Les mesures prises par la Chambre entraîneraient un énorme déficit.

La commission des finances du Sénat a examiné le projet et proposé des solutions qui, pour la plupart, apparaissent peu satisfaisantes. La Chambre avait émis l'idée que l'Etat, au lieu de payer les primes, pourrait autoriser les anciens soldats à emprunter dans les banques la moitié de la prime promise en ne payant pour cela qu'un très faible intérêt. C'était compromettre le crédit de l'Etat. M. MacCumber, président de la commission du Sénat, expose un projet à peu près analogue. Le Sénat, comme la Chambre, hésite à établir un nouvel impôt qui risquerait de le rendre impopulaire. Certains proposent de lier le paiement des primes au recouvrement des dettes de l'Entente. On peut prévoir quelle influence aurait une pareille mesure sur les dispositions des anciens soldats américains à l'égard des nations alliées. M. Harding est hostile aux différents projets de la Chambre et du Sénat.

Cependant, les primes ne semblent pas encore près d'être votées, et l'on ne voit pas de quel profit elles pourront être à d'anciens soldats qui sont réinstallés depuis plusieurs années dans la vie civile. La résistance aux projets de loi mécontente naturellement les combattants. Les adversaires de l'Entente profitent de la situation pour rappeler que les soldats des nations alliées ont reçu des primes, que ces primes ont été prélevées sur les sommes empruntées aux Etats-Unis et qu'ainsi l'Amérique, qui refuse aujourd'hui de payer ses soldats, a payé les soldats des autres. La discussion sur les primes est encore une fois ajournée.

Les réductions d'effectifs militaires.

Le Congrès des Etats-Unis se laisse trop souvent entraîner à suivre les impulsions de la foule. Le président modère ses initiatives et assure la sécurité de l'Etat. Une fois encore, le Congrès et le président viennent de se trouver en opposition à propos des effectifs militaires.

Pour des raisons d'économie, la Chambre prétendait, en février, dernier, réduire l'armée de terre de 35.000 hommes, l'armée navale de 10.000 hommes. De pareilles réductions peuvent étonner les nations européennes habituées à de tout autres dépenses. Elles expliquent cependant le malentendu qui sépare au sujet des armements la France et les Etats-Unis.

Donc, malgré l'opposition de M. Denby, secrétaire de la marine, la Chambre décide de réduire les effectifs navals, puis les effectifs de terre. Aussitôt le parti républicain presque tout entier et une partie des démocrates s'élèvent contre de pareilles mesures. Avant tout, les Etats-Unis doivent être protégés. Ne pas se préparer à une guerre éventuelle, c'est s'exposer non seulement à une catastrophe nationale, mais aussi, si l'on veut s'en tenir au terrain strictement financier, à d'énormes dépenses. L'administration de l'armée tout entière proteste contre le projet de la Chambre. « Il est ridicule », dit M. Wainwright, secrétaire adjoint de la guerre, de « croire qu'il n'y aura plus de guerre. Tout ce que nous espérons faire est de prolonger les intervalles de paix ». Le général Pershing, lui aussi, demande le maintien d'une armée de 150.000 hommes. L'amiral Sims déclare, le 8 avril, que « la réduction des effectifs navals est une préparation à la défaite ». Avant de toucher à la flotte, il faut voir si les Anglais et les Japonais observeront les engagements pris à Washington.

Le gouvernement s'oppose absolument au projet. Le 11 avril, M. Hughes, secrétaire d'Etat, repousse un projet qui ne respecte pas les dispositions prises à Washington et qui diminuerait le prestige des Etats-Unis. Le 14, M. Harding intervient en personne. Il écrit au député Longworth que les Etats-Unis doivent garder des effectifs navals de 86.000 hommes. Un jour peut-être, on pourra aller au-delà dans la voie du désarmement, mais il faut s'en tenir aujourd'hui aux décisions de Washington. Le 20 avril, la Chambre cède et accorde les crédits demandés par l'Administration. La marine américaine garde ses 86.000 hommes. Il faut maintenant obtenir du Sénat qu'il accorde à son tour les crédits. Mais on ne peut prévoir une résistance très opiniâtre.

D'autre part, M. Weeks, secrétaire de la guerre, et le général Pershing, chef de l'état-major, insistent auprès du Sénat pour obtenir que les effectifs de l'armée de terre restent intacts. Ils sont soutenus par les grands courants d'opinion du parti républicain et du parti démocrate.

L'Amérique n'entend pas renoncer à la puissance militaire et navale que la guerre lui a fait acquérir. Il semble même que certains milieux essaient de tourner les dispositions prises à Washington. On demande que les vaisseaux de guerre qui doivent être détruits soient simplement transformés en navires marchands.

La marine marchande.

C'est que la question de la marine marchande est une des plus graves préoccupations des Etats-Unis. Avant la guerre, la marine marchande américaine était très faible. Tout le commerce naval était aux mains des compagnies étrangères : anglaises, allemandes ou françaises. La guerre a profondément modifié cette situation. L'Etat américain a pris l'initiative de constituer une flotte puissante. Ce fut le *Shipping Board*, organe formidable contre les campagnes sous-marines. Malheureusement, cette flotte nationale a coûté très cher à l'Etat. L'exploitation donne toujours des déficits. Elle est guettée, comme on peut le penser, par l'initiative privée, qui désire se débarrasser d'une concurrence et acquérir à des prix avantageux une flotte magnifique. Or les gens d'affaires sont très puissants dans le parti républicain. On peut prévoir qu'ils obtiendront le partage d'une proie créée par l'administration démocrate.

Le 28 avril, M. Harding a envoyé au Congrès un message concernant la marine marchande. La marine américaine est dans une situation difficile. M. Harding propose une série de mesures destinées à l'aider.

Il pense d'abord qu'on pourrait donner aux compagnies américaines une subvention annuelle de 32 millions de dollars à prélever sur les droits de douane.

Le transport des immigrants serait réglementé. Au lieu d'être abandonné aux compagnies étrangères, il serait réservé pour moitié aux compagnies américaines.

Les navires du *Shipping Board* seraient immédiatement vendus. Le produit de la vente permettrait d'accorder des subventions pour la construction de nouveaux bâtiments.

Le personnel de la marine marchande recevrait des avantages spéciaux. Il serait enrôlé dans la réserve de la marine de guerre et toucherait pour cela des indemnités.

D'autre part, M. Harding essaie d'intéresser les grandes compagnies de chemins de fer à la constitution d'une marine marchande. Jusqu'ici, pour éviter la concentration de trop grands intérêts dans les mêmes mains, la législation américaine interdisait aux compagnies de chemins de fer l'exploitation de lignes transatlantiques. Elles devaient se limiter aux lignes de cabotage. On leur laisserait désormais toute liberté.

Enfin on appliquerait immédiatement l'article du *Merchant Marine*

Act qui accorde des tarifs préférentiels sur terre et sur mer aux marchandises américaines transportées par des navires américains.

Le 3 mars se réunissait à Washington la convention nationale de la marine marchande. Elle approuvait à l'unanimité les propositions de M. Harding. D'autre part, le *Shipping Board* semble être enfin sorti de la période des gros déficits. En février, les recettes ont dépassé les dépenses. Les Etats-Unis attendent de grands résultats de la nouvelle ligne américaine qui relie l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

Seuls, les démocrates s'opposent à des projets de subventions qui favoriseront certains intérêts financiers. Ils accepteraient volontiers une réduction de la flotte.

Devant les commissions du Sénat et de la Chambre, le 5 et le 7 avril, M. Lasker, président du *Shipping Board*, demande que la flotte soit cédée à l'initiative privée avec une subvention de 30 millions de dollars. En ce moment, l'Etat n'emploie que 421 navires sur les 1442 qu'il possède, et le déficit annuel est de 50 millions de dollars. La mesure proposée fera donc réaliser une économie de 20 millions de dollars.

Pour soutenir leur projet, les républicains font appel à des raisons de défense nationale. On renonce en effet à la construction de vaisseaux de guerre. Le jour où ceux-ci auront disparu, la flotte marchande sera maîtresse des mers. Rien ne sera plus facile que de transformer un paquebot en croiseur léger. Les Etats-Unis doivent-ils donc se mettre à la merci de l'Angleterre ?

L'opposition des démocrates dans les deux Chambres semble diminuer. Le 9 mai, M. Harding réunit à la Maison-Blanche les républicains membres des deux commissions de la Chambre et du Sénat. Il leur demande d'accorder la subvention.

Par une étrange maladresse, la compagnie anglaise *Lamport and Holt Steamship*, seule concurrente du *Shipping Board* pour les communications entre les deux Amériques, choisit ce moment pour essayer du dumping et diminuer ses prix. L'orgueil national des Etats-Unis est piqué. Eux aussi diminueront les prix : ils enverront sur cette ligne leurs plus beaux navires.

La crise de la marine marchande sera sans doute passagère. De plus en plus, les Etats-Unis sentent qu'ils ne peuvent plus dépendre de l'étranger pour leurs exportations. Ils se décident peu à peu à s'assurer sur les mers une place digne de leur richesse.

La prohibition.

Les Etats-Unis sentent, dans leur bon sens un peu fruste, qu'il n'est pas de grandeur possible pour un peuple sans une bonne hygiène qui permette un accroissement constant de la population. La fameuse loi proscrivant les alcools, qui nous paraît si étrange, est en rapports étroits

avec cette idée fondamentale : la grandeur d'un peuple dépend de sa santé. Il faut tenir compte, pour comprendre les circonstances qui ont amené cette loi, de l'esprit protestant, du puritanisme, très répandu aux Etats-Unis, même chez les groupes de religion non-protestante. L'idée du péché est encore très forte, et on admet qu'il soit légalement interdit aux hommes de pécher. Il faut se rappeler aussi qu'aux Etats-Unis la femme est considérée comme l'être supérieur, qu'elle exerce la plus grande influence et que, dans tous les pays du monde, la femme sera toujours opposée à la consommation de l'alcool. Il faut penser enfin que les Etats-Unis produisaient jusqu'ici peu de vin, que les boisons alcooliques étaient en grande partie importées, et que, si l'on excepte les Italiens, il y a peu de buveurs de vin parmi les peuples qui ont formé la population actuelle des Etats-Unis.

Si l'on considère d'autre part les ravages de l'alcool dans la société moderne, si l'on pense aux maisons de fous et aux hôpitaux pour enfants dégénérés, on ne peut s'empêcher d'admirer un peuple qui a su imposer des bornes à la liberté individuelle et qui, par une loi qui peut paraître ridicule à certains, a peut-être assuré à ses descendants la maîtrise de l'avenir. Grâce à la sélection qui a présidé à ses origines, grâce au milieu, grâce à l'éducation, grâce au bien-être, grâce aussi peut-être à un certain manque d'intellectualisme, la race américaine est physiquement une des plus belles du monde. Que sera-t-elle après avoir été privée d'alcool pendant deux ou trois générations ? Ne trouvera-t-elle pas dans ses muscles sains, dans son cerveau libre, la force de dominer les races plus insouciantes qui n'auront pas su résister à l'intoxication ? La prohibition signifie : un sang pur, une maison ordonnée, un bon emploi de l'argent, une meilleure nourriture, un meilleur logement pour l'homme et pour les enfants. La chose vaut la peine d'être examinée.

Naturellement, la nouvelle loi n'est pas appliquée sans résistance. On boit encore beaucoup en Amérique. Des bateaux, trompant la surveillance des anciens chasse-sous-marins qui croisent sur les côtes, apportent du Canada, des îles Bermudes ou Bahamas, l'alcool à pleine cale. Pourtant, il faut se cacher pour boire : le cabaret ne s'ouvre pas à tous les coins de rue. L'alcool est beaucoup plus cher. Il faut être un buveur déterminé pour s'en procurer. Sans doute, les grandes vedettes du cinéma, les millionnaires peuvent boire encore. Mais le pauvre est déjà à demi préservé.

Il y a toujours une assez forte campagne contre la loi de prohibition. Mais elle a peu de chances de réussir. L'essentiel était de braver le ridicule, de faire voter la loi et de l'appliquer. Le réforme réalisée paraît beaucoup plus naturelle. Elle surprend les générations qui ont connu le régime « humide ». Elle n'étonnera plus les générations de demain. Peut-être reviendra-t-on un jour sur le *Volstead Act* qui interdit

l'usage des vins et des bières peu alcoolisés. Cela même paraît peu probable. Lorsqu'à l'occasion de la Semaine du vin, les viticulteurs français ont fait entendre leurs réclamations, ils n'ont trouvé aucun écho en Amérique. Le 5 mai, la Chambre a prouvé une fois de plus qu'elle avait l'intention d'appliquer la loi jusqu'au bout. Par 222 voix contre 73, elle a voté une loi qui autorise le gouvernement à déporter tous les étrangers ayant violé les lois de prohibition. Les immigrés italiens sont directement menacés par cette mesure.

Le même jour, l'association anti-prohibitionniste organisait à New-York un grand meeting. Cette association est puissante. Elle compte 300.000 membres; elle s'augmente sans cesse. Deux jours avant, un autre meeting tenu à New-York réunissait 10.000 personnes. Ce sont là des manifestations qui ne pourront changer la ligne politique du pays.

La loi de prohibition a été acceptée par un Congrès élu seulement par des hommes. Aujourd'hui, les femmes votent. Elles ne permettront jamais que l'on revienne sur une loi qui ne les gêne pas et qui donne la paix à leur ménage. Le président Harding est nettement partisan de la prohibition. Aucun des deux grands partis n'osera se déclarer contre elle.

L'immigration.

L'hygiène physique de la population américaine étant assurée, l'Etat se préoccupe aussi de l'hygiène morale. Cette hygiène est sans cesse compromise par l'apport de populations nouvelles venues d'Europe. L'immigration est pour l'Amérique un problème très grave.

L'Amérique ne peut se passer de l'immigration. Sa natalité est relativement faible. Malgré le puritanisme de certaines régions, les Américains ont peu d'enfants. L'indépendance de la femme, les divorces fréquents, le bien-être sont peut-être les causes principales de ce fait. Or, l'Amérique a grand besoin d'hommes. Maîtresse d'immenses espaces encore vierges, il lui faut des pionniers, des colonisateurs. Il faut aussi à ses villes d'usines des ouvriers travaillant pour des salaires aussi bas que possible, acceptant les ordres sans les discuter, ignorant encore le socialisme.

D'autre part, les ouvriers américains protestent contre ces invasions d'étrangers, habitués à vivre de peu et à accepter de faibles salaires. Les bourgeois eux-mêmes, depuis que l'esprit national s'est développé, redoutent ces immigrants qui ignorent tout de leur pays nouveau, qui ne peuvent former un élément traditionnaliste. Ils viennent des pays les moins évolués de l'Europe; ils risquent d'abaisser le niveau moral de la population. Enfin, depuis que la situation politique de l'Europe orientale s'est modifiée si radicalement,

les Américains ne sont plus aussi sûrs de leurs immigrants, ils redoutent de voir entrer chez eux des propagateurs du bolchevisme.

Aussi, dès la période qui a suivi l'armistice, les Américains limitaient-ils l'immigration. Ils décidaient de ne plus admettre chaque année qu'un chiffre d'immigrants correspondant à 3 % des colonies déjà formées par chaque nation. Ils prenaient cette mesure pour éviter l afflux des populations de l'Europe centrale et orientale fuyant la misère de leurs propres pays. Cette loi est toujours en vigueur. La Chambre vient d'en prolonger l'application jusqu'en 1924.

Cependant, des émissaires sont envoyés dans tous les centres d'émigration pour examiner l'état des populations, la valeur des éléments dont on pourrait autoriser l'entrée. Les rapports de ces émissaires sont généralement assez défavorables. Ils trouvent dans les pays qu'ils parcourent peu de recrues dignes de devenir de bons citoyens des Etats-Unis.

L'immigration, cependant, paraît être moins abondante qu'on aurait pu s'y attendre. Il y a beaucoup de chômage aux Etats-Unis. Beaucoup d'ouvriers sans emploi regagnent leur pays. Les Polonais, attirés par leur patrie reformée, quittent l'Amérique. De juin 1921 à février 1922, 25.000 Polonais sont rentrés chez eux, tandis que 5.000 seulement arrivaient. Les Italiens, bien qu'on trouve parmi eux très peu d'ivrognes, sont gênés par la privation quotidienne du vin. Dans la même période de huit mois. 42.000 Italiens sont partis des Etats-Unis, 39.000, y sont arrivés.

Le gouvernement des Etats-Unis a peut-être senti le danger. Il a fini par accepter l'entrée définitive de 2.400 étrangers en sus des proportions prévues par la loi.

Les nouveaux immigrants de cette dernière période viennent, pour la plupart, de l'Europe septentrionale et orientale. On compte 41.000 Juifs, 18.000 Allemands, 13.000 Anglais, 8.000 Ecossais, 8.000 Scandinaves.

Les noirs.

Les Américains possèdent sur leur territoire une race étrangère qui jadis y a été amenée de force, et qui s'y est développée lentement, malgré l'esclavage et les mauvais traitements. Les noirs ont été arrachés à l esclavage lors de la guerre de Sécession. Reconnus officiellement citoyens des Etats-Unis on ne peut pas dire qu'ils aient été encore complètement émancipés. L'homme de couleur continue à être regardé aux Etats-Unis comme une créature inférieure. Il ne s'écoule guère de mois sans que des nègres, simplement soupçonnés de quelque crime, soient arrachés à leurs prisons par les foules du Sud, traînés par les rues, torturés, brûlés vifs ou pendus. Une loi présentée au Congrès pour la répression des lynchages dort depuis très longtemps dans les commis-

sions, les représentants des Etats du Sud faisant tous leurs efforts pour l'empêcher d'être votée. Cependant les massacres de nègres continuent. Le 9 mai dernier, à Kirvin, petite ville du Texas, trois nègres ont été mis à mort de la manière la plus barbare, bien que deux d'entre eux aient crié jusqu'au bout leur innocence. Un troisième, à force de tortures, avait fini par faire un vague aveu. Cet Etat de Texas est une des terres du lynchage. Il occupe le troisième rang pour cela, après la Géorgie et le Mississipi. Entre 1885 et 1919, 294 nègres y ont été massacrés.

Les blancs des Etats-Unis ne sont pas tous aussi cruels. Ils ont donné beaucoup d'argent pour l'éducation de la race nègre. Ils sont entrés dans des associations mixtes dont la plus célèbre est la *National Association for the advancement of colored people.* Ils ont fondé des églises, des écoles. Les noirs aussi ont fait de grands efforts. Des statistiques récemment publiées font sentir le chemin parcouru.

En 1866, après la guerre de Sécession, 90 % des noirs étaient illettrés, 100.000 allaient aux écoles publiques; il y avait 15 collèges et écoles normales pour noirs, 600 maîtres noirs.

En 1920, on ne trouve plus que 20 % d'illettrés parmi les noirs; 2.000.000 de noirs fréquentent les écoles publiques, il y a 40.000 maîtres noirs, 500 collèges et écoles normales.

Pour les églises, même progrès. On en comptait 700 en 1866, plus de 50.000 en 1920.

En même temps, les noirs démontrent que, comme les blancs, ils sont capables de diriger des entreprises. Il y a 72 banques nègres en 1920, 50.000 affaires, 240 marchands de gros, 25.000 marchands de détail.

Ils prouvent enfin qu'ils ont le sens de la propriété. Leur fortune se compose, en 1910, de 177.273.785 dollars d'animaux domestiques, de 5.113.756 dollars de volaille, de 36.861.418 dollars de machines agricoles, de 273.501.665 dollars de terres et de bâtiments. La valeur totale de leurs propriétés agricoles s'élève à 492.892.218 dollars.

Les Américains pourront compter sur cet appoint formidable le jour où ils se décideront à renoncer aux différences de couleur. Les noirs, malheureusement, voient souvent leur santé péricliter lorsqu'ils quittent les provinces du Sud pour les villes du Nord où on les traite mieux. La population noire, malgré une forte natalité, augmente peu.

Le mouvement politique.

La Maison-Blanche est occupée par les républicains depuis quinze mois à peine; et déjà les partis songent aux élections présidentielles de 1924. A l'intérieur du parti républicain, les vieilles divisions se réveillent. Quant aux démocrates, ils étudient le programme à présenter aux électeurs.

M. Harding n'est pas toujours d'accord avec certaines fractions de son propre parti. Lorsque le Sénat a discuté les traités conclus pendant la conférence de Washington, M. Harding s'est trouvé en opposition avec le groupe des républicains irréconciliables. Il a eu besoin, pour faire accepter son traité, de l'appui de quelques voix démocrates. M. Harding semble se détacher de plus en plus du groupe auquel il appartenait avant son élection, groupe vieux républicain et de vues assez étroites, pour se rapprocher d'éléments plus modernes comme M. Hoover et M. Hughes.

La politique de M. Harding, si elle s'écarte de la droite du parti républicain, ne satisfait pas non plus la gauche, la fraction progressiste, qui se groupait jadis autour de Roosevelt. Ce mécontentement vient de se manifester aux élections primaires de l'Etat d'Indiana, le 2 mai.

L'Etat d'Indiana doit élire un sénateur. Au cours des élections primaires, les républicains de l'Indiana devaient désigner leur candidat au siège vacant. Deux candidats républicains étaient en présence. M. New, figure assez effacée, mais sénateur sortant et ami intime de M. Harding, et M. Beveridge, homme de valeur et ayant une assez grande popularité dans l'Indiana, mais progressiste et, par conséquent, opposé au gouvernement. M. New avait pour lui la protection de l'administration. Or, c'est M. Beveridge que les républicains ont désigné. Cet échec est très significatif, l'Etat d'Indiana étant un des centres du parti républicain, et ses décisions donnant souvent l'impulsion aux décisions que prennent les républicains des autres Etats.

En Pennsylvanie, autre citadelle des républicains, un ami de Roosevelt, M. Gifford Pinchot, a été élu gouverneur. Jusqu'ici la Pennsylvanie avait été aux mains du vieux-républicain Penrose qui est mort récemment. Cette victoire des progressistes en Pennsylvanie a la plus grande importance.

De leur côté, les démocrates préparent l'avenir. M. Wilson semble décidé à ne pas se laisser oublier. On assure, dans certains milieux, qu'il pourrait penser à poser sa candidature en 1924. Cela paraît peu probable. M. Wilson penserait plutôt à son gendre M. Mac-Adoo, qui fut écarté par les démocrates lors des dernières élections.

M. Cox essaie de rester le candidat de demain. Il s'attache à l'idée de la Société des Nations. Mais il ne semble pas que l'ensemble du parti démocrate soit disposé à le suivre dans cette voie. Les démocrates poseront sans doute le débat sur des questions d'importance plus immédiate. L'administration républicaine mécontente une partie du pays. Les démocrates exploiteront ces maladresses.

G. B.

HONGRIE

Les élections

Pour la seconde fois depuis que la Hongrie, réduite de deux tiers de son ancien territoire, est devenue l'un des plus petits Etats de l'Europe nouvelle, ses habitants sont appelés à se prononcer sur l'orientation qu'ils entendent voir donner à la politique de leur pays. Les premières élections, pour une Assemblée nationale constituante, eurent lieu en janvier 1920, quelques mois après la chute du régime communiste de Béla Kun. Comme cette Assemblée devait avant tout ratifier le traité de Trianon, les gouvernements de l'Entente demandèrent des élections au suffrage universel, innovation très hardie dans un pays resté en cette matière l'un des plus arriérés de l'Europe. Ni le régime ultra-démocratique de Michel Karolyi, ni le régime démagogique de Béla Kun n'avaient osé faire ce que les Alliés exigèrent de l'amiral Horthy. Ils avaient le pouvoir de commander. M. Etienne Friedrich, président du conseil à ce moment et chef d'un ministère issu de la contre-révolution, déféra donc à leurs vœux, et étendit même le droit de vote aux femmes. Cependant l'Assemblée issue de ce mode de suffrage, l'un des plus avancés qu'il y eût en Europe, fut parmi les plus conservatrices qu'ait connues la Hongrie. Après l'expérience malheureuse d'un bolchévisme importé de Russie par les disciples de Lénine, la réaction contre toutes les idées avancées était tellement forte, même et surtout dans le peuple, que les candidats démocrates étaient d'emblée désavantagés. Les socialistes, tenus — à tort — pour complices des communistes, auraient risqué leur vie à se montrer dans les campagnes et à solliciter les suffrages. L'éducation civique de la grande majorité du peuple hongrois n'est pas encore assez avancée pour que le plus grand nombre des électeurs puissent exprimer des convictions indépendantes et réfléchies, surtout alors que la forte majorité d'entre eux déposaient pour la première fois un bulletin dans une urne. Enfin le vote des femmes acheva de faire pencher la balance, car en Hongrie l'élément féminin est tout à fait conservateur.

Très peu démocratique, l'Assemblée élue en 1920 était aussi mal équilibrée, morcelée en fractions diverses, sans majorité définie, sans groupements politiques compacts, sans opposition sérieuse : réunion d'hommes nouveaux où des ruraux en costume paysan coudoyaient des aventuriers politiques, où les députés, sans expérience, suivaient l'inspiration du moment et changeaient de parti à tout propos, où les débats personnels prenaient plus de place que les grands problèmes du relèvement national. Deux éléments, les agrariens et les chrétiens-nationaux, s'en disputèrent la direction, essayant en vain de

collaborer et finissant par paralyser de leur rivalité toute l'activité législative. Il est symbolique que le mandat de cette Assemblée nationale constituante, élue pour deux ans, ait expiré avant même qu'elle fût parvenue à voter le statut des nouvelles élections.

L'opposition des députés légitimistes, exaspérés contre le gouvernement par l'échec de la dernière tentative de restauration du roi Charles (octobre-novembre 1921), arrêta en effet l'adoption parlementaire de la loi électorale présentée en janvier. Le gouvernement du comte Bethlen la promulgua donc par décret, tout comme le ministère Friedrich avait édicté le suffrage universel en 1920. En 1922, c'est un suffrage bien plus restreint qui est appliqué. Sont électeurs tous les hommes âgés de 24 ans qui savent lire et écrire. Les femmes, elles, ne sont électrices qu'à 30 ans. Comme l'élément féminin a, surtout depuis la guerre, une forte prépondérance dans la population de la Hongrie, les femmes avaient eu, en 1920, une influence décisive sur le résultat du vote, bien que moins préparées encore que les hommes à un exercice réfléchi de leurs droits politiques. La propagande légitimiste a trouvé son compte à exploiter la sentimentalité et l'impressionnabilité féminines.

Le décret-loi du comte Bethlen créa un million d'électeurs de plus que la dernière loi électorale constitutionnellement votée en Hongrie, celle du ministère Wekerle, qui à l'époque, en 1917, fut regardée comme très libérale. Il défèra au désir des socialistes, en établissant pour la première fois le vote secret dans les villes et le scrutin de liste. C'est à ces concessions, sans doute, au moins en partie, qu'est due la résolution prise par le parti socialiste démocrate de Hongrie de rentrer dans l'action politique, dont il s'était retiré au lendemain de la chute du régime communiste et au début de la réaction. Dans les campagnes, le vote redevint public. Contre les vives critiques que les libéraux adressèrent à cette disposition, le gouvernement se défendit en prétendant que cette mesure est nécessaire pour paralyser la propagande bolcheviste qui n'a pas cessé complètement et qui trouve un terrain facile parmi les paysans incultes, auxquels elle promet la distribution des terres sans indemnité. Peut-être est-ce là surtout un prétexte, et les vraies raisons, plus profondes, se comprennent-elles mieux si on repasse d'un coup d'œil toute l'histoire politique du dernier demi-siècle en Hongrie.

Dès que le décret du gouvernement fut promulgué, la campagne électorale commença. Elle prit immédiatement une ampleur et un acharnement tels qu'elle a dépassé en violence les élections de l'ancienne Hongrie, qui pourtant étaient assez riches en péripéties de tous genres.

Si passionnés que les Hongrois aient toujours été de politique, on n'avait jamais encore vu au pays magyar semblable floraison de frac-

tions politiques et semblable exaspération des antagonismes de parti. Sur le modèle des fascistes italiens, des groupes de combat se sont constitués pour troubler les réunions des adversaires; et, comme tous les principaux partis ont formé des détachements de ce genre, plus d'une réunion s'est terminée par des bagarres parfois mortelles. Des bombes — engins naguère encore inconnus dans les luttes politiques de Hongrie — ont éclaté en divers endroits de la capitale, sans que la police ait réussi à découvrir les auteurs de ces attentats odieux, qu'il ne faut sans doute pas chercher à l'extrême gauche. Par la presse, la brochure et l'affichage, par les réunions et les meetings, par la persuasion ou la menace, la prière ou l'intimidation, la lutte s'est poursuivie avec une ardeur furieuse : car, pour deux cent quarante mandats, c'est plus de mille candidats qui s'affrontaient, et ne se divisaient pas entre moins de vingt-quatre partis.

Le comte Bethlen a, de longue date, prévu toute l'agitation où de nouvelles élections jetteraient son pays bouleversé par la guerre et ses conséquences. Avec persévérance il a, depuis l'armistice, depuis la chute du communisme et plus énergiquement encore depuis son arrivée au pouvoir, tenté de grouper les partis et d'éliminer de la lutte les questions qu'il jugeait les plus dangereuses. Après de laborieuses négociations, il a réussi à former un bloc gouvernemental, dont le noyau central est le parti des petits propriétaires et agrariens. Les anciens membres du parti du travail — dernier avatar du « parti libéral » des Tisza, — une fraction du groupe kossuthiste, des dissidents, des indépendants ont été par lui gagnés à son programme de concentration nationale. Leur nombre, leur organisation, leurs contacts avec toutes les classes du pays donnaient aux membres de ce parti gouvernemental unifié de très fortes chances pour les élections du 28 mai et du 2 juin. Leur programme met au premier plan les problèmes économiques et sociaux, — réforme agraire, liberté du commerce, relèvement industriel, développement de la production nationale, collaboration intime des villes et des campagnes — et ajourne les questions purement politiques — forme définitive de l'Etat hongrois, choix d'un roi — au jour où la situation économique et sociale du pays sera entièrement consolidée.

M. Jules Gœmbœs, chef de l'organisation électorale du parti gouvernemental unifié, avait prédit que celui-ci obtiendrait environ 150 sièges, 35 à peu près devant revenir à des députés indépendants favorables au gouvernement; soit, au total, pour celui-ci, une majorité de 80 % en chiffre rond.

Les adversaires les plus acharnés du bloc gouvernemental sont les légitimistes, que dirigent les comtes Andrassy et Apponyi et l'ancien président du conseil Friedrich. Ils ont voué une haine mortelle au comte Bethlen et à M. Szabo (de Nagyatad), le chef, un peu mis en

tutelle, des petits cultivateurs et agrariens, pour avoir fait échouer la seconde tentative de restauration du feu roi Charles et voter sitôt après, à la demande des Alliés, la loi de déchéance. Pour eux, tant que le roi légitime n'aura pas repris le pouvoir, il n'y aura en Hongrie qu'anarchie, instabilité et désordre politique, économique et social. Grâce au clergé catholique, dont une bonne partie souscrit à leur doctrine, ils comptent un assez grand nombre de partisans dans certaines régions de la Transdanubie[1]. Par contre, dans le pays protestant de Debrecen et de la grande plaine hongroise, ils n'ont aucune chance. La mort prématurée de Charles IV, roi couronné, symbole vivant de l'intégrité territoriale du royaume de Saint-Etienne, a porté un coup sensible à leur cause. En vertu de la légitimité, ils ont proclamé roi son fils aîné, l'archiduc Otto ; mais ce roi en exil de dix ans, non couronné, que nul Etat n'a jamais reconnu, est pour leur doctrine d'un bien moindre, d'un fort chétif appui.

L'ancien parti chrétien-national s'est divisé entre ces deux groupements politiques, parti gouvernemental et légitimistes, à l'exception de quelques petites fractions dont les membres sont attachés avant tout à leur programme de politique « chrétienne ». Ils prêchent l'union de tous les éléments chrétiens de la nation, la reconnaissance de la morale chrétienne comme fondement de toute la vie politique, économique et sociale. Ces formules, assez vagues, couvrent chez certains un généreux et un peu chimérique idéalisme, chez d'autres elles sont le paravent du plus pur arrivisme, sinon même de cyniques spéculations.

Les partis libéraux et démocratiques réclament avec force que l'esprit de réaction, né des excès mêmes du communisme, fasse place à la réconciliation entre les classes et à un effort de collaboration amicale de la bourgeoisie, des paysans et des ouvriers. S'ils n'étaient divisés entre eux, ces partis obtiendraient certainement un nombre considérable de voix dans certaines régions à traditions libérales, telle la ville de Debrecen, où vit toujours l'esprit de Louis Kossuth. L'opinion libérale de l'étranger aurait pu les aider. Malheureusement ils n'ont pas su, faute d'habileté peut-être, faute aussi de ressources matérielles, se faire assez connaître d'elle[1] ; et, d'autre part, un instinct chevaleresque peut-être trop impolitique les retient de répudier nettement toute solidarité avec le comte Michel Karolyi, dont une légende soigneusement entretenue fait le père ou le parrain du bolchevisme hongrois.

A l'extrême gauche, les démocrates socialistes ont repris la lutte

1. Région de la rive droite du Danube et du Balaton.
2. Voir dans la *Vie des Peuples*, 10 avril 1922, Vie politique : *Le manifeste de l'opposition hongroise.*

sur une base nationale et pour la défense des intérêts ouvriers. Le gouvernement tient, pour la façade, à en voir élire quelques-uns : ce sera la preuve qu'en Hongrie règne un régime de liberté. Ils entreront donc pour la première fois dans un Parlement hongrois.

Entre ces groupes principaux s'essaime une série de formations politiques, en partie nouvelles, à programme plus ou moins défini. Voici, à titre de curiosité, la liste complète des 24 partis qui sont inscrits pour prendre part aux élections et les noms de leurs principaux chefs :

1° *Parti chrétien agrarien et bourgeois* (bloc gouvernemental) : comte Etienne Bethlen et Etienne Szabo (de Nagyatad);

2° *Union chrétienne* : Charles Wolff, Alexandre Ernszt;

3° *Parti unifié des chrétiens nationaux* : Charles Huszar, Augustin Benard;

4° *Parti bourgeois national* : François Heinrich et Ladislas Lukacs;

5° *Parti des libres électeurs* (antilégitimistes) : baron Georges Balas et Paul Szemere;

6° *Parti chrétien national agrarien et bourgeois* (légitimistes) : comte Jules Andrassy, Etienne Friedrich;

7° *Parti d'unité chrétienne et nationale* : Etienne Haller;

8° *Parti chrétien social et économique* : Joseph Szabo, Jean Székely;

9° *Parti des petits cultivateurs de 1848* : Alexandre Herczeg, Louis Mohacsi;

10° *Parti agrarien et bourgeois indépendant* : Charles Rassay, Etienne Barczy;

11° *Parti de l'indépendance nationale de Kossuth* : comte Théodore Batthyany, Aladar Balla;

12° *Parti socialiste national* : Jean Anka;

13° *Parti démocrate socialiste* : Jules Peidl, Charles Peyer;

14° *Parti démocrate national* : Guillaume Vazsonyi, Louis Szilagyi;

15° *Parti de l'union agraire et chrétienne* : Alexandre Zsilavy;

16° *Parti national des ouvriers* : Alexandre Csizmadia;

17° *Parti socialiste agraire* : Guillaume Mezœfi;

18° *Parti de la défense nationale* : Ferdinand Urmanczy;

19° *Parti national de l'industrie* : Antoine Muller;

20° *Parti de l'union nationale* : comtes Jean et Aladar Zichy;

21° *Ancien parti Friedrich* : Aurèle Kelemen;

22° *Parti chrétien socialiste* : Alexandre Giesswein;

23° *Parti économique* : Gustave Gratz;

24° *Parti des anciens combattants.*

Ce nombre imposant de partis pour une assemblée composée de 240 députés et une nation qui compte à peine 8 millions d'habitants prêterait à sourire, s'il n'était le symbole d'une situation douloureuse.

Le morcellement inutile des énergies nationales n'est pas seulement la conséquence du caractère hongrois et des troubles révolutionnaires de 1918-1919; il traduit aussi le bouleversement profond de la Hongrie par le traité de paix. Nul Etat en Europe n'a été plus profondément atteint par la guerre que le royaume historique de Saint-Etienne, nul peuple plus éprouvé, plus frappé, que le peuple magyar. Entre le regret du passé et la conscience des nécessités de l'avenir, entre la révolte du patriotisme, qui ne veut pas perdre l'espoir d'une revanche sur un sort qu'il juge injuste, et la raison qui commande de ne plus exposer, de préserver jalousement au contraire et de mettre à profit les dernières chances que l'avenir réserve aux descendants du peuple d'Arpad, comment n'hésiterait-il pas? Et comment ne lui faudrait-il pas du temps, des efforts, une plus longue expérience, pour fixer définitivement son choix?

La statistique des élections publiée par le gouvernement lui donne une majorité des deux tiers environ de l'Assemblée. Elle accuse la défaite des légitimistes, et le succès relatif des socialistes. Mais, plus qu'ailleurs encore, pareille statistique, en Hongrie, a besoin d'être analysée et critiquée. Des échecs significatifs ont atteint certains personnages de premier plan; il y a eu des surprises dans tous les camps; les chiffres ne suffisent peut-être pas à donner l'image exacte des résultats : il y a des nuances et des impondérables. La situation politique en Hongrie demandera longtemps encore à être suivie de très près.

P. R.

RUSSIE

La situation intérieure de la Russie

L'opinion publique européenne et surtout l'opinion publique française semble être animée à l'égard des diplomates bolchéviks d'une indulgence à toute épreuve. Si retentissantes que soient les gaffes qu'ils commettent, si bruyants que soient leurs « ratés », la presse de la plupart des pays bourgeois n'en frémit pas moins de béate admiration. On s'ingénie à soupçonner sous leurs attitudes quelque dessous sensationnel; leurs paroles ont beau être aussi déplacées que leurs gestes sont maladroits, ou leur prête cette habileté diabolique que l'on se plaît à se représenter chez des êtres étranges et incompréhensibles.

Certes beaucoup de doutes et d'incertitudes planaient sur la conférence de Gênes, mais ceux qui de beaucoup restent les plus surpris de

son échec sont précisément ceux qui avaient quelques notions de ce qui se passait en Russie pendant ce temps-là. A lire les rapports de la presse soviétique, à méditer sur les décrets de Trotski, de Lénine, à examiner les arrêtés et les résolutions communistes, on ne pouvait pas s'attendre à pareille attitude de la part des délégués russes. Sans doute ont-ils été eux-mêmes étonnés les premiers par le résultat de leur manœuvre paradoxale.

Dans son discours du 6 mars (*Izviestia* de Moscou, 8 mars), Lénine déclarait au congrès des métallurgistes :

« Nous avons dit dès le début que nous accepterions la Conférence de Gênes et que nous irions à Gênes. Nous avons très bien compris et nous n'avons pas caché que nous irions en tant que *marchands*. Car le commerce avec les capitalistes (tant qu'ils ne sont pas en décomposition) nous est nécessaire. Nous irons donc à Gênes pour disputer la façon la plus rationnelle, la plus avantageuse, les conditions politiquement acceptables de ce commerce, et rien de plus ».

* * *

C'est qu'en effet, une politique extérieure est toujours en connexion avec la situation intérieure d'un pays. Ceci est particulièrement vrai de la Russie, où les bolchevistes se sont vus contraints à plusieurs reprises de capituler devant leurs adversaires bourgeois du dehors pour sauvegarder leurs conquêtes révolutionnaires du dedans. Faut-il rappeler Brest-Litovsk, Dorpat, Riga et d'autres faits encore ?

Jusqu'ici, la menace intérieure avait amené les dirigeants de la Russie soviétique à céder des territoires et des prérogatives extérieures, pour en finir avec la guerre et ses dépenses. Aujourd'hui la Russie doit faire un pas de plus, sa situation intérieure est si désespérée que le communisme se voit obligé de céder sur le front intérieur même, si toutefois il veut conserver quelque espoir de se maintenir au gouvernement.

C'est ce que nous avons vu se produire peu à peu depuis la crise de février-mars 1921. Une nouvelle politique économique a été inaugurée, qui a rétabli graduellement le commerce et l'industrie privés. Or, pendant ce mois de mars qui précède la conférence de Gênes, la crise s'est encore aggravée.

Les transports sont pour ainsi dire complètement paralysés. L'*Ekonomitcheskaia Jizn* (18 mars), qui signalait le manque à peu près total de combustible, constatait que le nombre des locomotives se trouvait réduit à 17.906, dont 2.578 seulement affectées aux trains de marchandises. Elle évaluait à 11.539 les locomotives « malades », c'est-à-dire inutilisables. Quant au matériel roulant, sur les 394.724 wagons indiqués, 211.155 seulement étaient en service. L'organe économique officiel du

gouvernements des Soviets négligeait de signaler ce que les autres étaient devenus.

L'*Ekonomitcheskaia Jizn* avait déjà publié les 3 et 4 mars le rapport du commissariat des voies de communications sur la crise des transports. On y lit que les chemins de fer ne subsistent que d'offrandes de combustible. Une ligne stoppe-t-elle sur un point du parcours, on lui envoie quelques wagons de bois ou un peu de naphte, et aussitôt l'on se met à chauffer les chaudières des locomotives jusqu'à ce que le combustible ainsi obtenu soit à son tour épuisé. Les locomotives sont constamment modifiées afin de pouvoir s'alimenter soit de bois, soit de pétrole. Enfin les ouvriers des chemins de fer ne sont plus payés depuis le mois de novembre sur certain réseau, et il n'a guère été donné depuis lors, au personnel que 8 livres de pain par mois. (*Ekonomitcheskaia Jizn*, (4-3).

Tout cela n'est pas pour améliorer le sort des malheureuses populations desservies par des moyens de communication aussi précaires. L'*Ekonomitcheskaia Jizn* (16 mars) signale une sérieuse augmentation du prix de la vie entre le 1er février et le 1er mars : 50 % à Moscou, 30 % à Kiev, 42 % à Pétrograd, 16 % à Kharkov.

Pour arrêter l'accumulation des dettes contractées par certains commissariats, le gouvernement des Soviets a continué de transformer en régies certaines exploitations d'Etat. Après les chemins de fer, dont les tarifs sont sans cesse relevés à nouveau, les journaux sont à leur tour vendus et non plus distribués. Pour l'ouvrier, il devient désormais impossible d'acheter une feuille qu'il paierait presque aussi cher que sa ration quotidienne, cependant déjà bien réduite.

Aussi les troubles ouvriers se multiplient-ils. La presse soviétique ne rapporte guère que ceux qui éclatent à Moscou même ou à Petrograd Ce qui se passe ailleurs, personne ne le soupçonne. Des villes entières peuvent se révolter sans que rien ne se répercute à travers ce grand pays désolé, privé de chemins de fer, et dont les rares lignes télégraphiques sont aux mains des bolcheviks. Les ouvriers de l'usine « *Sokol* » (*Pravda* de Moscou, 22 mars) se sont soulevés, las d'attendre les salaires qui leur étaient dûs depuis février. Ils demandaient du pain; une intervention violente du syndicat rétablit l'ordre. On ne nous dit pas comment. De même des sanctions ont été prises contre des ouvriers indisciplinés à Tver (*Pravda* de Moscou, 4 mars). Enfin l'armée elle-même se dissout lentement. Les soldats murmurent. Ils sont mécontents de toutes les privations subies. (*Pravda* de Moscou, 17 mars).

Un autre ferment de mécontentement est la confiscation des trésors des églises, décrétée soi-disant pour venir au secours des affamés. La population semble s'être montrée très hostile à l'exécution de ce décret (*Izviestia* de Moscou, 15 mars) et des scènes de violence se sont produites un peu partout.

On pourrait écrire des chapitres entiers sur cette lente dissolution de la nation russe, dont chaque jour qui vient nous montre une nouvelle phase, sans que nous puissions jamais en voir la fin. Mais un symptôme plus grave que les autres est la désunion qui semble s'être introduite dans le parti communiste lui-même.

* * *

Jusqu'ici le parti communiste avait formé bloc. Sur ce bloc inébranlable, toutes les attaques des adversaires du bolchevisme sont venues se briser depuis bientôt cinq ans. Les communistes en sont arrivés à former une sorte d'aristocratie revêtue de privilèges extraordinaires, propres à récompenser des mérites extraordinaires. Il n'y a pas à nier que parmi eux ne se soient trouvés des hommes de grand caractère, d'une farouche énergie, qui ont accompli au service de leur cause des actes de véritable héroïsme. A lire les articles de la presse soviétique, à examiner les discours tenus lors des congrès, on ne peut s'empêcher de songer que ces communistes-là sont bien plus comparables aux *cives romani* de l'antiquité qu'à des partisans des doctrines de Karl Marx.

Race supérieure par l'esprit, l'unité de doctrine et surtout d'action, ils dominent sans pitié la masse des parias : ouvriers ou paysans *sans parti*. Par la terreur, ils sont venus à bout de toutes les résistances, mais non des difficultés économiques. Celles-ci leur inspirent un changement de tactique. Or, devant cette nouvelle voie, certains communistes hésitent, ils s'arrêtent à ce tournant, prêts à retourner en arrière vers des mesures extrêmes et une nouvelle Terreur. Ce sont les plus fanatiques. D'autres au contraire, las de lutter, et peut-être ébranlés dans leurs convictions, voudraient précipiter la marche sur cette route nouvelle. On sent un flottement, des antagonismes à peine dissimulés, des dissentiments sourds, prêts à éclater et à dégénérer en une guerre sans merci. Cette fois-ci, c'est l'opposition d'une fraction communiste ouvrière au 5e congrès de la métallurgie à Moscou (*Pravda* de Moscou, 7-3), c'est également le discours de Lénine du 6 mars, plein d'avertissements et d'allusions.

Dans ces conditions, on imagine aisément ce que la Russie venait chercher à Gênes. Selon la parole de Lénine, elle y venait faire des affaires, ou plutôt elle y venait chercher de l'argent, et cet argent, elle le désirait à tout prix. Or, que s'est-il passé ? Tchitchérine s'est lancé dans de longues élucubrations sur les conceptions juridiques de la Révolution française. Si l'on jette les yeux sur un mémorandum, on croit rêver et lire du Lassalle. Etait-ce bien là ce marchand venu en marchand pour causer affaires avec d'autres marchands ? Certes, Tchitcherine a également demandé de l'argent, mais il ne l'a pas de-

mandé en marchand. Il l'a demandé aux diplomates européens, comme s'il s'était trouvé en présence de délégués communistes étrangers, auxquels il aurait proposé d'avancer des sommes considérables à la Russie, par pur esprit de solidarité. Non, décidément, il semble bien que Lénine ait raison de dire (discours du 6 mars) :

« La plupart du temps, les plus hautes fonctions, dans nos administrations, sont occupées par des communistes, gens consciencieux, éprouvés dans la lutte pour le communisme, gens qui ont connu les prisons, mais qui ne savent point faire du commerce. Ces gens ont toutes les qualités des bons communistes, mais ils sont facilement trompés par les marchands, et c'est bien fait. Pourquoi avoir mis à un poste qui exige un commis de magasin, éveillé, consciencieux, connaissant bien son travail, un communiste dont personne, sinon un fou, ne saurait d'ailleurs mettre en doute le dévouement ? N'est-ce pas en cela que se révèle notre faiblesse ? Pour changer, nous avons mis des communistes encore à des tâches d'ordre pratique. Malheureusement, pour ce genre de travail, malgré toute leur bonne volonté et leurs qualités, ils ne sauraient convenir. »

Tchitchérine et ses collaborateurs étaient sans doute de ces communistes dévoués à toute épreuve, mais qui ne savent pas faire de commerce. Ils ont facilement échoué, et c'est bien fait..., mais pendant ce temps, la Russie poursuit son martyre, et ses millions d'enfants meurent de faim.

Lénine avait donc vu juste, et cependant cela n'a servi de rien. N'est-il pas atteint lui-même de cette « passivité slave » dont il parle aussi à un autre passage du même discours et dont le spectacle lui fait dire : « Nous pouvons répéter la parole de Marx lorsqu'il dit que pendant la révolution, on commet autant de bêtises qu'en temps normal, sinon davantage »?

Ce qui vient d'être rapporté, d'après les organes bolchévistes eux-mêmes, sur la situation intérieure de la Russie et sur celle du parti communiste, pourrait donner à penser que, malgré leur diabolique habileté, Tchitchérine et sa délégation ont commis à Gênes, quelques-unes de ces bêtises.

X.

***

Le fait qui domine l'activité politique des Soviets, durant le mois écoulé, est le procès du clergé russe accusé de contre-révolution. On sait qu'un certain nombre de prêtres et de citoyens ont tenté de s'opposer par la force au vol officiel par les bolcheviks des objets du culte en métal précieux, soi-disant pour se procurer des fonds destinés à combattre la famine. Bien que leur rôle ait été simplement celui d'exé-

cuteurs d'ordres du haut clergé, onze prêtres ou fidèles ont été fusillés.

Non contents de cette mesure, les Soviets ont arrêté le patriarche Tikhon. Mais celui-ci aurait déposé sa dignité de patriarche, déclarant qu'il ne pouvait être à la fois chef spirituel et accusé.

Il semble que les bolcheviks veuillent jouer avec le feu ; quelque jour ils s'y brûleront.

* * *

Le célèbre chef de la Tchéka, Dzerjinski, après la suppression — officielle — de son institution de sanglante mémoire, avait été nommé commissaire du peuple à l'intérieur et aux voies de communication. Il a donné sa démission au mois de mars, non pas, comme on pourrait le croire, parce que deux ministères de cette envergure dépassent les forces d'un homme, mais pour des raisons politiques qu'il expose dans un long factum. Il semble à ce candide bolchevik que l'on ne puisse plus travailler honnêtement, en pur communiste, dans le milieu nouveau, fait de concessions capitalistes, où se trouve placée la Russie; il n'a plus l'impression de travailler au profit de la révolution et à la gloire des Soviets.

* * *

Le traité de Rapallo stipule l'installation de consuls allemands en Russie. Peut-on s'en étonner, alors que l'Angleterre a voulu enlever à l'Allemagne la totalité de ses colonies?

* * *

Le point de vue de la politique économique est celui qui continue à préoccuper le plus activement les Soviets et leurs voisins. Les bolcheviks, non contents de tromper tous ceux qui s'efforcent d'entrer avec eux en relations régulières, se sont mis à faire la chasse à main armée aux bateaux pêcheurs norvégiens. Mais ils ne sont pas toujours heureux dans de pareilles expéditions. Il y a quelque temps, ils s'étaient emparés d'un bateau chargé de poisson; ils prirent à leur bord deux des matelots norvégiens en guise d'otages, et placèrent deux des leurs à bord de la barque norvégienne, qui fut invitée à faire voile vers la côte russe. Mais les Norvégiens, saisissant une occasion favorable, se saisirent des matelots bolcheviks, les jetèrent dans la cale au poisson, et rentrèrent chez eux, à Vardö. Désormais, cependant, les barques norvégiennes sont armées : or, les bolcheviks ne sont puissants que contre les populations sans armes.

Y. A. B.

VIE INTERNATIONALE

L'EXPOSÉ DE M. BENÈS

Les initiés ne sont pas seuls à savoir quelle grande place a tenue à la Conférence de Gênes le premier ministre de Tchécoslovaquie, et combien bienfaisant y a été son rôle. Encore que sa discrétion naturelle et son tact politique inné l'aient poussé à fuir autant qu'il le pouvait l'éclat du premier rang, le souci de la vérité et de l'information exacte ont conduit la presse du monde entier à mettre son action en lumière et sa figure en relief, plus assurément que ne le souhaitait sa modestie.

Du 23 au 30 mai, la Conférence a fait l'objet des débats de la Chambre des Députés et du Sénat de Prague. Cette discussion a été ouverte par un large exposé de M. Benès et close par une réponse de lui aux orateurs qui étaient intervenus dans la controverse. Ce n'est pas seulement la politique tchécoslovaque qui s'éclaire à la lumière de ces textes. Ils projettent sur les plus importants problèmes européens des clartés nouvelles : et nulle part peut-être le plus grave ou le plus obscur de ces problèmes, la question russe, n'a été posé avec plus de netteté, plus de réalisme et de véritable idéalisme à la fois, plus de sens en même temps de la valeur historique du grand mouvement qui secoue le colosse russe et des exigences de l'intérêt européen.

Exposé et réponse ne sont donc pas simplement des déclarations de la politique tchécoslovaque; ils sont aussi des actes de la politique européenne, universelle. C'est à ce titre qu'ils sont ici reproduits intégralement : à la veille de la réunion de la Haye, ils donnent à tout esprit européen ou international matière à ample réflexion et à féconde méditation.

I

Exposé du 23 mai 1922.

I. Introduction.

Mesdames, Messieurs,

La Conférence économique internationale de Gênes a, pendant plusieurs semaines, agité l'opinion publique du monde entier. Nombre de

pays la suivaient du regard, attendant de ses travaux la solution des problèmes les plus pressants du monde. Beaucoup, escomptant l'aide qu'elle apporterait à la grave crise économique actuelle, espéraient que les douleurs quotidiennes des masses populaires s'en trouveraient soulagées, sinon immédiatement, du moins dans un très bref délai.

Je ne rechercherai pas jusqu'à quel point de tels espoirs étaient justifiés. Je me contenterai de répéter, comme je l'ai déclaré devant cette Chambre avant la Conférence, que la reconstruction économique de l'Europe, après la catastrophe de la guerre, est une œuvre de longue haleine, un travail de tous les instants, qui exigera une longue patience et une procédure méthodique conforme à un programme précis et clair. Jusqu'ici nous ne possédons pas de programme pour cette reconstruction de l'Europe. D'ailleurs, la Conférence de Gênes ne nous l'a pas apporté avec précision, encore qu'elle ait élucidé bien des choses. Force nous est donc, même après cette conférence, de déclarer que l'œuvre immense de la reconstruction de l'Europe nous attend encore.

II. — Les problèmes politiques européens à la Conférence de Gênes : la question russe.

Le travail de la Conférence de Gênes était réparti entre quatre commissions : politique, financière, économique et des transports. C'est la commission politique qui a donné son caractère à la Conférence, quoique celle-ci eût dû être avant tout économique. Les organisateurs de la Conférence estimaient, en effet, qu'on ferait le plus grand pas vers la reconstruction économique de l'Europe en établissant des relations directes entre la Russie et l'Europe et en écartant les conflits armés possibles entre la Russie et les autres Etats. C'est en partant de ce principe que la première commission et sa sous-commission furent chargées de résoudre le problème russe sur la base de la résolution de Cannes.

Il serait sans aucun effet de commenter ici en détail les délibérations des différentes commissions. Les résultats de la commission économique, de la commission financière et de la commission des transports sont connus par les communications des journaux, et les faits courants de la commission politique ont été, eux aussi, suffisamment commentés par la presse.

Je vais essayer de donner, par un exposé sommaire, la caractéristique générale de ce qui s'est passé à la Conférence.

La délégation russe, dans sa première déclaration, accentua ses principes communistes, mais, tout en le faisant, elle laissait aussitôt percer entre les lignes que, sous certaines conditions, il lui serait possible, en quelques matières, de s'en départir, mais seulement sous une forme susceptible d'être tolérée par la société communiste russe.

Les questions dont il s'agissait étaient les suivantes :

1° Reconnaissance des dettes d'avant-guerre,

2° Reconnaissance et remboursement des dettes de guerre;

3° Restitution des biens des étrangers socialisés en Russie ou, le cas échéant, indemnisation exceptionnelle.

En outre, il s'est posé une série de questions relatives aux droits de l'ancien Empire russe; certaines questions territoriales, la question de l'or roumain confisqué à Moscou; enfin, la question de la propagande, à laquelle, en général, la Conférence a attaché une grande importance.

En ce qui concerne la reconnaissance des dettes contractées avant et pendant la guerre, les délégués des Soviets y mettaient comme condition nécessaire l'octroi immédiat de crédits. Dans la question des biens étrangers socialisés en Russie, ils ne faisaient aucune concession.

Dans toutes ses négociations, la délégation soviétique laissait percer nettement trois tendances :

1° Sauver en apparence autant que possible l'intégrité de leur doctrine communiste.

2° Défendre les questions de principe, de manière à pouvoir pourtant offrir aux Etats européens des concessions pratiques, afin qu'en aucun cas les négociations entre la Russie et l'Europe ne soient interrompues et que la Russie ne soit pas rejetée dans son isolement.

3° Au cours de tous les pourparlers, la délégation russe a constamment insisté sur la réciprocité et l'égalité complètes; elle s'opposait a priori à l'immixtion, sous quelque forme que ce fût, de l'Europe dans les affaires intérieures de la Russie, qu'il s'agît de législation, de juridiction, ou des questions politiques et internationales dans lesquelles l'ancien Empire russe avait des droits, et qui avaient été résolues sans la participation de la Russie.

La délégation, avec une opiniâtreté et une persévérance dignes d'admiration, continuait la lutte à propos de chaque question, car chacune d'elles signifiait un nouveau pas, sinon vers la reconnaissance *de jure*, tout au moins vers la reconnaissance *de facto*.

Les problèmes russes ainsi posés, il surgit sans conteste une question de principe, qui fut spécialement soulignée dans la dernière réponse russe : la société non-communiste européenne fut brutalement opposée au régime communiste de Russie. Les membres de la délégation soviétique insistaient sur deux points touchant la Russie :

1° De la révolution est sortie la Russie entièrement nouvelle qui existe aujourd'hui, une Russie sans presque rien de commun avec la Russie de l'ancien régime, et qui, nécessairement, conservera la plus grande partie des résultats de la révolution. Les larges masses paysannes, même lorsqu'elles ne sont pas communistes, sont tout autres, affirmaient-ils, qu'elles ne l'étaient sous l'ancien régime. Dans les négociations entamées avec l'Europe, il faudrait compter

avec cette Russie nouvelle, dont les représentants sortiront des masses populaires.

2° Ils faisaient remarquer que toutes les exigences posées par l'Europe appartiennent au passé. Il devrait être fait table rase du passé, et une vie nouvelle devrait recommencer. Il ne s'agissait plus de se quereller sur ce qui existait avant la guerre et ce qui avait été fait pendant la guerre. Il était nécessaire d'oublier toutes les dettes, toutes les obligations, et d'inaugurer une vie nouvelle affranchie du poids du passé. C'est seulement de cette façon qu'on pourrait se rencontrer, se rapprocher et essayer de collaborer de nouveau.

Dans ce sens, la délégation des Soviets se présentait elle-même comme l'avenir, et présentait au contraire le reste de l'Europe comme un passé définitivement condamné.

Mais, où le grotesque de la situation apparaît le plus clairement, c'est lorsqu'on considère qu'après avoir critiqué avec la dernière énergie la vieille Europe et démontré qu'elle était vouée à la perte, les délégués demandaient à cette vieille Europe de l'argent afin de se sauver. C'est, pour les Russes, une réalité horrible, mais la réalité. Par là même, le régime des Soviets reconnaissait à Gênes, bon gré mal gré, sa défaite. Les bolcheviks condamnaient l'Europe et son capitalisme à la mort politique et sociale; ils déclaraient la guerre au capitalisme, en prédisaient la disparition prochaine, et, tout à coup, ces hommes opposés par principe au capitalisme demandaient aide à ce capitalisme, c'est-à-dire de l'argent, des capitaux. Cette situation a été exprimée par de multiples caricatures où l'on voit un bolchevik mendiant auprès des capitalistes.

Je n'entrerai pas ici dans des considérations théoriques; je me bornerai à constater l'impression et l'expérience que tous les participants ont emportées de la Conférence touchant la question primordiale, c'est-à-dire le conflit du communisme et du capitalisme. M. Lloyd George a formulé cette situation d'une manière habile sous une forme agréable pour les Russes, mais non moins efficace.

Par leur tactique, les Russes ont fait que les délibérations de la Haye seront réduites aux questions essentielles suivantes :

1° La reconnaissance des dettes d'avant-guerre, des dettes de guerre et la reconnaissance de la propriété privée des étrangers.

2° L'ouverture définitive de l'Europe à la Russie et de la Russie à l'Europe, au moyen de l'octroi de crédits, et le rétablissement des relations commerciales et économiques normales, ce qui serait une préparation pour la reconnaissance politique de la Russie actuelle.

Pour arriver à une entente réelle, il n'existe, vu les conditions actuelles, qu'une seule voie : le franc aveu des Soviets que la Russie ne subsiste plus au régime communiste intégral, et qu'elle s'adapte au reste du monde non-communiste; l'aveu franc et net qu'il est né-

cessaire de recourir à un compromis dans toutes les questions posées à Gênes, et qu'il faut non seulement commencer une collaboration avec l'Europe, c'est-à-dire faire des compromis en politique internationale, mais, avant tout, faire des compromis en politique intérieure avec les classes non-communistes de la population. Un pareil aveu ne doit pas être une humiliation pour la Russie, mais il est nécessaire pour les Russes eux-mêmes, s'ils veulent venir en aide à leur nation. Sans netteté dans ces questions fondamentales, une administration et une politique efficaces ne sont pas possibles.

La Russie, par la Conférence de Gênes, a repris une politique internationale active, car elle a, en réalité, été reconnue de fait. Il ne faut pas se méprendre sur ce point. La Russie n'est pas et ne sera pas encore pendant longtemps un facteur économique, même si elle entre de nouveau en collaboration économique avec l'Europe.

Les travaux de la Conférence de Gênes ont procuré une brillante satisfaction à la politique que la Tchécoslovaquie a suivie jusqu'ici dans les affaires russes. Depuis 1917, nous défendons une politique de non-intervention, de non-isolement de la Russie, d'évolution lente et de collaboration économique, qui laisserait le litige des questions de principe à une discussion théorique, mais qui aiderait immédiatement et pratiquement le peuple russe. Dans cet esprit, nous avons entamé des pourparlers en vue de la conclusion d'un accord économique, et la Conférence de Gênes a reconnu à ce sujet une entière liberté. Le gouvernement tchécoslovaque a la satisfaction d'avoir, depuis cinq ans, suivi dans les affaires russes une politique qui a fait ses preuves même dans les les débats de Gênes relatifs à la politique russe. Nous continuerons à suivre la même ligne de conduite. Rien ne s'oppose à ce que nous poursuivions aussi les négociations entamées avec le gouvernement des Soviets. Il va sans dire que les principes de solidarité qui nous engagent envers les autres Etats européens et, tout spécialement envers nos alliés, ne seront en rien violés.

Jusqu'à présent, trois procédés politiques ont été appliqués vis-à-vis du régime soviétique. Le premier est une politique de résistance par principe, refusant toute relation avec les soviets en tant que gouvernement. Cette politique a d'abord essayé de les détruire par des expéditions militaires, puis, n'y ayant pas réussi, a pris à leur égard une attitude purement négative. Le deuxième procédé est tout le contraire du premier. Sans connaissance réelle de la situation en Russie, sans connaissance véritable de la psychologie de la révolution russe et du communisme russe, il accepte, sans aucune réserve, la possibilité de rapports politiques et diplomatiques définitifs avec les soviets, consent à les reconnaître et à collaborer avec eux.

Le gouvernement tchécoslovaque a toujours rejeté l'un et l'autre procédés : le premier pour des raisons de principe et, en cela,

il a été approuvé presque unanimement par la nation entière; le deuxième, parce qu'il lui semblait faux au point de vue politique, et incapable de conduire au but visé.

Nous avons défendu une politique de moyen terme. Nous nous sommes déclarés pour l'entrée en relations, pour un contact permanent avec la Russie, pour l'organisation progressive d'une collaboration, surtout économique; pour l'adaptation, par une lente évolution, des conditions régnant en Russie aux conditions qui prévalent dans les autres Etats, et ainsi pour la conservation des résultats essentiels de la révolution russe,sans provoquer une nouvelle anarchie en Russie; enfin, pour l'évolution vers la collaboration avec les classes du peuple russe autre que les communistes. A notre avis, c'est la seule voie possible et praticable, même pour le reste de l'Europe.

La première des trois politiques indiquées ci-dessus suppose une nouvelle révolution, l'anarchie et de nouvelles luttes en Russie. La seconde ne s'aperçoit point qu'elle devance les événements; que, par sa raideur, elle empêche l'autre d'accepter aucun compromis. Elle augmente le chaos des esprits dans les masses ouvrières européennes, et ajourne la solution du problème fondamental qui se pose entre le communisme et le socialisme. Il ne reste donc, pour faire une bonne politique russe, qu'à suivre la troisième voie. Celle-ci est en même temps susceptible d'apporter rapidement secours à la population russe et d'adoucir sa grande misère.

Si la conférence de Gênes n'a point eu un plus grand succès dans les affaires russes, c'est notamment parce que des points de vue extrêmes et contraires s'y sont heurtés, chacun d'eux étant défendu pour des raisons politiques différentes.

Si l'Europe pouvait adopter le point de vue moyen, qui serait en même temps l'expression définie d'une méthode politique, il n'y a pas de doute que la marche vers la reconstruction de l'Europe et de la Russie serait beaucoup plus rapide et beaucoup plus avantageuse. Il n'y a pas de raison que nous soyons pessimistes a priori en ce qui concerne la conférence des experts à la Haye. Nous désirerions simplement que toutes ces choses fussent bien considérées, tant de la part de la Russie que de celle des Etats de l'Europe, avant qu'il soit procédé à de nouvelles délibérations.

III. — L'Angleterre et la France à la Conférence. — Les deux courants de la politique européenne.

La lutte engagée autour du problème russe à la Conférence de Gênes a eu une forte répercussion sur toutes les questions actuelles de la politique européenne. Je mentionnerai au moins les plus importantes.

La première de ces graves questions était la divergence de vues entre l'Angleterre et la France qui s'est manifestée sous différentes formes à la Conférence de Gênes. Dès l'origine, la France ne voyait pas avec plaisir la convocation de la Conférence. Celle-ci lui paraissait prématurée, non préparée et dangereuse, du fait que se manifestaient des tendances à y discuter les questions des réparations et des traités de paix et à opérer ainsi la première tentative de revision de ces traités.

Par là apparaissaient déjà, dans leurs grands traits, les deux courants politiques de l'Europe présente. Le premier, issu des résultats de la dernière guerre, veut le maintien des traités de paix et des alliances qui en sont résultées; il estime qu'avec le temps, pas à pas, par évolution, la psychologie de guerre et d'inimitié réciproque disparaîtra. Par l'application progressive des traités de paix, la confiance mutuelle renaîtra et l'on parviendra à la réconciliation finale et à la collaboration nécessaire entre les nations, ainsi qu'il est dans les intentions de la Société des Nations.

Les partisans de cette tendance ont conscience que les conséquences de la guerre se font encore fortement sentir dans l'esprit des hommes; l'anéantissement de quatre très grands Etats, la dévastation des territoires, la ruine de millions de familles — tout cela est encore trop vivant et trop fort. Ce serait une faute de pratiquer immédiatement une politique telle que s'il n'en était pas ainsi; car on mettrait une arme dans la main de ceux qui reconnaissent uniquement la politique de la force, qui ne croient pas à la nécessité de la fraternisation des nations, et dont la religion est le chauvinisme et le militarisme.

Le second courant a, à vrai dire, les mêmes buts, mais il estime nécessaires, pour les atteindre, une procédure et une méthode politique entièrement nouvelles. Alors que les partisans de la première tendance insistent sur une procédure évolutive, qui, graduellement, admettra les anciens ennemis à collaborer, afin de pouvoir ainsi se convaincre de la bonne volonté des uns à l'égard des autres, les partisans de la seconde veulent rompre rapidement et violemment avec la tradition de guerre, tout oublier instantanément; ils soulignent la nécessité d'une collaboration immédiate et sans restriction entre tous. Ils sont moins susceptibles que les autres sur les traités de paix; ils ne font aucune différence entre les anciens alliés et les anciens ennemis, et leur attitude à l'égard de la Russie des Soviets est inspirée du même esprit. Cette tendance est expressément pacifiste; ses partisans demandent le désarmement général et en parlent beaucoup; ils sont, en outre, modérés dans la question des réparations.

Cette tendance se caractérise en même temps par une certaine méfiance à l'égard des petits Etats, car une certaine propagande a fait naître la légende des petits Etats plus chauvins et plus militaristes que les grands. Cette méfiance apparaît dans le souci pris des mino-

rités ethniques dans les petits Etats et spécialement dans les Etats nouveaux, ainsi que dans les efforts faits en vue de réduire l'indépendance économique de ces petits Etats en travaillant à la formation de sphères d'intérêt économique plus étendues.

Ces deux tendances et le conflit existant entre elles sont apparus au cours de tous les travaux de la Conférence de Gênes à propos des moindres questions, fussent-elles de forme.

Il est courant, bien qu'il ne soit pas toujours exact, d'identifier la première de ces tendances avec la politique française et la seconde avec la politique anglaise et italienne. La politique américaine a une place à part, et ce n'est que dans certaines questions qu'elle adopte les vues tantôt de la France, tantôt de l'Angletrrre.

Les anciens Etats ennemis se placent naturellement en tout à la suite des partisans de la seconde tendance. Il est également naturel que les minorités ethniques des nouveaux Etats manifestent leur sympathie pour cette tendance politique et s'efforcent de la faire prévaloir dans leur pays.

Il est vrai que des tentatives sont faites pour proclamer cette tendance comme le système de la démocratie et du progrès alors que le premier système est flétri des termes de réaction et de violence. J'estime inutile de m'élever contre ce fait. Il est connu que chez nous souvent ceux qui furent pendant la guerre les plus grands défenseurs de la véritable réaction et de la véritable violence se sentent, tout d'un coup, les défenseurs élus du progrès, de la justice ethnique et sociale, des principes démocratiques, et se réclament aujourd'hui de cette tendance de la politique extérieure.

IV. — La crise des alliances

L'accentuation de ces deux courants politiques à la Conférence de Gênes a provoqué ce qu'on commence à appeler aujourd'hui la crise des alliances; on s'est mis, à la suite du désaccord entre l'Angleterre et la France à la Conférence de Gênes, à discuter la question de savoir si les anciens liens d'alliance entre ces deux Etats se maintiendront ou non.

Jusqu'ici certains hommes politiques ont, d'un côté, jugé nécessaire de modifier d'après les circonstances l'alliance de la guerre, de maintenir tout ce dont il est besoin dans la situation d'après-guerre, et de persister dans la solidarité fondamentale qui existe entre les Etats alliés du fait de la guerre. A ce propos, on a calculé que ces alliances seraient complétées par une série d'ententes entre les Etats alliés, notamment par le pacte dit franco-britannique de garantie, auquel adhérerait aussi la Belgique, puis par un accord spécial avec l'Italie et, éventuel-

lement, par des accords spéciaux avec les Etats de l'Europe centrale. On a cru qu'un pacte de garantie particulier serait ainsi conclu, d'où sortirait avec le temps un pacte de garantie européen. Ce dernier finirait par comprendre aussi l'Allemagne.

Ce plan politique aurait surtout pour but de procéder systématiquement à l'édification de l'Europe d'après-guerre, de progresser dans la réalisation intégrale des traités de paix; de s'efforcer de les appliquer sans crise ni violence; de créer une atmosphère de calme; de résoudre, avant tout, pacifiquement le problème des réparations et d'empêcher par tous les moyens les tentatives d'une politique catastrophique, tant de la part des « catastrophalistes » de droite que des « catastrophalistes « de gauche, tant de la part des militaristes ou des chauvins que de ceux qui sabotent systématiquement les traités de paix.

A cela s'oppose la deuxième conception, accentuant l'idée que l'alliance issue de la guerre peut donner l'impression que l'on entend poursuivre la politique de guerre, plaidant le point de vue non de la rupture des accords antérieurs, mais d'un certain relâchement, d'une plus grande liberté dans la solution des diverses questions internationales. Il importe de souligner qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de rompre d'une manière éclatante la quadruple entente anglo-franco-italo-japonaise, non plus que la solidarité de guerre des alliés, dans lesquelles rentrent en même temps la Belgique et les Etats de l'Europe centrale, ni de cesser la collaboration étroite qui existe aujourd'hui entre l'Angleterre et la France. Il ne s'agit pas non plus de remplacer immédiatement ces anciennes ententes par des blocs alliés nouveaux en y incorporant les anciennes puissances ennemies, par exemple l'Allemagne ou peut-être la Russie soviétique. Il est trop tôt pour cela; les obstacles sont grands; les facteurs politiques auxquels incombe la décision s'en rendent fort bien compte, et personne n'y songe sérieusement. Les hommes politiques français, anglais et italiens voient clairement les importantes conséquences qui en découlent. Ils voient également que l'Allemagne, dans son état présent, n'est pas un contractant pour une alliance, non plus que la Russie, et que l'opinion publique de leurs Etats ne supporterait pas pareille combinaison.

A juger objectivement les choses, la soi-disant crise des alliances nous apparaît désirable après la Conférence de Gênes : on ne peut pas actuellement compter approfondir davantage et plus en détail les principes des accords entre Alliés. Il me semble que c'est un dommage pour l'Europe. Autant que je puis en juger, c'est aussi le sentiment des milieux politiques allemands sérieux, où l'on se rend compte qu'une ferme politique alliée franco-anglaise donne à l'Allemagne une plus grande possibilité de se restaurer économiquement, d'obtenir une solution plus modérée de la question des réparations et, en général, d'opérer une évolution politique plus calme dans un avenir prochain.

On parle beaucoup de l'isolement de la France, notamment dans divers milieux antifrançais. Je voudrais attirer l'attention sur le fait que c'est mal comprendre la véritable situation politique actuelle de l'Europe; il n'y a que les milieux extrêmement nationalistes français qui souhaitent aussi cet isolement.

Cette évolution vers une plus grande liberté politique des deux parties est d'ailleurs naturelle : le grand danger commun qui a étroitement uni les alliés pendant la guerre disparaît de plus en plus, et plus il en est ainsi, plus il s'agit entre eux de résoudre des questions au sujet desquelles leurs intérêts ne sont pas toujours identiques. C'est pourquoi nous devons toujours être préparés à nous trouver en face de désaccords tels qu'il en est surgi à la Conférence de Gênes, mais de grandes scissions et des changements de front ne sont pas à craindre. Des divergences d'intérêts étant chose naturelle, la tâche de la politique est de trouver un bon terrain d'accord malgré cet obstacle.

Il n'est pas douteux que les regroupements diplomatiques occasionnels qui pourraient se produire ne feraient que renforcer le sentiment d'incertitude et d'imprécision qu'on éprouve dans les Etats de l'Europe. Dans ces conditions, nous devons d'autant plus accentuer notre collaboration avec les Etats avec lesquels nous sommes le plus liés; cette collaboration n'est point seulement pour chacun de nous inestimable dans les questions de défense nationale et les pourparlers diplomatiques qui ont lieu dans les conférences et congrès internationaux, mais encore elle nous apporte de considérables succès matériels et moraux.

Notre politique actuelle était préparée à une telle situation par le travail des dernières années, qui lui a permis de raffermir sa position et de jeter les bases d'alliances. Elle n'a aucune raison pour changer ses rapports envers la France, l'Angleterre ou l'Italie, l'Allemagne ou la Russie. A l'égard de ces Etats, elle continuera dans la direction suivie jusqu'ici. Mais elle se tiendra prête, à tous égards, pour toutes éventualités.

V. — Rapports de notre politique avec ces courants.

Au cours des deux dernières années, le programme de ces deux courants politiques a pris forme peu à peu et, finalement, il est apparu avec une suffisante netteté à la Conférence de Gênes. Chez nous, ces mouvements que je viens de caractériser se sont manifestés de temps en temps par des interpellations et des attaques contre notre politique extérieure; déjà on avait posé la question de savoir si je voulais faire une politique française ou anglaise. Les uns parlaient de vassalité envers la France; d'autres nous traitaient de réactionnaires; d'autres encore voyaient d'un mauvais œil notre politique à

l'égard de la Russie; à leur avis, nous n'étions ni assez russophiles, ni assez francophiles. Nous avons même été traités de germanophiles.

La Conférence de Gênes nous fournit l'occasion de donner en quelques mots une réponse plus précise à ces reproches. Le gouvernement tchécoslovaque y a toujours répondu en disant qu'il pratiquait une politique tchécoslovaque. Le plus bel exemple que l'on puisse donner de ce que nous venons de dire, c'est la politique que nous avons suivie à la conférence de Gênes. Elle a réduit à néant la politique des adversaires de l'intérieur, dénuée de réalisme.

Quiconque a quelque intelligence des principes de la politique internationale ne demande pas seulement avec qui marche tel ou tel Etat, mais il se pose d'abord cette question : quels sont les intérêts de l'Etat, de quel côté sont-ils, et quels sont les principes qui dirigent sa politique extérieure ?

La démocratie, le progrès politique et social sont de tradition dans notre nation. Nous resterons fidèles à cette tradition. Il est de notre intérêt que les traités de paix soient respectés et exécutés; que les ennemis déclarés ou secrets de notre Etat ne puissent, sous le couvert du progrès et de la démocratie, semer de nouvelles disputes en Europe et faire crouler les fondements de cet Etat. Il est de notre intérêt qu'une Russie nouvelle puisse coopérer le plus tôt possible à la reconstruction politique et économique de l'Europe, et que l'on ne retourne pas au système en usage avant la guerre, celui des armements à outrance, qui nous a conduits à la guerre mondiale. Il est également de notre intérêt que les minorités ethniques, dans chaque Etat, obtiennent le maximum de liberté compatible avec la sécurité et les intérêts de l'Etat, et qu'ainsi soient facilitées les bonnes relations entre les divers Etats.

C'est ce qui détermine la politique que nous avons pratiquée depuis l'origine de la République et que nous entendons continuer. Ainsi se trouve formulée la réponse à la question de savoir si nous suivons une politique française ou anglaise. Nos adversaires politiques continueront à parler de vassalité; ils continueront à commenter notre dépendance à l'égard de l'un, parce que leur but est d'aboutir à une véritable dépendance à l'égard de l'autre, et, en tout cas, de créer des difficultés à l'Etat.

Chacun des petits Etats doit tenir compte de l'attitude prise par les grands et, dans une certaine mesure, s'en inspirer. Mais sa solidarité avec un grand Etat est limitée par ses propres intérêts; les grands Etats respectent les intérêts vitaux des petits, lorsque ceux-ci se trouvent dans une situation telle qu'ils sont tenus de choisir entre tel ou tel point de vue et d'agir en conséquence.

Bien des gens n'ont, semble-t-il, pas compris ces notions élémentaires.

Dès le début, le principe de toute notre politique extérieure a été de conserver la liberté de pratiquer notre propre politique, une politique réellement tchécoslovaque. De cette façon là seulement, nous pouvons être et rester un allié appréciable pour celui avec lequel nous marchons de concert. Ce qui constitue l'importance de la Petite Entente, c'est qu'elle facilite pour nous, comme pour chacun de ses membres, une politique conforme aux conditions historiques, géographiques et économiques.

L'Etat tchécoslovaque n'est pas et ne doit jamais être le jouet d'aucun grand Etat; il ne saurait non plus prendre à l'avance des engagements envers quelque Russie future artificiellement édifiée.

Ce point de vue ne laisse pas d'être slave. Bien au contraire, il constitue une base sérieuse pour une politique slave positive. A Gênes précisément, nous nous sommes, avec M. Nintchitch, ministre des affaires étrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, convaincus à nouveau et plus directement de la nécessité d'une collaboration étroite et d'une alliance des plus étendues pour l'avenir. De même, nous avons senti clairement ce qui nous unissait aux Polonais. Même dans les conversations avec M. Tchitchérine, nous n'avons pas oublié les questions de la politique slave. Mais il serait temps que, chez nous, on vît plus clair dans ces questions, et qu'on cessât une politique de mots d'ordre purement abstraits et, partant, vides.

L'Europe centrale commence à être une partie consolidée de l'Europe. On peut même dire qu'elle est plus solide qu'on ne le croit généralement. On a pu s'en apercevoir à la Conférence de Gênes. Nous avons encore, il est vrai, un certain nombre de difficultés, mais en quelques années nous avons fait de grands progrès. Dans l'Europe centrale nous sommes aujourd'hui arrivés à une entente avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Pologne, de sorte qu'il n'y a pas à craindre de voir tenter une modification de la situation actuelle de l'Europe. De jour en jour cette situation se raffermit; je voudrais même souligner que la Conférence de Gênes qui, pour certains hommes politiques, devait constituer la première attaque contre les traités de paix, n'a fait en réalité que raffermir encore le nouveau statut de l'Europe centrale.

Ce résultat est dû à la politique qui, depuis la fin de la guerre, poursuit méthodiquement l'organisation de l'Europe centrale, à cette politique consciente de ses tâches immédiates et de ses devoirs à l'extérieur. Quoiqu'elle n'y voie pas une sorte de garantie éternelle pour la sécurité de notre pays, cette politique considère cependant cette organisation nouvelle comme un moyen efficace d'en affermir les fondements. Le fait que notre politique a été longuement médité ressort de ce que les bases de la Petite Entente ont été posées à Paris dès le mois de décembre 1918.

La politique que nous venons d'exposer ne change rien à nos rap

ports étroits et cordiaux avec la France, l'Angleterre et d'autres nations. Au contraire, l'indépendance et la fermeté de notre politique extérieure ne font qu'accroître l'importance et le prix que l'on attache à notre alliance. Il était utile de le dire ; la conférence de Gênes nous en a fourni l'occasion.

VI — La Petite Entente à la Conférence de Gênes.

La Conférence de Gênes a été pour la Petite Entente et la Pologne la première occasion d'une collaboration diplomatique internationale au grand jour. Disons immédiatement que cette collaboration a fait ses preuves. Dans les commissions économique, financière et des transports, les experts ont systématiquement pratiqué une action commune et obtenu tout ce qui était dans l'intérêt de la Petite Entente. Dans les questions politiques, la tactique commune fut établie dans tous les détails. Les chefs des délégations se tinrent en rapports constants ; ils discutèrent en commun et décidèrent en commun toutes les question politiques, et on peut affirmer que pendant toute la Conférence il n'y a eu aucun fait, soit matériel, soit formel, soit personnel, qui ait pu faire naître un désaccord. Les représentants de la Pologne ont participé constamment à toutes nos réunions, et avec eux aussi nous avons travaillé en complet accord dans les questions de forme aussi bien que dans les questions de fond. A la base de cette collaboration, la sincérité et la loyauté de tous s'affirmèrent éclatante. Nous avons quitté la Conférence avec le désir que cette collaboration subsiste à l'avenir. Tout le monde a constaté que l'un des résultats positifs de la Conférence de Gênes a été justement la consolidation et l'affirmation de l'influence politique internationale de la Petite Entente et de la Pologne qui travaillait avec elle.

Je ne citerai pas ici tous les cas concrets de cette collaboration. Je ferai remarquer que notre groupement, dans les différentes questions se présentant à la Conférence de Gênes, a adopté régulièrement un point de vue modéré et médiateur. C'est ainsi, par exemple, qu'il a cherché à atténuer les divergences dans le conflit anglo-français. En ce qui concerne le memorandum russe, son point de vue fut modéré, et quand il s'est agi de prendre une décision définitive dans les affaires russes, il a défendu le point de vue qu'il ne convenait pas d'interrompre toute négociation avec la Russie et de rejeter à nouveau ce pays dans l'isolement. Quand il s'est agi de stipulations de non-agression, notre groupement a défendu cette opinion moyenne qu'il n'est certainement pas nécessaire de renforcer particulièrement la garantie des traités de paix, mais que, dans le pacte conclu, il est nécessaire de rappeler que la base de tous les engagements internationaux de ce genre est que chacun respecte le principe fondamental du droit international, c'est-à-dire qu'il respecte ses engagements.

Ainsi on voit que, dans toutes ces questions, ont été appliquées les directives que, depuis le début, nous observons dans notre politique étrangère.

VII. — Nos négociations politiques et économiques à la Conférence,

Etant donné que la Conférence devait rechercher le moyen de rétablir une atmosphère de confiance internationale, nombre d'Etats et d'hommes politiques pensèrent qu'ils y pourraient présenter différentes questions désagréables, et y faire une propagande tendancieuse. C'est ainsi que, par exemple, en dehors d'une foule d'autres questions, on tenta de parler des questions ethniques.

La délégation tchécoslovaque eut l'occasion d'affirmer que, d'une part, ce sont les traités de paix qui l'engagent dans les questions de minorités, et que d'autre part, elle est pratiquement soumise au contrôle de la Société des Nations. Mais elle était venue à la Conférence de Gênes dans le but de travailler pour la paix et pour la collaboration avec ses voisins, non pour récriminer. Elle ne pouvait que regretter que d'autres n'eussent pas autant de tact et que, pour des motifs qui ne peuvent contribuer à la pacification de l'Europe, ils se fussent efforcés à nouveau de provoquer des conflits. Tous les membres de la Petite Entente ont repoussé résolument ces tentatives, et le bien fondé de leur point de vue a été reconnu.

A ce point de vue, d'une façon générale, il est nécessaire d'affirmer encore une fois combien certains hommes politiques se sont fait d'illusions sur la Conférence de Gênes, où ils espéraient provoquer tous les conflits et faire naître toutes les difficultés possibles. Cela sera aussi un enseignement pour l'avenir.

En dehors des discussions de la Conférence, nous avons profité de notre séjour à Gênes pour régler toute une série de questions concernant notre Etat et d'autres Etats. A côté des négociations politiques avec M. Nintchitch, ministre des affaires étrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, au cours desquelles a été étudiée à nouveau et dans tous les détails la question de notre collaboration, nos rapports avec la Roumanie ont été discutés avec M. Bratiano, président du conseil, et nos rapports avec la Pologne avec M. Skirmunt, ministre des affaires étrangères. En outre, j'ai eu l'occasion de conversations politiques avec le chancelier allemand Wirth et le ministre des affaires étrangères Rathenau; ensuite de discussions politiques avec M. Tchitchérine, avec M. Banffy, ministre des affaires étrangères de Hongrie, avec le chancelier Schober et, sur les questions italo-tchécoslovaques, avec M. Schanzer, ministre des affaires étrangères d'Italie. Toutes les questions qui nous touchent et les questions de la politique générale européenne ont été discutées

aussi dans les détails avec M. Theunis, président du conseil, et le ministre des affaires étrangères de Belgique, M. Jaspar.

En dehors de ces négociations purement politiques, nous avons pu résoudre ou tout au moins éclaircir avec différents Etats certaines questions concernant notre politique commerciale et économique.

A côté des conférences économiques permanentes entre membres de la Petite Entente, nécessaires pour la tactique commune à suivre dans les commissions et les sous-commissions, et qui conduiront à resserrer nos relations économiques mutuelles, nous avons discuté particulièrement des questions économiques avec l'Italie pour compléter notre traité de commerce par une rectification du régime douanier, au moins d'une façon provisoire, pour quelques-uns des articles les plus importants. Un projet de traité de commerce a été négocié avec le Portugal et remis à la délégation portugaise, qui le présentera à son gouvernement. Nous avons discuté avec la Hongrie sur la reprise des négociations politiques et économiques, qui aura probablement lieu vers l'automne. Nous avons décidé de conclure dans le plus bref délai un traité de commerce avec la Lettonie et nous sommes convenu des bases sur lesquelles il devrait être établi. Enfin nous avons négocié avec la Grèce pour activer les pourparlers en cours en vue de la conclusion d'un traité de commerce.

VIII. — Critique de la Conférence. Ses résultats

Il serait très facile de critiquer la Conférence et ses travaux. Les critiques qui lui ont été adressées sont généralement les suivantes :

1. Elle aurait été prématurée et insuffisamment préparée. Suivant ces critiques, la Conférence aurait eu un plus grand succès si elle avait eu lieu six mois plus tard.

2. Son programme aurait été erroné. La reconstruction de l'Europe doit commencer par le règlement du problème des réparations, par des négociations directes entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Ensuite, il faut régler la question des dettes de guerre interalliées. De l'avis unanime de tous les spécialistes, le monde est aujourd'hui surchargé de dettes. Aussitôt qu'une entente sur cette question sera réalisée, il sera nécessaire d'en appliquer le résultat à la vie économique des autres Etats européens, et ceci améliorera rapidement la situation économique de l'Europe. Ce n'est qu'après que ces deux résultats auront été obtenus que l'on pourra commencer à régler le problème économique russe.

3. On assurait que la Conférence se serait montrée insuffisante dans la connaissance des questions russes. Sinon elle n'aurait pas commis dans ces questions certaines erreurs, et elle se serait aperçue plus tôt que, dans la situation actuelle de la Russie, la délégation des

Soviets ne pouvait pas accepter les conditions des puissances occidentales : il n'aurait pas été possible non plus que le contraste entre la Russie communiste et l'Europe bourgeoise n'apparût aussi nettement à la Conférence qu'au dernier moment. En outre, on dit que ce que la Russie pourra accepter dans six mois, elle ne pouvait l'accepter maintenant.

4. On incrimine particulièrement la suspicion que certains Etats ont apportée à la Conférence. A ce propos, on considère généralement le traité germano-russe comme ayant, dès le début, fait disparaître la confiance réciproque, en provoquant une grande nervosité et l'incertitude, en raison de quoi on n'a pu compter sur un grand succès.

5. Ensuite, on dit que la France a bien formulé exactement ce qu'elle ne veut pas; mais qu'elle n'a pas indiqué d'une façon concrète comment elle se représente la reconstruction de l'Europe.

6. L'incertitude régnait à la Conférence. On ne savait pas quand, de quelle façon et dans quel sens une question quelconque se poserait; quelles questions seraient discutées; à quel moment on discuterait une question; tout était imprévu et incertain. Ceci créait un milieu nerveux, susceptible, irritable, par suite, un manque de calme et de capacité de travail positif. La Conférence de Gênes a été aussi la première Conférence où des luttes diplomatiques aient eu lieu devant le grand public, devant une assemblée populaire sous la forme de réunion publique. Cela avait son très bon côté, mais créait un état d'esprit encore plus nerveux.

Il serait possible de citer encore toute une série d'autres arguments formulés de divers côtés. Je ne les considère pas tous comme justifiés, mais il est bon de signaler ce que l'on reproche à la Conférence afin de pouvoir juger de la situation exacte. On tentera de parler d'un insuccès de la politique anglaise et italienne, d'un succès de la politique française, de succès ou d'insuccès de la Russie et de l'Allemagne. Je pense que de tels jugements ne seraient pas exacts.

A la Conférence s'affrontaient les représentants de trois courants de la politique internationale; ils ont quitté Gênes en gardant leur position et sans changer de point de vue : point vaincus, et leurs idées à peine modifiés. C'est un fait que le but que s'était assigné la Conférence n'a pas été entièrement atteint. Nous ne devons pourtant pas nous laisser tromper : on n'en continuera que plus obstinément à travailler pour y arriver. Tous ceux qui ont suivi les travaux de la Conférence de Gênes ont dû admirer la persévérance, la largeur de vues et l'optimisme avec lesquels M. Lloyd George s'efforça d'écarter d'énormes obstacles. Et tous ceux qui ont vu de quelle façon la Conférence a été préparée et quelles furent ses véritables difficultés intérieures n'ont pas pu ne pas reconnaître que le scepticisme de la politique française à l'égard de la procédure suivie n'était pas injus-

tifié. L'idée qui avait conduit à l'organisation de la Conférence et à la présentation de certaines questions était juste, il est nécessaire de l'affirmer à nouveau. Mais les conditions dans lesquelles on pouvait arriver à un résultat, ainsi que les difficultés que l'on devait rencontrer n'avaient pas été exactement indiquées. En outre, on n'avait pas connu suffisamment tôt avant la Conférence le point de vue de la Russie, et, même pendant la Conférence, les idées et le point de vue russes n'ont pas été convenablement aperçus. C'est pourquoi on ne pouvait obtenir un plein succès.

Ce serait néanmoins une très grande erreur que de penser que la Conférence a perdu ainsi son grand intérêt politique. Les résultats obtenus par les commissions économique, financière et des transports sont certainement remarquables, bien que d'ordre tout à fait général ; ils mettent bien en relief les différents problèmes de la reconstruction de l'Europe.

Si, avant la Conférence de Gênes, ce mot de reconstruction de l'Europe n'était qu'une formule, tous ceux qui ont participé aux travaux de la Conférence comprennent maintenant très clairement ce que signifie la question de la reconstruction de l'Europe. Mais l'importance principale de la Conférence réside dans les résultats de ses travaux politiques, que l'on peut résumer ainsi :

1° La conférence a été la première manifestation internationale de la communauté politique et économique européenne après la guerre. Pour la première fois, les chefs politiques de tous les Etats se sont rencontrés personnellement et ont conféré ensemble. Cela est déjà un succès remarquable.

2° La Russie, après sa révolution, est entrée pour la première fois en relations avec le reste de l'Europe et est sortie de son isolement ; elle a noué des relations qu'elle conservera probablement, et le danger de conflits armés entre elle et les autres Etats a dans une large mesure disparu.

3° Le problème russe par rapport à l'Europe est apparu aux Etats européens beaucoup plus clair qu'il ne l'était auparavant, il s'est réduit à quelques questions très simples, de telle sorte que les négociations ultérieures seront beaucoup plus faciles. Les divergences entre la Russie communiste et l'Europe non communiste sont apparues très nettement. Le fait qu'on continuera à négocier à la Haye doit être considéré comme une bonne chose, car ainsi le contact avec la Russie se trouve maintenu.

4° Toute une série de questions importantes de la politique européenne se sont posées à la Conférence : relations des Alliés entre eux, rapports franco-anglo-italiens, situation de l'Allemagne en Europe et rapports des Allemands avec la Russie, position de l'Amérique par rapport à la reconstruction de l'Europe et, d'une façon générale, di-

rectives de la politique européenne. Il est sans doute bon qu'une série de questions aient été éclaircies, que la crise cachée se soit révélée publiquement et qu'ainsi une meilleure préparation de l'action à venir ait été rendue plus facile.

5° La Petite Entente s'est manifestée comme un élément de consolidation dans la politique européenne. Elle a jusqu'au bout défendu ses intérêts, et elle a ainsi rempli la tâche que lui ont tracée ceux qui ont travaillé à sa réalisation. Les Etats qui la constituent ont assuré pour l'avenir à leur groupement une influence internationale et rehaussé le prestige particulier de chacun d'eux.

La Tchécoslovaquie elle-même, pendant le cours de la Conférence, a empêché tout ce qui, sous une forme quelconque, aurait pu porter atteinte à ses intérêts. Il n'y a eu durant la session aucun incident par lequel elle aurait été touchée. Dans l'esprit de ses principes et de sa politique précédente, qui a toujours jusqu'à présent servi les intérêts et les idées incorporées dans la Conférence de Gênes, la Tchécoslovaquie a collaboré efficacement à la reconstruction européenne. Nous revenons de la Conférence sans être ni lésés dans nos intérêts, ni ébranlés dans nos positions, nous en revenons donc renforcés.

IX. — Conclusion.

Parler dans ces conditions d'un échec de la Conférence de Gênes et ne pas voir cette situation serait inexact. Si l'on n'a pas atteint ce que pensaient obtenir les organisateurs de la Conférence, on est arrivé à de sérieux résultats, qui parfois n'étaient pas attendus. L'historien de la politique doit méditer à son sujet, s'efforcer de la comprendre et en tirer les conséquences nécessaires pour la politique pratique. Avant de partir pour Gênes, la délégation tchécoslovaque ne se faisait aucune illusion sur le résultat de la Conférence. J'affirmerai que nous nous sommes rendus à la Conférence sans espoir particulier, mais aussi sans crainte. Je n'approuvais pas ceux qui maudissaient la Conférence, et qui aujourd'hui parlent de son grand insuccès. Sa convocation fut un grand acte international. L'homme politique qui porte la responsabilité de la politique d'un Etat a le devoir d'adopter un point de vue positif; en vue d'un tel acte international il doit avoir son programme et un but bien fixé. S'il restait dans une position purement négative, il ferait certainement le plus grand tort aux intérêts de l'Etat qu'il représente. Seul un opposant qui fait de l'opposition pour l'opposition, et celui qui se contente d'une critique négative peut faire une politique purement négative. C'est une expérience politique bien connue et courante. Nous avons adopté dès le début un point de vue critique modéré, et non négateur. Nous avons essayé, dans la mesure de nos forces, de collaborer au programme de la Conférence et de faciliter

un règlement à l'amiable des conflits. Nous avons fait preuve envers tous et dans tous les cas de bonne volonté, ce qui nous a permis d'empêcher tout ce qui aurait pu nuire à nos intérêts.

Dans tous nos actes, nous sommes restés entièrement fidèles à la ligne précédente de notre politique, ne nous en écartant absolument pas. Je répète encore qu'à l'avenir notre politique restera ce qu'elle est. C'est aux représentants élus du peuple d'examiner notre activité à la Conférence de Gênes, de la contrôler et de la juger. J'ai moi-même le sentiment d'avoir entièrement accompli mon devoir envers la nation et l'Etat.

II

Réponse du 30 mai.

Je tiens, tout d'abord, à exprimer mes remerciements à MM. les députés qui ont pris part à ces débats. Ces remerciements devraient s'adresser surtout à la plupart des députés de l'opposition, mais je crains que ma reconnaissance ne soit mal interprétée par les membres les plus radicaux des partis d'opposition, encore que cette discussion ait nettement montré que le radicalisme n'est pas dans la violence des paroles ni dans la véhémence des gestes. Je m'excuse de devoir parler un peu longuement et d'importuner la Chambre pour la seconde fois. Plusieurs de nos collègues, notamment M. Smeral, ont exprimé le désir d'une réponse. Ils m'ont adressé tant d'interpellations que je me vois obligé d'y répondre.

Le traité de Versailles.

Je m'occuperai, en premier lieu, de ce qu'a dit M. le député Kafka[1]. Je ne m'arrêterai pas à ce qui, touchant ma tactique, a un caractère personnel. Le député Kafka a fait une analyse psychologique de mon caractère; il en a déduit certains défauts de ma politique. Dans son analyse, il a fait appel même à la graphologie moderne; cependant, ainsi que je viens de le dire, je ne m'occuperai pas de cette partie du discours de M. Kafka. Le député Kafka qualifie le traité de paix de Versailles de paix dictée. Il oublie cependant que les représentants légaux de la nation allemande ont ratifié cette paix dictée à Versailles. Mais il n'y a pas eu seulement le traité de paix de Versailles; il y a eu aussi celui de Brest-Litovsk. Qu'était donc ce dernier traité de paix? N'a-t-il pas été dicté? Je n'ai jamais prétendu que le traité de paix de

1. Député progressiste allemand.

Versailles soit une œuvre absolument irréprochable. Il va de soi qu'il est critiquable; j'affirme cependant que le traité de paix de Versailles ne saurait être condamné en bloc, et que nous pouvons tous le considérer comme formant la base légale de l'Europe nouvelle. Il est, du moins, meilleur que tout ce qui existait auparavant. Si, d'ailleurs, il avait été dicté, on aurait tort de lui opposer de nouvelles conditions également dictées. La lutte tendant à sa révision, surtout à une révision imposée par la violence, constitue un très grand danger pour l'Europe. C'est ce qu'il ne faut pas oublier.

La Tchécoslovaquie et la crise des alliances.

Depuis le premier jour, notre politique se base sur ce principe que la Grande Entente, et surtout l'amitié de la France et de l'Angleterre, est nécessaire à l'organisation juridique de l'Europe. Avant la guerre, l'Allemagne s'était arrogé le droit de régir l'Europe; ce fut la cause de sa perte. L'Entente, dans laquelle nous voyons la réalisation des principes démocratiques en matière de politique extérieure et internationale, a été créée comme moyen de défense contre l'absolutisme international de l'Allemagne. C'est pourquoi nous acceptons l'Entente. L'Entente signifie que le droit de décider n'appartient pas en Europe à un Etat seul, mais à tous. C'est pourquoi notre politique a approuvé aussi la conférence de Washington, celle de Cannes et enfin celle de Gênes. J'y vois le commencement de l'évolution de la nouvelle Europe; et j'espère et désire qu'elle soit pacifique. Je souligne que cette évolution pacifique n'est pas et ne doit pas être en contradiction avec le traité de paix de Versailles, ainsi que certains milieux voudraient le montrer coûte que coûte.

M. Kafka me place entre l'Angleterre et la France. Je ne crois pas que cela soit juste. M. Lloyd George a lui-même très bien dit, à certaine occasion, qu'il y avait plusieurs questions litigieuses entre la France et l'Angleterre, mais qu'une séparation ne devait pas forcément s'ensuivre. Il va de soi qu'entre la France, l'Angleterre, l'Italie, entre l'Europe et l'Amérique, tout comme, sans doute, entre tous les Etats et nations, il existe des difficultés dues à la divergence des intérêts, à des opinions erronées et des erreurs politiques. Un homme politique pratique doit tenir compte de ces difficultés et, malgré elles, aboutir à un accord loyal. J'affirme qu'il existe, entre l'Angleterre et la France, malgré des divergences de vues, une grande communauté d'intérêts. J'affirme encore que l'accord de la France et de l'Angleterre vaut mieux pour l'Europe et même pour l'Allemagne que leur désaccord.

M. Kafka a vu deux défauts dans ma façon d'envisager la Conférence. Je n'ai pas montré qu'on devait prendre pour base de la reconstruction

de l'Europe le problème des réparations, avec, comme conséquence, une révision des traités de paix ; je n'ai pas montré l'erreur de la France, qui se serait opposée à la Conférence. L'opinion de M. Kafka n'est pas exacte. Dès avant la Conférence, j'ai fait remarquer que le problème de la reconstruction reposait sur celui des réparations, et qu'il fallait d'abord le résoudre entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Si M. Kafka croit qu'on pouvait le faire à la conférence, cela montre une grande inexpérience pratique en matière de politique extérieure, l'ignorance de la situation internationale et une inexacte appréciation de ce qui, au point de vue international, est possible, et de ce qui ne l'est pas. Il envisage la situation d'une façon schématique et théorique, car il est isolé et n'aperçoit pas les réalités. C'est compréhensible, car il lui manque la possibilité de se faire une opinion exacte. C'est pourquoi je n'admets pas sa critique.

Dans sa seconde critique, M. Kafka est, je crois, trop unilatéralement opposé à la France, Il voudrait se montrer objectif, mais il n'est pas à même de le faire ; partout et en tout, il en revient toujours à la France. C'est son côté faible. Je pourrais lui citer un grand nombre d'hommes politiques allemands qui ont déjà renoncé, à l'égard de la France, à leur attitude pangermaniste d'avant-guerre.

Ils ont compris qu'en Europe la paix n'est pas possible sans un accord avec la France. Un adversaire même de la France, pour peu qu'il soit loyal, doit avouer que la France a souffert de la guerre au-delà de toute mesure, et qu'elle a été dévastée en grande partie. Qui a vu les régions dévastées de la France et de la Belgique comprendra pourquoi la France exige avec tant d'énergie des réparations. M. Kafka cite M. Keynes ; il lui faudrait, pour être juste, citer tous ceux qui se sont occupés de la question, dont beaucoup reconnaissent la justice de la politique française des réparations. Parmi eux, M. Lloyd George figure à la première place. Un conflit est possible dans les questions de détail, de procédure — mais en principe, il serait injuste de reprocher quoi que ce soit aux demandes françaises de réparations. J'avoue d'ailleurs que M. Kafka s'est, au moins, efforcé d'être objectif en attribuant à l'Angleterre un égoïsme aussi rapace que celui de la France. J'ai, bien entendu, mes idées là-dessus.

Si M. Kafka est un adversaire de la Grande Entente, il est aussi celui de la Petite Entente. Je le comprends. Je prétends cependant qu'il n'est pas tout-à-fait objectif et que, surtout, il n'apprécie pas le fait important que la Petite Entente est purement défensive, qu'elle a été créée dans l'intérêt de la paix ; elle n'a pas d'intentions agressives. La Petite Entente n'est pas non plus exclusive, ainsi que le prouve notre accord avec l'Autriche. Je dois, du reste, souligner aussi que les relations de notre pays avec l'Allemagne sont très correctes, étant fondées sur la reconnaissance réciproque de la situation politi-

que et économique donnée. Je puis affirmer que notre politique et celle du gouvernement à la tête duquel je me trouve ne veut pas autre chose que la paix à l'extérieur et à l'intérieur.

M. Kafka fait appel au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. M. Kafka est professeur de droit, professeur très savant. Il connaît sans doute l'opinion des juristes et hommes politiques allemands, qui approuvent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sous les réserves déterminées par l'histoire et par la nature, c'est-à-dire par le mélange de deux nationalités, la communauté des intérêts économiques, la formation géographique, l'habitat, bref par toutes les circonstances et facteurs qui règlent le sort des nations au point de vue sociologique. C'est ainsi au moins que tous les théoriciens ont toujours, avec juste raison, conçu et continuent à concevoir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je n'expliquerais pas cela à un démagogue du nationalisme, mais il me sera sans doute permis de le faire remarquer au professeur Kafka. Je suis sûr que lui, professeur de droit et savant, ne parlera plus désormais d'une façon unilatérale et scientifiquement inexacte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous autres, Tchèques et Slovaques, avons aussi revendiqué ce droit de disposer de nous-mêmes. Nous avions, ce faisant, l'avantage de défendre contre l'Autriche le droit de toute la nation de disposer d'elle-même.

Par contre, M. Kafka revendique ce droit pour une partie seulement de la nation allemande. Une question, déterminée par toute l'histoire et toute l'évolution, se pose, celle de savoir ce qui est le plus juste : soi d'englober toute la nation tchécoslovaque dans un Etat allemand ou de l'en faire absolument dépendante, de l'englober dans un Etat germano-hongrois; soit de rattacher une partie relativement minime du peuple allemand à l'Etat tchécoslovaque. La nation allemande possède son propre Etat; elle peut vivre tranquille au point de vue politique. L'Etat tchécoslovaque, privé de certains territoires mixtes, serait le jouet du grand Etat voisin ; il ne jouirait pas d'une indépendance réelle ni même d'une existence propre. Telle est, pour moi, la question principale ; je ne doute pas de la réponse que pourra faire à cette question un homme politique allemand expérimenté, pour peu qu'il veuille être objectif. A mon avis, il va de soi que, dans ces conditions, la minorité allemande que renferme notre pays doit jouir de tous les droits susceptibles de faciliter sa vie ethnique.

Je me borne à ces questions générales et essentielles contenues dans le discours de M. Kafka. Je n'argumenterai point au sujet d'une foule d'autres, encore qu'elles ne manquent pas d'esprit. Je tiens seulement à faire encore deux observations. M. Kafka se considère comme un homme politique qui tient compte des réalités. Comme tel, il cherche très souvent la synthèse de situations difficiles et compliquées. Ces

recherches lui fournissent une preuve de l'excellence de ses méthodes et de l'exactitude de sa conception de *Realpolitik*. Lorsqu'il s'agit d'une autre politique, par exemple de notre politique extérieure, la même méthode lui semble prouver que je n'aime pas la clarté, la précision, la décision, que notre politique extérieure est hésitante. Un homme politique objectif et savant ne doit pas critiquer de cette façon sans risquer de produire l'effet d'un homme qui entend critiquer à tout prix. Telle sera, du reste, ma réponse aux critiques formulées en cette affaire par d'autres députés, par exemple M. Spina[1] et même des membres des partis gouvernementaux.

Qui s'est trompé ?

Je m'adresse au principal orateur du parti communiste, auquel j'ai déjà répondu sur certains des points principaux en parlant des arguments de M. Kafka. M. le député Smeral[2] a basé son discours sur une déclaration de Trotsky qui, en 1914, dans une brochure, expliquait la guerre mondiale conformément au matérialisme historique. Il est certes intéressant de voir aujourd'hui M. Smeral ne citer que M. Trotsky, car un grand nombre de marxistes, sinon tous, se sont efforcés et s'efforcent encore d'expliquer la guerre par un matérialisme historique ou économique. M. Smeral s'appuyait jadis, dans l'étude scientifique du marxisme, sur des autorités réellement scientifiques, telles par exemple que M. Kautsky. Aujourd'hui, il en va autrement. M. Smeral s'élève aussi contre le président de la République. Fidèle aux justes usages parlementaires, je ne mêlerai point le président de la République à cette discussion. Je ne m'occuperai, en cette affaire, que de ce qui me concerne.

M. Smeral est convaincu que j'ai commis trois erreurs; je n'ai pas compris la véritable importance sociale de la guerre; je n'ai pas compris le caractère social de la révolution russe, et je ne comprends pas l'Entente.

M. Smeral commet, dans son exposé, une erreur essentielle. Il ne s'agit pas, entre lui et moi, de savoir en vertu de quelle philosophie chacun de nous expliquait la guerre mondiale. Lorsqu'en 1914 certains, dont j'étais, se sont rangés contre l'Autriche, il s'agissait de décider, de juger pratiquement du résultat de la guerre mondiale, et non pas d'en déterminer la signification. M. Smeral fait à tort intervenir Marx et l'interprétation marxiste de la guerre dans la question. La grande erreur, la faute politique que M. Smeral a commise en 1914 et plus tard est qu'il n'a pas su comprendre et apprécier, au point de vue

1. Agrarien allemand.
2. Chef du parti communiste tchèque.

pratique, la situation du monde qui devait aboutir à la défaite de l'Autriche et de l'Allemagne. Le conflit relatif à Marx date de loin; c'est affaire de science. Il y a des centaines et des milliers de partisans de Marx et des centaines et des milliers de ses adversaires. Cette affaire n'a rien à voir avec notre discussion actuelle. Un débat théorique de ce genre permet d'embrouiller facilement des choses claires et de s'abriter, aux yeux des gens simples, derrière des formules savantes. Tenons-nous en donc simplement aux faits. Mais une chose rentre dans le cadre de notre discussion, c'est que M. Smeral avait confiance dans la politique autrichienne et qu'il la servait encore à une époque où d'autres, nombreux dans son entourage, préjugeant de la disparition de l'Autriche, le mettaient en garde. Là-dessus, nous n'étions pas d'accord et nous ne le sommes pas encore, car M. Smeral me permet, comme homme politique, de tirer la conclusion logique de son erreur. Je me dis : puisque M. Smeral n'a pas compris, pendant plusieurs années, la situation de l'Europe pendant la guerre, il m'est impossible d'accepter sans réserve critique ses vues sur la situation actuelle de l'Europe. Je ne saurais jamais croire que quelqu'un qui s'est trompé en envisageant la situation de l'Europe et du monde pendant les quatre années qu'a duré la guerre, en un des moments les plus critiques de l'histoire de l'Europe, de sa nation, de son parti et de la sienne propre pût comprendre la situation d'après-guerre. Je ne discuterai pas les questions de détail. J'ajouterai cependant encore une observation en faisant remarquer, tout comme M. Smeral l'a fait, qu'il ne faut pas voir là une question de personne. M. Smeral a montré toutes les fautes que j'ai commises. Il me faut donc aussi montrer celles qu'a commises M. Smeral. Je tiens à souligner que je me défends ainsi contre l'attaque et contre la critique.

M. Smeral en novembre 1914 et aujourd'hui.

En novembre 1914, j'ai eu un entretien avec M. Smeral. Je suis allé le voir à la rédaction du *Pràvo Lidu*[1] à une époque où j'étais déjà entièrement occupé, avec d'autres, par l'organisation de la lutte contre l'Autriche-Hongrie; je voulais le détourner de la politique qu'il faisait et lui prouver qu'il ne devait pas la poursuivre. Je lui ai montré que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne perdraient leur cause et que nous devions, par conséquent, adapter notre politique à ce fait. Mon argument final fut que nous ne devions pas oublier, quoi qu'il arrivât pendant la guerre, qu'elle aurait une immense influence sur les conditions sociales et les luttes sociales de l'après guerre, et que la

1. Journal socialiste tchèque.

conclusion logique de cette guerre serait une désorganisation sociale, notamment en Autriche. C'est ainsi que j'envisageais alors la situation, lui faisant observer qu'il ne devait pas, comme socialiste, s'opposer, à ce courant. La réponse de M. Smeral est très importante, même pour aujourd'hui. Il exposa alors ses vues sur la politique en général. C'est une question d'ordre secondaire dont je m'abstiendrai de parler maintenant. Il déclara qu'il ne croyait pas à la possibilité de constituer un Etat tchécoslovaque, mais il ajouta : « Même si l'on y arrivait, il va de soi, à mon avis, que le prolétariat tchécoslovaque ne pourrait pas, pendant une dizaine d'années, pratiquer une autre politique que celle qui consisterait à être loyal envers l'Etat, et qui aurait pour but de collaborer avec les autres partis à l'édification de l'Etat ». Autrement dit, en 1914, M. Smeral envisageait la situation d'une façon extrêmement opportuniste. L'Autriche était puissante, elle avait ses gendarmes, ses soldats, ses prisons. Un observateur superficiel pouvait s'imaginer qu'elle ferait triompher sa cause; c'est pourquoi il faisait prudemment son diagnostic et justifiait ses actions en les appuyant sur la doctrine marxiste. Nous nous en souvenons encore tous. Mais comme on attirait son attention sur le caractère social de la guerre et sur l'importance sociale qu'aurait la constitution d'un Etat tchécoslovaque, il tirait alors la seule conclusion logique et juste du résultat auquel on avait abouti en considérant la guerre d'une façon exacte et raisonnable.

Mais il s'est produit des faits auxquels M. Smeral ne s'attendait point. L'Autriche a été écrasée; l'Etat tchécoslovaque a été créé, et les ouvriers y ont pris une position particulière. M. Smeral s'est trouvé dans une très grave situation. Toutes ses prévisions avaient failli. Il a commencé à regarder autour de lui; sa vieille fantaisie et son jugement superficiel se sont alors mis en branle. Il a tout à coup aperçu la grande Russie, et il a compris qu'il y a là maintenant un nouvel et puissant élément de la politique européenne, puisqu'il s'y trouve des gendarmes, des soldats et des prisons. Il a entendu dire que ces gendarmes et ces soldats préparaient une grande révolution mondiale et qu'ils allaient introduire leur système dans d'autres pays. Il s'est dit que des doctrines semblables pourraient facilement se répandre dans le monde désorganisé et démoralisé d'après-guerre parmi les gens peu cultivés. Et, avec la même superficialité, le même opportunisme extrême qui, en Autriche, l'avaient poussé vers l'extrême droite, il est passé brusquement, sous l'influence de la révolution russe, à l'extrême gauche. De même que sous l'Autriche il essayait de motiver son extrême opportunisme, impossible et inadmissible, par des raisons extrêmistes, il essaie maintenant de donner des raisons marxistes à son radicalisme opportuniste, qui est tout aussi impossible et inadmissible. De même qu'en 1914 j'ai dû attirer son attention sur les conséquences sociales de la guerre et

les conséquences sociales de la création de l'Etat tchécoslovaque, je dois constater à nouveau que c'est moi qui avais raison contre M. Smeral, en affirmant que les ouvriers ont acquis, par suite de la guerre, une grande influence dans les divers pays, et surtout dans l'Etat tchécoslovaque, et que, tout comme en 1914 son extrême opportunisme a entravé cette évolution, son opportunisme radical de 1922 l'entrave maintenant. J'ai, en 1914, compris la guerre non seulement dans ses conséquences politiques mais aussi dans ses conséquences sociales. Je comprends la guerre de 1922 non seulement au point de vue politique, c'est-à-dire au point de la signification pratique et politique de l'Europe actuelle, mais aussi au point de vue social; cela veut dire que j'apprécie et veux apprécier la puissance que les ouvriers ont acquise dans chacun des Etats et que j'en tiens un juste compte au point de vue politique. Je me borne à constater les faits. Je ne fais pas la critique de telle ou telle doctrine. C'est un fait qu'en 1914 j'ai envisagé la guerre et ses conséquences au point de vue politique et social, et je crois que je l'ai fait exactement. Je n'ai, en rien, modifié mon orientation. C'est un fait aussi qu'en 1914 M. Smeral s'est fait un opportunisme autrichien, et en 1918 et 1919 un opportunisme soviétique. C'est un fait que les opinions dues à son opportunisme étaient erronées en 1914 et erronées en 1919, car on sait que M. Smeral nous annonçait à un certain moment qu'une révolution mondiale devait éclater dans les six mois. C'est un fait aussi que son opportunisme soviétique de 1919 ne lui a pas permis d'exécuter en réalité ce qu'il disait être sa ferme conviction en 1914, à savoir que, dans le cas où un Etat tchécoslovaque viendrait à être créé, le prolétariat tchécoslovaque devait collaborer à l'édification de cet Etat.

Je résume donc : je suis loin de vouloir discuter du marxisme avec M. Smeral. Je constate qu'en 1914 il jugeait les événements d'une façon superficielle et schématique, sans connaître la situation, sans connaître les personnes, d'après des formules superficielles abstraites, qui d'ailleurs n'étaient même pas réellement et profondément comprises par le marxisme, et qu'il a fait de même de 1919 à 1922. Il s'est trompé en 1914, il s'est trompé déjà plusieurs fois en 1919, et il se trompe encore aujourd'hui. Je crains que dans deux ou trois ans nous ne voyions la même chose se reproduire, car il se peut que jusque là l'opportunisme de M. Smeral entre dans une troisième phase. Alors M. Smeral déclarera simplement ce qu'il a déclaré dans son dernier discours, c'est-à-dire qu'il s'est trompé. Je n'ajouterai qu'une brève observation. Il semble que certaines gens chez nous croient que lorsqu'on a fait une faute en politique, il suffise de la confesser en public et de dire qu'on en accepte honnêtement et courageusement la responsabilité. Pour eux l'affaire est réglée par là, car ils paraissent avoir obtenu de cette façon l'absolution générale. A mon avis, ce serait rendre la politique beaucoup

trop facile. Je le répète, quand un homme a commis en politique d'aussi énormes fautes que M. Smeral, je n'ai plus confiance en son sens politique, et il lui sera bien difficile de critiquer les fautes des autres.

M. Smeral s'imagine avoir sur la Russie et sa révolution une opinion exacte, plus exacte que la mienne. Je me garderai d'entrer encore une fois dans les détails. Je considère mon analyse de la Russie et de sa révolution comme plus exacte, et je peux en appeler sur cette question non seulement aux adversaires du bolchévisme, mais encore aux chefs bolchévistes russes eux-mêmes. Je crois que la critique du bolchévisme et des bolchéviks par Lénine suffit à juger et à condamner la révolution russe telle qu'elle s'est passée en réalité. Dans son discours du 17 octobre 1921, prononcé au congrès des organisations d'éducation politique, Lénine a déclaré littéralement ce qui suit : « Le gouvernement des soviets a dû compter avec la conception agraire de l'économie politique, mais il a eu tort de passer immédiatement au système communiste de la production et de la distribution. C'est malheureusement un fait que, sans une période de transition pour faire le recensement socialiste, établir la classification et le contrôle de la propriété foncière, il n'est pas possible d'atteindre même au degré le plus bas du communisme. Au point de vue théorique les chefs des Soviets le voyaient clairement, mais dans la pratique on l'a perdu de vue dans la fièvre de la guerre civile. L'essence de la nouvelle politique économique est donc que le gouvernement des Soviets a subi une défaite décisive dans les méthodes jusqu'ici appliquées par lui, et qu'il a fait une retraite stratégique avant d'être complètement vaincu. Il est hors de doute que le système des Soviets a subi, sur le front économique, des défaites réellement graves, de sorte qu'il a dû se poser en conscience et sans délai la question d'un nouveau système de politique économique pour prévenir le danger que la panique ne s'empare d'une grande partie des communistes. » Lénine ne dit pas autre chose que ce qui est compris dans mon analyse de la résolution russe des soviets. Je pourrais citer encore d'autres déclarations. Le 6 mars 1922, dans son discours consacré à la Conférence de Gênes, Lénine a tourné sa critique acerbe contre la fraction mauvaise du parti communiste, en l'invitant à procéder à une épuration sévère. Il a dit : « Nous devons construire la machine de l'Etat de sorte qu'à la tête des services importants ne soient pas placés des hommes qui ne connaissent pas la branche qui leur est confiée. Nos communistes sont certes des gaillards, mais ils ne suffisent pas pour le travail pratique. Notre plus grand ennemi aujourd'hui, c'est l'orateur communiste, qui occupe une place des plus importantes et ne fait rien que de parler. La prochaine épuration s'appliquera à ces chefs du parti, qui se considèrent comme des administrateurs, mais ne le sont pas. Ils savent, il

est vrai, renverser toute chose, mais ils ne savent rien mettre de nouveau à la place vide. Le travail de détail quotidien ne les intéresse pas; ils le trouvent difficile et pénible ».

(Le député Bubnik[1] : Monsieur le président du Conseil, vous choisissez des fragments, en les détachant du contexte !)

M. Benès (poursuit) : Mon cher collègue, prenez le texte exact du discours de Lénine, et vous verrez que je ne choisis pas des fragments, mais que j'expose exactement et clairement la critique que Lénine fait du système communiste. Je crois que cela suffit. Telle est précisément notre critique de la révolution russe. Elle est allée rapidement de l'avant et elle a dû revenir rapidement en arrière; pour se sauver, il lui faut faire des compromis de toutes sortes et revenir à la méthode évolutive. Avec cela, elle s'aperçoit qu'elle n'a point d'hommes absolument capables.

Je le constate ouvertement. Dans la séance de la commission des affaires extérieures et au cours de bien d'autres séances, j'ai fait ressortir que la Russie des Soviets est en train de se transformer et que ce que les communistes nous ont dit, pendant les deux dernières années, sur la Russie, n'était déjà plus vrai depuis longtemps. Je crois que la Russie a créé son capitalisme, sa bourgeoisie, qu'elle est en train de créer ses nouveaux tribunaux, son nouveau code juridique et qu'elle suit la même voie révolutionnaire que les autres pays. Les institutions économiques s'y transforment beaucoup plus rapidement au cours des évènements, tandis que, dans la vie politique, les institutions et les organisations judiciaires se ressentent encore des diverses formules révolutionnaires, radicales et extrémistes. C'est ce qui se passe en Russie, tant à l'intérieur du pays que dans ses relations avec l'étranger. Il est vrai qu'un grand nombre d'institutions communistes restent en vigueur, quelques-unes véritablement, d'autres seulement pour la forme. D'autres encore subissent des transformations graduelles, et avec elles la Russie des Soviets se modifie.

Je n'examine pas maintenant à quel point ce retour de la Russie vers l'opportunisme est réel et sincère, ou s'il ne l'est pas. Les opinions diffèrent à ce sujet; même dans la discussion actuelle quelques-uns de nos collègues ont exprimé des idées divergentes. En qualité de ministre, je dois considérer les deux éventualités, et tenir compte de leurs conséquences sur la politique pratique, voir si la chose est réelle et ce qui en découle, ou bien si au contraire ce n'est qu'une feinte. Je me borne à constater que certains des communistes font ressortir ce retour, tandis que d'autres parlent de principes immuables. Cela n'est pas juste. Pour faire une politique réelle, sérieuse et loyale, il faut avoir un point de vue clair et l'exposer aussi clairement. Tout leader ouvrier assume une grande responsabilité devant les masses

1. Communiste.

ouvrières. Il n'a pas le droit de les induire continuellement en erreur. Sinon il ferait de la démagogie ou de l'hypocrisie. Je souligne de nouveau que je n'ouvrirai pas une polémique sur les opinions théoriques de M. Smeral au sujet de la révolution, de son programme, etc. J'envisage la chose au point de vue pratique, je m'en tiens à ce qui est, à ce qui se fait, à ce que font Lénine, Tchitchérine, à ce que fait M. Smeral.

Nos légions en Russie.

M. Smeral a parlé encore de l'Entente comme si elle n'existait plus. C'est encore un nouvel exemple de sa façon abstraite d'envisager les questions politiques. Il n'en est pas ainsi, et nous verrons bientôt avec quel acharnement la presse communiste luttera encore contre l'Entente. C'est, et ce sera la meilleure preuve de son existence. En ce qui concerne les légions tchécoslovaques en Russie, nous publierons, ainsi que je l'ai déjà annoncé, une série de documents qui convaincront M. Smeral qu'il a une opinion inexacte sur leur origine et leur séjour en Russie. Je ne veux pas entrer dans les détails, je ne veux pas non plus parler de la politique d'intervention et de non intervention. Je conviens avec notre collègue Hajn qu'il vaut mieux laisser la chose à l'histoire, qui épurera cette question de tous les intérêts personnels, de tout ce qui est affaire personnelle de tel ou tel premier ou second premier rôle de la politique du jour et des efforts de certains pour en faire, coûte que coûte, une question de parti ou de personne. Mais je ne saurais m'abstenir de faire une observation : notre collègue Smeral essaie sérieusement de mettre en lumière dans une discussion objective les fautes historiques de notre politique, parmi lesquelles il compte aussi notre attitude dans la question des légions en Russie. Il cite, à cette occasion, des documents si pitoyablement nuls, si dénués de toute importance et de toute valeur, tellement tirés par les cheveux pour la plupart, que force m'est, à nouveau, de faire remarquer jusqu'à quel point un chef communiste est hors d'état d'envisager la situation et surtout d'apprécier l'importance des événements politiques et historiques.

M. Smeral m'a posé plusieurs questions précises. La principale, et la première, est de savoir quelle sera, désormais après la Conférence de Gênes, sur des points concrets, notre politique à l'égard de la Russie des soviets; quelle positions nous prenons dans la question d'un traité avec la Russie, et quelles mesures le gouvernement compte adopter pour empêcher la Tchécoslovaquie de devenir le centre de concentration des forces contre-révolutionnaires, socialistes révolutionnaires, partisans de Wrangel et de Petlioura. Des interpellations analogues m'étaient d'ailleurs parvenues aupara-

vant de plusieurs autres côtés. Notre collègue Meissner en formule une en ce moment au nom du parti social-démocrate. Je ferai tout d'abord, comme réponse générale, cette déclaration de principe : Le gouvernement tchécoslovaque n'a pas attendu, dans la question d'un traité avec la Russie, l'interpellation du parti communiste. Il la repousse catégoriquement, parce qu'il soutient que de bonnes relations entre un Etat quelconque et notre gouvernement ne peuvent exister tant qu'un homme politique quelconque ou un parti quelconque agit de telle sorte qu'il semble plutôt prendre les intérêts de l'étranger que ceux de son propre pays. C'est chose à laquelle le gouvernement s'est opposé et s'opposera également à l'avenir. C'est là une conception inadmissible et fausse des relations entre deux Etats. Il y a là un défaut de tactique et de bon sens. Semblable attitude, en effet, n'est pas propre à améliorer, mais plutôt à empirer les relations entre Etats. Elle est aussi contraire à toutes les règles du droit international, et enfin elle est puérile. En matière de traité avec la Russie, le gouvernement agira donc de façon à rester en accord avec la plus grande partie de la nation et à obtenir l'approbation du Parlement et de toutes les classes de la population. Je tiens à le souligner. Au point de vue concret, je ne puis que déclarer une chose en ce qui concerne un traité avec la Russie. C'est qu'à Gênes je me suis, en principe, engagé à ne rien faire de ce qui a été réservé soit à la Conférence de Gênes, soit aux négociations des Etats intéressés par suite de la Conférence de Gênes. J'ai obtenu la possibilité de conclure, pour ainsi dire définitivement, un traité de commerce avec la Russie, à condition de recueillir l'approbation des pouvoirs constitutionnels. J'ai d'ailleurs donné à M. Girsa, ministre plénipotentiaire [1], et à M. Dvoracek, conseiller de légation [2], des instructions leur permettant de s'entendre définitivement à Gênes, après la fin de la Conférence, sur les questions concrètes et sur le texte d'un traité. Ils l'ont fait, il y a quelques jours, après la clôture de la Conférence, et le texte du traité a été paraphé. L'affaire sera terminée en forme dans quelques jours. Je me borne à faire observer, à l'occasion de l'interpellation de M. Smeral relative à la reconnaissance *de jure*, que nous avons aussi discuté cette question et qu'elle a été réglée, mais non pas dans le sens indiqué par lui. C'est une question politique d'ordre général que nous résoudrons d'accord avec le reste de l'Europe.

1. Directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères de Prague.
2. Directeur des affaires commerciales.

La question des émigrés russes.

En ce qui concerne le second point sur lequel j'ai été questionné, je tiens à faire observer, une fois de plus, ce qui a été dit plusieurs fois, c'est-à-dire que le territoire de notre république sert d'asile à des réfugiés politiques. Or, le gouvernement tchécoslovaque ne portera jamais atteinte au droit d'asile tant que ceux qui l'ont obtenu observeront les prescriptions que le gouvernement leur imposera. Cette règle devrait être respectée par tous ceux qui ont vu, avant la guerre, ce que signifiait le droit d'asile pour les révolutionnaires russes. Nous ne pouvons pas abandonner ce point de vue essentiel, et nous ne l'abandonnerons pas. Nous faisons cependant observer que le gouvernement, en accordant le droit d'asile aux éléments de la droite ou de la gauche, ne saurait admettre qu'ils s'immiscent dans nos affaires politiques ou qu'ils entreprennent des actes contraires au droit d'asile tel qu'il découle du droit international, c'est-à-dire la préparation d'actes subservifs contre un des Etats voisins.

En ce qui concerne le *Zemgor*[1], on n'a jamais négocié avec lui comme avec un représentant de « la Russie future », touchant la réparation des dommages causés par les réquisitions des légions tchécoslovaques. Les représentants du *Zemgor* de Paris (le prince Lvov et M. Roudnief) ont adressé au ministère des affaires étrangères, par l'intermédiaire du *Zemgor* de Prague (MM. Zenzinoff et Yourevitch), une demande d'avance sur le compte des automobiles réquisitionnées en 1918 à Vladivostok. Ils demandaient l'argent pour un objet purement humanitaire, c'est-à-dire pour soutenir des émigrés russes livrés à la misère. Le ministère des affaires étrangères a discuté la question avec les services intéressés : le service de liquidation des armées à l'étranger, le ministère des finances et le service suprême de contrôle. Mais quand on eût constaté, au cours des négociations, qu'il n'existait pas de fondement juridique bien déterminé pour le paiement de l'avance demandée, rien ne fut payé sur le compte des automobiles réquisitionnées par la légion tchécoslovaque à Vladivostok.

Le ministère des affaires étrangères s'occupe, en effet, de secourir les émigrés russes en se servant, dans une certaine mesure, de l'intermédiaire du Zemgor de Prague, auquel il avait déjà auparavant accordé de temps en temps des subsides financiers dans la vue ci-dessus mentionnée, et le Zemgor a tenu une comptabilité régulière de chaque somme reçue, comme le prouvent les documents, de sorte que son activité s'est trouvée strictement contrôlée. Il a, par exemple,

1. Coopérative russe établie à Prague en vue de venir en aide aux émigrés russes.

au moyen de ces fonds, fourni aux réfugiés russes des logements provisoires, des vivres, l'aide médicale; il leur a procuré du travail; il a organisé pour eux des cours coopératifs et autres; il leur a procuré des vêtements, du linge, etc., car autrement les réfugiés russes seraient tombés à la charge du public. Pour se faire une idée aussi claire que possible de la somme qu'il faudrait consacrer en 1922 à cette aide urgente accordée aux émigrés russes, le ministère des affaires étrangères a invité le Zemgor à présenter un budget, qui a été en effet déposé et s'est élevé à la somme de 5.141.266 couronnes tchécoslovaques. Il y était joint un vaste programme de travail comprenant aussi le plan d'action du Zemgor pour répandre l'instruction parmi les émigrés et les préparer à la future activité économique qu'ils auront à déployer en Russie.

On ne pouvait naturellement accorder une somme aussi considérable, et le ministère des affaires étrangères se borne à couvrir les dépenses de première nécessité en allouant chaque mois 100.000 à 200.000 couronnes. On contrôle avec un soin particulier l'emploi de cet argent. J'ajoute que sur l'ensemble des subsides accordés aux refugiés russes, la part faite aux socialists révolutionnaires n'atteint que 10 %.

Le ministère des affaires étrangères a autorisé en automne 1921, environ 1.000 citoyens russes de Constantinople et des environs à venir en Tchécoslovaquie pour y achever leurs études dans nos écoles supérieures. La plupart de ces étudiants, après avoir servi dans l'armée du général Wrangel, ou bien se trouvaient dans les camps de concentration des environs de Constantinople, ou bien gagnaient leur pain par un travail d'occasion, généralement manuel, dans le port de cette ville. Le choix de ces étudiants a été fait par un groupe de professeurs de l'enseignement supérieur russe se trouvant à Constantinople, qui certifiait l'authenticité des paplers présentés par eux, ou bien, à défaut de papiers, constatait par un examen la véracité des dires de l'étudiant et le degré de son instruction. Les étudiants choisis s'engageaient ensuite individuellement et par écrit à n'aller en Tchécoslovaquie que pour y achever leurs études exclusivement et à ne point s'y occuper de propagande politique, soit parmi leurs compatriotes, soit dans les milieux tchèques. Ils sont actuellement affectés, d'après l'objet de leurs études, aux écoles supérieures de Prague, de Pribram, de Brno et de Bratislava; ils sont logés tantôt individuellement, tantôt en groupes, mais en tout cas de façon à ne pas pouvoir conserver une organisation militaire calquée sur celle qu'ils avaient auparavant. Ils ne possèdent que des organisations de sections, composées d'étudiants s'occupant de la même branche d'études. Jusqu'ici il n'a été constaté qu'un seul cas où un étudiant russe, venu de Serbie, ait fait de l'agitation parmi ses collègues, au profit d'un certain groupe politique. Il a été immédiatement privé

de tout secours, et le ministère des affaires étrangères a pris des mesures pour l'obliger à quitter la Tchécoslovaquie. Le ministère des affaires étrangères ignore qu'il existe une organisation sous le titre de « Groupe des étudiants de Gallipoli, officiers du 1er corps d'armée ».

D'après les renseignements du directeur de la section de comptabilité de la commission chargée de faciliter leurs études aux étudiants russes, il se trouve parmi les étudiants russes un nommé Prokovjev qui s'adonne à ses études avec ardeur et avec succès. S'il est prouvé, par l'enquête qui vient d'être ouverte, qu'il est l'auteur du rapport dont il a été question [1], on prendra contre lui des mesures aussi sévères que dans le cas cité plus haut. Le nombre total des étudiants russes qui reçoivent des subsides s'élève à environ 1800, tous venus, à l'exception des 100 arrivés de Constantinople, de divers autres pays (Grèce, Tunisie, Serbie, Bulgarie, Roumanie, Pologne, Autriche, Lettonie, etc.) et n'ayant probablement aucun rapport avec l'armée du général Wrangel. Au début de l'année scolaire 1921, le ministère de la défense nationale a permis à environ 400 personnes de quitter les camps de concentration, où elles étaient internées comme membres des armées antibolchévistes, pour leur permettre de poursuivre leurs études avec conscience, et elles ont été déjà invités par le ministère de la défense nationale à retourner, à la fin de l'année scolaire, à leur résidence antérieure. Le ministère des affaires étrangères ne sait rien d'une organisation militaire ou d'une agitation politique dirigée par ces étudiants. Il n'a jamais empêché des représentants des soviets de rapatrier leurs concitoyens. Au contraire, il a très souvent demandé à ces agents de s'appliquer sérieusement à leurs devoirs; nul retard dans le rapatriement des citoyens ukrainiens ne peut être attribué à l'administration tchécoslovaque.

A Nemecké Jablonné [2], on a discuté l'opportunité de transporter ailleurs 31 rapatriés ukrainiens, des mécontents qui apportaient le désordre et le trouble dans le camp. Le comité qui s'était constitué à cet endroit a été supprimé par le commandant du camp, car on ne pouvait permettre à une institution quelconque de critiquer les prescriptions militaires. De même, on n'a pu permettre de décorer les locaux de tableaux, d'inscriptions et d'affiches, parce que, d'après les règlements militaires en vigueur, c'était inadmissible. Aucun des rapatriés n'a été forcé à travailler, pas même à Josefov, où ces 31 personnes ont été transportées sous escorte tchécoslovaque. Quand la mission ukrainienne de rapatriement a déclaré qu'elle se chargerait d'opérer, ces jours prochains, le transport des rapatriés de Nem. Jablonné en Ukraine par la Pologne, le ministère de la défense nationale a ordonné que ces 31 mécontents fussent transportés de nouveau à Nem. Jablonné pour y

1. Dans la discussion sur l'exposé du ministre.
2. Camp des réfugiés ukrainiens.

rejoindre les autres rapatriés qui attendaient. En outre, le ministre de la défense nationale a garanti encore le paiement des frais de transports à travers le territoire polonais jusqu'à la station frontière ukrainienne, afin de hâter le rapatriement. La mission ukrainienne de rapatriement a déjà déclaré le 24 mai qu'elle considérait toute cette affaire comme liquidée. En attendant, les ressortissants russes et ukrainiens amnistiés sont transportés à Nemi Jablonné, et l'on négocie, avec le ministère de l'intérieur, la création d'un camp spécial. En même temps, on attend la réglementation de certaines formalités et la déclaration des missions des soviets qu'elles prendront à leur charge les frais administratifs de ce camp et qu'elles rembourseront le transport, car il ne s'agit plus de prisonniers de guerre. Il va de soi que personne n'est forcé au rapatriement; qui ne veut pas retourner dans la Russie des soviets, n'y est pas obligé.

Au début de mars, un collaborateur de la mission commerciale ukrainienne a été arrêté, à la suite d'un malentendu, car il ressemblait d'une façon frappante à une personne recherchée par la police. Il est vrai qu'il a été conduit à la mission ukrainienne, rue Serikova, 4, pour qu'on pût constater son identité; il a été relâché immédiatement. Pour des motifs restés jusqu'à présent inexpliqués, le radiogramme de notre mission de Kharkov, annonçant qu'elle était arrivée dans cette ville, ne nous est pas parvenu à temps, de sorte que le ministère de l'intérieur n'en était pas informé. La police n'aurait dû envoyer personne rue Serikova, mais devait convoquer quelqu'un dans ses bureaux, afin de vérifier l'identité de la personne en question. Elle a été blâmée pour cette affaire, qui ne se répétera plus.

A la fin de 1921, deux transports de réfugiés russes de Constantinople, anciens soldats de l'armée de Wrangel, sont arrivés en Tchécoslovaquie: une commission spéciale a fait, à cette occasion, un choix parmi ceux qui avaient été agriculteurs avant la guerre, ou qui s'étaient occupés d'agriculture. On a pris ainsi environ 2.000 personnes, parmi lesquelles ne se trouvait aucun officier de carrière. Ces personnes ont été réparties, d'après le programme et avec le concours de l'Union agricole [1], parmi les paysans tchécoslovaques, en Bohême, en Moravie, et en Slovaquie. On ne prépare pas une nouvelle arrivée d'ouvriers de ce genre. Le transport de ces gens avait pour raison tantôt des motifs humanitaires, c'est-à-dire le souci de les arracher, dans la mesure du possible, à la misère dans laquelle ils se trouvaient, tantôt de leur permettre d'apprendre, comme cultivateurs, auprès de nos paysans, l'exploitation intensive pratique; d'autres fois on organisait, pour ceux qui s'y intéressaient, des cours de jardinage, d'apiculture, de culture des prairies, de culture maraîchère, d'emploi des tracteurs etc., qui sont

1. Société centrale des agriculteurs tchécoslovaques.

encore très fréquentés. A part cela, on a, avec le concours financier du ministère des affaires étrangères, fait venir de province environ 700 de ces cultivateurs à l'exposition agricole de Prague, afin de leur faire voir les résultats obtenus dans les différentes branches de l'industrie agricole, et pour leur permettre d'y compléter leur connaissances pratiques, sous la conduite d'experts qui le donnaient les explications nécessaires. Dans ce cas, nous étions également guidés par des motifs humanitaires, sociaux et nationaux. Répondant à l'observation de M. le député Hnidek [1], je rappellerai que les subsides doivent naturellement être payés à ces gens comme aux autres, régulièrement et sans distinction de parti politique, à condition que les prescriptions imposées par le gouvernement soient observées.

M. Mazanec [2] m'a interpellé au sujet de nos engagements vis-à-vis des sionistes. Je suis content de pouvoir rassurer notre collègue. Au cours de la guerre, nous n'avons pris aucun engagement, en particulier ni avec les sionistes, ni avec les non-sionistes. La question juive a été une fois discutée avec nous à la conférence de la paix, quand il était question du texte des traités relatifs aux minorités, alors que de puissantes organisations juives, arrivées d'Amérique, s'efforçaient de faire inscrire dans les divers traités relatifs aux minorités des clauses touchant la protection de la religion juive. En fait, ces clauses ont été comprises dans certains traités relatifs aux minorités. Nous nous sommes opposés, dès le début, à ces clauses, en prenant pour motif que la question juive n'existait pas chez nous sous la même forme qu'en Pologne et qu'il n'y avait pas de raison pour faire entrer ces clauses dans nos traités. Nous avons fourni la preuve qu'il n'était pas nécessaire de le faire, parce que notre Constitution et l'esprit régnant chez nous ne laissaient pas place à la crainte que la liberté de la religion juive ou de toute autre religion soit atteinte.

De même, dans notre Constitution et dans toute notre législation, on trouvait des prescriptions qui excluaient d'avance tout reproche à ce sujet. La commission chargée de discuter la question nous a donné satisfaction, elle a reconnu le bien-fondé de nos raisons et l'on a écarté a priori l'idée d'introduire la question juive dans les traités de paix conclus avec nous.

Conclusion.

Qu'on ne m'en veuille pas de reprocher leur isolement à bien de mes adversaires, qui ne font pas tous d'ailleurs partie de l'opposition. Je m'efforce réellement de les comprendre, et je voudrais tirer

1. Agrarien.
2. Du parti populaire (catholique).

un enseignement de leurs arguments. Mais il me semble que plusieurs d'entre eux n'ont pas une connaissance suffisante des personnes et des choses d'Europe. J'ai eu l'occasion d'observer les dirigeants de l'Europe pendant de longues années. Je me suis efforcé de saisir leurs idées directrices dans leur réalité, de même que je m'efforce de saisir de façon réaliste l'évolution de notre époque en général. L'évolution historique des Etats et des nations ne se réalise pas conformément aux désirs personnels. Etant responsable de la politique extérieure, et provisoirement aussi de toute la politique de notre Etat [1], je prends pour point de départ la conviction que l'origine et le développement de notre République sont des questions européennes et mondiales, qui ne doivent pas être envisagées d'un point de vue local et de parti. Je ne me crois pas infaillible, je suis soumis aux mêmes lois psychologiques que mes adversaires, je commets des fautes comme les autres, mais je m'efforce de m'instruire par les fautes.

Dès le début de ma carrière politique, je me suis efforcé d'être aussi objectif et aussi juste que possible. Dans le même esprit, je réponds aux arguments jetés dans ces débats, argument contre argument : c'est dans ce sens que je dirigerai à l'avenir notre politique extérieure et que je défendrai les principes contenus dans mon exposé.

GÊNES ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La Conférence de Gênes qui vient de se terminer a montré sur bien des points, en particulier dans le domaine technique (questions financières et économiques, questions de communications et de transit, questions d'hygiène) la valeur de l'effort accompli jusqu'ici par la Société des Nations. Aussi bien les liens entre la Conférence et la Société étaient-ils à la fois multiples et étroits : presque tous les Etats représentés à Gênes étaient également membres de la Société; un grand nombre de délégués techniques des gouvernements appartenaient en même temps aux organisations techniques de la Société. Dans ces conditions il était naturel que la conférence prît pour base de ses délibérations dans ses grandes commissions (commission économique et financière; commission des transports) les travaux de la Société, et qu'une part considérable lui fût réservée dans l'application et dans l'exécution des recommandations de la Conférence.

Sur une initiative officielle du gouvernement italien, le Conseil avait décidé, lors de sa session de mars, d'autoriser le secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour donner à la Conférence de Gênes le concours technique qui lui serait demandé. C'est ainsi que furent

1. Comme président du conseil.

envoyés à Gênes, avec mission de mettre à la disposition de la Conférence tous les renseignements techniques désirés, le professeur Attolico, sous-secrétaire général, M. Haas, secrétaire général de la Commission du transit, et M. Nixon, directeur de la section économique et financière du secrétariat. Le Dr Rajchman, directeur de la section d'hygiène, secrétaire général de la conférence sanitaire de Varsovie, se rendit également à Gênes pour fournir toutes informations sur la conférence de Varsovie dont les résolutions avaient été transmises par le Conseil de la Société à la Conférence de Gênes. Ces résolutions constituent un plan de campagne contre les épidémies, dont l'application apparaît comme un élément nécessaire à la reconstruction de la Russie.

Les représentants des organisations techniques de la Société furent admis à participer, à titre consultatif, aux travaux des commissions techniques de la Conférence. La commission économique et financière prit pour base de ses travaux l'œuvre accomplie à la conférence financière de Bruxelles; la commission des transports utilisa de la même façon les travaux de la conférence de Barcelone.

Quant au rôle qui revient à la Société des Nations comme conséquence des travaux accomplis par les Commissions techniques de la Conférence de Gênes, on peut dire d'une manière générale que la Société des Nations a été chargée de poursuivre, en les développant dans certaines directions, les travaux qui figuraient déjà à son programme et dont certains sont d'ordre politique. Seule la Russie fit des réserves au sujet du renvoi des questions à la Société des Nations en alléguant qu'elle n'était pas membre de la Société et qu'elle ne la reconnaissait pas. Acte ayant été pris de ces réserves, les résolutions furent adoptées.

Voici les grandes lignes de ces résolutions :

Communications et transit.

Tous les Etats européens signataires des conventions conclues à Barcelone au sujet de la liberté du transit et au sujet du régime des voies navigables d'intérêt international, et qui n'y ont pas encore donné leur satisfaction, sont priés de le faire aussitôt que possible, Les autres Etats européens sont invités à en mettre les dispositions en vigueur sans délai. Déjà la délégation italienne a annoncé à la seance plénière de la commission des transports que le gouvernement italien allait ratifier les conventions de Barcelone.

La Conférence a enregistré avec satisfaction l'œuvre accomplie à Barcelone en ce qui concerne le régime des ports internationaux. Elle a insisté sur l'utilité d'élaborer et de mettre en vigueur dans le plus bref délai possible les conventions relatives aux ports, chemins de

fer, et voies fluviales, prévues par les traités de paix. Elle a estimé désirable la mise en application, sans retard, des recommandations de la conférence de Barcelone relativement au régime international des chemins de fer.

En matière de visas de passeports, tous les pays devront appliquer aussi promptement et aussi largement que possible les recommandations et les résolutions de la conférence des passeports tenue en 1920 à Paris, sous les auspices de la Société.

Enfin les organismes techniques compétents de la Société des Nations examineront de temps à autre les progrès réalisés dans la mise en pratique des dispositions prévues par la Conférence de Gênes. A cet effet, ils convoqueront, avec l'assentiment des Etats intéressés, des réunions spéciales d'experts. Pour toutes les affaires concernant un Etat non membre de la Société, les organismes de la Société s'adjoindront un représentant de cet Etat.

Le résumé des conventions et des recommandations de Barcelone contenues dans le rapport de la commission des transports a été préparé par les deux experts de la Société qui assistaient aux travaux de la commission. Le président de cette commission, M. Jaspar, a déclaré que les travaux en avaient été grandement facilités par l'œuvre de la Société à Barcelone, et il a remercié la Société de vouloir bien continuer son œuvre dans ce domaine.

Questions économiques et financières.

La Conférence a invité la Société à étudier les mesures de coopération internationale destinées à prévenir l'évasion fiscale. L'étude de ces mesures pouvant être utilement rattachée à celle de la double imposition, qui fait en ce moment l'objet des travaux d'une commission d'experts de la Société des Nations, tous les pays sont instamment priés de publier fréquemment des états détaillés relatifs aux conditions de leurs finances publiques. Il conviendrait, a décidé la Conférence, que ces Etats soient adressés régulièrement à la Société, qui continuera à réunir et à publier périodiquement des recueils de renseignements basés sur les états qu'on s'efforcera d'obtenir auprès du plus grand nombre possible de pays, qu'ils soient membres de la Société ou non.

La Conférence a rappelé le principe du traitement équitable du commerce énoncé à l'article 23 du pacte de la Société, et vivement recommandé la reprise des relations commerciales sur la base des traités de commerce reposant, d'une part, sur le système d'une réciprocité adaptée aux circonstances spéciales et contenant, d'autre part, dans les limites du possible, la clause de la nation la plus favorisée.

Au sujet des questions relatives au *dumping* et aux prix différentiels, qui sont de celles qui intéressent le plus l'équitable traite-

ment du commerce, la Conférence a invité la Société des Nations à entreprendre prochainement une enquête à ce sujet. Elle l'a invitée également à établir une collaboration avec les autres organismes compétents fondés par conventions internationales, tels que l'Institut international d'agriculture, pour faciliter l'exécution des résolutions de la Conférence sur la publicité des tarifs douaniers, les restrictions à l'importation ou à l'exportation, etc...

Elle a jugé désirable que tous les gouvernements intéressés informent, sans délai, la Société des Nations de toutes les modifications introduites dans leurs tarifs douaniers et dans leurs règlements concernant les prohibitions ou les restrictions d'importation ou d'exportation.

Elle a prié la Société de continuer les enquêtes auxquelles elle se livre actuellement afin de déterminer les meilleurs moyens de sauvegarder la validité des engagements librement consentis en vue de soumettre à l'arbitrage les différends soulevés par les contrats commerciaux.

Enfin, la Conférence a reconnu que la question de la double imposition devrait être traitée par des accords entre nations, dont les principes pourront être heureusement précisés par l'étude à laquelle se livre la Société des Nations.

Les épidémies.

M. Schanzer, ministre des affaires étrangères d'Italie, a présenté à la dernière séance plénière de la Conférence, au nom des puissances invitantes, une résolution approuvant les principes de la campagne contre les épidémies et le plan de défense sanitaire de l'Europe adopté par la conférence de Varsovie. Cette résolution recommande à tous les gouvernements européens représentés à la Conférence de reconnaître l'urgence d'une application pratique de ces principes et de demander, à cet effet, à leurs Parlements respectifs les crédits nécessaires.

Une demande présentée par une commission mixte des organisations de la Croix-Rouge relativement à l'extension des conventions de Genève a été renvoyée à la Société des Nations.

Dans l'ordre politique, la Conférence résolut de laisser la Société des Nations achever le règlement de celles des questions politiques que l'on reconnaît être nettement de son ressort ou de celles dont elle s'occupe déjà. La Conférence n'eut donc pas à les examiner : tel fut le cas pour les memoranda bulgare et hongrois sur les minorités et pour une pétition d'habitants de la Sarre. Pour plusieurs autres questions, par exemple celle que soulevèrent les Bulgares au sujet de leur débouché sur la mer Egée, les puissances invitantes décidèrent également qu'elles étaient de la compétence des Etats signataires des traités de paix. La Conférence n'eut donc pas non plus à les discuter.

Le Conseil de la Société n'avait pas encore reçu, lors de la session qu'il tint à Genève du 11 au 18 mai, notification officielle du renvoi à la Société de certaines des résolutions prises par la Conférence de Gênes. Mais il a chargé son président et le secrétaire général de transmettre aux organisations techniques de la Société les questions dont l'étude a été renvoyée à la Société, dès que la notification officielle en serait parvenue. C'est ainsi que la commission économique et financière de la Société, qui s'est réunie à Genève le 6 juin, a à s'occuper des tâches et des responsabilités que la Conférence de Gênes lui a léguées.

M. Facta, président de la Conférence de Gênes, a adressé à Genève une lettre où il exprime sa gratitude pour les services rendus à la Conférence par les fonctionnaires de la Société des Nations.

DERNIERS TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE DE GÊNES

La conférence de Gênes s'est terminée le 19 mai. Pour compléter l'exposé de ses travaux presque intégralement donné dans le précédent numéro (10 mai, pages 298 à 375), nous donnons ici suivant la même méthode les derniers documents.

Les « Affaires Russes »

Le mémorandum remis par les Alliés à la Russie le 2 mai (pièce XXIV) était le résultat d'un compromis entre les thèses française et anglaise, exposées respectivement dans les avant-projets ci-après :

XXVIII. — Avant-projet français

Préambule

Les Représentants des Puissances réunies à la Conférence de Gênes ont considéré de la façon la plus sérieuse et la plus sympathique le problème de la restauration de la Russie, en vue de rétablir la paix sur tout le continent européen; ils désirent sincèrement que des relations amicales soient rétablies entre toutes les Nations et que le peuple russe puisse reprendre sa place historique au milieu des Puissances européennes.

La reconstitution de la Russie doit se faire avant tout dans l'intérêt de la Russie elle-même. Ce grand pays est épuisé par suite des événements qui, depuis huit ans, ont dissipé toutes ses ressources; son agriculture, son industrie, ses moyens de transport sont en partie détruits; sa production est presque totalement arrêtée; ses immenses ressources naturelles sont à l'abandon; sa population est décimée par la famine et par les maladies. Loin de pouvoir répandre au dehors l'excédent du produit de son travail et d'en échanger la valeur contre les nombreuses marchandises dont elle avait besoin pour le plus grand profit de son bien-être personnel et de la prospérité des peuples; loin de concourir ainsi au mouvement général du commerce et d'être, par suite, une cause d'enrichissement et de progrès, la Russie languit dans la détresse, séparée du reste du monde qui serait pourtant tout disposé à lui venir en aide.

Aussitôt que le sentiment de sécurité aura été rétabli en Russie, c'est-à-dire que les ressortissants des pays étrangers auront la garantie qu'ils pourront y reprendre leurs anciennes entreprises industrielles ou commerciales, en créer de nouvelles avec la « certitude que leurs biens et leurs droits seront respectés et que les bénéfices de leurs entreprises leur seront assurés », ils s'empresseront d'apporter à la Russie le bénéfice de leurs connaissances techniques de leur travail et de leurs capitaux.

Il n'est pas de pays en Europe qui ne puisse prêter un concours efficace à l'œuvre de reconstruction de la Russie, les uns par leur aide financière et leur activité commerciale, les autres, par la reprise rapide des industries ou des entreprises d'intérêt public qu'ils y possédaient ; d'autres enfin par le personnel technique qu'ils pourront y envoyer.

Cette activité devra spécialement s'exercer dans trois sortes de branches.

La restauration agricole

La reconstruction agricole de la Russie domine, au point de vue économique, toutes les autres questions ; le rétablissement même de l'industrie en dépend puisque la main-d'œuvre nécessaire ne pourra être obtenue que si son ravitaillement est assuré. La production agricole est à la base de tout le système économique de la Russie ; seule, sa restauration peut apporter un remède efficace à la famine qui menace de détruire la population russe ; compter sur des importations de vivres étrangers pour vaincre cette famine est une dangereuse utopie.

Tant que la Russie n'aura pas rétabli sa production agricole, elle ne pourra reprendre ni son existence normale, ni le rôle qu'elle jouait dans le monde comme pays exportateur. Sa puissance d'achat sur les marchés étrangers a toujours eu pour principal facteur le produit de la vente des céréales ; il est évident que cette restauration a elle-même pour condition essentielle le rétablissement du travail de la terre ; pour que la production se développe, il est essentiel que l'exploitant du sol ait la certitude de pouvoir user librement des produits de son travail, afin qu'il n'hésite pas à engager les dépenses nécessaires à l'amélioration du rendement. Pour stimuler son activité, il faut que l'on puisse lui offrir, comme objets d'échange, les produits dont il manque dans des conditions qui lui permettent de s'acquitter sans trop de difficultés, tout en donnant aux fournisseurs étrangers les garanties indispensables ; un système de crédits à long terme pourrait être gagé sur les récoltes prochaines ; dans ces opérations de crédit, les coopératives sont susceptibles de jouer un rôle important.

Le matériel agricole (tracteurs, batteuses, outils de toutes sortes) qui fait aujourd'hui défaut peut être facilement et sans délai importé de l'étranger. L'importation étrangère jouera également un rôle important dans la fourniture des semences et, au besoin des engrais ; déjà des marchés ont été passés à cette fin dans certains pays d'Europe, il est important de les développer de manière à pouvoir ensemencer rapidement la plus grande surface possible de terre russe.

Le cheptel actuellement décimé par les épizooties ne saurait être importé en quantités considérables sauf en ce qui concerne les reproducteurs ; mais il est possible d'envoyer dans les régions les plus atteintes des missions vétérinaires analogues à celles qui ont fonctionné récemment dans les pays voisins de la Russie avec la plus grande efficacité.

La restauration agricole de la Russie peut être envisagée par l'octroi à des sociétés étrangères de concessions de grande étendue en vue de l'exploitation du sol ou de la location du matériel ; des projets concrets, entièrement étudiés, existent à ce sujet et peuvent être immédiatement réalisés.

Conditions de la reconstitution industrielle et ferroviaire.

En ce qui concerne l'industrie, il est indispensable que les étrangers soient mis à même de prendre ou de reprendre une part active et directe au relèvement industriel de la Russie, toujours sous les garanties leur donnant les sécurités possibles et indispensables quant à leurs biens, à leurs droits et à la propriété de leurs profits. En l'absence de

ces sécurités, les industriels qui voudraient s'établir en Russie ne trouveraient ni les capitaux, ni les concours techniques qui leur sont indispensables, ainsi que l'ont indiqué les résolutions de Cannes.

La plus grande partie des régions industrielles de la Russie était exploitée par des propriétaires ou des concessionnaires étrangers qui sont à même, dans les conditions indiquées ci-dessus, de reprendre immédiatement leur travail. Ils apporteront avec eux, non seulement le personnel technique qui manque actuellement en Russie, mais les quantités de vivres, d'instruments de travail, de ravitaillement de toute nature, nécessaires à la marche de leurs usines et au ravitaillement du personnel ouvrier, tant étranger que russe. Ces établissements ainsi revenus à l'activité répandront de suite la vie autour d'eux dans un rayon qui s'étendra au fur et à mesure de leurs progrès. Ces industriels dont le nombre et l'habileté sont bien connus trouveront dans leur pays d'origine, grâce aux sécurités visées ci-dessus, les capitaux qui leur sont nécessaires.

En vue de hâter et de rendre plus efficace cette renaissance industrielle, ces industriels sont prêts à former entre eux des groupements qui réuniront entre leurs mains un certain nombre d'entreprises de même nature.

Mais la réfection des moyens de transport joue dans toute cette œuvre de reconstruction un rôle essentiel. Ce problème est avant tout un problème de matériel roulant et d'ateliers de réparations pour ce matériel. Certains pays d'Occident sont à même de fournir immédiatement du matériel roulant disponible en quantités considérables, susceptible d'être facilement adapté à la voie russe. Pour utiliser ce matériel le mode de concours technique suivant pourrait être adopté : une société serait constituée pour la location, l'entretien et la réparation du matériel. Cette Société privée louerait le matériel aux autorités ferroviaires dans des conditions à déterminer; elle prendrait à terme les ateliers de réparations nécessaires non seulument à l'entretien et à la réparation de son propre matériel, mais de celui se trouvant actuellement en Russie. Il va de soi que le personnel technique nécessaire en ingénieurs, chefs d'ateliers, etc., devrait être fourni par les soins de la Société.

L'aide financière

Tous ces projets nécessitent un concours financier.

A cet égard, la création d'un consortium international a été décidée : il a pour but de financer les entreprises de reconstruction et de développement économique en Europe, grâce à la constitution dans les principaux pays de sociétés nationales.

En outre certains pays sont en mesure de faire immédiatement des avances substantielles à ceux de leurs ressortissants qui feront du commerce ou iront, à cette fin, s'établir en Russie. Il faut ajouter à ces facilités spéciales les crédits privés dont il a été parlé plus haut et que ne manqueront pas de trouver auprès des banques nationales, les industriels qui auront l'assurance que leurs entreprises peuvent reprendre en Russie avec succès.

Il ne faut pas perdre de vue que le temps est un facteur indispensable à la reconstruction de la Russie, mais l'important est de commencer; aussitôt que la première impulsion aura été donnée que les premiers pionniers auront pu s'établir en Russie et faire connaître qu'ils ont réussi et y auront constaté et fait constater par leurs compatriotes que la voie y est libre et sûre, d'autres suivront en d'autant plus grand nombre que cette voie a été fermée pendant plus longtemps.

En cet état sont présentées à la délégation russe les conditions ci-après :

Conditions d'un arrangement

Article Premier

En conformité avec les termes des résolutions de Cannes d'après lesquels toutes les Nations devraient s'engager à s'abstenir de toute propagande subversive contre l'ordre

et le système politique établis dans un autre pays, le gouvernement soviétique russe n'interviendra en aucune manière dans les affaires intérieures et s'abstiendra de toute action destinée à troubler le *statu quo* dans les autres Etats. Il renoncera également à toute tentative d'aider des mouvements révolutionnaires dans d'autres Etats. Le gouvernement soviétique russe usera de toute son influence pour aider à la restauration de la paix en Asie Mineure et adoptera une attitude de stricte neutralité vis-à-vis des parties belligérantes.

Article 2

Dettes de Gouvernement à Gouvernement

Le gouvernement Soviétique russe accepte les obligations financières de ses prédécesseurs, c'est-à-dire du Gouvernement impérial-russe et du Gouvernement provisoire russe vis-à-vis des Puissances Etrangères.

Prenant en considération l'état actuel économique et financier de la Russie et la nécessité de faciliter sa reconstitution et la renaissance de son crédit, les Puissances créancières sont prêtes à lui accorder de larges facilités de paiement en examinant avec le gouvernement russe un moratorium et d'autres mesures appropriées.

Le G. S. R. d'une part, et les autres Puissances d'autre part, ne se présenteront réciproquement aucune réclamation en raison des actes passés du G. S. R. à l'égard des autres Gouvernements ou des actes passés des autres Gouvernements à l'égard du G. S. R.

Tout solde restant au crédit d'un ancien gouvernement russe dans une banque sise dans un pays dont le gouvernement a fait des avances à un ancien gouvernement russe et qui a assumé la responsabilité pour des emprunts émis par un gouvernement russe dans ce pays entre le 1er août 1914 et le 1er novembre 1917 devra être transféré à ce gouvernement sans préjudice des droits des tiers. La responsabilité du gouvernement des Soviets sera réduite proportionnellement.

Si le pays où le solde susvisé est constitué n'a pas fait d'avances au gouvernement russe ou si le solde est supérieur à ces avances, les sommes dont il s'agit pourront être conservées en gage jusqu'au complet accomplissement des obligations du G. S. R. à l'égard des ressortissants de ce pays.

Article 3

Dettes des gouvernements envers les ressortissants étrangers.

Conformément au principe général admis par tous les gouvernements, le G. S. R. reconnaît son obligation de remplir les engagements financiers que lui-même ou ses prédécesseurs, c'est-à-dire le gouvernement impérial russe et le gouvernement provisoire russe ont contractés vis-à-vis des ressortissants étrangers.

Les emprunts ou engagements financiers contractés par le G. S. R. ou ses précédesseurs vis-à-vis des ressortissants étrangers seront considérés comme des engagements vis-à-vis de ressortissants étrangers quelle qu'ait été la responsabilité assumée par un gouvernement étranger relativement à ces emprunts ou engagements.

Article 4

Le G. S. R. s'engage à reconnaître ou à faire reconnaître les engagements financiers de toutes les autorités en Russie, provinciales ou locales, ainsi que des entreprises d'utilité publique en Russie, contractées jusqu'à ce jour vis-à-vis des ressortissants des autres Puissances, sauf dans le cas toutefois où au moment où l'engagement a été contracté, l'autorité ou l'entreprise ne se trouvait pas sous le contrôle du G. S. R. ou du gouvernement provisoire russe.

Article 5

Le G. S. R. s'engage à conclure avant le 31 décembre 1922, avec les représentants des porteurs de titres émis ou garantis par le G. S. R. ou ses prédécesseurs, un arrangement pour assurer la reprise du service de ces emprunts. Cet arrangement comportera les

délais et facilités convenables de façon à tenir compte non seulement de la situation de fait de la Russie, mais également de la nécessité de sa reconstitution.

L'accord susvisé s'appliquera autant que possible à l'ensemble des porteurs étrangers sans distinction de nationalité.

Au cas où un accord collectif ne pourrait être réalisé, les conditions accordées à un groupe quelconque pourront être revendiquées par tous autres porteurs.

Si l'arrangement visé à l'article premier ne peut être obtenu, le G. S. R. s'engage à accepter la décision d'une commission arbitrale mixte dont le président sera désigné par le Président de la Cour Suprême des Etats-Unis ou à son défaut par la S. D. N. ou le Président de la Cour Internationale de Justice de La Haye.

La même procédure sera employée en vue de la reprise des emprunts visés à l'article 4 par voie d'arrangements entre les représentants des porteurs et les autorités ou entreprises débitrices ou les ayants-droit de ces autorités ou entreprises.

Article 6

En vue d'encourager la reprise de l'activité économique étrangère en Russie, de permettre aux Etats étrangers de fournir à la Russie l'aide indiquée dans le préambule et par conséquent de faciliter la restauration de ce pays, le G. S. R. accepte les dispositions ci-après en ce qui concerne la propriété privée.

1° Les réclamants auront le droit d'exiger la restitution des biens, droits et intérêts. Si les biens, droits et intérêts existent encore et peuvent être identifiés, ils seront restitués et une indemnité pour l'usage qui en aura été fait et pour le dommage qui y aura été porté pendant la dépossession sera, à défaut d'accord entre le G. S. R. et l'intéressé, fixée par le Tribunal mixte. Les contrats de concession relatifs à des entreprises d'utilité publique seront modifiés pour être mis en harmonie avec la situation économique actuelle, par exemple en ce qui concerne les charges, la durée des concessions et les conditions d'exploitation.

Si les biens, droits et intérêts n'existent plus ou ne peuvent être identifiés ou si le réclamant ne désire pas la restitution, il peut être satisfait à la réclamation par voie d'entente entre le G. S. R. et l'intéressé, soit au moyen de l'attribution de biens, droits ou intérêts équivalents à laquelle s'ajoutera une indemnité à fixer d'accord, ou à défaut par le tribunal mixte, soit au moyen de tous autres procédés de règlement qui seraient agréés.

Dans tous les autres cas, les réclamants auront droit à une indemnité calculée sur une base monétaire et fixée par le tribunal arbitral mixte.

2° Le G. S. R. assumera la responsabilité de tous les dommages matériels et directs nés ou non à l'occasion de contrats et subis par les ressortissants des autres Puissances s'ils sont dus aux actes ou à la négligence du G.S. R. ou de ses prédécesseurs ou de toutes autorités provinciales ou locales ainsi que des agents de ces gouvernements ou autorités sur les territoires soumis à l'autorité du dit gouvernement au moment où l'acte ou la négligence ont été commis. Les responsabilités prévues à l'alinéa précédent sont fixées par le tribunal arbitral mixte visé à l'article 8.

3° Les sociétés financières et industrielles russes qui au 1er novembre 1917 étaient contrôlées par des ressortissants étrangers ou dans lesquelles, à la même date, ceux-ci possédaient des intérêts relativement importants (actionnaires et obligataires) seront, si la majorité des intérêts étrangers le désire, considérées comme comprises dans l'expression « anciens propriétaires étrangers ».

4° Dans les cas où une réclamation n'est pas faite par application du § 3, tout ressortissant étranger, ayant des intérêts dans une société russe peut réclamer une indemnité conformément au § 2 du présent article pour dommages causés à ses intérêts dans la dite société.

7° Les modalités d'application du présent article en ce qui concerne notamment la fixation des indemnités par le tribunal arbitral mixte, les droits des personnes ayant acquis leurs biens, droits et intérêts après le 1er novembre 1917, et en général les droits de toutes autres personnes intéressées seront réglés conformément aux dispositions du Rapport des Experts de Londres.

Article 7

Obligations

Les indemnités pécuniaires accordées par application de l'article 6 seront réglées par la remise de nouvelles obligations russes 7 % pour le montant fixé par le tribunal arbitral mixte. Des dispositions seront prévues concernant l'émission et le service des nouvelles obligations russes.

Article 8

Des tribunaux arbitraux mixtes seront institués pour statuer sur les questions intéressant les divers pays; ils seront composés pour chaque pays d'un membre nommé par le G. S. R.,d'un membre nommé par le Gouvernement du ressortissant intéressé et d'un président désigné par le Président de la Cour Suprême des E.-U. ou par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale, ou par le Conseil de la Société des Nations. Une commission composée des présidents des dits tribunaux sera chargée de décider toutes les questions de principe et d'assurer l'unité de jurisprudence.

Article 9

La remise en exploitation dans le plus bref délai des entreprises quelles qu'elles soient qui appartenaient à des étrangers avant les événements de 1917 et l'établissement de nouvelles entreprises étant d'un très grand secours pour la reconstitution rapide de la Russie, les autorités soviétiques s'engagent à établir un régime provisoire pour la protection de la personne et des biens des étrangers.

Article 10

L'administration de la justice en Russie sera organisée conformément aux dispositions de l'article 8 du Rapport des Experts de Londres.

Article 11

Les conditions de la résidence des étrangers et de leur commerce en Russie seront fixées ainsi qu'il est prévu par les articles 9 à 17 du Rapport des Experts de Londres.

Article 12

Des dispositions spéciales seront prises pour le règlement des questions relatives à la liquidation des contrats d'avant-guerre entre ressortissants russes et étrangers et aux prescriptions, péremptions et forclusions de procédure.

XXIX. — Avant-projet britannique

Article 1.

(Voir clause I du Mémorandum des Alliés, numéro de mai, p. 352).

Article 2

Dettes entre gouvernements

Le gouvernement des Soviets d'une part et les autres gouvernements d'autre part, conviennent que des sommes données, dont le montant devra être fixé pour chaque pays, représenteront toutes les dettes financières existantes du gouvernement des Soviets envers chacun des autres gouvernements.

En vue de permettre la fixation de ces sommes, la réduction à apporter à la dette et aux intérêts afférents dus par le gouvernement des Soviets, par suite des emprunts consentis par d'autres gouvernements durant la guerre, sera soumise à l'arbitrage.

Une cour arbitrale composée de trois membres sera nommée à cet effet par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale ou par la Cour Suprême des Etats-Unis, ou par le Conseil de la Société des Nations.

En statuant, la dite cour arbitrale prendra en considération les dommages subis par

la Russie au cours de la guerre, les dommages russes provenant des troubles civils au cours des années qui ont suivi la guerre et le retard inévitable de la reconstruction économique et financière de la Russie, dû à la difficulté où elle se trouve de se reconstruire elle-même jusqu'à ce que ses ressources soient mises en œuvre.

Le règlement des sommes fixées conformément à la clause présente mettra fin à toute réclamation portant sur des dettes autres que celles visées aux clauses suivantes.

Toutefois la dite clause ne s'appliquera pas aux réclamations de nationaux d'autres Puissances au sujet de l'action du gouvernement russe en Russie non plus qu'aux réclamations des nationaux russes au sujet de l'action d'autres gouvernements dans les pays des dits gouvernements.

Tout solde créditeur au compte de l'ancien gouvernement russe dans toute banque située en un pays dont le gouvernement a consenti des avances à l'ancien gouvernement russe ou assumé la responsabilité d'un emprunt lancé dans le dit pays entre le 1er août 1914 et le 7 novembre 1917 sera, sans préjudice des droits des tiers, porté au compte du gouvernement qui a consenti les avances susvisées. Les dettes du gouvernement russe seront réduites d'une somme égale.

Article 3.

Dettes des gouvernements à des étrangers.

Le gouvernement des Soviets, conformément au principe général admis par tous les gouvernements, reconnaît les obligations financières contractées par lui ou ses prédécesseurs envers des étrangers.

Article 4.

Dettes municipales et incombant à des entreprises d'utilité publique

Le gouvernement russe reconnaîtra ou fera reconnaître les contrats financiers conclus jusqu'à ce jour avec des nationaux d'autres Puissances par toutes autorités russes, provinciales ou locales, ou par des entreprises d'utilité publique en Russie, à moins qu'au moment de la conclusion du contrat le territoire où se trouvaient les autorités ou l'entreprise ne fût pas sous le contrôle du gouvernement des Soviets ou de ses prédécesseurs.

Article 5.

Dettes et biens privés

En vue d'encourager la reprise de l'activité industrielle ou commerciale des étrangers en Russie et de permettre aux pays étrangers de donner l'appui indiqué dans le Préambule, et de faciliter ainsi la reconstruction de la Russie, le gouvernement des Soviets accepte l'arrangement suivant au sujet des biens et des dettes privés.

Les principes généraux formulés dans la Résolution de Cannes, au sujet des droits de propriété et de la reconnaissance des intérêts étrangers, seront observés.

Au cas où l'ancien propriétaire n'est pas en mesure de rentrer en jouissance des biens dont il jouissait auparavant, option lui sera offerte en vue de recouvrer sous la forme d'une concession, l'usage de ses biens en Russie, à condition que cette concession ne sera pas moins favorable que les droits dont il avait autrefois la jouissance; étant toutefois entendu que, dans les cas où la commission nommée en application de l'article 7 jugera cette procédure inapplicable, le susdit propriétaire sera indemnisé soit par la jouissance de biens analogues — la nature et la valeur de ces biens devant faire l'objet d'un accord entre le gouvernement des Soviets et le requérant — soit par des valeurs dont le montant sera fixé par un tribunal mixte ainsi qu'il est prévu à l'article 7.

Au cours du règlement des réclamations ou de la fixation des indemnités afférentes aux dettes et biens privés, il sera tenu compte de la protection des droits des tiers sur ces biens. Au cas où des dommages ont été causés aux biens à la suite de l'action ou de la négligence du gouvernement des Soviets, une compensation sera payée conformément aux principes du droit international et sera fixée par la Commission.

Le terme « ancien propriétaire étranger » s'appliquera aux Sociétés russes financières,

industrielles et commerciales qui, au 7 novembre 1917, étaient contrôlées par des nationaux des autres Puissances, ou dans lesquelles à la même date, ces nationaux possédaient d'importants intérêts, si la majorité des intérêts étrangers (porteurs de titres et d'actions) le désire. Ce terme s'appliquera également à tout étranger ayant droit à l'exploitation de biens en Russie qui figuraient au nom d'un sujet russe.

Article 6.

Bons

Les sommes que devra verser le gouvernement des Soviets seront payées en nouveaux bons-or remboursables au pair dans l'intervalle de 50 ans à 5 % payables deux fois par an et libres (intérêt et capital) de tout impôt russe, présent et à venir.

Toute indemnité due par d'autres gouvernements à des sujets russes pourra aussi être réglée en bons russes.

Article 7.

Intérêts des Bons

La Cour arbitrale prévue par l'article 2 décidera dans quelle mesure la condition économique actuelle de la Russie réclame la remise des intérêts des bons visés par les articles 3, 4 et 5.

Article 8.

Commission et Tribunaux arbitraux mixtes.

Une Commission composée de... représentants du gouvernement des Soviets, d'un nombre égal de représentants nommés d'accord par les autres gouvernements et d'un président ne relevant d'aucune des parties, sera nommée en vue de régler toutes les questions de principe soulevées par les articles précédents, autres que celles soumises à l'arbitrage par les articles 2 et 7. Le Président sera nommé par le Président de la Cour Suprême des Etats-Unis, ou par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale, ou par le Conseil de la Société des Nations.

Pour la fixation du montant des indemnités à verser en compensation d'intérêts privés, des Tribunaux arbitraux mixtes peuvent être créés par le gouvernement des Soviets, dont un membre devra être nommé par le gouvernement du ressortissant intéressé, et dont le président sera nommé par le président de la Commission.

Article 9.

Exercice de la Justice

L'exercice de la Justice en Russie, sera réglé par l'article 8 des Recommandations des Experts alliés.

Article 10.

Conditions de résidence et de commerce en Russie.

Les étrangers auront le droit de résider et commercer en Russie conformément aux dispositions des articles 9 à 17 des Recommandations des Experts alliés.

XXX. — Lettre de M. Tchitcherine à M. Facta

Gênes, 2 mai.

Par votre lettre du 27 avril, vous avez bien voulu me faire connaître l'échange de vues qui a eu lieu sur l'initiative des délégués de la Suède et de la Suisse dans une réunion officieuse des délégués de la Belgique, de la France, du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Pologne et de la Roumanie au sujet d'un télégramme reçu de M. Noé Jordania personnalité privée qui se dénomme président du gouvernement national de Géorgie, télégramme d'après lequel des opérations militaires avaient été entreprises par les troupes soviétiques pour réprimer des révoltes dans les provinces de Svanethia, Letchkoumi et Ratchia qui font partie de la République soviétique de Géorgie.

Laissant de côté la question de savoir dans quelle mesure une réunion, composée comme vous l'indiquez était compétente pour examiner ce sujet, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, à titre d'information, qu'aucune révolte n'a eu lieu dans les provinces en question et que, par suite, aucune opération militaire ne peut y être en cours. L'inexactitude des informations de M. Jordania est encore confirmée par le fait que la 9e armée dont il parle n'existe pas en Russie.

Vous n'ignorez pas qu'il existe en Europe un grand nombre de personnalités sans mandats officiels, en particulier parmi les monarchistes et les membres des anciens gouvernements renversés par les événements de ces derniers temps, qui, dans leur intérêt propre, dans celui de leurs dynasties ou de leurs partis, ne laissent échapper aucune occasion pour empêcher, dans la mesure de leurs forces, la pacification politique de l'Europe sur des bases plus ou moins solides. Rien d'étonnant à ce que ces manœuvres se multiplient précisément lorsqu'ont lieu des Conférences internationales qui recherchent l'accord entre les nations et la suppression des conflits qui existent entre elles. Mais je ne puis qu'exprimer ma surprise quand, après avoir répondu à la proposition de la délégation russe concernant l'admission à la Conférence de Gênes des représentants des Républiques caucasiennes en disant que ces républiques n'étaient pas situées en Europe, les puissances invitantes reconnaissent possible d'accueillir et d'examiner les propositions d'une personnalité privée, concernant la République caucasienne de Géorgie, et cela en l'absence des représentants du seul gouvernement légitime de cette république, du Gouvernement des Soviets. La délégation russe constate toutefois, avec satisfaction, l'intérêt que les délégués susdits, par votre intermédiaire, manifestent pour la recherche des moyens propres à faire cesser l'effusion du sang et cela, non seulement en Europe, mais encore dans les pays qui, de l'avis des Puissances invitantes, font partie de l'Asie.

La délégation russe estime donc nécessaire de recommander à ces délégués de prêter la plus grande attention aux effusions de sang possibles ou inévitables dans les diverses parties du monde ainsi qu'aux causes qui les déterminent.

La délégation russe voudrait, en premier lieu, signaler les opérations militaires qui ont lieu par suite de l'occupation par le Japon d'une partie du territoire de la république d'Extrême-Orient. Cette occupation a rendu possible et a encouragé la formation en Extrême-Orient de bandes contre-révolutionnaires armées que la république d'Extrême-Orient a été obligée de disperser par la force. Aujourd'hui, alors même que ces bandes sont définitivement détruites, le Japon maintient son occupation et envoie en Extrême-Orient des troupes fraîches préparant, sans aucun doute, de nouvelles attaques de bandes et rendant inévitables de nouvelles opérations.

La délégation russe désirerait ensuite rappeler qu'en Europe l'occupation militaire de territoires étrangers et l'écrasement par la force des droits de minorités nationales préparent et rendent inévitables pour l'avenir des insurrections et des hostilités sanglantes. Il suffirait de signaler les résultats de l'occupation de Vilna de la part du général polonais Zeligowski, qui empêche les populations de cette région de déclarer librement leur volonté et de décider librement de leur sort. On en peut dire autant de la Galicie orientale, dont les représentants auraient pu vraisemblablement porter devant la Conférence des protestations plus autorisées et plus fondées que celles de M. Jordania.

Dans le sud-est de l'Europe, les Roumains, en occupant par la force la Bessarabie, continuent à opprimer la population de ce pays en lui imposant un régime étranger. Le même phénomène se produit en Yougoslavie en ce qui concerne les Monténégrins, les Croates, les Macédoniens. De la même manière, les droits des populations de la Thrace sont foulés aux pieds, et dans le centre de l'Europe, ceux des habitants du bassin de la Sarre. On doit en outre rappeler que des faits analogues se produisent dans les Indes, en Egypte, en Tunisie, en Corée, etc... La délégation russe ne peut davantage passer sous silence les informations qu'elle possède sur les accords conclus entre l'ex-général Wrangel et les représentants des gouvernements de Roumanie et de Yougoslavie pour préparer une offensive contre la république ukranienne et provoquer les hostilités les plus sanglantes et les plus ruineuses.

La délégation russe estime d'autant plus opportun de rappeler les faits cités plus haut

qu'il dépend entièrement des Gouvernements, dont les délégués vous ont chargé d'adresser une note sur la prétendue répression d'une révolte en Géorgie, de mettre fin aux cruautés actuelles et de prévenir celles à venir. En ce qui la concerne, la délégation russe est prête à prendre part à Gênes à un examen général des moyens efficaces qui devraient être fournis à toutes les nationalités opprimées pour déterminer librement leur sort et des mesures propres à protéger les intérêts des minorités nationales dans les pays à population panachée.

J'ai confiance qu'en tout cas vous voudrez bien porter les points de vue exposés ci-dessus à la connaissance des Gouvernements intéressés par l'intermédiaire des délégations qui les représentent à Gênes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance sincère de mon profond respect

Georges TCHITCHÉRINE.

XXXI. — Réponse russe au mémorandum des Alliés.

Le 11 mai, la délégation russe répondait au mémorandum des Alliés.

Avant d'entrer dans l'examen des clauses du mémorandum signé par un groupe de puissances et joint à la lettre de M. Schanzer, président de la sous-commission politique économique à la délégation russe, le 2 mai dernier, cette dernière se voit obligée, à son grand regret, de constater que ce mémorandum, sans apporter la solution équitable attendue du problème russe, représente sous certains rapports, un pas en arrière sur les accords de la villa de Albertis, du 20 avril, et même sur le mémorandum de Londres. En même temps, le contenu du mémorandum du 2 mai constitue une déviation marquée de la ligne tracée à la Conférence de Gênes par les décisions de Cannes.

Les Etats invitants en appelant la Russie en même temps que les autres Etats à la conférence actuelle motivaient leur invitation par la nécessité « de rendre au système européen sa vitalité aujourd'hui paralysée ».

Le moyen pour atteindre ce but devait être « la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale ». De l'avis unanime, celui des Etats dont la reconstruction économique présentait le plus d'intérêt pour l'Europe et pour le monde entier était précisément la Russie.

Déjà, dans son premier mémorandum servant de réponse à celui de Londres, la délégation russe avait attiré l'attention de la Conférence sur le fait que le problème de la reconstruction de la Russie devait être mis à la base de ses travaux. La délégation russe se déclarait prête, de son côté, à envisager, de concert avec les autres puissances, le problème fondamental qui, en rendant à l'industrie mondiale 140 millions de consommateurs d'immenses quantités de matières premières, contribuerait au soulagement de la crise du chômage et de la misère engendrés par la guerre mondiale, par l'intervention et par le blocus.

La délégation russe se conformant à l'invitation de Cannes s'est présentée à Gênes avec tout un ensemble de projets et de propositions, concernant les crédits et les emprunts nécessaires à la Russie en échange de garanties réelles, l'énumération des garanties juridiques déjà réalisées dans la législation de la Russie, destinées à assurer aux ressortissants étrangers, désirant apporter à la Russie leurs connaissances techniques et leurs capitaux le respect de leurs biens, de leurs droits et des bénéfices de l'entreprise.

Enfin, la délégation russe avait l'intention de présenter une liste de concessions industrielles, minières, agricoles et autres qu'elle était désireuse d'accorder aux étrangers.

Mais jusqu'à ce jour, le côté le plus important du problème russe et du problème économique mondial n'a pas même été abordé. Les efforts faits par les délégués russes pour porter cette question devant le comité des experts désignés pour l'examen de la question russe se sont heurtés à une opposition irréductible.

Le comité des experts a posé comme condition préalable à tout examen de cette

question l'obligation pour la Russie d'accepter la liquidation des dettes d'Etat et des réclamations privées.

Par suite de cette erreur originelle, les problèmes de l'avenir qui intéressaient tout le monde ont été subordonnés à des intérêts du passé qui ne touchent que certains groupes d'étrangers.

La reconnaissance des dettes d'avant guerre.

L'affirmation d'après laquelle la reconnaissance des dettes d'un ancien gouvernement et des réclamations privées serait une condition essentielle de la collaboration du capital étranger au relèvement du crédit de la Russie nouvelle est contredite par le fait que maints capitalistes étrangers n'ont pas attendu le règlement de la question des dettes pour apporter leur collaboration à la Russie. Ce n'est pas telle ou telle solution de cette question qui peut faire affluer les capitaux en Russie, mais bien les garanties que le gouvernement russe peut obtenir pour l'avenir et la consolidation internationale de ce gouvernement qui résultera de sa reconnaissance *de jure*.

La suspicion qu'on cherche à jeter sur l'attitude du gouvernement russe vis-à-vis des futurs créanciers de la Russie parce qu'il ne veut pas souscrire les yeux fermés aux propositions trop onéreuses est tout à fait intéressée. La répudiation des dettes et obligations contractées par l'ancien régime abhorré par le peuple ne peut en rien préjuger l'attitude de la Russie soviétique, issue de la révolution, envers ceux qui viendraient, avec leurs capitaux et leurs connaissances, aider à son relèvement.

Au contraire, le fait que la délégation russe, dans la question du règlement des dettes, tient le compte le plus sérieux des intérêts du peuple russe et des possibilités économiques de la Russie prouve qu'elle ne veut prendre que des engagements qu'elle est sûre que la Russie pourra tenir.

Il est à remarquer que plus d'un parmi les Etats présents à la Conférence a répudié dans le passé des dettes et des obligations contractées par lui.

Plus d'un Etat a confisqué et séquestré les biens de ressortissants étrangers ou de ses propres ressortissants sans que, pour cela, il ait été l'objet de l'ostracisme appliqué à la Russie des Soviets. L'obstination que certaines puissances mettent à exclure la Russie de la vie économique et politique internationale, à lui refuser l'égalité de traiter s'explique difficilement par la non-satisfaction de certaines réclamations d'ordre financier. Si on considère ce que cette attitude a coûté au monde, aux Etats qui l'ont inaugurée, à la Russie même qui depuis bientôt cinq ans en subit les conséquences néfastes, on croira difficilement que seuls sont ici en cause les intérêts de détenteurs d'emprunts ou de propriétaires de biens nationalisés. Les incidents de ces derniers jours, surtout à propos de la restitution des biens nationalisés à leurs anciens propriétaires, démontrent clairement que, sur la question purement matérielle, s'est greffée une question politique.

Communisme contre capitalisme.

Le combat qui se livre à Gênes autour du problème russe vise plus loin et plus haut. La réaction politique et sociale qui a suivi dans la plupart des pays les années de guerre cherche dans la défaite de la Russie soviétique, qui représente les tendances collectivistes dans l'organisation de la société, le triomphe complet de l'individualisme capitaliste.

La délégation soviétique s'est refusée et se refuse à apporter dans les pourparlers en cours aucune espèce de tendance politique; mais elle ne peut s'empêcher de constater que cette tentative de faire triompher à Gênes le programme d'un parti ou d'un système social est contraire à la lettre et à l'esprit de la première résolution de Cannes. Si les travaux de la Conférence sont menacés, la responsabilité entière en incombera aux puissances qui, opposées seules au désir général d'accord, placent les intérêts de certains groupes sociaux au-dessus de l'intérêt commun de l'Europe.

La délégation russe constate que le préambule du mémorandum du 2 mai cherche à accréditer l'opinion qu'un isolement économique prolongé de la Russie ne nuirait qu'à

elle-même, tandis que le reste de l'Europe trouverait toujours moyen de se tirer de ses embarras économiques.

Le but de cette affirmation est clair : la Russie, qui a besoin de la collaboration des autres puissantes pour son relèvement économique, doit supporter seule les sacrifices que cette collaboration nécessite.

Cette affirmation est contraire à l'opinion publique qui, par la bouche des hommes compétents et par les manifestations répétées des masses ouvrières, a démontré que la Russie ne peut être remplacée par aucun succédané et que son absence du marché mondial y introduit des perturbations auxquelles aucun artifice n'est en état de remédier

La place de la Russie ne peut être occupée par personne, sinon par la Russie même L'isolement de la Russie a des conséquences politiques non moins funestes que ses conséquences économiques. La sécurité de l'Europe et la paix du monde demandent la supression de cet état de choses anormal. Tant que la Russie reste dans une sorte de quarantaine économique et politique provisoire, on peut encourager les aventures militaires de certains Etats voisins proches ou éloignés de la Russie qui, s'attribuant des rôles de « gendarmes de la civilisation européenne », cherchent à troubler la paix et à s'emparer du territoire et des richesses de la Russie et des autres républiques soviétiques.

C'est pourquoi la solution du problème russe n'avancera pas d'un pouce si les puissances réunies à Gênes ne se pénètrent pas de l'idée que les sacrifices qu'elles demandent à la Russie doivent trouver leur contre-partie dans des sacrifices analogues de leur part.

Demande de crédits.

Dans sa lettre adressée à M. Lloyd George le 20 avril, la délégation russe fait des concessions importantes en posant en même temps la question des crédits et emprunts à accorder au gouvernement russe. A la première séance du comité des experts, la délégation russe a demandé à ce dernier l'examen détaillé de cette question. Mais le comité des experts, comme nous l'avons dit plus haut, repoussa cette proposition. Cette question, d'un intérêt si considérable pour la Russie, ne trouva pas de réponse non plus dans le mémorandum du 2 mai.

Au lieu des crédits à accorder au gouvernement russe, le préambule du mémorandum énumère les crédits que les différents gouvernements sont prêts à accorder à ceux de leurs ressortissants qui voudront commercer avec la Russie. Mais cette question, si intéressante qu'elle soit pour les commerçants privés des autres pays, n'a rien à faire avec la question posée par la délégation russe. D'ailleurs, ces mêmes commerçants et indutriels particuliers ne sauraient utiliser dans la mesure voulue ces crédits si on n'assure pas au gouvernement russe les moyens financiers nécessaires pour relever les forces productives du pays, condition indispensable pour des relations commerciales de quelque intensité entre la Russie et les autres Etats.

Si le gouvernement russe manque de ressources financières, de crédits pour relever l'industrie et l'agriculture, pour restaurer ses moyens de transport et pour établir une monnaie d'échange stable en supprimant l'émission du rouble papier de plus en plus dévalorisé, un commerce intense avec l'étranger se heurtera aux plus grandes difficultés.

D'ailleurs, les mesures visant au relèvement de la Russie ne peuvent être appliquées que par le gouvernement lui-même ou d'après un plan préalablement établi; la délégation russe avait l'intention de présenter à la Conférence ce plan élaboré par les hommes compétents de la science et de l'industrie.

La délégation russe constate — non sans un certain étonnement de ce contraste frappant — que dans le mémorandum du 2 mai, à la question principale du relèvement de la Russie sont consacrées des considérations générales ne contenant aucune proposition précise, tandis que la question du règlement des dettes d'Etat et des réclamations est présentée sous la forme d'un contrat où l'on a cherché à prévoir les moindres détails.

Contre les clauses politiques.

La délégation russe n'est pas moins surprise de voir figurer dans ce contrat financier et en tête de toutes les clauses, des clauses politiques qui n'avaient jamais figuré jusqu'à présent dans les pourparlers de la délégation russe avec les autres délégations.

Détachant des conditions de Cannes portant un caractère politique, et d'ailleurs acceptées par le gouvernement russe, une seule condition, la cinquième, concernant la propagande subversive, le mémorandum lui donne en même temps une nouvelle signification et en fait une obligation unilatérale pour la Russie. Pourtant, le gouvernement russe a prouvé plus d'une fois que la véritable propagande subversive dans l'organisation et l'expédition de bandes armées a été faite par certains pays voisins de la Russie et même signataires du mémorandum.

Donnant une extension nouvelle à cette condition de Cannes, le mémorandum demande à la Russie « de supprimer sur son territoire toute tentative d'aider les mouvements révolutionnaires dans d'autres pays ». Mais si par cette formule le mémorandum entend interdire l'activité des partis politiques ou des organisations ouvrières, la délégation russe ne peut pas admettre cette interdiction, à moins que l'activité en question ne soit en contradiction avec les lois du pays.

Dans la même clause, le mémorandum demande à la Russie « de s'abstenir de toute action pouvant troubler le *statu quo* politique et territorial d'autres Etats ».

La délégation russe considère cette proposition comme une tentative voilée pour faire admettre par la Russie les traités conclus par d'autres Etats.

Mais c'est une question politique que la Russie est prête à discuter avec les puissances intéressées au moment opportun.

Une autre question artificielle introduite dans le mémorandum est celle prévue dans la clause 13 (des rapports de la Roumanie et de la Russie). Comme cette question fait partie de l'ensemble des questions politiques territoriales et est en litige entre la Russie et la Roumanie, elle ne peut être examinée séparément.

Mais la délégation russe exprime surtout sa surprise de voir, dans le mémorandum, surgir la question de la paix en Asie-Mineure, d'autant plus que, malgré la proposition de la Russie pour que la Turquie soit invitée à la Conférence de Gênes, elle en a été exclue.

Pourtant, présentement, la présence de la Turquie à la Conférence aurait contribué au rétablissement de la paix en Asie-Mineure. La Russie de son côté, vu ses rapports d'étroite amitié avec la Turquie, aurait contribué à l'obtention du but désiré.

En ce qui concerne la stricte neutralité que le mémorandum du 2 mai exige de la Russie dans la guerre qui se poursuit sur le territoire de la Turquie, elle ne peut être que la neutralité qu'exigent de toutes les puissances le droit et les conventions internationales.

Conséquences des révolutions

Passant aux autres clauses du mémorandum, la délégation russe est obligée d'observer que l'ensemble des réclamations qui y sont exposées est né des changements provoqués par la révolution russe.

Il n'appartient pas à la délégation russe de légitimer les grands actes du peuple russe devant une assemblée des puissances, dont beaucoup comptent dans leur histoire plus d'une révolution. Mais la délégation russe est obligée de rappeler ce principe de droit que les révolutions, qui sont une rupture violente avec le passé, apportent avec elles de nouveaux rapports juridiques dans les relations extérieures et intérieures des Etats.

Les gouvernements et les régimes sortis de la révolution ne sont pas tenus à respecter les obligations des gouvernements déchus. La Convention française, dont la France se réclame comme son héritière légitime, a proclamé le 22 septembre 1792 que « la souveraineté des peuples n'est pas liée par les traités des tyrans ». Se conformant à cette déclaration, la France révolutionnaire non seulement a déchiré les traités politiques de l'ancien régime avec l'étranger, mais encore a répudié sa dette d'Etat.

Elle n'a consenti à payer — et cela pour des motifs d'opportunité politique — qu'un tiers : c'est le « tiers consolidé », dont les intérêts n'ont commencé à être régulièrement versés qu'au début du dix-neuvième siècle.

Et cette pratique, érigée en doctrine par des hommes de loi éminents, a été suivie

presque constamment par les gouvernements issus d'une révolution ou d'une guerre de libération.

Les Etats-Unis ont répudié les traités de leurs prédécesseurs, l'Angleterre et l'Espagne. D'autre part, les gouvernements des Etats vainqueurs pendant la guerre, et surtout lors de la conclusion des traités de paix, n'ont pas hésité à saisir les biens des ressortissants des Etats vaincus situés sur leurs territoires, et même sur les territoires étrangers.

Conformément aux précédents, la Russie ne peut pas être obligée d'assumer une responsabilité quelconque vis-à-vis des puissances étrangères et de leurs ressortissants, pour l'annulation de dettes publiques et pour la nationalisation des biens privés.

Autre question de droit. Le gouvernement russe est-il responsable des dommages causés aux biens, droits et intérêts des ressortissants étrangers du fait de la guerre civile, en dehors de ceux qui leur ont été causés par les actes mêmes de ce gouvernement, c'est-à-dire d'une annulation des dettes et de la nationalisation des biens ?

Ici encore, la doctrine juridique est toute en faveur du gouvernement. La révolution, de même que tous les grands mouvements populaires, étant assimilée aux forces majeures, ne confère à ceux qui en ont souffert aucun titre à l'indemnisation. Quand les citoyens étrangers, appuyés par leurs gouvernements, demandèrent au gouvernement du tsar le remboursement des pertes qui leur avaient été causées par les événements révolutionnaires de 1905-1906, ce dernier repoussa leur demande en motivant son refus par la considération que, n'ayant pas accordé de dommages-intérêts à ses propres sujets pour des faits analogues, il ne pouvait pas placer les étrangers dans une position privilégiée.

Ainsi donc, au point de vue du droit, la Russie n'est nullement tenue de payer les dettes du passé, de restituer les biens ou d'indemniser leurs anciens propriétaires, non plus de payer les indemnités pour les autres dommages subis par les ressortissants étrangers, soit du fait de la législation que la Russie, dans l'exercice de sa souveraineté, s'est donnée, soit du fait des événements révolutionnaires.

Dettes de guerre

Pourtant, dans un esprit de conciliation et pour arriver à une entente avec toutes les puissances, la Russie a accepté le principe contenu dans la troisième condition de Cannes, sous réserve de réciprocité. D'ailleurs, la réciprocité, c'est-à-dire l'obligation pour tout gouvernement de compenser les dommages dont ses actes ou sa négligence ont été cause, a été affirmée dans les interprétations officielles données à la troisième condition de Cannes et dont il a déjà été question dans le premier mémorandum russe.

Exceptant les dettes de guerre qui, d'une origine toute spécifique, étaient éteintes par le fait même que la Russie sortait de la guerre et, n'ayant pas participé au partage de ses bénéfices, ne pouvait en assumer les frais, la délégation russe s'est déclarée prête à accepter les payements des dettes publiques, à condition que les dommages causés par l'intervention et le blocus soient reconnus.

En droit, les contre-réclamations sont infiniment plus justifiées que les réclamations des puissances et de leurs ressortissants.

La pratique et la doctrine sont d'accord pour imposer la responsabilité des dommages causés par l'intervention et le blocus aux gouvernements qui en sont les auteurs.

Pour ne pas citer d'autres cas, nous nous contenterons de rappeler la décision de la cour arbitrale de Genève du 14 septembre 1872, condamnant la Grande-Bretagne à payer aux Etats-Unis 15 millions et demi de dollars pour les dommages causés à ces derniers par le corsaire *Alabama* qui, dans la guerre civile entre les Etats du Nord et les Etats du Sud, avait aidé ces derniers.

L'intervention et le blocus des alliés et des neutres contre la Russie constituaient de la part de ces derniers des actes de guerre officiels.

Les documents publiés à l'annexe II du premier mémorandum russe prouvent avec évidence que les chefs des armées contre-révolutionnaires n'étaient tels qu'en apparence et que leurs véritables commandants étaient les généraux étrangers envoyés spécialement à cet effet par certaines puissances.

Ces puissances ont pris non seulement une part directe à la guerre civile, mais en sont les auteurs. Mais, dans son désir d'obtenir un accord pratique, la délégation russe, à la suite des pourparlers qui ont eu lieu à la villa de Albertis, est entrée dans la voie des plus grandes concessions et s'est déclarée disposée à renoncer conditionnellement à ses contre-prétentions et à accepter les engagements des gouvernements déchus en échange d'une série de concessions par les puissances, dont la plus importante est la mise à la disposition du gouvernement russe de crédits réels se montant à une somme préalablement déterminée.

Malheureusement cet engagement des puissances n'a pas été tenu. Le mémorandum ne dit rien des crédits définitifs que les signataires seraient prêts à accorder au gouvernement russe, et les crédits qu'il permet d'accorder à leurs ressortissants pour commercer en Russie prennent un caractère facultatif.

De même, le mémorandum repose tout entière la question des dettes de guerre dont l'annulation était une des conditions de la renonciation de la Russie à ses contre-prétentions. Le mémorandum met également en discussion le moratorium et l'annulation des intérêts des dettes d'avant-guerre, renvoyant la décision finale de cette question à la compétence d'un tribunal d'arbitrage au lieu de la fixer dans le pacte même, contrairement à ce qui était prévu dans le mémorandum de Londres. Par là même, les signataires du mémorandum, en se dégageant de leurs obligations, reconnaissent que la partie opposée est également dégagée des siennes. De cette façon, les pourparlers laborieux qui avaient abouti à l'accord de la villa de Albertis ont été rendus vains.

Les biens privés étrangers.

La délégation russe ne veut pas rechercher les puissances sur lesquelles en retombe la responsabilité, mais ce n'est en tout cas pas sur la Russie. Les pourparlers ont été rendus plus difficiles encore par l'opiniâtreté de certains Etats à imposer à la Russie, par l'article 7, deux obligations en contradiction avec son système social et avec l'article 1er de la résolution de Cannes. La clause 7 commence par un long préambule reconnaissant à la Russie le droit souverain d'organiser comme elle l'entend, à l'intérieur de son territoire, son régime de propriété, son système communiste et son gouvernement; mais le texte de la clause est en contradiction flagrante avec son préambule.

La souveraineté de l'Etat russe devient le jeu du hasard. Elle peut être mise en échec par les décisions d'un tribunal arbitral mixte, composé de quatre étrangers et d'un Russe, qui décide en dernier lieu si les intérêts des étrangers doivent être restaurés, restitués ou indemnisés. A ce sujet, la délégation russe doit faire remarquer que, dans l'examen de ces sortes de litiges, les désaccords particuliers aboutiront fatalement à opposer l'une à l'autre deux formes de propriété dont l'antagonisme prend aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, un caractère réel et pratique.

Dans ces conditions, il ne saurait être question d'un superarbitre impartial et selon le sens de la clause 7 le rôle de superarbitre serait tenu fatalement par l'autre partie intéressée, ce qui conduirait inévitablement à l'intervention des étrangers dans les affaires intérieures de la Russie et équivaudrait à supprimer, en pratique, l'inviolabilité, reconnue au début de la clause 7, du régime de propriété existant en Russie.

D'ailleurs la délégation russe nie tout caractère pratique à la clause 7. Sa présence dans le mémorandum du 2 mai ne peut s'expliquer que par le désir de donner satisfaction à certains ressentiments de classes ou de partis et nullement comme le résultat d'une connaissance adéquate de l'état de choses en Russie. Sans parler des conflits perpétuels dont cette clause sera la source entre les réclamants et le gouvernement russe, entre ce dernier et les puissances étrangères, la clause 7, loin de créer entre le régime soviétique et le régime capitaliste cette tolérance mutuelle qui est la condition d'une collaboration féconde, ne fera qu'envenimer leurs rapports. Les étrangers qui se rendraient en Russie, non pas à la suite d'un accord à l'amiable avec le gouvernement russe, pour travailler sous la protection des lois russes, mais en vertu de la décision d'un tribunal arbitral mixte, sentiraient bientôt contre eux l'hostilité générale.

De son côté, le gouvernement russe, pour donner la possibilité aux ex-propriétaires des biens nationalisés d'appliquer leurs connaissances techniques et leurs capitaux au relèvement économique de la Russie pour leur propre avantage, leur a reconnu le droit préférentiel dans tous les cas où leurs ci-devant biens seraient donnés en concession, soit sous la forme de bail, soit sous la forme de sociétés mixtes constituées entre l'Etat et le capital étranger, soit sous toute autre forme prévoyant la participation de l'étranger.

De même, la délégation russe constate que les Etats intéressés, en réservant leur sollicitude pour un groupe restreint de capitalistes étrangers et en faisant preuve d'une intransigeance doctrinaire inexplicable, ont sacrifié les intérêts d'un grand nombre de capitalistes étrangers désireux de profiter des facilités et garanties que leur accorde le gouvernement russe pour retourner et travailler en Russie, ainsi que les intérêts de la foule des petits porteurs d'emprunts russes et des petits propriétaires étrangers dont les biens ont été nationalisés ou séquestrés et que le gouvernement russe avait l'intention de comprendre parmi les réclamations dont il reconnaissait la justice et le bien-fondé.

La délégation russe ne peut s'empêcher d'exprimer sa surprise que des Puissances comme la France qui possède la majorité des petits porteurs d'emprunts russes, aient montré le plus d'insistance pour la restitution des biens en subordonnant les intérêts des petits porteurs d'emprunts russes à ceux de quelques groupes exigeant la restitution des biens.

Proposition de renvoi à un comité d'experts

Le gouvernement russe a envoyé ses représentants à la Conférence de Gênes dans l'espoir d'y obtenir avec les autres Etats, un accord qui, sans toucher au régime social et politique établi à la suite de la révolution et de l'intervention victorieusement repoussée, amènerait non pas une aggravation, mais une amélioration de la situation économique et financière de la Russie et en même temps, ouvrirait la voie à une amélioration de la situation économique de l'Europe.

Mais ce but sous-entendait que les Puissances étrangères ayant organisé l'intervention armée en Russie renonceraient à parler à la Russie le langage d'un vainqueur à un vaincu, la Russie n'ayant pas été vaincue. Le seul langage qui aurait pu aboutir à un accord commun était celui que tiennent l'un vis-à-vis de l'autre des Etats contractants sur un pied d'égalité.

La Russie demeure disposée, pour assurer le succès de l'accord, à consentir de sérieuses concessions aux Puissances étrangères, mais à cette condition absolue qu'à ces concessions correspondent des concessions équivalentes faites en faveur du peuple russe par l'autre partie contractante. Les masses populaires de Russie ne sauraient accepter un accord dans lequel les concessions n'auraient pas leur contre-partie dans des avantages réels. Une autre issue, suggérée par les difficultés de la situation, serait l'annulation réciproque des réclamations et contre-réclamations découlant du passé entre la Russie et les autres puissances. Mais, dans ce cas encore, le gouvernement russe est décidé à respecter les intérêts des petits porteurs.

Si, néanmoins, les Puissances désirent s'occuper de la solution des différends financiers entre elles et la Russie, vu que cette question exige une étude plus approfondie de la nature et de l'étendue des prétentions présentées à la Russie et une appréciation plus juste des crédits disponibles à lui accorder, cette tâche pourrait être confiée à un comité mixte d'experts désignés par la Conférence et dont les travaux commenceraient à une date et dans un lieu à déterminer d'un commun accord.

La délégation russe constate que le grand obstacle auquel s'est heurtée jusqu'à présent la conférence est que l'idée de réciprocité ci-dessus exprimée n'est pas encore suffisamment partagée par toutes les Puissances.

Mais elle ne peut pas ne pas souligner que les pourparlers qui ont eu lieu ont ouvert la voie à un rapprochement plus étroit entre la Russie des Soviets et les Puissances étrangères.

La délégation russe exprime l'avis que les divergences qui se sont manifestées dans

la solution des différends financiers entre elle et les Puissances étrangères ne doivent pas faire obstacle à ce que les autres problèmes intéressant tous les pays, et en premier lieu les problèmes concernant le relèvement économique de l'Europe et de la Russie et la consolidation de la paix, puissent et doivent être résolus ici à Gênes.

La Russie s'est présentée à la Conférence dans une intention de conciliation et elle espère encore que ses efforts dans ce sens seront couronnés de succès.

XXXII. — Procès-verbal de la réunion des Puissances invitantes du 14 mai

A la suite des séances tenues le 13 par la Sous-Commission politique, les Puissances invitantes convinrent de se réunir le lendemain à la villa de Albertis pour discuter des conditions de liquidation de la Conférence et préparer une réponse au mémoire des Russes du 11 mai. Voici le procès-verbal de cette réunion :

Les délégués présents ont examiné la réplique à faire au mémorandum des Russes du 11 mai et sont tombés d'accord pour faire les recommandations suivantes à la sous-commission de la première commission de la Conférence de Gênes, réunie hors de la présence des délégués allemands et russes :

I. — La proposition faite par les délégués russes dans leur mémorandum du 11 mai 1922 de réunir une commission d'experts devrait être acceptée dans la forme prévue à l'annexe ci-jointe et la date du 26 juin devrait être proposée comme date de réunion.

II. — Les Puissances représentées à Gênes, autres que l'Allemagne et la Russie, devraient être invitées par le président de la Conférence de Gênes à envoyer des représentants à la Haye le 15 juin 1922, pour examiner dans quelles conditions la commission des experts agira vis-à-vis des Russes. Le président devrait être prié d'adresser une invitation analogue aux Etats-Unis d'Amérique, s'il s'est assuré qu'ils sont disposés à l'accepter.

III. — Les représentants à la Haye décideront de la composition de la commission qui sera chargée de la conduite des négociations avec la commission russe.

IV. — Les gouvernements procéderont à un échange de vues préliminaires, éclairés par cette discussion et, s'ils ne l'ont déjà fait, feront alors connaître s'ils entendent, ou non, participer à la commission. Le refus d'un gouvernement n'empêchera pas la réunion de la commission pour le compte des autres gouvernements.

V. — Si, dans un délai de trois mois à compter de la date fixée à la clause IV du document ci-annexé, des recommandations conjointes n'ont pu être présentées ou si les recommandations présentées ne sont pas acceptées par les gouvernements intéressés dans le mois qui suivra la date desdites recommandations, chaque gouvernement sera libre de procéder à un arrangement séparé avec le gouvernement soviétique russe, sur les questions visées à la clause III du document ci-annexé.

VI. — Les délégations ont été d'accord pour recommander à leurs gouvernements respectifs de ne reconnaître, ni appuyer aucun arrangement privé qui, avant l'achèvement des travaux des commissions d'experts, ou pendant le mois qui suivra l'adoption de leurs recommandations s'il y en a, serait conclu par leurs ressortissants avec le gouvernement soviétique russe concernant les biens appartenant antérieurement à d'autres étrangers.

VII. — Le document ci-annexé sera communiqué à la délégation russe.

VIII. — Les délégations belge et française ont déclaré qu'elles recommanderaient à leurs gouvernements d'adhérer aux décisions contenues dans le présent procès-verbal.

Nous publions ci-après (pièce XXXIV) dans sa rédaction définitive l'annexe en question.

XXXIII. — Lettre de M. Tchitcherine à M. Facta.

Le soir même de cette réunion M. Tchitchérine, ignorant des décisions prises à la Villa de Albertis, écrivait à M. Facta :

Gênes, 14 mai.

Les journaux d'aujourd'hui publient des communiqués officieux et des informations concernant les pourparlers qui ont eu lieu hier entre certaines Puissances représentées dans la sous-commission politique, sur la proposition faite par la délégation russe dans sa réponse du 11 mai ayant en vue la création d'une commission mixte à laquelle serait confiée l'étude ultérieure des problèmes financiers.

D'après ces informations, les Puissances indiquées seraient en train d'adopter les décisions suivantes :

1° D'exclure les représentants de la Russie de la commission et de ne leur reconnaître qu'une voix consultative, quand cela semblera bon au reste de la commission;

2° D'obliger les Etats participant à la Conférence de Gênes à ne pas conclure des accords séparés avec la Russie, tant que dureront les travaux de la commission.

Privée de la possibilité d'avoir des informations officielles sur les travaux de la sous-commission et particulièrement sur les décisions dont il est question plus haut, étant donnée la gravité de ces dernières, la délégation russe se voit obligée d'en souligner le caractère absolument inacceptable pour la Russie.

Tout d'abord, la délégation russe exprime sa surprise qu'elle n'ait pas été invitée à exposer sa manière de voir sur une proposition faite par elle dans sa réponse au mémorandum du 2 mai.

En ce qui concerne le fond même des décisions qu'on est en train d'accepter, la délégation russe doit constater que ces décisions, au lieu de faciliter l'accord entre les Puissances et la Russie, n'aboutiraient qu'à réduire à néant le rapprochement entre les Puissances et la Russie réalisé par la Conférence de Gênes et à rétablir les anciens procédés pour la solution du problème russe, qui se sont montrés déjà non seulement stériles, mais nuisibles.

L'exclusion de la Russie des travaux de la commission lui enlèverait tout caractère objectif et toute autorité morale, non seulement aux yeux du peuple russe, mais encore aux yeux de toute l'opinion publique impartiale.

La seconde décision, obligeant les Puissances à ne pas conclure des accords avec la Russie tant que dureront les travaux de la Conférence, même si cette interdiction se rapporte seulement aux accords politiques, n'est qu'un nouveau blocus masqué dirigé contre les intérêts du peuple russe, qui ne pourrait voir dans cette décision qu'un nouvel acte d'hostilité contre son existence politique et ses intérêts vitaux. D'ailleurs, une pareille décision serait en contradiction flagrante avec une autre proposition dont il est question dans les communiqués officieux, obligeant les Puissances participant à la Conférence à renoncer à tout acte d'hostilité entre elles, vu que la décision en question signifierait le renouvellement de la politique d'hostilité contre la Russie qui fut abandonnée deux ans avant la Conférence de Gênes.

La délégation russe constate de nouveau avec regret que toutes les fois qu'un accord est prêt à intervenir entre la Russie et les autres Puissances, certaines de ces dernières mettant leurs intérêts au-dessus des intérêts de l'Europe et de la paix, cherchent à réduire à néant les efforts communs et à ramener les rapports entre la Russie et les autres Puissances à l'état dans lequel ils se trouvaient avant la Conférence de Gênes.

Etant pénétrée d'un sentiment d'estime pour la Conférence de Gênes, et du désir de prévenir de nouveaux retards, qui seraient apportés aux travaux de la Conférence par la prolongation de pourparlers unilatéraux n'ayant aucune chance d'aboutir, la délégation russe considère qu'il est de son devoir de demander la convocation immédiate de

la commission politique pour qu'elle puisse y exposer et y développer sa proposition concernant la création d'une commission mixte.

La convocation de la commission donnera la possibilité à toutes les puissances de prendre position vis-à-vis de la proposition russe.

XXXIV. — Résolution adoptée relative à la Conférence de la Haye

A la suite de la réunion tenue à la villa de Albertis les Puissances représentées à la sous-commission politique à l'exception de la France et de la Belgique (qui n'avaient pas signé le mémorandum du 2 mai) adressèrent à la délégation russe la communication suivante :

I. Les Puissances ci-dessus mentionnées acceptent qu'une commission soit nommée en vue d'examiner encore les divergences existant entre le gouvernement soviétique russe et les autres gouvernements, en vue de se rencontrer avec une commission russe ayant le même mandat;

II. Au plus tard le 20 juin, la désignation des Puissances représentées dans la commission non russe, avec le nom des membres de cette commission, sera communiquée au gouvernement soviétique russe et, réciproquement, le nom des membres de la commission russe sera communiqué aux autres gouvernements;

III. Les questions à traiter par ces commissions comprendront toutes les questions existantes, concernant les dettes, la propriété privée et les crédits;

IV. Les membres des deux commissions devront se trouver à la Haye le 26 juin 1922;

V. Les deux commissions s'efforceront d'arriver à des recommandations conjointes sur les questions visées à la clause III;

VI. En vue de permettre au travail des commissions de se poursuivre en toute tranquillité et en vue de rétablir la confiance mutuelle, des engagements seront conclus entre le gouvernement soviétique russe et les gouvernements actuellement alliés du gouvernement soviétique russe d'une part, et, d'autre part, les autres gouvernements qui y seront partie, à l'effet de s'abstenir de tous actes d'agression contre leurs territoires respectifs et de s'abstenir de toute propagande subversive.

L'engagement de s'abstenir de tous actes d'agression sera basé sur l'observation du *statu quo* actuel et restera en vigueur pendant une période de quatre mois après la clôture des travaux des commissions.

L'engagement concernant la propagande obligera les gouvernements à n'intervenir d'aucune façon dans les affaires intérieures des autres Etats, à ne pas aider financièrement, ou par quelque autre moyen, les organisations politiques dans les autres pays, et à supprimer sur leur territoire les tentatives tendant à fomenter des actes de violence dans les autres Etats ou tendant à troubler le *statu quo* territorial et politique.

XXXV. — La réponse des Etats-Unis

A l'invitation qui lui avait été faite par M. Facta de participer aux travaux de la Commission des experts qui doit se réunir à la Haye, le gouvernement des Etats-Unis répondit le 15 mai :

Le gouvernement de Washington a soigneusement examiné l'invitation que lui a transmise le président de la Conférence de Gênes de participer, conformément aux conditions spécifiées dans l'accord des Puissances invitantes, à la commission des experts qui doit se réunir à la Haye, le 15 juin prochain.

Le gouvernement a le plus grand désir de collaborer, par tous les moyens, à l'étude

des nécessités économiques en Russie, et il souhaite, une fois de plus, de manifester l'amitié profonde que ressent le peuple américain pour le peuple russe, ainsi que son vif intérêt pour toutes les mesures qui tendent à la restauration de la vie économique et au rétablissement de la prospérité que font espérer les capacités et les ressources de la Russie.

Le peuple américain a donné les preuves les plus tangibles de sa sympathie désintéressée pour la restauration économique de la Russie, et le gouvernement ne se résoudrait pas volontiers à s'abstenir de toute action qui pourrait aboutir à une aide pratique.

Le gouvernement, cependant, n'est pas en mesure de conclure qu'il peut participer immédiatement à la réunion de la Haye, laquelle lui apparaît une continuation, sous un nouveau nom, de la conférence de Gênes, destinée à rencontrer les mêmes difficultés si l'attitude prise par les Russes, dans leur mémorandum du 11 mai, n'est pas modifiée.

Le problème final et inévitable qui se posera, c'est la réstauration de la production en Russie, dont les conditions ont encore à être réalisées et doivent l'être normalement par la Russie elle-même.

Le gouvernement de Washington, persuadé que ces conditions sont suffisamment claires, a toujours été prêt à se joindre aux gouvernements dont il vient de recevoir l'invitation, pour organiser une enquête, faite par des experts, sur la situation économique en Russie et sur les remèdes qui s'imposent. Une telle enquête établirait les bases économiques d'une restauration de la production en Russie, sans laquelle il ne peut être question d'accorder des crédits.

Il convient d'ajouter que le gouvernement de Washington est très disposé à donner une attention sérieuse à toute proposition qui sortirait de la Conférence de Gênes, en vue d'une réunion ultérieure, mais il considère les suggestions actuelles, faites à la suite du mémorandum russe du 11 mai, comme manquant, par rapport à cette note, du caractère défini qui permettrait au gouvernement de collaborer au plan proposé.

Hughes.

La Restauration de l'Europe

Les rapports des deux Commissions techniques des Finances et des Transports ont été publiés dans le précédent numéro (10 mai, p. 357 à 375). Mais les travaux de la Commission économique n'étant pas terminés le 3 mai, nous nous étions bornés à reproduire les résultats acquis à cette date, c'est-à-dire les divers articles adoptés par les deux sous-commissions économiques et par le Comité technique spécialement chargé des questions relatives au travail.

Nous donnons ci-après le texte des recommandations adoptées par la Commission économique dans ses séances du 28 avril et du 5 mai et par la Conférence en séance plénière le 19 mai.

XXXVI. — Rapport de la Commission économique

CHAPITRE I.

Tarifs douaniers. — Restrictions douanières. — Traités et conventions.

Article 1.

Pour que la reconstitution économique de l'Europe puisse se poursuivre avec les garanties de rapidité et de sécurité nécessaires, il est désirable :

1) que les remaniements territoriaux qui résultent de la guerre mondiale n'altèrent que le moins possible les courants normaux du commerce;

qu'en conséquence, les Etats issus de ces remaniements ou cessionnaires de territoires désannexés s'efforcent, à cet égard, de prendre, dans leur pleine souveraineté, toutes mesures légales ou administratives nécessaires et de recourir, s'il en est besoin, à des accords ou à des recommandations communes comme, par exemple, celles de Porto-Rose.

2) que pour assurer à tous les pays de l'Europe la possibilité d'un retour à l'échange normal des produits et à la prospérité qui en découle, des garanties soient données par tous les Etats au commerce international que les importations et les exportations ne seront pas exposées à l'obstacle redoutable que crée l'instabilité des mesures administratives ou légales.

A. Tarifs douaniers.

Article 2.

Tous les tarifs douaniers devraient être rendus publics. Leur publication devrait être accompagnée, pour chaque catégorie de marchandises, de l'indication claire et précise de toutes les taxes perçues par la douane auxquelles est assujettie l'importation ou l'exportation de ces marchandises. Cette indication devrait être faite en établissant une distinction entre les droits de douane et les autres taxes perçues par la douane lors de l'importation et de l'exportation, de telle façon que l'on puisse, pour toute marchandise ou catégorie de marchandises, se rendre clairement et exactement compte du montant total des droits à payer pour chaque unité de mesure servant de base à la taxation.

Il faudrait tendre à rendre aussi comparable que possible la nomenclature des tarifs douaniers, et les rappprocher de la terminologie commerciale. L'établissement de principes unitaires pour une statistique de l'économie mondiale est chose désirable.

Article 3.

Dans la mesure du possible, les tarifs devraient être applicables durant des périodes de temps assez longues; les tarifs ou les règlements douaniers devraient être modifiés aussi rarement que possible, toute modification étant dûment publiée. Les Etats sont invités à considérer la possibilité de prendre les mesures nécessaires pour que les marchandises accompagnées de lettre de voiture ou de connaissement direct justifiant qu'elles ont été expédiées avant la date de publication des tarifs nouveaux, bénéficient des tarifs anciens, à l'exclusion des marchandises déjà entreposées dans les pays de destination.

On abandonnerait entièrement la pratique de remaniements fréquents pour des raisons de guerre économique.

Article 4.

On ne peut méconnaître le droit des Etats de disposer librement de leurs ressources naturelles et de se réserver, par tous les moyens appropriés, leur production de matières premières, au cas où elle apparaît insuffisante en quantité pour la consommation de l'industrie nationale, ou menacée d'un déficit par suite de la demande exagérée des pays étrangers, qui résulterait de conditions financières ou économiques exceptionnelles.

Au contraire, si la production des matières premières est notablement supérieure aux besoins du pays d'origine, il est désirable qu'on n'en soumette point l'exportation des conditions qui créent pour les transformateurs étrangers une situation d'infériorité marquée.

A cet effet, il faudrait que, pour toutes les matières premières dont il y a surproduction dans les pays d'origine, aucun droit d'exportation ne fût maintenu ou institué, à l'exception de ceux qui ont un caractère purement fiscal et qui, à cause de ce caractère même, ne sauraient dépasser un faible pourcentage de la valeur du produit, variable il est vrai, selon les pays et les espèces.

Les principes ci-dessus énumérés devraient être adoptés dans toute la mesure du possible et aussitôt que possible, mais il est reconnu que certains Etats, eu égard aux condi-

tions exceptionnelles où il se trouvent, pourraient ne pas les mettre en pratique tant que ces circonstances existeront.

Sous réserve des Traités et Accords, les droits d'exportation ne devraient point varier selon les pays étrangers de destination[1].

Article 5.

ous réserve des Traités et Accords existant en la matière, le régime appliqué par chacun des Etats aux marchandises des autres Etats, qu'elles soient importées ou exportées, ne devrait, en aucun cas, dépendre du pavillon ou de la nationalité du propriétaire du navire sur lequel elles sont transportées.

B. Prohibition d'importation et d'exportation.

Article 6.

Quelle que soit la valeur des raisons d'ordre économique ou financier que certains Etats font valoir dans les circonstances exceptionnelles où ils se trouvent pour maintenir ou instituer des prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation, on reconnaît que ces mesures constituent un des obstacles les plus graves qui s'opposent à l'heure présente au commerce international.

Il conviendrait, en conséquence, de ne rien épargner pour les réduire le plus tôt possible au strict minimum.

Article 7.

Il y a lieu de prévoir des exceptions à ce principe, notamment dans les cas de marchandises monopolisées, ou lorsqu'il s'agit de pourvoir aux besoins vitaux de la nation, de sauvegarder l'hygiène, la morale ou la sécurité publiques, ou de protéger les animaux et les plantes contre les épidémies ou les maladies auxquelles ils sont sujets.

Mais, quels qu'en soient les motifs, les restrictions à l'importation ou à l'exportation pratiquées au moyen d'un système de prohibitions sujettes à dérogations entravent à un tel degré le commerce international qu'il y aurait lieu d'en réduire les inconvénients autant que possible par des dispositions qui permettraient aux hommes d'affaires de déterminer aisément à l'avance les conditions auxquelles ils peuvent obtenir des dérogations.

Article 8.

Par conséquent, on s'accorde à reconnaître que, si des dérogations sont accordées, les conditions auxquelles elles peuvent être obtenues devront être rendues publiques et clairement formulées, que le régime des dérogations devra être aussi simple et stable que possible et que toutes les dispositions devront être prises pour que les demandes de dérogations adressées aux autorités ou aux organismes signalés comme compétents soient examinées rapidement.

C. Traités et conventions.

Article 9.

La Conférence rappelle le principe du traitement équitable du commerce énoncé à l'article 23 du Pacte de la Société des Nations et recommande vivement la reprise des relations commerciales sur la base de traités de commerce reposant, d'une part, sur le système d'une réciprocité adaptée aux circonstances spéciales et contenant, d'autre part, dans les limites du possible, la clause de la nation la plus favorisée[2].

1. Réserve espagnole sur l'ensemble de l'article.
2. Réserve espagnole sur l'ensemble de l'article.

Note 1. — La majorité des Etats représentés à la première Sous-Commission, tout en reconnaissant les difficultés de caractère transitoire qui peuvent s'opposer à l'adoption générale du traitement de la nation la plus favorisée, déclare que tel est le but qu'il leur faudrait poursuivre[1].

Note 2. — La majorité des Etats représentés constate de même qu'il est désirable que les Etats ne se lient, dans les conventions commerciales qu'ils pourraient éventuellement conclure entre eux ou avec d'autres Etats, par aucune stipulation tendant à empêcher que les réductions des droits de douane ou les facilités douanières qu'ils pourraient s'accorder mutuellement soient appliquées aux autres Etats.

Article 10.

Dans les cas où, soit l'admission ou le transit de marchandises quelconques dans un pays, soit les droits imposables à ces marchandises dépendent de la réalisation de certaines conditions techniques, concernant, par exemple, leur composition, leur degré de pureté, leur zone d'origine, leurs conditions au point de vue sanitaire, il est désirable que les Gouvernements concluent entre eux et mettent en application des arrangements stipulant l'acceptation, suivant les règles ou les principes fixés d'accord, de certificats délivrés par les établissements scientifiques, les autorités reconnues ou les agences du pays d'origine des marchandises, ayant compétence à cet effet.

D. Dispositions générales.

Article 11.

Les questions relatives au « dumping » et aux prix différentiels étant de celles qui intéressent le plus l'équitable traitement du commerce, il est désirable que la Société des Nations entreprenne prochainement une enquête à ce sujet.

Article 12.

La Société des Nations, en collaboration avec les autres organismes compétents fondés par conventions internationales, tels que l'*Institut International d'Agriculture*, est invitée à faciliter l'exécution des articles 2 et 8 par tous les moyens à sa disposition, ou qui lui seront fournis par les Etats représentés à la Conférence.

Article 13.

Il est désirable que tous les Gouvernements intéressés informent sans délai la Société des Nations de toutes les modifications introduites dans leurs tarifs douaniers et dans leurs règlements concernant les prohibitions ou les restrictions d'importation ou d'exportation.

CHAPITRE II.

Arbitrage commercial.

Article 14.

Il est désirable qu'on continue les enquêtes auxquelles se livre actuellement la Société des Nations afin de déterminer les meilleurs moyens de sauvegarder la validité des engagements librement consentis en vue de soumettre à l'arbitrage les différends soulevés par les contrats commerciaux.

1. Réserve française sur la note 1.

CHAPITRE III.

Traitement des étrangers se livrant aux affaires.

Article 15.

Sans préjudice des Traités et Accords existants ou des Conventions qu'il serait désirable de voir multiplier en matière d'établissement, on reconnaît que, pour activer la coopération économique entre les Etats, il est nécessaire que les personnes et les firmes ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou d'assurances, au cas où elles exercent à l'étranger leur industrie ou leur commerce ou toute autre occupation, ne soient pas soumises à des taxes ou impositions, sous quelque dénomination que ce soit, qui les mettraient dans un état d'infériorité par rapport aux nationaux. En conséquence, le traitement national en matière fiscale devrait être la règle générale, sous réserve de dérogations exceptionnelles qui ne sauraient être justifiées que par des nécessités d'intérêt public. Toutefois, ces dérogations au traitement national devraient être applicables à tous les étrangers, personnes, firmes ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou d'assurances sans distinction de nationalité[1].

Le régime ci-dessus devrait être également appliqué dans le cas de personnes, de firmes ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou d'assurances établies dans un pays étranger, conformément aux lois de ce pays.

En outre, il est nécessaire que les taxes ou impositions visées dans les deux alinéas précédents soient rigoureusement limitées à la part d'actif se trouvant effectivement dans les pays où elles sont perçues, et aux seules opérations qui y sont faites[2].

On reconnaît que les doubles taxations devraient être traitées par des accords entre nations, dont les principes pourront être heureusement précisés par l'étude à laquelle se livre la Société des Nations.

La Délégation Italienne signale à cet égard le projet de convention élaboré à Rome le 6 avril 1922 par l'Italie et les autres successeurs de l'Autriche-Hongrie dont on s'accorde à reconnaître qu'elle constitue une première initiative pour le règlement international de cette question (voir Annexe).

Article 16.

Il est désirable qu'en matière de visa des passeports, tous les pays assurent, aussitôt que possible, une application aussi étendue que possible, des recommandations et résolutions de la Conférence Internationale sur les passeports, les formalités douanières et les billets directs internationaux, tenue à Paris en octobre 1920, sous les auspices du Comité provisoire des communications et du transit de la Société des Nations.

Parmi ces résolutions, les plus urgentes sont les suivantes :

a) abolition du visa de sortie;

b) la durée de validité des visas d'entrée devra être en général d'un an, les visas de transit seront valables pendant la même période que le visa du pays de destination;

c) les droits perçus pour l'octroi du visa seront au maximum:

Visa d'entrée : 10 francs-or.
Visa de transit : 1 franc-or.

Note. — Il est désirable que les Gouvernements examinent la possibilité d'accorder une réduction notable pour les émigrants.

d) Sauf raisons exceptionnelles (« indésirables ») le visa de transit sera donné, sur-le-champ et sans enquête préalable, sur la seule production du visa d'entrée dans le pays de destination s'ajoutant aux visas de transit des pays intermédiaires.

Il est, en outre, désirable que tous les Etats adoptent les recommandations de la Con-

1. Réserve roumaine sur la dernière phrase de l'alinéa.
2. Réserve espagnole sur les trois premiers alinéas de l'article.

férence susdite concernant la suppression de la visite des bagages enregistrés en transit et des voyageurs et des valeurs en transit, et que les Etats limitrophes concluent entre eux, autant que possible, des ententes pour faciliter les visites douanières en conformité avec les propositions de la Conférence susdite.

CHAPITRE IV.

Protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique

Article 17.

Il est désirable que tous les Etats européens qui n'ont pas encore adhéré à la Convention Internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883 et révisée à Washington en 1911, ainsi qu'à la Convention Internationale sur la protection de la propriété littéraire et artistique, signée à Berne, le 9 septembre 1886, révisée à Berlin le 13 novembre 1908 et complétée par le Protocole additionnel signé à Berne le 20 mars 1914, adhèrent aux dites Conventions et prennent à cet effet toutes les mesures nécessaires aussitôt que possible.

Article 18.

En attendant l'adhésion prévue à l'article 17, chaque Etat européen, dans lequel la propriété industrielle, littéraire ou artistique des étrangers ne fait pas actuellement l'objet d'une protection s'engage, sous conditions de réciprocité, à accorder à cette propriété une protection efficace.

Sans préjudice des traités et des accords qui règlent la question pour le présent et pour l'avenir, tout Etat devrait reconnaître, restituer et protéger ces droits qui appartiendraient à des ressortissants d'autres Etats et qui seraient actuellement reconnus sur son territoire, si des mesures législatives ou administratives de caractère exceptionnel n'avaient été prises depuis le 1er août 1914, à la suite de guerres ou de révolutions.

Note. — Dans l'opinion de quelques experts, il est hautement désirable que tout Etat Européen qui n'y serait pas déjà partie, donne son adhésion à l'arrangement signé à Madrid le 14 avril 1891, pour la répression des fausses dénominations d'origine.

CHAPITRE V.

Agriculture.

Article 19.

L'agriculture étant au point de vue économique et social un facteur essentiel de la reconstitution de l'Europe, il est désirable que les Etats encouragent par tous les moyens le développement de la production agricole.

Article 20.

Il est désirable également que les Etats donnent une attention particulière aux travaux de l'Institut International d'Agriculture, et que, reprenant et améliorant la pratique des congrès internationaux de l'Agriculture, les représentants agricoles administratifs et corporatifs des divers pays intéressés se réunissent en congrès internationaux pour déterminer les mesures utiles à soumettre à leurs Gouvernements respectifs.

CHAPITRE VI.

Travail.

Article 21.

La restauration économique de l'Europe exige une production intense. Cette production dépend essentiellement du travail.

Il y a lieu d'attacher la plus grande importance au concours que les travailleurs, hommes et femmes, du monde entier et leurs organisations veulent donner et sont en mesure de donner avec les autres facteurs de la production, à la restauration économique de l'Europe.

Pour obtenir le plein effort des travailleurs et pour éviter entre nations les concurrences regrettables, l'attention de tous les Etats est appelée sur l'intérêt que présentent les Conventions et Recommandations votées par les Conférences Internationales du Travail, étant entendu que chaque Etat réserve son droit en ce qui concerne la ratification d'une ou plusieurs des conventions susvisées.

Article 22.

La crise économique actuelle, en atteignant non seulement la production, mais force de consommation des masses, pèse moralement et matériellement sur le monde ouvrier.

S'il est vrai que les mesures de reconstruction économique permettront seules de remédier à cette crise, des mesures directes contre le chômage qui en résulte n'en apparaissent pas moins efficaces pour assurer l'effort soutenu des travailleurs et le bon rendement du travail.

Article 23.

En conséquence, et à côté des institutions d'assurance et de secours contre le chômage, les mesures suivantes sont recommandées :

a) L'emploi rationnel des forces de travail disponibles par l'organisation nationale du placement, et par les ententes entre pays intéressés pour la coordination internationale du placement : émigration, immigration.

b) Dans les pays où les conditions le permettent, l'orientation vers l'agriculture du plus grand nombre possible de ceux des chômeurs de l'industrie qui peuvent être utilisés dans les exploitations agricoles.

c) La répartition méthodique des commandes et des travaux publics, dans la mesure compatible avec l'intérêt général, selon les périodes de chômage et selon les professions et les régions affectées.

d) Le développement des travaux de secours contre le chômage à la condition qu'il s'agisse de travaux utiles et productifs.

Article 24.

Pour accélérer l'effet des diverses mesures énumérées à l'article 23 :

1. — Il est recommandé aux Etats, Membres de l'Organisation Internationale du Travail, de ratifier la Convention concernant le chômage votée par la Conférence de Washington et, à tous les Etats, de prendre en considération les mesures préconisées par ladite Conférence contre le chômage.

2. — Il est suggéré que le Bureau International du Travail réunisse et distribue périodiquement toutes informations sur les expériences que les divers pays auront faites dans la lutte contre le chômage.

3. — Il est recommandé, en outre, à tous les Etats de coopérer à l'enquête sur le chômage qui a été décidée par la Conférence Internationale du Travail en 1921.

Article additionnel relatif aux pays extra-européens.

Les recommandations présentées par la Commission Economique seront transmises à leurs Gouvernements respectifs par les Etats invitants et par tous les Etats européens invités. Etant donné que les principes votés par la Conférence de Gênes sont une garantie non seulement pour le relèvement européen, mais aussi pour l'équitable traitement du commerce dans le monde, la Commission économique, tout en reconnaissant les condi-

tions particulières aux pays d'outre-mer, apprécierait hautement que les Délégués des Etats extra-européens invités veuillent bien soumettre à la considération de leur Gouvernement les principes votés par la Conférence et souhaite que tous les autres pays extra-européens s'en inspirent.

ANNEXE

Convention ayant pour objet d'éviter la double taxation

(entre l'Italie et les autres Etats successeurs de l'Autriche, le 6 avril 1922).

Article 1.

L'impôt réel qui frappe le revenu des biens immeubles peut être appliqué seulement par l'Etat dans lequel ces immeubles sont situés, même lorsqu'ils appartiennent au ressortissant d'un autre Etat contractant.

Article 2.

L'impôt sur le revenu provenant de l'emploi des capitaux mobiliers et l'impôt sur les rentes viagères sont appliqués par l'Etat dans lequel le créditeur a son domicile, et, au cas d'une garantie immobilière, par l'Etat dans lequel les immeubles sont situés. Au sens de cette disposition sera considéré comme domicile le siège principal des affaires et des intérêts du contribuable.

Lorsqu'il s'agit d'intérêts de titres émis par l'Etat, par les provinces, par les communes ou par d'autres personnes morales régulièrement constituées d'après la législation intérieure des Etats contractants ou bien de titres émis par des Sociétés par actions, par des banques et autres instituts de crédit, l'impôt est appliqué par l'Etat dans lequel se trouve le débiteur.

La règle prévue par l'alinéa précédent s'applique aussi à la taxation des intérêts de *dépôts à épargne* ou en compte-courant dans les banques et autres instituts de crédit. Si l'institut a son siège dans un des Etats contractants et s'il a des succursales dans un ou plusieurs des autres Etats contractants, la part des intérêts due par les succursales sera taxée par l'Etat dans lequel celles-ci se trouvent.

Article 3.

L'impôt sur les revenus du travail, y compris les revenus des professions libres, est appliqué par l'Etat sur le territoire duquel est exercée l'activité personnelle de laquelle le revenu provient.

Lorsqu'il s'agit de traitements, bourses, pensions, salaires et autres appointements payés par l'Etat, par les provinces, par les communes et autres personnes morales publiques régulièrement constituées selon la législation intérieure des Etats contractants, l'impôt est appliqué par l'Etat dans lequel se trouve le débiteur.

Article 4.

L'impôt sur les revenus provenant de l'exercice d'une industrie ou d'un commerce de tout genre est appliqué par l'Etat sur le territoire duquel l'entreprise industrielle ou commerciale a son siège, même lorsque celle-ci étend son activité dans le territoire d'un autre Etat contractant.

Si l'entreprise a son siège dans un des Etats contractants, et si elle a dans un autre Etat contractant une succursale, une filiale, un établissement, un organisme commercial stable ou un représentant permanent, chacun des Etats contractants frappera de l'impôt la part de revenu produite sur son propre territoire. A cet effet, les autorités financières des Etats intéressés pourront demander au contribuable de présenter des bilans généraux, bilans spéciaux et tout autre document prévu par les lois de ces Etats.

Article 5.

L'impôt sur les tantièmes, qui existe ou qui sera introduit dans les Etats contractants, est appliqué, à défaut d'accords spéciaux, selon la législation intérieure de chaque Etat.

Article 6.

L'impôt personnel sur l'ensemble des revenus du contribuable est appliqué par chacun des Etats contractants d'après les règles suivantes :

1. — Aux revenus provenant :

a) de biens immeubles ;

b) de créances hypothécaires :

c) de l'industrie ou de commerce ;

d) du travail ;

seront appliquées les mêmes règles que celles fixées pour ces revenus par les articles précédents.

2. — Pour toute autre espèce de revenu, la taxation sera faite dans l'Etat où le contribuable a sa résidence.

Selon la présente disposition sera considéré comme résidence le lieu où le contribuable a une demeure habituelle avec des circonstances qui autorisent de croire qu'il a l'intention de la maintenir.

Lorsque le contribuable a deux ou plusieurs résidences, on fera, à défaut de conventions spéciales contraires, une répartition proportionnelle du revenu susdit selon la durée de sa résidence dans chacun des Etats contractants.

A défaut d'une résidence quelconque dans le sens susindiqué, la taxation du revenu susdit pourra être faite ayant égard seulement à la demeure.

Article 7.

L'impôt sur le patrimoine prélevé une seule fois peut être appliqué par chacun des Etats contractants sur la partie des biens du contribuable qui existe sur le territoire de cet Etat.

Pour les biens représentés par :

a) des immeubles ;

b) des créances hypothécaires ;

c) des entreprises industrielles ou commerciales.

L'existence sur le territoire d'un des Etats contractants, à l'effet de l'application de l'impôt sur le patrimoine, est déterminée par les principes adoptés dans les articles précédents pour la taxation des revenus provenant de tels biens.

Sera réglé par des accords spéciaux à conclure entre les Etats contractants le traitement réservé aux capitaux mobiliers (y compris les titres nominatifs et au porteur) différents de ceux visés ad lit. *b* du précédent alinéa. A défaut de pareils accords, chacun des Etats contractants appliquera sa législation intérieure.

Article 8.

Dans les cas où le contribuable aurait des biens à l'étranger liés au territoire d'un autre Etat contractant et acquis après la date déterminant l'application de l'impôt sur le patrimoine dans cet Etat, leur montant est, à moins de la preuve du contraire, présumé comme acquis par des biens sujets à l'impôt sur le patrimoine dans l'Etat auquel le contribuable appartient.

Article 9.

Les règles établies par l'article 7 de la présente convention, par rapport à l'impôt sur e patrimoine prélevé une seule fois, s'appliquent aussi à l'impôt sur le patrimoine de

caractère permanent, qui existe dans quelques-uns des Etats contractants ou qui y sera adopté à l'avenir.

Article 10.

Lorsqu'il est prouvé que l'action des autorités financières des différents Etats a eu pour le contribuable l'effet d'une double imposition, celui-ci pourra réclamer contre ce fait auprès de l'Etat auquel il appartient. Si cette réclamation est reconnue fondée, l'Etat en question pourra, dans l'intérêt du contribuable, demander, par la voie diplomatique, que les autorités financières des Etats qui ont fait la taxation s'entendent, d'une façon équitable, pour éviter la double imposition.

Article 11.

Les accords établis par la présente convention ne portent pas atteinte aux dispositions contenues, en matière d'impôts, dans les traités de St-Germain et de Trianon, ni aux conventions particulières conclues ou à conclure entre les Parties contractantes.

Article 12.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se prêter assistance réciproque pou faciliter l'application et la perception des impôts directs.

Une convention séparée fixera les règles auxquelles cette assistance sera soumise.

Article 13.

La présente convention entre en vigueur :

1. — Pour l'impôt sur le patrimoine, du jour de l'entrée en vigueur de la loi respective dans chacun des Etats contractants.

2. — Pour les impôts indiqués aux articles 1 à 6, à partir du 1er janvier 1923 pour ce qui concerne la taxation qui se rapporte à l'année 1923 et à l'avenir.

Article 14.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement italien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement italien.

La présente convention engagera réciproquement les Etats contractants qui l'auront ratifiée sans qu'il soit nécessaire d'attendre la ratification de tous les autres.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention vis-à-vis d'un ou plusieurs Etats contractants pour l'année solaire suivante, avec un préavis de huit mois.

A TRAVERS JOURNAUX ET REVUES

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Paris trois ans après l'armistice.

*L'*American Review of reviews *de mai publie un grand article de M. Frank H. Simonds sur l'état actuel de la France.*

En arrivant en France après trois ans d'absence, j'ai été particulièrement frappé de voir que les images de la guerre ont complètement disparu, sauf dans les régions dévastées, mais que les problèmes de la guerre restent les faits dominants dans les discussions de la presse et du Parlement.

Il y a trois ans, Paris était le centre du monde et chacun pouvait rencontrer de tous côtés les soldats et les hommes d'Etat des pays alliés. Aujourd'hui, tous les uniformes, même les français, ont à peu près disparu. Dans les quartiers qui étaient alors congestionnés par la Conférence, on éprouve aujourd'hui une sensation de vide. L'hôtel Crillon est devenu une sorte de monument historique. La place de la Concorde semble déserte, depuis que les sentinelles américaines et les canons allemands ont disparu.

Pourtant, dès que l'on parle avec des Français ou des Françaises, on sent que bien peu de choses ont repris leur cours et que beaucoup de complications ont surgi depuis la Conférence de Paris, depuis que les armées et les représentants de l'Amérique ont quitté l'Europe.

Vous avez la sensation, de toutes parts, que les petites gens, vaillamment, infatigablement, se sont mis à reconstruire, à réparer de leur mieux les ruines de la guerre. Mais vous avez aussi le sentiment que le labeur qu'il sont capables d'accomplir, énorme si l'on considère leurs ressources, n'est rien devant le chaos politique persistant.

En un mot, pour dire les choses clairement, bien que mon observation ait été limitée à un mois, l'impression que j'ai reçue à Paris comme à Londres est que l'Europe continue politiquement et financièrement à se désagréger. Aujourd'hui, comme chaque jour depuis l'armistice, le problème reste trop vaste pour nos hommes d'Etat et nos politiciens, qui doivent concentrer leur attention sur leur propre situation devant les Chambres.

Aujourd'hui, la Grande-Bretagne et la France sont séparées plus profondément qu'elles ne l'avaient jamais été depuis Fachoda. Entre la France et l'Italie, s'est rouverte la vieille hostilité élargie par des blessures nouvelles et encore béantes.

En dernière analyse, Gênes sera, plus encore que Washington, une bataille franco-anglaise. La politique anglaise s'efforcera encore d isoler la France pour l'obliger ensuite à céder, grâce à la force concentrée des puissances qui se seront ralliées autour de l'Angleterre, puissances parmi lesquelles seront certainement la République d'Allemagne et la Russie...

[*M. Simonds examine ensuite quels sentiments ont été provoqués en France par cette conférence de Washington où « il a semblé aux Américains que la France jouait un rôle purement destructeur »*] :

La France pense qu'une fois de plus à Washington elle a été sacrifiée aux intérêts de ses alliés de guerre. Dans tous les milieux, on entend dire que l'Allemagne prépare une guerre de revanche et que l'Amérique — qui n'a pas promis à la France de lui apporter le moindre secours en cas d'attaque allemande — demande que la France s'affaiblisse elle-même, devant la menace allemande.

Le temps et l'absence ont permis aux Américains d'abandonner le point de vue français sur l'Allemagne. Il est facile à Snowville (New Hampshire) ou à Washington (D. C.) de regarder la menace allemande comme une menace académique, mais lorsqu'on vient à Paris, à travers des campagnes qui portent les marques de la dévastation allemande, lorsqu'on y rencontre des hommes et des femmes qui sont profondément et vitalement menacés par la réalité d'une future attaque allemande, il est difficile de ne pas devenir sympathique et même de ne pas se laisser convaincre.

Les esprits français, qui sont convaincus que l'Allemagne prépare cette nouvelle guerre, ne peuvent comprendre qu'on vienne demander à la France de réduire ses armées, et qu'on la considère comme militariste parce qu'elle ne veut pas diminuer ses forces plus rapidement. Elle a déjà réduit de moitié la longueur du service militaire.

Et, ce qui la frappe le plus, je crois, c'est qu'on l'accuse d'être militariste, lorsqu'elle se croit certaine d'être attaquée; on ne dit pas un mot sur l'Allemagne parce que la préparation allemande est secrète, tandis que la préparation française est publique. .

[*M. Simonds entend souvent une autre plainte. Les Etats-Unis demandent d'une part le paiement de leurs créances, de l'autre ils désirent que la France renonce à une partie de la dette allemande.*]

La France a dépensé des milliards pour la reconstruction des fermes, des routes, des voies ferrées, des régions dévastées. Elle n'a pas reçu un sou d'Allemagne pour cela. Tous les Français croient que jamais l'Allemagne ne paiera que sous la pression de l'armée française. Mais,

les Etats-Unis semblent vouloir que cette armée soit réduite et ils demandent aussi le paiement de leurs créances, alors que la France n'a d'autre ressource imaginable que les paiements allemands.

Je ne pense pas qu'il soit possible d'imaginer un malentendu plus complet ou plutôt un contraste d'idées plus absolu que celui qui existe aujourd'hui entre le public américain et le public français. La France pense que l'Angleterre et l'Amérique l'ont abandonnée après l'avoir persuadée, lors de la Conférence de Paris, et en échange d'une garantie contre l'agression allemande, d'abandonner certains des fruits les plus légitimes de sa victoire.

Aujourd'hui, les réclamations de paiement que fait entendre la France se trouvent en conflit avec les besoins économiques de l'Angleterre, qui désire le marché allemand, et avec les besoins américains similaires: on demande à la France de faire de nouvelles concessions, cette fois sans aucune compensation ..

[*La France, constate ensuite M. Simonds, a accepté avec une grande amertume les résultats de la conférence de Washington. Elle n'a pu comprendre pourquoi elle devait être réduite au rang de puissance navale de troisième ordre, pourquoi elle devait risquer ainsi de se voir coupée, en temps de guerre, de ses possessions d'outre-mer, pourquoi elle devait être livrée, en Europe, à la merci de l'Angleterre.*

Ce sentiment est unanime. Les Américains se trompent lorsqu'ils croient que la France se sépare de son gouvernement.]

Lorsque Poincaré succéda à Briand, beaucoup de mes amis américains qui occupent à Washington des places officielles, me dirent : « Ah ! cela va beaucoup mieux. Nous avons atteint l'extrême droite, nous avons le plus militariste des Français; il essaiera, il échouera; et le pendule retournera vers la gauche. » Mais ce n'est pas ce qui est arrivé; pas du tout. Les difficultés qui commencent à gêner Poincaré viennent de ce que, une fois en place, il s'est révélé moins extrémiste que lorsqu'il était dans la presse et dans l'opposition.

Pour moi, le fait dominant dans la France actuelle est une certaine solidarité nationale. Cette solidarité n'existe pas en Angleterre; elle n'existe certainement pas en Italie. Quant à l'Allemagne, je ne puis deviner quelle est sa situation. Mais, en France, le peuple est résolu à rester assez puissamment armé pour faire front à une nouvelle attaque allemande et à se servir des armes, à défaut d'autres moyens, pour forcer l'Allemagne à payer ces indemnités sans lesquelles la France est ruinée.

Et la France n'entend pas être ruinée. Si vous pouviez voyager, comme je l'ai fait, à travers les zones les plus dévastées de la France, et voir ce que les Français et les Françaises ont fait et font chaque jour pour relever leur terre, vous sentiriez l'énorme vitalité, le terrible désir de vivre que montre la France. Vous sentiriez et vous verriez

l'esprit de Verdun qui se révèle partout, et vous verriez le paysan avançant de trou d'obus en trou d'obus pour rendre féconde la victoire militaire.

On a entendu dire avec de vilains ricanements dans certains coins de l'Amérique que la France s'était assise, les bras croisés, attendant que les voisins viennent reconstruire ses ruines. Les Allemands ont prétendu qu'elle entretenait ses ruines pour s'en servir comme d'un sujet d'accusation contre l'Allemagne. Deux heures passées dans une région dévastée par les Allemands montrent le mensonge complet et brutal de pareilles allégations.

Il est vrai que l'œuvre n'est pas encore achevée; il est vrai que de maigres sommes ont été allouées. La reconstruction des villes n'est pas finie; sur certains points, elle est à peine commencée. Mais il est vrai aussi que le paysan a reconstitué sa terre, et même dans les districts les plus ravagés. Il est vrai qu'à l'endroit où, en 1919, je suivais l'ancienne ligue Hindenburg, ne voyant pendant plusieurs milles que fils de fer barbelés, tranchées sans fin, postes fortifiés, vous pouvez maintenant marcher librement sans que rien vous indique que ces champs aient jamais été arrachés à la culture.

En 1919, j'avais noté certaines régions qui me paraissaient les plus dévastées; j'avais résolu de revenir et de voir ce qui aurait été fait après le passage du temps. J'ai été dans certaines de ces régions, à Lens, à Arras, à Péronne, à Saint-Quentin, à Soissons, et je puis témoigner qu'un travail magnifique a été accompli pour restaurer la France dévastée, accompli sans un mark de réparations allemandes.

Il n'est pas vrai que le peuple français s'est assis et a attendu l'aide de l'étranger. Non, il est retourné à ses terres et à ses ruines. Il a reconstitué sa terre. Il vit encore parmi les ruines dans des baraques de bois que le gouvernement français a fournies par milliers. Pour construire de nouvelles maisons, les Français doivent attendre que les Allemands paient leurs indemnités. Partout, de l'aube au crépuscule, les hommes, les femmes et les enfants, vous pouvez les voir, par n'importe quel temps, courageusement au travail.

[*M. Simonds expose ensuite aux Américains ce qu'on pense en France de leur attitude. La France, dit-il, a été blessée dans son orgueil par les réductions navales décidées à Washington. Lorsqu'elle voit les Etats-Unis demander le paiement des dettes de guerre et essayer ainsi de l'obliger à réduire une armée qu'elle considère comme sa seule garantie, elle accuse les Etats-Unis d'égoïsme :*]

« Croyez-vous enfin que nous entretenons une armée parce que nous en avons besoin? » C'est une question qui m'est posée continuellement. « Pensez-vous que c'est par plaisir que nous dépensons notre argent et que nous tenons nos fils dans les casernes? Comment les Américains peuvent-ils croire que les Français sont si stupides? »

Telles sont les questions qui résonnent partout à mes oreilles. « Si l'Amérique et la Grande-Bretagne avaient tenu la promesse faite dans le traité de garantie, la France aurait pu réduire ses armées, et l'Allemagne aurait abandonné toute pensée de revanche. »

L'Amérique a décidé de se tenir à l'écart. Les débats du Sénat lors de la discussion du traité des Quatre Puissances ont confirmé cette impression. Mais, tandis que l'Amérique continue à donner la preuve qu'elle ne retournera pas en Europe, elle semble insister pour que les Français réduisent les mesures prises pour assurer leur défense.

« Oui, oui, » me disait un parlementaire français très distingué, qui a été ministre » nous commençons à comprendre que l'Amérique ne participera plus aux affaires d'Europe. Mais ce qui nous trouble, c'est que juste au moment où nous commençons à considérer cela comme définitif, et lorsque nous prenons les mesures nécessaires, l'Amérique commence à nous critiquer et à nous montrer de toutes façons son mécontentement. Vous nous dites que vous ne vous occupez plus de l'Europe, mais vous ne cessez pas de dire à l'Europe ce qu'elle doit faire...

[*M. Simond arrive à cette conclusion : La France ne peut comprendre que les Américains qui ont vu les zones dévastées n'admettent pas que la France doit se garantir par une armée solide contre une attaque nouvelle. Par la victoire, les peuples anglo-saxons ont obtenu les avantages qu'ils désiraient*].

Mais par la victoire, la guerre n'a pas apporté au Français la réalisation de ses espoirs. Sa victoire dépendait de la paix aussi bien que de la guerre. Il pense aujourd'hui avec une grande amertume qu'il n'a gagné la guerre que pour perdre la paix, que le monde ne se soucie pas de ses besoins, que les intérêts anglais et américains voient plus d'avantages pour eux à la restauration commerciale de l'Allemagne qu'à la restauration physique de la France...

[*L'Angleterre est, pour la France, une rivale historique*].

Mais aux rivalités historiques s'ajoutent les nécessités présentes L'Angleterre doit restaurer les marchés du monde ou souffrir terriblement. Mais restaurer les marchés du monde, cela veut dire restaurer l'Allemagne. La France se soucie peu des marchés, mais elle est déterminée à ne pas laisser l'Allemagne se relever tant qu'elle n'aura pas été payée. L'Allemagne est convaincue que, si elle continue à ne rien payer, la rivalité franco-anglaise la sauvera un jour. D'autre part, pour relever l'Allemagne, le premier acte doit être la réduction des réparations et l'élimination de la menace de l'armée française pour obliger aux paiements et appliquer les sanctions.

Lorsqu'on va au fond des choses, on s'aperçoit que la France regarde une certaine solution des affaires allemandes comme une question de vie ou de mort pour elle et qu'elle est résolue à insister sur ce point.

L'Angleterre, de son côté, voit que sa prospérité ou sa ruine dépendent d'une autre solution de ces mêmes affaires et elle lutte pour cette solution dans toutes les conférences mondiales. Nous avons donc la paralysie dans le monde de la politique internationale. Nous l'avons eue pendant trois ans, et rien ne nous promet qu'elle va cesser.

Mais, si elle ne cesse pas, la plupart des personnes que j'ai interrogées m'ont affirmé que la désagrégation politique et financière continuera en Europe et que la ruine économique augmentera; quelques-uns — et je pense à un éditeur hollandais très distingué — m'ont dit que, bien loin de marcher vers un accord, l'Europe va vers de nouvelles guerres, qui seront le prélude inévitable de tout arrangement. Sur cette prophétie je ne me risquerai pas à avoir une opinion...

Mais, pour en revenir à l'Amérique et à la conférence de Washington, je suis sûr qu'on se trompe complètement ici, lorsqu'on pense que les Etats-Unis, en exerçant une pression mesurée, pourront imposer certaines idées à l'Europe ou que, s'ils refusent de participer aux affaires d'Europe tant que certaines choses ne seront pas faites, ils hâteront l'accomplissement de ces choses. Ce sont là des abstractions qui ne peuvent avoir de valeur réelle quand on les porte des bords du Potomac aux bords de la Seine, surtout aux bords de la Vistule.

Si je croyais à la légende américaine d'après laquelle la France est militariste, je pourrais peut-être voir les choses sous un jour plus optimiste, car dans un pareil excès de politique, il y a un correctif inévitable. Mais je ne partage pas cette idée. Je ne trouve rien qui la corrobore dans la manière de vivre des nombreux Français que j'ai rencontrés. Non, pour moi, la politique et les sentiments de la France reposent sur une interprétation presque unanime de l'histoire de la France et des problèmes français. La France n'est pas militariste, mais purement française, fidèle à son histoire et à ses traditions; elle se heurte aux nations dont l'intérêt et par conséquent les traditions et l'histoire sont complètement différents des siens.

J'ai été en France plusieurs fois pendant la guerre et pendant la Conférence de Paris; j'y suis revenu après trois ans d'une prétendue paix. Et j'ai acquis le sentiment que la France, à la lumière de tous les événements de ces sept dernières années, s'est confirmée dans sa propre nature, dans ses propres conceptions; elle n'a pas été pénétrée par les opinions, les idées ou les principes d'autrui.

J'ignore si c'est un bien ou un mal pour elle ou pour le monde, mais je crois que la France entend garder ce qu'elle a obtenu même si à la fin elle doit rester seule, ce qui est possible. Les événements de Gênes, je me risque à le prédire, démontreront cela beaucoup plus clairement que ceux de Washington où, au moins théoriquement, la France était parmi des amis, ce qui ne sera pas vrai dans la cité de Colomb.

(*American Review of Reviews*, mai 1922).

Deux opinions allemandes sur la Conférence de Gênes.

I

Même celui qui possède une certaine connaissance de l'histoire et qui, pour cette raison, est assez sobre de superlatifs, sera forcé de reconnaître que jamais une assemblée préparée si péniblement et à si grands frais ne s'est terminée d'une manière aussi lamentable que la Conférence de Gênes. Même les conférences pacifiques de la Haye, qui ont échoué par suite du sabotage de l'Allemagne, avaient au moins réalisé quelques petits accords internationaux. Le résultat de Gênes est égal à zéro ; au lieu de la « Trêve de Dieu » proposée par Lloyd George, un aveu pitoyable qu'on ne veut pas s'attaquer les uns les autres durant les mois à venir, tant que les négociations seront en cours ; au lieu de la reconstitution de l'Europe, au lieu du sauvetage de la Russie, la convocation de deux nouvelles conférences d'experts ; la conférence des Banques à Londres, la conférence russe à la Haye. Sans doute, on ne pouvait espérer que Gênes constituerait une solution définitive, une conclusion. Mais il semblait cependant que le premier Congrès de la paix, après la folie de la guerre, marquerait un pas en avant. Ce fut un pas en arrière. Le résultat de Gênes est pire que le néant : c'est la destruction d'une espérance.

Si on en est arrivé là, c'est grâce à la France, à la Russie et à l'Allemagne. A quel gouvernement revient la part du lion ? on ne pourra le dire que lorsque les dessous de la Conférence seront connus, quand le jeu des coulisses sera suffisamment éclairci. Mais une chose est certaine dès maintenant : l'obstruction de la France fut un crime ; l'attitude de l'Allemagne et de la Russie fut plus qu'un crime, ce fut une bêtise énorme.

La France est allée à Gênes pour défendre sa position, et elle a réalisé son programme en niant l'idée européenne. Mais l'Allemagne et la Russie sont venues en solliciteuses. Elles sont venues après une guerre perdue (car la Russie appartient aussi aux vaincus) pour rétablir leur situation économique avec l'aide des Etats vainqueurs. La situation de la Russie à Gênes apparut dès le début comme désespérée, car la Russie voulait se faire sauver par les Etats capitalistes tout en sauvant ses principes. Seul, un génie politique et diplomatique aurait pu venir à bout de cette tâche. Où l'a-t-on trouvé ? La première apparition des Russes a vivement surpris les membres de la Conférence et surtout les Alliés. On s'attendait visiblement à rencontrer des révolutionnaires de cabaret aux cheveux en broussaille, des Asiatiques pouilleux, et l'on fut quelque peu étonné de trouver des Européens bien soignés qui, non seulement avaient apporté des habits impec-

cables, mais encore savaient les porter avec aisance. Tchitchérine, (malgré son aspect de rabbin), ancien conseiller impérial de légation, ne mentait pas à ses origines; on vit qu'il sortait de l'ancienne école diplomatique russe qui avait conservé le plus fidèlement les traditions de Talleyrand : il parla avec une égale aisance à l'archevêque de Gênes et au roi d'Italie, porta des toasts d'une forme irréprochable, et, par son éloquence polie et infatigable, provoqua l'enthousiasme de tous, même d'un psychologue aussi perspicace que John Maynard Keynes. Mais, dans les salles des Commissions, son habileté n'eut aucun succès. Il essaya de louvoyer adroitement de tous côtés, mais ne sut pas s'adapter à l'amabilité doublée de froideur commerciale de Lloyd George, qui malgré des échecs variés, resta du commencement à la fin le chef éminent de la Conférence. Dès qu'une résistance apparaissait, Tchitchérine commençait à se lamenter, lançait protestation sur protestation, répondait à une attaque par trois autres, répliquait au discours de chaque délégué et faisait ainsi traîner indéfiniment les négociations. Les séances de la commission politique se déroulaient suivant un ordre presque immuable. L'Angleterre ou l'Italie faisaient une proposition, Barthou la combattait, Tchitchérine répondait par une vive riposte, et Lloyd George, Facta ou Schanzer avaient toutes les peines du monde à mettre fin à la discussion au bout de plusieurs heures. Ainsi les jours s'écoulèrent l'un après l'autre. Et plus la Conférence durait, plus les débats devenaient longs et vides, plus il apparaissait nettement que les Russes venaient d'un autre monde, qui avait perdu contact avec l'Europe dans le temps et dans l'espace...

Et quand les délégués des Soviets virent qu'ils n'arrivaient à rien avec les gros marchands d'Occident, ils commirent la faute la plus stupide pour des diplomates : ils montrèrent que les autres avaient tort. Ils le montrèrent d'une manière excellente, péremptoire, avec toutes les finesses de la dialectique marxiste, ils le montrèrent si bien, que les autres en furent réduits à grommeler quelques injures, à hausser les épaules et à faire leurs malles.

Les Russes — on doit leur rendre cette justice — sont venus à Gênes avec la conscience de travailler au bonheur de l'humanité, avec un profond respect de l'Europe capitaliste. Pour la Russie des Soviets, le fait de mendier du pain fut un acte de résignation, d'abaissement. Quant à l'Allemagne, après avoir occupé dans onze conférences des Alliés le banc des accusés ou tout au plus des témoins, elle prenait place pour la première fois, avec des droits égaux, à la table des négociations. Sa tactique devait consister à montrer un esprit européen, à manifester sa solidarité lors même que les autres semblaient se conduire d'une manière incorrecte. Au lieu d'agir ainsi, la délégation allemande, signa un accord séparé derrière le dos des Alliés et des neutres, ou

sans les renseigner suffisamment. La signature du traité devait avoir lieu si vite, paraît-il, parce qu'il s'agissait de prévenir un accord entre Russes et Alliés. En fait, cet accord n'a pas été réalisé après cinq semaines de négociations. Si l'art de l'homme d'Etat consiste à se faire une juste opinion des événements à venir, nos délégués n'ont pas été des artistes.

La censure que la grande presse s'est imposée à elle-même pendant la Conférence a maintenu jusqu'ici le public dans l'illusion que le traité de Rapallo fut non seulement une nécessité, mais encore un succès pour nous. Mais il serait dangereux de dissimuler plus longtemps à l'opinion publique le mal que nous a fait l'accord séparé. Nous étions venus à Gênes comme les égaux des autres puissances, nous en revenons flétris, et, à la Haye, nous serons encore les parias chassés de la table des autres. Sans doute, on ne manquera pas d'en rejeter la responsabilité sur les Français. Mais les paroles énergiques par lesquelles Lloyd George repoussa la proposition faite par Tchitchérine d'inviter les Allemands à la Haye, l'attitude hostile du Suisse Motta et des autres neutres, montrent ce que nous avons perdu depuis la nuit fatale de Rapallo. Nous sommes encore au même point que l'an dernier, lorsque Wirth est devenu chancelier : voilà le résultat, le triste résultat de Gênes.

(Morus, dans la *Weltbühne* du 25 mai 1922).

II

Avec l'habileté d'un homme d'Etat, les nerfs d'un Anglais, la bonhomie d'un Gallois et finalement aussi avec une légère menace, Lloyd George s'est efforcé inlassablement, sans toucher directement à la question des traités et des réparations, d'amener Barthou à reconnaître que les intérêts français ne pouvaient être sauvegardés qu'en favorisant les intérêts généraux de l'Europe ; mais au nom d'une France qui traîne, comme le forçat son boulet, une dette de deux cent quatre-vingt-dix milliards de francs, Poincaré a toujours fait entendre de Paris un « Non ! » obstiné. A ce moment, on perçut des craquements dans l'édifice de l'Entente, et si Asquith a déclaré à Blackpool que le maintien d'une amitié vraiment cordiale entre la France et l'Angleterre était essentiel pour l'avenir de l'Europe, à Paris des oreilles défiantes feront moins attention à ces paroles qu'à son projet d'annuler les dettes françaises et belges envers l'Angleterre, de réduire l'ensemble des dettes allemandes au montant des véritables dommages de guerre et de faire fixer par la Société des Nations les conditions de paiement de l'Allemagne. Comme l'écrit avec raison l' *Observer* : « Tant que M. Poincaré se trouvera au pouvoir et que la Chambre

réactionnaire ne sera pas dissoute, la France ne travaillera pas en faveur de l'unité européenne. » Mais le mécontentement général que la France provoque par son attitude intransigeante contribue nécessairement à renforcer chez les Français la conviction que l'on ne peut continuer ainsi et qu'il est grand temps de quitter cette voie dangereuse. La conférence en vue d'un rapprochement entre les deux peuples, qui a été faite à Berlin par le député français Marc Sangnier en sa qualité de président du Congrès démocratique international, montre que, malgré les dénégations des organes chauvins des deux côtés de la frontière, il existe certainement deux Frances, comme il existe deux Allemagnes. Donc, fondons nos espoirs sur l'autre France !

C'est pourquoi, malgré tout, la Conférence de Gênes est un progrès considérable. Depuis qu'à Versailles les représentants des pays vaincus, ont été forcés de s'asseoir au banc des accusés et d'entendre sans mot dire leur jugement, c'est la première fois que vainqueurs et vaincus sur pied d'égalité, ont été amenés par la même misère à la même table de négociations; et, puisque malgré tout la Conférence a été conduite à travers tous les écueils et les bas-fonds jusqu'au port d'un dénouement pacifique, la route reste libre pour l'avenir, vers de nouvelles négociations et de nouvelles espérances. La Haye est plus près de Gênes que Gênes de Versailles !

(Hermann Wendel, *Die Glocke*, 29 mai 1922).

FIGURES POLITIQUES

Le roi Albert de Belgique

..... Peu d'hommes sont moins enclins aux attitudes romantiques inséparables du héros de drame... Il ne pose pas, il ne déclame pas, et si l'histoire de son indomptable résistance aux ennemis de son pays n'était pas si impressionnante, on pourrait peut-être dire que ce n'est pas sans malice que la destinée a placé de si terribles responsabilités sur les fortes épaules de cet homme calme, simple, aimant la retraite. Personne, certes, n'était mieux doué pour assumer ces charges, mais personne n'était moins enclin à recueillir le profit de ses actions et à se dresser en pleine lumière dans l'armure étincelante du conquérant. Lorsqu'on étudie sa vie, on s'étonne de voir qu'un grand nombre de héros du passé, non pas nécessairement les Alexandre et les Napoléon, mais les héros réels comme le roi Alfred et saint Louis étaient des homme du même type...

On oublie souvent qu'Albert Ier n'était pas né pour être l'héritier du

trône de Belgique. Il succéda à son oncle Léopold II par suite de la mort prématurée du fils unique du roi et de la mort en 1891 de son propre frère aîné Baudouin. Son enfance s'écoula dans le palais de son père, le comte de Flandre, sous la surveillance constante de sa mère, dans un milieu remarquablement tranquille et familier. Il passait ses vacances dans les collines des Ardennes, dans la sauvage région du château des Amerois. Le prince avait à sa disposition la riche bibliothèque de son père, et il apprit bientôt plusieurs langues étrangères outre le français et le flamand, ses langues natales. Dès l'enfance, il fut un grand liseur, s'intéressant particulièrement aux sciences exactes, spécialement aux mathématiques et à la mécanique. Il entreprit de longs voyages à Constantinople, en Dalmatie et en Grèce, mais consacra la plus grande partie de son temps à visiter les usines de Belgique et les centres industriels. C'est au cours d'une de ces visites, à Seraing, près de Liège en 1897, qu'il descendit dans une mine pour avoir une idée du travail des mineurs. Dès l'âge de vingt ans, il développa cette curiosité générale qui devait lui être si utile à l'avenir. Afin d'accroître sa connaissance des hommes et des pays, il préférait voyager incognito, sachant bien que les visites officielles ne peuvent apporter beaucoup d'observations intéressantes. Il s'embarqua comme marin d'abord sur un voilier ; puis, sur un vapeur, il visita les côtes d'Angleterre. En 1898, il voyagea pendant plusieurs mois à travers l'Amérique. En qualité de prince héritier, il visita en 1906 l'Ecosse et l'Angleterre pour la seconde fois, s'intéressant particulièrement à la marine marchande et aux grands chantiers navals. Son dernier voyage, avant son accession au trône (décembre 1909), fut la traversée du Congo belge qu'il effectua de la Rhodesia à l'estuaire du fleuve, faisant une enquête personnelle et détaillée sur l'administration de la colonie et la situation des indigènes.

Tels sont, brièvement résumés, les principaux événements de la vie publique du prince. Non seulement il voulait se préparer au pouvoir, mais il s'intéressait très vivement à tous les sujets techniques dont la prospérité du pays dépend et que généralement, les souverains laissent aux conseillers experts. Il voulait voir par lui-même, et il sacrifia ses goûts personnels au perfectionnement de ses connaissances. En 1909, il avait épousé, à Munich, la fille du duc Charles-Théodore de Bavière, dont les goûts artistiques et les dispositions pour la musique et la littérature complétaient heureusement les dons intellectuels du prince, plus attiré par la science et l'économie politique. Mais sa vie de foyer, si heureuse, ne l'empêcha pas de poursuivre l'œuvre dont il s'était assigné la réalisation comme un devoir . . .

(*Review of Reviews* 15 mai 1922).

James Bryce

Sir Frederick Pollock qui, pendant cinquante ans, a été l'ami de Bryce, lui consacre un grand article dans la Quarterly Review *d'avril.*

Au moment où sir Frederick Pollock le rencontra, Bryce n'avait pas encore fait un choix définitif entre le droit et la politique, et l'on n'eût pu deviner qu'il deviendrait tour à tour : « Professeur royal de droit civil à Oxford, ministre, ambassadeur aux Etats-Unis, président du Club-Alpin, président de l'Académie britannique. »

S'il y eut un motif prédominant dans la vie de Bryce, ce fut la curiosité éclairée, curiosité décousue mais compréhensive, qui ne laisse jamais perdre ce qu'elle a une fois saisi, et qui ne se propose pas de poursuivre certaines branches de savoir jusqu'au point où la spécialisation s'oppose à une vie large et bien équilibrée. Il abandonna le droit, mais ne cessa jamais d'être un juriste éminent : et ses travaux de juriste, de politique et de publiciste ont toujours été imprégnés de cette science historique et de ce jugement qu'il avait acquis au cours de ses premières études. Comme historien, il avait une excellente culture classique, qui se manifeste dans ses écrits par des citations fréquentes d'Homère et de Virgile. Ajoutez à cela sa connaissance générale des principales langues européennes, qui, pour une ou deux de ces langues, arrivait jusqu'à la maîtrise. En un mot la formation de Bryce était celle d'un humaniste accompli. Et c'est comme un grand humaniste qu'il sera considéré par la postérité.

Il est aisé de comprendre pourquoi Bryce, comme bien d'autres hommes de science entrés dans la carrière parlementaire, n'eut jamais l'ambition politique déterminée et l'habileté qui mène aux postes de direction. Une large culture, une sympathie tolérante pour l'espèce humaine, un désir constant d'être juste envers les adversaires comme envers les alliés, ne sont pas le bagage d'un homme de parti qui ne veut pas être arrêté; ces qualités ne donnent pas la confiance, en soi qui fait d'un homme l'avocat passionné de ses propres opinions. Bryce était convaincu que le gouvernement de parti est nécessaire sous notre Constitution : sa loyauté comme collègue ou comme partisan était inébranlable (ce qui est une partie de l'équité politique); mais il ne put jamais placer l'avantage politique par dessus tout. Aussi, dans la politique active, il n'atteignit pas aux premières places. La voie qu'il choisit convenait mieux à son génie particulier. Aucun homme de parti n'aurait pu être un tel publiciste, un tel ambassadeur.

Les grandes lignes de l'œuvre de Bryce furent marquées d'abord par sa première publication importante, l'essai qui devint son étude classique sur le Saint-Empire romain. Différentes circonstances auraient pu le pousser dans d'autres directions. Mais un trait de son ca-

ractère était inné en lui ; il persista toujours et rien ne put le réprimer. Bryce devint, par sa volonté, historien et juriste ; il était né voyageur et explorateur ; il voulait voir le monde par lui-même : il raconta des choses qu'il avait vues de ses propres yeux, décrivit des pays qu'il avait lui-même parcourus. Il garda jusqu'au bout ses habitudes d'activité physique. Ce fut le manque de loisir et non la diminution des forces physiques qui mit fin à ses courses dans la montagne ; et dans son âge le plus avancé il marchait d'un pas que beaucoupdebons marcheurs plus jeunes avaient peine à suivre. On a dit qu'au cours de ses excursions dans les collines du New Hampshire, où il passa un ou deux étés pendant qu'il était ambassadeur, il réduisit un employé consulaire britannique à épuisement presque complet.

[*Sir Frederick Pollock raconte ensuite la carrière de Bryce, et il arrive à cette conclusion* :]

Bryce occupe une place élevée parmi ceux que nous appelons les hommes éminents de l'époque victorienne. La mode, aujourd'hui, fait planer sur les « Victoriens » une ombre de dépréciation. Chaque génération tend à déprécier ses prédécesseurs immédiats. Les maîtres de la jeunesse de Bryce ne comprirent pas les œuvres et les méthodes du XVIII^e^ siècle ; ils sont à leur tour méprisés par la génération montante du XX^e^ siècle. Le jugement de la postérité redressera la balance.

Si les dates ont quelque importance, personne ne peut être plus « victorien » que Bryce, qui naquit la première année du règne de Victoria. Mais la postérité jugera, si je ne me trompe, que Bryce était singulièrement exempt des défauts intellectuels de ses contemporains. La racine de ces défauts était l'insularité. L'insularité n'était pas un trait britannique inné, mais elle était née des mœurs anglaises, elle avait été développée par le long isolement des Iles Britanniques pendant les vingt années de guerres presque incessantes qui suivirent la Révolution française. Dans le domaine des sciences politiques, les auteurs anglais n'étaient intéressés que par des préoccupations et des intérêts, pour ne pas dire par des préjugés, purement anglais. Bryce, au contraire, fut le moins insulaire de nos écrivains, depuis Gibbon. Il pensa et écrivit comme un citoyen du monde, tout en servant de son mieux ses propres compatriotes. Nos petits-enfants entreront dans la vie avec des vues plus larges et une instruction mieux adaptée. Ils ne peuvent faire un meilleur usage de ces avantages qu'en suivant l'exemple de Bryce.

(*Quarterly Review*, avril 1922).

Sir George Younger

Ayant sur Lloyd George, comme il le dit lui-même, le grand avantage d'être beaucoup plus vieux, sir George Younger, le leader des tories anglais, dit quelquefois que le premier ministre manque d'expérience.

La querelle de ces deux hommes retentit d'un bout à l'autre des Iles Britanniques, parce que le premier ministre, las de l'opposition qui lui est faite dans son propre ministère, et rendant sir George Younger responsable de ce désaccord, pense que les tories devraient bien le débarrasser d'un baronnet si gênant : « Il pense que je dois m'en aller; moi, je pense qu'il doit s'en aller ». C'est ainsi que, riant de bon cœur, sir George Younger exposait récemment la crise aux reporters...

Sir George Younger a été pendant si longtemps l'homme d'action du parti tory que le peuple s'est accoutumé à son énergie, à sa vivacité toujours en éveil, même à son costume coquet, à son allure pimpante, lorsque, la canne à la main, il descend le Strand. N'étaient sa moustache de neige et ses cheveux gris, coupés court de chaque côté de la tête, il pourrait passer pour un homme de quarante-cinq ans. Il n'est pas grand, il parle bas, il marche sans bruit et sa gaîté est contagieuse. Son paletot sac gris, son col cassé, sa canne recourbée et son chapeau gris sont familiers à toute l'Angleterre. Personne ne penserait à l'appeler autrement que « George », bien qu'il soit baronnet et l'un des hommes les plus riches de l'Angleterre, possédant d immenses revenus et une grande quantité d'acres...

Son idée est que l'Angleterre doit être joyeuse, et il ne se laisse pas influencer par les partisans de la tempérance, les prohibitionnistes, les réformateurs de la morale ou des mœurs. Il a une foi solide en la vie patriarcale, un profond respect pour les intérêts acquis, un mépris honnête pour ce qu'on apprend dans les livres, une défiance absolue pour tous les *ismes*, « que Dieu les damne ! » dit-il. Les gens, affirmait-il un jour, doivent agir plus et penser moins. S'il faut l'en croire, le problème social menaçant n'est que divertissement. « Pour rendre le peuple heureux, dit-il, donnez-lui du bon temps »...

Souvent M. Lloyd George et sir George se sont rencontrés. Ils se sont regardés face à face, en souriant, leurs yeux jetant des éclairs, sir George frappant sur la table placée entre eux... « Je ne crois pas un mot de ce que vous dites », disait le premier ministre en tendant le doigt vers le chef tory. « Je ne le croyais pas non plus », répliqua sir George, « lorsque j'avais votre âge ». Cette propension du vieil homme à traiter son inévitable antagoniste comme un maître d'école traite un écolier indiscipliné exaspère particulièrement le premier ministre..

Son talent de financier, ses rapports étroits avec de gigantesques corporations ont donné à sir George la renommée d'être l'homme le plus qualifié de l'Angleterre pour donner un conseil lorsque le poids des soucis financiers est trop lourd pour des épaules ordinaires. Son carnet de chèques témoigne de sa promptitude à prêter à ses amis une aide momentanée, mais il est encore plus précieux comme conseiller. On prétend qu'il connaît d'instinct le moment où le marché va s'améliorer ou la manière précise de mettre une affaire industrielle sur pied.

Il a la rare qualité de s'intéresser sincèrement aux ennuis de ses amis...

Sa philosophie de la vie est universellement connue... Il pense que le problème qui se pose devant l'individu est essentiellement simple, bien que la solution puisse paraître difficile : Un homme jeune doit trouver sa place. La difficulté pour la plupart d'entre nous, c'est que nous ne trouvons pas notre place. La place à laquelle un homme est prédestiné peut être une haute place : elle peut être aussi le bout de la table. A moins qu'il ne trouve cette place — et aucun homme ne peut demander à un autre de trouver cette place pour lui — la faillite est inévitable. Le secret du succès est donc de trouver sa place, le temps qu'on emploie à la chercher n'est pas perdu, personne ne pouvant trouver sa place trop tard. Sir George pense que sa place est celle de chef du parti tory : la preuve en est qu'il remplit très aisément cette place à soixante-dix ans passés. « L'homme qui a trouvé sa place excelle toujours dans ses fonctions, quel que soit son âge »...

Pendant plusieurs années, sir George Younger s'est consacré à étudier les figures du Parlement... Il découvrit bientôt que les Communes peuvent être dirigées par un berger, qu'on peut les entraîner, qu'elles subissent le harnais : « Ils sont », dit-il un jour en confidence, « comme une troupe d'enfants à l'école. Promettez-leur un congé et ils feront ce que vous voudrez. Laissez les représentants faire un discours et ils deviendront excellents. Donnez-leur à garder quelque affaire sans importance et ils se croient dans la citadelle du pouvoir ». Sir George Younger peut créer une atmosphère à la Chambre en désignant les hommes qui doivent se tenir à l'écart et en lançant le groupe qui a besoin d'une heure de gloire. Il peut déconcerter le membre le plus important du cabinet en organisant un silence de mort, en lançant quelques remarques ironiques, en dirigeant ostensiblement tout un groupe vers la porte, en voyant qu'un certain nombre d'absents peut priver un débat de solennité. Il est devenu pour les bons observateurs une sorte de régisseur qui agit derrière la scène de la Chambre des Communes, organisant des divisions retentissantes, improvisant des crises irréelles, si bien qu'aujourd'hui Lloyd George ne sait plus si son ministère ne s'abîmera pas soudain sous un vote critique. C'est grâce à l'Ecossais Younger que le Gallois vit politiquement au jour le jour.

(*Current Opinion*, mai 1922).

Don Sturzo

Des cheveux drus et noirs entourant un large front, démentent par leur couleur et leur épaisseur, les cinquante et un ans de Don Luigi Sturzo d'Altobrando. Son nez gigantesque, se recourbant au-dessus d'une grande bouche aux lèvres minces, est atténué par la longueur et la dureté du menton, par la flamme des yeux sombres et largement

ouverts. La vivacité de l'expression du visage contraste avec le mutisme habituel de Don Sturzo. On dit que c'est l'unique chef de parti italien qui redoute de parler. Ses mouvements sont toujours silencieux, presque furtifs, mais il agite les mains perpétuellement. Son tempérament nerveux se révèle lorsqu'il glisse rapidement çà et là, dans une longue et noire soutane qui amincit encore sa figure si mince. Ses manières sont toujours gracieuses, une parfaite douceur se révèle dans son infatigable sourire. Ses vêtements ne sont pas riches, mais toujours propres, nets, bien brossés. Tel est l'aspect de ce Don Sturzo qui fait et défait les cabinets en Italie, un prêtre et un aristocrate dont la montée au pouvoir a été si rapide et si silencieuse que la presse européenne a eu à peine le temps de le découvrir avant qu'il ait établi sa domination sur le Quirinal...

[*On l'accuse d'être révolutionnaire. L'accusation est fausse :*]

« Au contraire, déclare le *Times* de Londres, c'est un constructeur, un esprit pratique et méthodique, un travailleur infatigable. Il est né d'une famille noble à Calatagirone (en Sicile). Ses ancêtres, pendant de nombreuses générations, ont possédé de grandes terres, conduit des Italiens à la guerre, participé à des voyages de découverte. Ils étaient très connus à Florence au temps où Dante vivait, et un membre de la famille insista auprès de la reine Isabelle lorsque Colomb vint lui exposer le projet de son premier voyage. Son calme, sa réserve, son amour de la solitude, son goût pour les sciences, le font ressembler beaucoup plus à un Anglo-Saxon qu'à un Latin.

Il reçut une éducation religieuse et fut ordonné prêtre à Catane, puis il alla à Rome se perfectionner dans l'étude de la théologie. Quand il eut trente ans, il retourna dans son village natal et remplit avec dévouement les devoirs ordinaires d'un prêtre de paroisse...

[*Don Sturzo se livre alors à des études sociologiques, puis devient, sans titre officiel, le créateur du parti populaire*].

Si Don Sturzo a un défaut, c'est peut-être son incapacité de travailler avec les autres hommes. La *Tribuna* pense qu'il est de tempérament despotique, malgré l'aménité de ses manières et la déférence qu'il montre au plus humble subordonné. Sa force est de découvrir les talents négligés. Il ne demande rien pour lui-même. Sa passion est pour la réalité du pouvoir, d'autres ne veulent que l'apparence. Il travaille par l'intermédiaire de ses disciples, quelques hommes fidèles qui, pendant une vingtaine d'années, ont exécuté ses ordres sans lui poser une question. On comprend aujourd'hui, d'après quelques signes, que ces hommes trouvent son caractère « difficile » et trop enclin à administrer de délicates réprimandes qui piquent les intéressés malgré les manières suaves de l'abbé.

Dans ses premières expériences politiques, Don Sturzo suivit ce Romolo Murri dont l'éloquence et l'impétuosité emplirent l'histoire politique, voici quelques années. Il y avait un contraste entre les

deux caractères : Don Sturzo étant très pieux et traditionnaliste dans sa théologie, Murri étant un moderniste déterminé, gardant peu de déférence pour le Vatican. Ils se séparèrent avec regret. On dit que Don Sturzo pleura lorsque son ami se détacha de l'Eglise, car la foi de Don Sturzo est inébranlable. Il rejette, malgré ses connaissances scientifiques, toutes les hypothèses sur un ancêtre de l'homme se rapprochant du singe; il croit que nous descendons d'Adam et Eve, comme le raconte l'Ecriture. Il eut autrefois plus d'une discussion avec Murri sur le problème de l'évolution...

La grande réussite du parti populaire, arrivant après une période de désintégration du mouvement catholique en Italie, amène à soupçonner Don Sturzo d'être un caractère trop subtil, ourdissant tous les réseaux de l'intrigue. Il refuse les interviews, il quitte Rome lorsqu'on le cherche, ses méthodes restent secrètes, et il impose une discipline de fer à ses disciples; tout cela inspire des théories fantaisistes sur sa personnalité. Certains pensent qu'il dispose de sommes immenses fournies par les forces conservatrices de la finance; mais cette idée apparaît ridicule à tous ceux qui sont bien informés. Egalement fausse est l'idée que Don Sturzo est un démagogue ne travaillant qu'à sa propre grandeur. Il a une utopie : il voudrait bannir la pauvreté et l'injustice sociale.

La préparation de nombreux pamphlets et tracts sur son idéale Salente explique en partie sa vie de réclusion. Il parle peu, mais il écrit beaucoup, d'une écriture fine, claire, lisible comme si elle était gravée. Il n'a pas de secrétaires et il ne dicte pas de lettres, mais il a appris la dactylographie. Sa vie de réclusion lui est même imposée en partie, explique-t-il, par sa vocation pour le sacerdoce, qu'il exerce très sérieusement. Il a dit lui-même que, s'il voyait tous ceux qui le recherchent, et s'il acceptait toutes les invitations, sa carrière de grande personnalité éclipserait son importance de chef de parti. On prétend qu'il a dit un jour à Facta : « Vous autres, hommes d'Etat, vous mangez trop, vous buvez trop, vous vous réunissez trop, vous vous amusez trop. »

Nous trouvons ici une note d'ascétisme dans le caractère de Don Sturzo, qui tend à donner à son idéal politique et à son action pratique quelque chose de puritain. On sait qu'il regarde avec défiance l'automobile qu'il considère comme la cause du relâchement général des mœurs et des manières, et qu'il refuse de communiquer avec toute personne divorcée. S'il prend quelque repos, c'est pour étudier les sciences et la nature dans sa Sicile bien-aimée. Il fait de longues promenades, revient avec de grands bouquets de fleurs. Au cours de ces promenades, il médite sur ses projets, il prépare les discours qu'il prononce en présence des foules, lorsqu'il revient ensuite vers les hommes. Ce sont de simples discours, semble-t-il, dénués de tout ornement rhétorique et prononcés sans gestes; pourtant ils séduisent la

multitude. Ils semblent spontanés, inspirés par l'occasion. Ils ont été, en réalité, soigneusement préparés.

(*Current Opinion*, mai 1922)

Mustapha Kemal

M. Robert Dunn, ancien officier de marine, membre de la Haute Commission des Etats-Unis en Turquie, donne un grand article au World's Work *sur Mustapha Kemal et sur le mouvement musulman. Nous en extrayons quelques souvenirs personnels.*

Lors de la signature du traité de Sèvres, Mustapha Kemal Pacha, musulman de Salonique, portant dans ses veines un peu de sang levantin ou juif, était au ministère de la guerre à Constantinople. C'était le jeune général qui avait arrêté l'avance des Anglais à Gallipoli et qui avait lutté contre Enver Pacha et l'alliance allemande.

En avril 1919, j'étais sur un cuirassé anglais dans la mer Noire. A Samsoun, un officier anglais me dit qu'à 300 milles dans l'intérieur des terres, à Sivas, une insurrection se préparait avec l'appui de la troisième armée turque.

Deux semaines après, les troubles éclataient en Anatolie...

Au mois de juin suivant, je voyageais seul dans le Caucase, me rendant à Sivas, à travers les six vilayets orientaux de Turquie. Les esprits étaient très excités par la nouvelle que la Conférence de la Paix avait l'intention déclarée d'enlever cette région à l'empire turc et d'en faire une Arménie indépendante, bien que pratiquement, elle ne comptât pas d'Arméniens. A Erzeroum, j'appris qu'un congrès allait être tenu le 10 juillet, congrès organisé par la « Société pour la défense des droits nationaux de l'Anatolie et de la Roumélie orientale », groupe formé secrètement quelques mois auparavant parmi le parti nationaliste turc. On devait discuter s'il fallait s'opposer par la force à la séparation des provinces où l'élément musulman prédominait.

Un matin, à quinze journées de cheval de Sivas, je vis une ligne de cavaliers turcs se dessiner le long de la route dans une vallée bleue très déserte. Leur capitaine me dit qu'il attendait l'inspecteur général de l'Arménie, Mustapha Kémal Pacha, qui était en route vers Erzeroum. Le jour suivant, dans une gorge du Haut-Euphrate, je rencontrai une automobile portant l'état-major du général, quatre jeunes officiers élégants aux aiguillettes sombres, mais le pacha voyageait seul par un chemin de montagne.

Les jours suivants, je rencontrai des délégués qui se rendaient au congrès d'Erzeroum. Des cavaliers aux visages hardis, descendus des hautes terres, portant des ceintures bariolées, les fontes de leurs selles bien pleines, passaient devant moi en un pays où des peupliers de soie

verte paraissant soudain parmi les collines calcinées marquaient la place de villages sortis de l'Ecriture. L'Islam entier semblait se diriger vers Erzeroum. J'eus le sentiment que j'assistais à la naissance d'une grande cause. Ainsi nos ancêtres marchaient sur Philadelphie en 1776, pour signer la Déclaration.

Dans un bureau de télégraphe, près de Sivas, le 10 juillet, un message arriva, envoyé d'Erzeroum à Constantinople : « Le général Mustapha Kemal, disait ce message, a résigné sa charge parce que, étant donnée la situation de la Turquie vis-à-vis des Grecs et des Arméniens, il rendra de plus grands services à son pays en étant hors de l'armée ». Il présidait le congrès.

On ne voyait à Sivas aucun signe d'insurrection. Je retournais vers Samsoun, sur la mer Noire, alors occupée par les troupes britanniques, lorsque je rencontrai le colonel Refet Bey commandant la troisième armée. Lui aussi avait donné sa démission, et il devenait fou de colère à l'idée que les Anglais avaient tenté de l'enlever à bord d'un destroyer.

Tout ceci est important à dire puisque les Anglais ont déclaré que Kemal s'était « échappé » de Constantinople. Comme officier du ministère de la guerre, il était placé sous le contrôle des Anglais. Les Anglais l'envoyèrent eux-mêmes à Sivas pour y étouffer la rebellion. Ces détails m'ont été donnés par un major du « British Intelligence Service ».

Mustapha Kemal profita le mieux qu'il put de l'occasion qui lui était offerte. Arrivé en Asie-Mineure, il se plaça à la tête du mouvement nationaliste, évidemment préparé à Constantinople. Les Anglais ordonnèrent d'arrêter Kemal et le colonel Refet Bey. L'ordre d'arrestation parvint au vali de Sivas, pendant que Kemal était dans la ville.

« Aucun soldat ou civil ne pourra l'arrêter ici », fit remarquer le vieux vali. « Je ne serais pas assez fort pour l'arrêter moi-même ».

Je n'ai pu rencontrer Mustapha Kemal que deux ans après, à Angora. J'entrai alors un jour dans la salle supérieure d'une petite maison de bois à côté de la gare. Il vint vers moi jusqu'au seuil d'une chambre nue. Il s'arrêta, debout, jouant avec la chaine d'un chapelet de corail que terminait un gland de soie rose. Sa jeunesse me frappa; il avait 41 ans, mais paraissait en avoir 35. Je remarquai ses pommettes placées très haut, sa moustache rougeâtre, relevée, ses yeux bleus d'acier. Il portait une tunique couleur d'ardoise, une chemise molle et un col mou, une cravate nouée noire. Sur la tête, ni fez, ni kalpak; ses cheveux roux étaient collés en arrière à la mode de nos étudiants.

Pendant notre conversation, les paupières autour de ses yeux étroitement fendus, sous les sourcils touffus, semblaient s'agiter continuellement, tout en bougeant à peine. Aussi, avec ses tempes pointues, sa bouche étroite, son menton proéminent, avait-il un air de subtilité et de vivacité plutôt que d'intelligence et de domination. A travers cela,

j'eus pourtant le sentiment de la concentration et de la maîtrise de son esprit, de sa dureté et peut-être de sa cruauté. Il était inscrutable.

Quelques instants après, je vis Refet, devenu maintenant le général Refet Pacha, et je lui rappelai notre rencontre sur la route de Sivas à Samsoun. Il me déclara que la version anglaise de l'insurrection de 1919 à Sivas était fausse, ayant été fournie par des agents secrets grecs et arméniens.

« — Alors », lui dis-je, « vous devez être très reconnaissant envers les Anglais qui ont envoyé Mustapha Kemal Pacha vers ses succès présents.

« — Nous le sommes » répliqua Refet avec l'œil du chat qui a avalé le canari...

J'étais arrivé à Angora en juin, après avoir traversé 1.000 milles en territoire nationaliste. Les troupes organisées avaient remplacé les Tchettis. On surveillait les déserteurs. On réparait les routes. Une nouvelle révolte kurde avait été réprimée. Seuls, les éléments les moins estimables des villes étaient favorables à un retour d'Enver Pacha. Des munitions anglaises abandonnées en Russie arrivaient dans le pays. La puissance et la sincérité du gouvernement d'Angora faisaient une grande impression sur les Américains des missions de secours, qui déclaraient que jamais la sécurité n'avait été aussi grande depuis l'armistice. La qualité des employés civils — peste de l'administration turque — s'améliorait. Dans l'ensemble, l'intérieur apparaissait plus calme que Constantinople.

Angora, à la veille de la lutte décisive contre les Grecs, était plein de confiance en soi, et en même temps diplomate. Le gouvernement était trop jeune pour être divisé par des factions; la main de Kemal était trop forte. Le sentiment populaire contre les Anglais était amer, mais le gouvernement avait la sagesse de se ménager une amitié éventuelle et il négociait secrètement avec les Anglais. Cependant les Turcs se plaisaient à discuter sur la récente pendaison de l'espion anglo-indien Mustapha Saghir, accusé d'avoir tenté d'assassiner Mustapha Kemal.

Saghir était un fonctionnaire civil de l'Inde. On l'accusait d'avoir voulu empoisonner le chef nationaliste. Ses aveux, sa correspondance avec des officiers britanniques indiquaient qu'il avait été envoyé à Angora dans ce dessein. Des allusions voilées à cette affaire avaient été faites devant moi à Constantinople. Des explications complètes doivent être données à ce sujet par les Anglais, en raison des relations actuelles de l'Amérique avec l'Empire. De telles méthodes secrètes, si elles sont autorisées par un gouvernement, mettent un pays à l'écart de la civilisation.

Lors de notre entretien, Mustapha Kemal me fit des observations intéressantes sur les relations des Américains et des Alliés à Constantinople. Il avait auparavant demandé à notre ambassade la recon-

naissance de son gouvernement. Je lui dis que, puisque Constantinople avait rompu les relations avec l'Amérique en 1917, toute initiative pour la reprise des relations devait venir des représentants actuels du peuple turc. Je lui soumis des questions écrites auxquelles il répondit ensuite par écrit, mais d'une manière plutôt évasive.

Youssouf Kemal Bey, ministre des affaires étrangères, était présent, et la discussion retourna continuellement vers le *Pacte National*. Cette déclaration du congrès de Sivas établit simplement pour les nationalistes militants le droit de contrôle absolu sur l'administration des pays de population turque d'Anatolie et de Thrace. Youssouf me disait :

« Nous nous inclinons devant notre défaite dans la grande guerre. La Mésopotamie, la Syrie, la Palestine, l'Arabie doivent être perdues pour nous, de même que la Hongrie et les territoires slaves sont perdus pour l'Autriche. Mais ce châtiment est suffisant. L'Autriche et l'Allemagne ont gardé leurs territoires allemands. Et nous devrions être privés des territoires turcs ? Est-il juste que nous soyons traités plus sévèrement que l'Allemagne et que l'Autriche ?

« Smyrne et la Thrace doivent nous revenir. Cela est indiscutable. C'est pour cela seulement que nous avons combattu. Il n'y a pas de compromis possible. Notre position est inaltérable, quoi que les Alliés puissent décider. »

Pendant que Youssouf parlait, les paupières de Mustapha Kemal restaient immobiles et les coins de sa bouche fine se soulevaient en un sourire impénétrable. A travers la fenêtre, on apercevait la grande route se dirigeant vers le rocher solitaire sur lequel les masures d'Angora se dispersent, montant vers les coteaux de vignes où la maison du pacha se dresse sous de grands peupliers. Je pouvais voir sur la route poudreuse les Turcs de sa garde du corps ne portant pas de fusils, mais armés de grenades Mills.

« Quant aux Grecs », ajouta Youssouf, « c'est l'heure critique pour notre race et notre peuple. Il se sont battus bravement à Inonou. Mais pas un mot de renonciation en leur faveur. Les glaces à la rose qu'ils nous offraient ont fondu sans que nous y goûtions ».

Pour l'alliance bolcheviste, les deux parties ont reconnu que les axiomes religieux et sociaux de l'Islam et du communisme sont inconciliables. Ils se sont partagé la Transcaucasie suivant des lignes économiques et ethniques à leur avantage commun. Aucune troupe rouge n'a été employée contre les Grecs, aucune ne sera appelée à moins que la situation devienne désespérée. Ils craignaient les Russes et ne voulaient pas avoir au nord un ennemi de plus. Ils ont été flattés que Moscou fût le premier gouvernement qui ait reconnu leur programme « qui », dit Youssouf, « nous ait tendu la main de l'amitié ».

« La Russie, dit-il ensuite, n'a pas besoin d'une Turquie soviétisée. Elle sait que cela nous affaiblirait et elle veut avoir un allié fort. Nous

pouvons nous guider nous-mêmes. *Nous ne sommes pas des bonhommes* (sic) ».

La suppression du califat de Constantinople paraissait une petite affaire à côté de la reprise de Smyrne. Les Anglais avaient fait peser cette menace de suppression comme un cauchemar politique qui devait affaiblir les nationalistes...

Tout cela était juste, modéré, impeccable. Mais je ne me laissais pas tromper. Chaque fois que je posais une question sur l'agitation panislamiste, on l'écartait avec un sourire railleur. Les nécessités de la crise exigeaient la modération, mais à la tête du mouvement se trouvait Mustapha Kemal, ardent panislamiste. Il y avait aussi le docteur Adnan Bey président de l'Assemblée nationale (mari de Halide Edib Hanum, romancière turque et féministe) qui, avec le général Refet Pacha, exerçait la plus grande influence.

C'est en cela que réside la menace contre l'Europe et les Britanniques; ceux-ci le sentent bien. Jusqu'ici, les Alliés ont méconnu la justice et la sincérité de ce mouvement. Une race qui jadis fut grande, inspirée par une religion encore puissante, a livré une bataille finale pour préserver son indépendance. Aux yeux de l'histoire, la révolution russe elle-même ne peut prendre un sens aussi grand. Chaque jour, le mouvement d'Angora trouve des échos dans l'Inde et en Egypte.

Tout le monde officiel d'Angora insiste sur le désintéressement apparent de Mustapha Kemal. Il n'a pris ni le rôle, ni le nom de dictateur dit-on, alors qu'il eût pu le prendre très aisément. On insiste aussi sur le caractère démocratique de l'Assemblée nationale. « Elle n'a pas l'intelligence et l'habileté de la vieille Chambre de Stamboul », dit Halide Edib Hanum, « mais elle est beaucoup plus représentative et sincère ». (Il y manque aussi les délégués non-musulmans de la vieille Chambre). Tout cela est vrai. Tout cela témoigne en faveur de la sûreté de vision de Kemal, et de son habileté. Il a voulu conquérir pour son peuple la sympathie du monde moderne. Il a compris qu'il fallait pour cela parler de démocratie et il a montré les Osmanlis établissant la démocratie pour assurer leur salut...

La crise de septembre 1921 a été sérieuse pour Mustapha Kemal. Lorsqu'Angora a été en danger, il a résigné son titre de président de l'Assemblée nationale, pour devenir généralissime des armées pendant trois mois. Si les Turcs avaient été défaits, il aurait été remplacé par quelque autre chef, probablement par un homme sympathique aux bolchevistes ou aux Enveristes. Ainsi sa victoire a servi à la fois son peuple et l'Europe.

(*World's Work*, mai 1922).

Le Gérant : A. Fière.

Bordeaux. — Impr. J. Bière, 18-20-22, rue du Peugue.

LIVRES NOUVEAUX

Papauté et Chrétienté sous Benoît XV, par par Georges Goyau, (Perrin, Paris).

Recueil d'articles très intéressants, très élégamment écrits sur les rapports de l'Eglise et de la Société des Nations, sur les tentatives faites par le Saint-Siège auprès de l'Eglise anglicane et des Eglises d'Orient, sur les mouvements des chrétientés séparées vers le catholicisme.

La randonnée de Samba Diouf par Jérôme et Jean Tharaud, (Plon, Paris).

Tableau de la vie patriarcale des noirs de l'Afrique occidentale française. Les frères Tharaud montrent un jeune indigène, Samba Diouf, dans son village natal, puis en France au camp d'instruction, dans la tranchée, à l'hôpital. A la fin du livre, Samba Diouf blessé retourne chez son père. Le récit est clair, mesuré, rapide. Il donne toujours l'impression de la grâce et de la force. La matière est intéressante, la composition puissamment personnelle.

International relations par James Bryce, (Mac Millan).

Dans ce volume sont réunies huit conférences faites en 1921 par James Bryce à l'Institut politique de Williamstown (Etats-Unis). C'est la dernière œuvre du grand juriste anglais. Il analyse les modifications apportées par la guerre au droit international; il étudie les moyens d'arriver à une collaboration de tous les Etats. Livre court, lumineux, plein d'aperçus nouveaux.

Japanese-American relations, par Iichiro Tokutomi, (Mac Millan).

Ce sont les pages les plus intéressantes d'un grand ouvrage dont on a vendu 300.000 exemplaires au Japon. L'auteur étudie avec la plus grande largeur d'esprit les problèmes américano-japonais. Il expose le point de vue de son pays, mais s'écarte nettement des nationalistes.

The story of the Irish Nation par Francis Hackett, (The century company).

C'est l'histoire d'Irlande la plus agréable à lire. L'auteur est Irlandais; il est donc assez indulgent pour ses propres compatriotes. Le récit repose cependant sur les meilleures sources. Les épisodes dramatiques alternent avec les études approfondies. La situation actuelle de l'Irlande, son avenir sont examinés.

Historia de Portugal par Manuel Paulo Merea et Damias Peres, (Coimbra Editora : Coïmbre).

Un petit livre où deux professeurs portugais de l'Université de Coïmbre et de l'Université d'Oporto ont résumé l'histoire de leur pays depuis les origines jusqu'en 1918. C'est un sommaire mais un sommaire substantiel pourvu d'un index très commode. Les années troublées de la République, les réformes sociales apportées par le nouveau régime y sont soigneusement étudiées.

El loco amor par Ramon Maria Tenreiro (La Pluma, Madrid).

L'auteur a traduit autrefois les contes de Grimm, il a donné une nouvelle édition des comédies de Lope de Vega. Le roman qu'il nous donne aujourd'hui a pour cadre la Galice, pays mélancolique aux larges estuaires, déjà presque portugais. L'action est violente, profondément espagnole; elle mêle l'âpreté castillane aux tendresses de l'Ouest.

Le Puy et le Velay (*Les villes d'art célèbres*, par Jacques Langlade, 1 vol. in-8o de 120 pp., 64 pl.

C'est avec raison que les éditeurs font figurer le Puy-en-Velay dans leur collection des « Villes d'art célèbres ». Si d'abord c'est l'aspect bien particulier du paysage qui frappe le touriste arrivant au Puy, les lignes imposantes de la cathédrale, l'âge et l'intérêt des œuvres d'art qui s'y trouvent, signalés déjà de longue date par Prosper Mérimée, le nombre et la variété des constructions soigneusement ornées qu'on découvre dans tous les coins de la vieille ville, à chaque détour des rues qui gravissent les flancs du rocher Torneille, et, dans la ville neuve, le musée Crozatier, cadre heureusement disposé pour les collections qu'il renferme, retiennent bientôt l'attention du visiteur; tout cet ensemble en effet, mérite au Puy le titre de « ville d'art ».

L'Esprit de Fontenelle (Chez Figuière).

Le plus exquis de la pensée de cet être à la fois tendre et sec, mélange de précision et de grâce, Marivaux savant, touché d'une mélancolie dont on ne sait si elle est un souvenir de Racine qui traîne ou une première lueur de Lamartine.

Imprimerie BIÈRE
18-20-22, rue du Peugu
BORDEAUX

931

DEC 12 1983

P
Fr.Lit.
V

Vie des Peuples
t.7,no.26(1922)

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY